

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,00 F

Algérie, 1,50 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Argentine, 1,40 DA ; Australie, 14 a. ; Belgique, 17 f. ;
Brazzaville, 1,100 C.F. ; Cameroun, 200 F.C.F. ;
Cameroun, 470 fr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-
Bretagne, 25 s. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 120 r. ;
Italie, 500 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Népal, 4 fr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ;
Roumanie, 200 F.R. ; Suède, 3,75 kr. ;
Suisse, 1,20 fr. S.A. ; Tchad, 100 C.F. ;

Tarif des abonnements page 8

A. BOUT DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 69
C.C.P. 4297-23 PARIS
Tél. Paris 06 5572
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La « libéralisation »
brésilienne
à l'épreuve

Le gouvernement du général Figueiredo est engagé dans un processus d'ouverture politique qui a permis le retour au Brésil des personnalités de l'opposition injustement mises au ban de la nation par le coup d'État militaire de 1964 et qui implique à terme une démocratisation totale et réelle des institutions. Il a pourtant choisi d'employer la force pour tenter de stopper le vaste mouvement de grève des ouvriers métallurgistes de la banlieue industrielle de São-Paulo. Cette contradiction met brutalement en lumière les ambiguïtés et les limites d'une ouverture voulue et proclamée par le régime, mais dont les conséquences logiques, dans le domaine social, effraient les dirigeants militaires, qui n'ont pas réellement renoncé à contrôler étroitement tous les mécanismes de la libéralisation.

Les troupes de choc de la police militaire, équipées de véhicules blindés, sont intervenues avec violence le vendredi 18 avril à São-Paulo pour disperser les grévistes rassemblés devant le siège de leurs syndicats. Des incidents graves, suivis d'arrestations, ont éclaté à São-Bernardo, faubourg de la métropole économique du Brésil. Jeudi, le gouvernement avait décidé de dissoudre les syndicats de métaux, de destituer leurs dirigeants choisis par la base et de nommer à leur place des fonctionnaires du ministère du travail chargés de reprendre les négociations interrompues entre le patronat et les ouvriers des grandes usines d'automobiles, en grève depuis plus de deux semaines.

Cette « intervention » directe du gouvernement est prévue par la loi en vertu de dispositions de type fasciste adoptées en 1963. Elle s'applique en cas de grève « illégale », mais il est clair qu'aucune grève, en dépit de la libéralisation largement amorcée, ne saurait être « légale » en raison de la multiplication des interdictions d'ordre juridique. Déjà, en 1979, les grèves des métaux de São-Paulo, grandes manœuvres de l'actuelle épreuve de force, avaient été tolérées et non pas réprimées. Deux mois après avoir pris le contrôle de trois syndicats de métaux, le gouvernement avait cependant permis le retour à leurs postes des dirigeants démis, un secteur du patronat, moderne et réaliste, estimant que des relations nouvelles et franches devaient s'établir entre le capital et le monde du travail.

Il est douteux que le gouvernement fasse cette fois-ci preuve de la même « mansuétude ». Il a déjà choisi, à la fin de l'année dernière, de destituer le président du syndicat des employés de banque de Porto-Alegre, dans le Rio-Grande-du-Sul, considéré comme « communiste ». A São-Paulo, les autorités escomptaient un pourrissement du mouvement ou refusant « a priori » le paiement des journées de grève et en orchestrant un campagne de reprise du travail. Les métaux, qui ont trouvé un leader charismatique et énergique en la personne de Luis Inacio da Silva, dit « Lula », un ouvrier du Nordeste sorti du peuple, ont répondu par la fermeté et paraissent résolus à tenir aussi longtemps qu'il le fallait. « Si nous cédon », aujourd'hui, affirme « Lula », il nous faudra trente ans pour reconquérir le terrain perdu... »

Les dirigeants ouvriers de São-Paulo, porte-parole d'un nouveau prolétariat sécrété par le spectaculaire développement économique du Brésil, sont conscients de l'enjeu, et leur combat prend une coloration éminemment politique. C'est l'authenticité de la libéralisation qu'ils remettent en cause face à l'opinion brésilienne et internationale. Ils peuvent compter dans cette lutte difficile sur le soutien d'une Église brésilienne dont le rôle dans le déclenchement du processus de libéralisation a été important, et qui condamne publiquement aujourd'hui la destitution des leaders syndicaux de la métallurgie.

Les Neuf et le Japon
se concertent sur l'application
de sanctions à l'Iran

C'est lundi 21 et mardi 22 avril, à Luxembourg, que les ministres des affaires étrangères des Neuf (ainsi que M. Okita, le chef de la diplomatie japonaise) vont tenter d'élaborer une réponse commune aux demandes de M. Carter dans l'affaire des otages de Téhéran. Sans aller jusqu'à la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, Londres, Bonn et Copenhague sont favorables à l'adoption, à assez brève échéance, de sanctions économiques et commerciales. M. François-Poncet, de son côté, n'a pas exclu cette éventualité dans des déclarations faites vendredi à T.F.L.

Le problème des sanctions contre l'Iran, qui est à l'origine de l'actuelle crise transatlantique, risque de ne rien perdre de son acuité dans les semaines qui viennent si l'information donnée vendredi soir par M. Carter, au cours d'une interview télévisée, était confirmée par les faits : selon le président américain, l'embarquement serait en effet décidé à s'opposer à la libération des otages jusqu'à ce qu'au lieu, en novembre prochain, les élections américaines. Ces affirmations ont cependant été démenties samedi matin 19 avril, à Téhéran.

Évoquant la réunion de Luxembourg, M. François-Poncet a déclaré, vendredi soir : « Il faut que les décisions que nous prenons aient pour objet d'être utiles, c'est-à-dire de contribuer effectivement à la libération des otages. S'il faut prendre des sanctions, maintenant ou plus tard, je crois que les Neuf les prendront. Nous allons voir avec les Neuf (...) quelles sont les pressions qui doivent être exercées pour que ces otages soient libérés. »

A Bonn, à Londres et à Copenhague, on est beaucoup plus formel sur la nécessité de prendre des sanctions. De sources allemandes, on apprend dans la capitale ouest-allemande qu'une décision doit être arrêtée, soit lundi et mardi, soit une semaine plus tard au cours du sommet européen, qui se réunira également à Luxembourg. On se déclare favorable à des sanctions purement économiques ne concernant pas les denrées alimentaires et les produits pharmaceutiques. Les dirigeants ouest-allemands seraient hostiles à un embargo sur les importations d'Iran, à une asile des avoirs financiers en R.F.A., à une interdiction des transactions financières et à la rupture des relations diplomatiques.

La R.F.A., premier partenaire
commercial

Bonn a été l'année dernière le premier partenaire commercial de l'Iran. La R.F.A. a exporté pour 2,3 milliards de DM (1,2 milliard de dollars) à destination de ce pays sur un total de ventes à l'étranger de 31,45 milliards de DM. Le quart de la valeur totale des exportations vers l'Iran est constitué de machines, 21 % de matériel électrotechnique, 11 % de produits chimiques et sidérurgiques et 9 % de matériel de transport.

Les importations, qui ont été de 4,2 milliards de DM en 1979, sont composées à concurrence de 77 % de cette somme de pétrole brut et de 15 % de tapis. Au total, l'Iran

Le renchérissement du pétrole et du gaz
dégrade les balances commerciales

Le déficit des échanges français a approché 15 milliards en trois mois

Le renchérissement des hydrocarbures n'est pas la seule raison de la dégradation des balances commerciales des pays occidentaux, qui se confirment de mois en mois. Mais il en constitue, dans la plupart des cas, le facteur principal. Ainsi, en mars, la facture énergétique de la France s'est-elle accrue de 81 % par rapport à celle de mars 1979 (11,9 milliards de francs, au lieu de 6,6), alors que l'ensemble des importations n'a augmenté que de 44,8 % en un an.

Le poids
de l'énergie

La France, comme les autres pays industriels, subit maintenant de plein fouet le nouveau choc pétrolier, qui se traduit par une détérioration de ses résultats dans le domaine des échanges extérieurs. Ainsi, pour les trois premiers mois de 1980, la balance commerciale a-t-elle été déséquilibrée de 14,7 milliards de francs — après correction des variations saisonnières (18,2 milliards en chiffres bruts) — alors qu'elle avait été excédentaire de 1,5 milliard durant la même période de 1979.

Michel Boyer.

Les ventes, qui étaient un an plus tôt de 103,5 %. Pour l'ensemble du premier trimestre, le déficit commercial atteint ainsi 14,7 milliards, soit moitié plus qu'en trois mois de l'année précédente. Après le premier choc pétrolier de 1973, le déficit commercial n'avait été, en 1974, que de 20 milliards.

Psychose de pénurie

En déclin ces derniers mois, les prix des produits pétroliers ont sensiblement remonté depuis Pâques sur le marché libre de Rotterdam. Le gazole, qui était tombé à 275 dollars la tonne, a atteint 360 dollars ces jours derniers. Et la tendance est la même pour le pétrole brut : alors qu'il y a quinze jours l'arabique light — standard ne trouvant pas preneur à 35,50 dollars le baril — une cargaison a été enlevée jeudi à 35,20 dollars au départ du Golfe.

Il y a, certes, des raisons techniques à de tels mouvements. Les variations du dollar peuvent jouer un rôle important. De plus, les prix baissent si bas au premier trimestre qu'ils permettent à peine aux raffineries de valoriser des pétroles bruts les moins chers du Golfe (portant infiniment meilleur marché que ceux d'Afrique).

Enfin, comme le souligne la revue *Pétroleum Intelligence Weekly* (PIW), les grandes compagnies doivent, plus qu'avant, tenir leurs engagements. Les sept

AVENIRS POSSIBLES

2000 et des poussières...

par PIERRE DROUIN

On se bouscule dans la dernière ligne droite du siècle. La plume démontée, c'est normal, tous ceux qui ont pour mission de réfléchir sur les avenir possibles. Qui, ils ont de plus en plus la sagesse de mettre le pluriel. Le futur, c'est comme l'amour. Quand il vous tient, il faut penser « Adieu, prudence ! ». L'irrésistible du lendemain fait chavirer plus d'un spécialiste et il serait cruel de dresser le martyrologe des prévisionnistes qui, il y a vingt ans, annonçaient la baisse tendancielle des coûts de l'énergie, des matières premières, et la fin des crises.

La « nouvelle école », qui tourne le dos à Herman Kahn et à ses disciples tels qu'Ernest Dichter (1) péremptoire, agressive, optimiste, approche de l'an 2000 et de ses poussières de points

tément assuré ses arrières, propose des pistes dans une étude intitulée « Demain les crises : de la résignation à l'indignation » (2). On sent, au long des pages, volontairement dépourvues de tout appareil méthodologique, l'influence du groupe Futuribles et de son fondateur Bertrand de Jouvenel, pour qui il s'agit de marier la « prévision » (« Quand mon fils aura mon âge, quelle sera sa situation ? ») et la « stratégie » (« Faisons que cette situation soit la meilleure possible »). « En parlant de stratégie prospective, écrit-il, fendez-vous à indiquer la recherche d'actions à longue portée, propres à rendre ce qui sera le présent de nos successeurs meilleurs qu'il n'est été sans elles » (4).

L'OPÉRA DE PÉKIN EN FRANCE

La perfection du genre

« Après le temps erroné de la « bande des quatre », dit M. Wu Feng, metteur en scène de la troupe, la coupure entre le présent et le passé est terminée ; on est revenu à la tradition de l'Opéra de Pékin. » Cette forme de spectacle avait enchanté lors de sa première présentation au Théâtre des Nations en 1955 puis en 1958 et 1964. Aujourd'hui, l'Opéra de Pékin se produit à l'Auditorium de Lyon, avant de s'installer à Paris, au Palais des congrès.

Marcelle Michel.

Michel Bataille
Les sacrilèges

“Un écrivain qui vous prend la tête et le cœur”

LUCIEN GUISSARD “LA CROIX”

ROMAN / JULIARD

AU JOUR LE JOUR
Au muguet

Où trouvez-vous le 1^{er} mai à Paris ? Place de la République, c'est nous, toujours, comme toujours, mais pour n'y retrouver que les amis de M. Séguin, ou place de la Bastille avec M. Maître ? Au Père-Lachaise, devenu pour un jour le cimetière des manifestations unitaires aux tombes fleuries par Force ouvrière. Est-ce tout ? Pas vraiment, puisque la FEN sera, tout à côté, au mur des Fédérés.

Quel embarras ! Quelle unité !

Où trouvez-vous le muguet dans les bois des environs ?

FRANÇOIS SIMON.

accidentelle sports
monétaires françaises
Correia Dantas

Le général par M. Jimmy Goldsmith, président du groupe R.S.N. de M. Antoine Nizet, le nouveau ministre du Budget, a été élu à la présidence de la République.

son métier

Le général par M. Jimmy Goldsmith, président du groupe R.S.N. de M. Antoine Nizet, le nouveau ministre du Budget, a été élu à la présidence de la République.

la source l'écoulement

Le général par M. Jimmy Goldsmith, président du groupe R.S.N. de M. Antoine Nizet, le nouveau ministre du Budget, a été élu à la présidence de la République.

Le général par M. Jimmy Goldsmith, président du groupe R.S.N. de M. Antoine Nizet, le nouveau ministre du Budget, a été élu à la présidence de la République.

Le général par M. Jimmy Goldsmith, président du groupe R.S.N. de M. Antoine Nizet, le nouveau ministre du Budget, a été élu à la présidence de la République.

NOUVELLES BREVES

Le général par M. Jimmy Goldsmith, président du groupe R.S.N. de M. Antoine Nizet, le nouveau ministre du Budget, a été élu à la présidence de la République.

Le Monde

étranger

ASIE

LE SORT DES RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

Les départs « légaux » du Vietnam ne concernent qu'une centaine de personnes par semaine

INDIQUE LE H.C.R.

Nations unies (A.F.P.). — Les départs « légaux » du Vietnam, selon que les prévoit l'accord conclu en 1979 entre le Vietnam et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ne dépassent pas le rythme d'une centaine par semaine, en raison de problèmes de coordination entre les différents pays concernés, a déclaré, vendredi 18 avril, un porte-parole du Haut Commissariat pour les réfugiés à Genève.

D'autre part, indique un communiqué du H.C.R., 6 899 Indochinois ont trouvé refuge dans divers pays d'Asie du Sud-Est au cours du

mois de mars : 5 342 sont arrivés par bateau et 1 557 par voie de terre en Thaïlande. Au cours de la même période, 22 775 réfugiés indochinois ont quitté les camps des pays de premier accueil pour être réinstallés ailleurs : 2 498 d'entre eux sont temporairement hébergés dans le centre spécial de transit de Batavia, aux Philippines, où se trouvent au total 9 046 personnes.

Enfin, sous les auspices du H.C.R. une « table ronde » réunissant les représentants de seize pays s'est tenue à Manille pour tenter de remédier au sort dramatique qui attend certains réfugiés.

Les dimensions juridiques et humanitaires du problème

Manille. — L'Asie du Sud-Est et le sous-continent indien ont connu ces dernières années un dramatique afflux de réfugiés. Après les « Boat People » vietnamiens et les réfugiés cambodgiens et laotiens, ce sont maintenant les Afghans qui arrivent par centaines de milliers au Pakistan. Or, paradoxalement, très rares sont les pays asiatiques qui ont souscrit à la convention des Nations unies de 1951 et au protocole de 1967 qui tentent d'assurer un minimum de protection, sous les auspices du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), aux personnes chassées de leur pays.

C'est pour tenter de combler cette lacune et pour convaincre les gouvernements de la région de considérer derrière les problèmes politiques causés par l'afflux de réfugiés, ses dimensions juridiques et humanitaires, que l'Institut international de droit humanitaire, avec l'aide de la faculté de droit de l'université des Philippines et sous les auspices du H.C.R., a organisé à Manille, du 14 au 18 avril, une « table ronde » regroupant les représentants de seize pays, juristes ou hauts fonctionnaires. On y trouvait côté chinois et vietnamiens, pour une fois, une certaine volonté de limiter au strict minimum les aspects politiques et réserver à d'autres instances, comme les Nations unies, les considérations politiques. De même, les représentants des pays de premier asile — essentiellement ceux de l'ASEAN (1) et la Chine — considéraient ceux du Vietnam, qui ont subi les plus graves violations de droits humains, comme des réfugiés, qui doivent avoir droit à la même protection internationale. On y trouvait aussi des représentants de la région, comme le non-refoulement.

Les délégués, avec une courtoisie imprévue, ont tout fait pour éviter la confrontation. Malgré tout, les représentants des pays de l'ASEAN ont insisté sur l'aspect politique et global du drame des réfugiés, qui doit avant tout être résolu à la source. Ainsi, l'un d'eux a insisté sur l'importance de la coopération internationale, qui devrait être sanctionnée. Après ces passes d'armes, les participants ont abordé à la fois des questions de principes qui devaient être respectées strictement par les gouvernements de la région, comme le non-refoulement.

(1) Thaïlande, Philippines, Malaisie, Singapour, Indonésie.

De notre envoyé spécial

le droit à l'asile, le partage des dépenses, non seulement sur le plan national, mais aussi entre pays riches et pauvres : certains se sont plaints du refus opposé par le Japon à la réinstallation de réfugiés indochinois sur son territoire.

Sur le plan concret, et à la suite de récents incidents dramatiques dans la mer de Chine méridionale, la « table ronde » a adopté une résolution condamnant la pression de la piraterie. Selon une enquête effectuée auprès des « Boat People » de Pulau Bidong, en Malaisie, la moitié des bateaux ont été attaqués par des pirates en général thaïlandais, dans une zone circonscrite le long des eaux territoriales thaïlandaises et malaisiennes : de janvier à mars, quarante cas de vols ont été déclarés par les victimes, et autant de jeunes filles, âgées en général de douze à treize ans, ont été enlevées. Les autorités thaïlandaises, en dépit de la récente fourniture par le H.C.R. d'un patrouilleur, ne semblent guère actives à réprimer ces actes parfois atroces, comme celui qui, en mars, a coûté la vie à cinquante-cinq vietnamiens, hommes, femmes et enfants.

Le témoignage de six femmes vietnamiennes, dix-neuf fois en quelques heures le 30 mars, suffit à montrer la gravité du problème. Une jeune fille âgée de quinze ans a déclaré aux enquêteurs : « Deux Thaïlandais m'ont fait monter sur le bateau. Je n'ai rien vu. Mais ce dernier m'a rattrapée et m'a violée trois fois. En une journée, son embarcation avait été arraisonnée par trois bateaux-pirates. Jusqu'à présent, j'ai subi la description, voire même l'immatriculation de ces bateaux sans cesse, que parfois ce sont les mêmes bateaux qui atterrissent à la fois, toujours dans le même secteur, seuls cinq pêcheurs thaïlandais ont été présentés devant un tribunal. »

Le délégué chinois, Wang Jiechen, représentant du ministère des affaires étrangères, nous a dit

que son pays avait réinstallé sur son territoire deux cent cinquante mille réfugiés venus du Vietnam, dont douze mille personnes d'origine vietnamienne et quelques milliers de montagnards méos et yao, ainsi que deux mille cinq cent vingt-cinq réfugiés venus des camps de Thaïlande.

Pour remédier à cet état de choses, la « table ronde » a adopté une résolution appelant les gouvernements à une meilleure définition des principes régissant le sort des réfugiés et garantissant un minimum de droits, dont le droit d'asile et de non-refoulement. Elle s'est donné un organe permanent, sous la forme d'un groupe de travail dont la mission consiste en fait à la fois à inciter les gouvernements à respecter les textes de 1951 et de 1967, et à préparer une convention régionale sur les réfugiés qui leur serait compétente.

Il lui faudra agir vite pour que le sort des réfugiés qui continuent d'affluer cesse d'être aussi précaire.

PATRICE DE BEER.

Afghanistan

DES SOVIÉTIQUES ET DES GOUVERNEMENTAUX BLESSÉS SÉRAIENT SOIGNÉS EN R.D.A.

Des blessés soviétiques et afghans transférés en Allemagne seraient actuellement soignés dans des hôpitaux de R.D.A., a-t-on appris vendredi 18 avril de source diplomatique allemande. Berlin-Ouest a été informé par l'agence officielle est-allemande A.D.N. que le 14 avril que dix-sept blessés afghans et soviétiques avaient été hospitalisés à Schwedt (près de Francfort-sur-l'Oder). Elle n'avait pas fait allusion à la présence de Soviétiques blessés en Afghanistan.

Pour les militaires allemands, le transfert en R.D.A. de blessés soviétiques s'expliquerait par le désir des autorités de Bonn de ne pas alarmer l'opinion publique en gardant ces hommes en O.R.S.S.

Selon des sources proches du commandement américain à Berlin, qui suit de près les mouvements au-dessus de la R.D.A., ces blessés seraient soignés à bord d'appareils de transport est-allemands. Durant leurs rotations entre la R.D.A. et Kaboul, ces avions achemineraient des moyens logistiques en Afghanistan.

D'autre part, la radio ouest-allemande a diffusé une interview de M. Henry Kissinger. Le problème afghan aurait été révisé et les États-Unis auraient répliqué plus nettement aux incursions soviétiques ou d'inspiration soviétique à l'étranger, a déclaré l'ancien secrétaire d'État américain.

Comme exemples de ces incursions, il a cité la présence de troupes chinoises en Éthiopie et le rétablissement de bases au Sud-Yémen. Notant que, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'armée rouge est entrée dans un pays qui n'était pas dans le camp communiste, il a ajouté : « Cela risque d'être le commencement d'une nouvelle ère d'expansionisme ». (A.F.P., Reuters).

Taiwan

Les responsables de la revue « Formose » ont été condamnés à de lourdes peines de prison

Accusés d'avoir organisé des troubles dans le sud de l'île, huit responsables de la revue d'opposition Formose ont été condamnés à des peines de prison par un tribunal militaire, vendredi 18 avril.

Pasible, en principe, de la peine de mort pour « sédition et tentative de renverser le gouvernement », le directeur de la revue, M. Shih Ming-teh, a été condamné à la prison à vie. Des peines allant de douze à quatorze ans de prison ont été prononcées contre les autres accusés.

Correspondance

Hongkong. — C'est le 10 décembre 1979 que la revue dissidente Formose (Meiliand) avait organisé, malgré l'interdiction de la police, un meeting destiné à célébrer la journée internationale des droits de l'homme dans la ville de Kaohsiung, centre industriel du sud de Taiwan. Des affrontements ont eu lieu entre les quelques milliers de manifestants et les forces de l'ordre, affrontements assez violents puisqu'il y a eu des blessés, policiers et civils. Quelques jours plus tard, toute l'équipe de la revue, ainsi que de nombreux sympathisants étaient emprisonnés. Huit d'entre eux devaient être déferés — en vertu de la loi martiale qui subsiste dans le sud de l'île — devant un tribunal militaire, sous la double inculpation d'avoir provoqué des troubles et d'avoir voulu renverser le gouvernement.

Ces huit personnes sont MM. Huang Hsin-jieh, éditeur de la revue Formose, membre du Comité législatif ; Shih Ming-teh, directeur de la revue ; Yao Chia-wei, avocat ; Chang Chun-hong, rédacteur en chef de Formose, député à l'Assemblée provinciale de Taiwan ; Lin Yi-hsiung, également député ; Lin Hong-hsuan, directeur du bureau de Formose à Kaohsiung ; Mouss Lu Hsiu-lien, écrivain et journaliste, connu à Taiwan pour ses ouvrages sur la femme dans la société chinoise ; M. Chen Chu, responsable du bureau de la revue à Kaohsiung.

Après dix jours de débats mouvementés, les procureurs ont requis « des peines très sévères » contre les accusés.

Ces huit personnes sont toutes d'origine taïwanaise, par opposition aux Chinois du continent, arrivés dans l'île avec des forces nationalistes, qui constituent 15 % de la population. Sur le total des cinquante-deux personnes arrêtées, on compte des hommes politiques connus, qui avaient pu jusqu'ici jouer un rôle d'opposants sans tomber sous le coup de la loi martiale. En revanche, l'un d'eux, M. Shih Ming-teh, avait passé la plus grande partie de sa vie en prison pour « activités subversives » et n'avait été libéré, à la suite d'une réduction de peine, qu'il y a trois ans. On compte aussi des activistes de renom, tels MM. Wang Tiao et Yang Ching-ch'ü.

De l'avis unanime des observateurs, le procès des « huit » s'est

PROCHE-ORIENT

Iran

Le conseil de la révolution veut purger l'université de tous les groupes et comités politiques

Téhéran (A.F.P.). — Le conseil de la révolution, qui s'est réuni vendredi 18 avril, chez l'imam Khomeiny, a ordonné à tous les groupes et comités politiques installés dans les locaux de l'université de quitter ceux-ci d'ici mardi prochain, au plus tard. « Le président de la République pourra faire appel au peuple pour les évacuer ».

Les autorités iraniennes ont, par ailleurs, annoncé que les examens universitaires auront lieu entre le 2 et le 6 juin prochain, date après laquelle les universités devront fermer leurs portes, afin d'établir un nouveau plan et un nouveau système éducatif « conforme à la loi islamique ».

Ce plan, qui intervient après les incidents à l'université de Téhéran et de Tabriz, a été, selon Radio-Téhéran, approuvé par l'imam. La déclaration du conseil de la révolution, émise par Radio-Téhéran, souligne la nécessité, après la révolution, d'un changement du système éducatif et affirme : « Le gouvernement n'accepte plus les complots à l'université ».

L'application des sanctions contre Téhéran

(Suite de la première page.)

Le Danemark, enfin, est favorable à des sanctions économiques. Selon le premier ministre danois, M. Anker Joergensen, le Danemark estime « juste d'établir des sanctions économiques contre l'Iran à l'échelon de la C.E.E. », mais, a ajouté M. Joergensen : « Nous devons nous rendre compte qu'il y a un risque de réaction violente susceptible d'aggraver la crise et de faire du tort aux otages américains en Iran. »

« Nous sommes disposés à tout faire pour soutenir les efforts des États-Unis, a encore dit M. Joergensen, et cela surtout parce que la situation détruit la coopération internationale. »

À Téhéran, les nouvelles mesures de rétorsion américaines contre l'Iran, annoncées lundi, sont passées pratiquement inaperçues.

Le seul commentaire officiel est venu du président Abolhassan Bani Sadr, qui a déclaré à l'agence de presse Pars : « Nous devons nous préparer à résister. » Au cours d'une émission radiodiffusée avant l'annonce de nouvelles sanctions, M. Sadr Ghotbzadeh, ministre iranien des affaires étrangères, avait déclaré que l'éventuelle interdiction de l'exportation américaine de produits alimentaires et médicaux à l'Iran pourrait « causer des problèmes », mais nous nous en ferons à notre politique », avait-il ajouté.

Dans les milieux politiques, on souligne que la décision du président Carter d'interdire toutes les importations de produits iraniens aux États-Unis n'aura qu'un effet minime, étant donné que les États-Unis ont déjà imposé un embargo sur le pétrole iranien.

Le gouvernement iranien a déjà

car ce lieu doit être consacré à l'enseignement. Dans la soirée, des groupes armés de courtisans ont attaqué des étudiants qui s'étaient regroupés devant l'université de Téhéran pour protester contre les décisions du conseil de la révolution. Selon des témoins, les « hachollahi » (membres du parti des extrémistes religieux) auraient blessé plusieurs étudiants.

M. et Mme Timm, beau-père et mère du sergent Kevin Hermening, l'un des otages détenus à l'ambassade américaine à Téhéran, sont arrivés samedi 19 avril dans la capitale iranienne. M. et Mme Timm se sont vu délivrer un visa de quinze jours par les autorités iraniennes. Mme Timm a précisé que l'obtention de ce visa n'avait été subordonnée à aucune condition. À Washington, le porte-parole du département d'État avait précisé que les parents du sergent Hermening n'avaient pas été autorisés à se rendre à Téhéran. Les autorités de Washington craignent en effet que ces visites ne soient « exploitées comme un moyen » par les iraniens. — (Reuters).

Un commentaire du « Times »

« C'EST AINSI QUE COMMENCENT LES GUERRES... »

Londres (A.F.P.). — Le Times critique sévèrement samedi 19 avril, la politique américaine à l'égard de l'Iran, et estime que, plutôt que de s'associer à des sanctions contre le régime islamique, la Communauté européenne ferait mieux de proposer « des idées plus larges et plus constructives ».

Pour le quotidien indépendant, « le président Carter se trompe dans sa manière d'appréhender l'Iran », car « son programme de durcissement des sanctions a très peu de chances de conduire à la libération des otages, et il est dangereusement susceptible d'empêcher la situation ».

« Il est difficile d'imaginer une façon moins satisfaisante d'affronter une crise que celle dans laquelle s'embarque l'alliance occidentale », juge le Times, qui ajoute : « Pour parler de sens détourné, c'est ainsi que commencent les guerres. »

Reprochant au président Carter de ne pas laisser guider par les bourgeoisies de l'opinion publique, le Times compare « les intérêts primordiaux de l'Occident » au « problème marginal » que constitue « les yeux de la détention des otages américains à Téhéran. Dans ces conditions, il juge que la meilleure façon dont les Européens peuvent apporter leur contribution est de proposer des idées plus larges et plus constructives ».

LES SOVIÉTIQUES INCITÉS À ÉCRIRE AU PRÉSIDENT CARTER

La Komsomolskaya Pravda, organe des Jeunes communistes, a publié, vendredi 18 avril, un message en anglais et un dessin qu'elle invite ses lecteurs à coller au dos d'une carte postale et à envoyer à la Maison Blanche. Le dessin représente une boule au-dessus du globe terrestre. La légende dit : « Non à un holocauste mondial. » Le texte reproche à M. Carter de mener la planète à la catastrophe et de pratiquer une politique profitable uniquement « au complexe militaro-industriel » des États-Unis. — (Reuters).

LE MONDE DIPLOMATIQUE EST PARU

du mois d'avril

EST PARU

Au sommaire :

Les interventions militaires

مكتبات الامم المتحدة

PROCHE-ORIENT

Iran

Le conseil de la révolution veut purger l'université de tous les groupes et comités politiques

Téhéran, 19 avril. — Le conseil de la révolution iranien a décidé de purger l'université de tous les groupes et comités politiques. Cette décision intervient à la suite de la manifestation des étudiants de la faculté de médecine de Téhéran, le 15 avril, qui a été réprimée par la police.

Les étudiants réprimés ont été punis de diverses manières : suspension, exclusion, etc. Le conseil de la révolution a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Ce conseil, qui est le plus haut organe de l'administration iranienne, a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

L'application des sanctions contre Téhéran

Le conseil de la révolution iranien a décidé d'appliquer les sanctions contre Téhéran. Cette décision intervient à la suite de la manifestation des étudiants de la faculté de médecine de Téhéran, le 15 avril, qui a été réprimée par la police.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Le conseil de la révolution iranien a également décidé de renforcer la surveillance des universités.

Irak
Les opposants ne désarment pas malgré les réalisations du régime

De notre envoyé spécial

Bagdad, 19 avril. — En pied, plus grand que nature, le buste du grand ayatollah Khomeini, en uniforme de parade ou en complet veston, se dresse sur un socle en marbre, dans un cadre néo-Louis XV en damasquiné, imprimé en relief, sur un mur de briques rouges. C'est le portrait de M. Saddam Hussein, président de la République, président du Conseil de commandement de la révolution, secrétaire général de la direction tricolore du parti Baas, secrétaire général adjoint (1) de la direction générale du Baas, maréchal et commandant en chef des armées, mais qui préfère être surnommé « le président combattant ».

M. Hussein, qui fête ses quarante-trois ans ce dimanche, est le fils d'un officier de l'armée irakienne, mais libéré depuis juillet 1979, en tant que prisonnier de guerre, par les forces américaines. Il a été nommé à la tête du régime par le conseil de la révolution.

En décembre 1979, ce fut au tour des milices économiques, avec la pendaison de trois responsables de sociétés d'Etat et d'un homme d'affaires accusés de « trahison » et de « collaboration avec l'ennemi ».

Malgré un certain nombre de libérations, les prisons contiennent toujours, au bas mot, plusieurs centaines de prisonniers kurdes, chiites, communistes, militaires et turcomans (appelés également turkmènes). Et dans le capital, en ce printemps 1980, chaque jour circulent des nouvelles ininterrompues d'arrestations.

Pourtant, le pays, attelé avec application à d'immenses tâches de construction, montre un visage calme ; on peut y circuler de jour et de nuit, dans Bagdad ou en province, sans être inquiété par un soldat ni par un policier.

Les opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

PROCHE-ORIENT

Irak

Les opposants ne désarment pas malgré les réalisations du régime

De notre envoyé spécial

Bagdad, 19 avril. — En pied, plus grand que nature, le buste du grand ayatollah Khomeini, en uniforme de parade ou en complet veston, se dresse sur un socle en marbre, dans un cadre néo-Louis XV en damasquiné, imprimé en relief, sur un mur de briques rouges. C'est le portrait de M. Saddam Hussein, président de la République, président du Conseil de commandement de la révolution, secrétaire général de la direction tricolore du parti Baas, secrétaire général adjoint (1) de la direction générale du Baas, maréchal et commandant en chef des armées, mais qui préfère être surnommé « le président combattant ».

M. Hussein, qui fête ses quarante-trois ans ce dimanche, est le fils d'un officier de l'armée irakienne, mais libéré depuis juillet 1979, en tant que prisonnier de guerre, par les forces américaines. Il a été nommé à la tête du régime par le conseil de la révolution.

En décembre 1979, ce fut au tour des milices économiques, avec la pendaison de trois responsables de sociétés d'Etat et d'un homme d'affaires accusés de « trahison » et de « collaboration avec l'ennemi ».

Malgré un certain nombre de libérations, les prisons contiennent toujours, au bas mot, plusieurs centaines de prisonniers kurdes, chiites, communistes, militaires et turcomans (appelés également turkmènes). Et dans le capital, en ce printemps 1980, chaque jour circulent des nouvelles ininterrompues d'arrestations.

Pourtant, le pays, attelé avec application à d'immenses tâches de construction, montre un visage calme ; on peut y circuler de jour et de nuit, dans Bagdad ou en province, sans être inquiété par un soldat ni par un policier.

Les opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

opposants kurdes, chiites ou communistes continuent pour la plupart de refuser de composer avec le régime, mais la jeunesse citadine, notamment à Bagdad, immense cité regroupant sur quelque 40 kilomètres de long trois des treize millions d'Irakiens et où les différences ethniques s'atténuent, reconnaît au Baas le mérite de nombreuses réalisations.

Alors l'Irak est aujourd'hui l'un des rares Etats arabes où le climat politique et social ne balance pas obligatoirement dans la terreur et la répression. La laïcité n'y est pas une maladie honteuse. Les

AFRIQUE

Tunisie

L'exécution de treize condamnés de Gafsa suscite de nombreuses protestations

Une centaine d'étudiants ont manifesté vendredi matin 18 avril à Tunis pour protester contre l'exécution de treize membres du commando de Gafsa condamnés à mort le 21 mars dernier par la Cour de sûreté de l'Etat. Les étudiants ont été rapidement dispersés par les forces de l'ordre, mais une certaine agitation régnait cependant dans la matinée sur le campus universitaire de Tunis. De plus, des mesures de sécurité importantes ont été prises vendredi autour de certains bâtiments publics de la capitale.

D'autre part, des membres du mouvement des démocrates-socialistes, qui avaient lancé le 9 avril dernier un appel à la clémence au président Bourguiba, ont publié vendredi un communiqué dans lequel ils se déclarent « consternés, bouleversés et attristés » à la suite de ces exécutions, qui « sont de nature à ternir l'image de la Tunisie ».

A Paris, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont protesté vendredi contre l'exécution des condamnés de Gafsa.

« Les treize potences de Bourguiba illustrent le mépris du régime tunisien pour le respect des droits de l'homme », a déclaré dans un communiqué la C.G.T., qui ajoute : « Ces exécutions doivent inciter le régime à respecter les droits de l'homme et à garantir la liberté des syndicalistes de l'U.G.T.T. légitime encore emprisonnés ».

De son côté, la C.F.D.T. estime que « cette répression atroce ne peut en aucun cas être la solution aux tensions politiques et sociales existantes » et qu'il s'agit d'un « coup sévère porté aux droits de l'homme ». La C.F.D.T. s'élève également contre l'absence de réaction publique du gouvernement français pour sauver la vie des condamnés.

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP) s'élève également contre « l'absence des autorités françaises et de nombreux milieux et organisations qui, en d'autres circonstances, se seraient mobilisés pour sauver la vie des condamnés ».

« Il s'agit maintenant, conclut le SNE-SUP, de continuer le combat politique pour obtenir des changements démocratiques en Tunisie, la libération des détenus politiques, la suppression des lois d'exception ».

LE COLLECTIF DU 26 JAN.

Tchad

LA BATAILLE DE NDJAMENA

Le ministre de l'agriculture dément que les troupes « sudistes » aient essuyé un « échec sanglant »

Près d'un mois après le début de la « bataille de Ndjamena », on s'oriente vers une « guerre de position » appuyée par les troupes sudistes, avec de multiples poussées de violence suivies de périodes de calme, sans gains de terrain déterminants pour une faction. Ainsi, après une nouvelle poussée de violence sur le front nord de Ndjamena, les combats avaient pratiquement cessé vendredi 18 avril en début de matinée dans la capitale tchadienne entre Forces armées populaires

(FAP) du président Goukouni et Forces armées du Nord (FAN) du ministre de la défense, M. Elie Habré.

Deux ambassadeurs nigériens, MM. Baba Inghie, conseiller politique à la présidence à Lagos, et Adede Mirwa, ministre conseiller aux affaires étrangères, sont arrivés vendredi à Ndjamena, porteurs de messages destinés au président Goukouni et à M. Elie Habré.

De passage à Paris, M. Naim-baye Lissindjian, ministre tchadien de l'Agriculture, originaire du Sud, a démenti vendredi que les Forces armées tchadiennes (FAT) du colonel « sudiste » Elie Habré aient essuyé récemment un « échec sanglant » devant Ndjamena. Se référant à des informations selon lesquelles, le 9 avril dernier, les FAT auraient été contraintes par les Forces armées du Nord (FAN) de M. Elie Habré à se replier, pendant « l'offensive d'une compagnie », le ministre les a qualifiées d'« unités combattantes » et « combattantes ».

Radio-Moundou (émetteur des sudistes) captée à Ndjamena a accusé également vendredi la presse française d'être partisane dans sa relation des événements et d'avoir adopté une « position systématique visant à considérer Elie Habré comme l'unique solution au problème tchadien ».

La radio a ajouté : « Une telle prise de position systématique de la presse française va contribuer à nuire à la politique française de neutralité stricte prônée par le gouvernement français ».

RECITIFICATIF. — A la suite de la publication dans le Monde daté 13-14 avril, dans un article de notre envoyé spécial au Mali Philippe Desreumaux, d'une information sur les conflits algéro-maliens, l'ambassade d'Algérie en France nous envoie les précisions suivantes : « Le poste de Bordj-el-Mokrani ne se situe pas à une distance kilométrique de la frontière malienne, mais bien en territoire algérien, à plus de cinq kilomètres de la frontière. Il est donc tout à fait naturel que le drame algérien n'ait pas eu lieu. Ce poste frontière existait déjà durant la période coloniale sous le nom de Bordj-le-Frère ».

LE MAROC ROMPT SES RELATIONS AVEC LA LIBYE

De notre correspondant

Rabat, 19 avril. — Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a reçu vendredi 18 avril M. Abdallah Chibani, ministre libyen de l'Intérieur, et l'a informé de la décision de Rabat de rompre les relations diplomatiques avec son pays. C'est par cette brève et sèche information diffusée par l'agence marocaine MAP que les Marocains ont appris que leur pays avait commencé à tirer les conséquences de la décision annoncée mardi dernier par les quatre pays du Front de la libération (Algérie, Libye, Syrie, Yémen) de reconnaître la République sahraouie.

Deux d'entre eux, l'Algérie et le Yémen, ayant déjà procédé à cette reconnaissance, le Maroc a déjà rompu avec eux. Il fait aujourd'hui de même avec la Libye. Seul le cas des relations entre Rabat et Damas demeure donc encore en suspens. Il en est pareillement avec l'O.L.P. qui a un bureau à Rabat.

Les autorités marocaines donnent l'impression de vouloir attendre la confirmation de la décision de la Syrie pour prendre des mesures de rétorsion. Cette mesure est justifiée dans la mesure où, selon des informations circulantes à Rabat, la presse syrienne n'aurait pas encore fait mention de la décision prise à Tripoli. L'ambassadeur de Syrie lui-même n'aurait pas encore reçu confirmation officielle de la reconnaissance de la République sahraouie par Damas.

M. André Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, sera reçu par le président Giscard d'Estaing jeudi matin 24 avril à l'Élysée. M. Jean-Marie Poirier, porte-parole de l'Élysée, M. Gromyko est attendu mercredi prochain, à Paris, à l'invitation de M. Jean François-Poncet.

M. ZEBROWSKI EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE FRANCE AU GHANA

Le Quai d'Orsay a annoncé vendredi 18 avril la nomination de M. Jan Zebrowski au poste d'ambassadeur de France au Ghana, en remplacement de M. Alain Chailion.

Le 4 juin 1978, M. Jan Zebrowski a été nommé directeur de la France d'outre-mer. Administrateur en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer, il a servi notamment à Djibouti et aux Comores. Depuis 1974, il était chef de la subdivision administrative d'Oran, sur les Hauts-de-France, en France.

LE MAROC ROMPT SES RELATIONS AVEC LA LIBYE

EUROPE

Islande

L'échec des négociations avec la Norvège sur l'île de Jan-Mayen

De notre correspondant

Reykjavik. — M. Knut Frydenlund, ministre norvégien des affaires étrangères, n'a pu s'entendre, lors de sa visite, à Reykjavik, les 14 et 15 avril, avec son collègue islandais sur l'exploitation des eaux entourant l'île de Jan-Mayen.

Cette île — quelques arpents de neige dans l'Atlantique nord — est annexée à la couronne norvégienne depuis 1929 et n'abrite qu'une station météorologique. Islandais et Norvégiens n'entendaient pas, à Reykjavik, discuter des mêmes choses. Pour les Norvégiens, le problème est simple. La zone, d'un côté à la fin du mois de mai, s'étend à 300 milles la limite de leurs eaux de pêche autour de Jan-Mayen. Ils ne veulent négocier qu'un seul point : le montant des prises de caplan à concéder aux Islandais. Mais les Islandais, qui estiment que Jan-Mayen n'est qu'un îlot rocheux sans habitation permanente, refusent le tracé d'une ligne médiane entre l'Islande et l'île norvégienne et veulent participer à l'exploitation des fonds entourant l'île.

En ce qui concerne le tracé des eaux, le compromis est déjà trouvé. L'Islande a pris en 1979 200 milles en direction de Jan-Mayen : les Norvégiens, sans reconnaître officiellement cette décision unilatérale, empêcheront leurs pêcheurs de pêcher dans la zone contestée. Mais les Norvégiens, en raison de négociations interminables avec les Russes au Spitzberg et en mer de Barents, se refusent à toute autre concession.

R.D.A.

● UN TRIBUNAL DE BERLIN-EST a condamné vendredi 18 avril, à quinze ans de prison, un Berlinois de l'Ouest, M. Andreas Niederhausen, pour avoir lancé l'an dernier un cocktail Molotov contre un bureau de douanes est-allemand, annonce l'agence officielle A.D.N. Celle-ci ajoute que M. Niederhausen, arrêté en août dernier, faisait partie d'un mouvement anti-communiste dirigé par un journaliste de Berlin-Ouest. (Reuters.)

Espagne

Le chef de la garde civile est destitué pour avoir publiquement protesté contre la réorganisation de cette unité

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement de M. Suarez a destitué le général Fontenla, directeur de la garde civile, pour des déclarations intempestives qu'il avait faites au journal la Vanguardia, de Barcelone. La décision a été annoncée à l'issue du conseil des ministres du vendredi 18 avril. C'est la première fois qu'une sanction de ce genre est prise contre un chef militaire depuis les débuts de la démocratie.

L'affaire a éclaté il y a quelques jours, après le vote par les députés d'une loi réorganisant les structures de l'armée. Le texte concernait la garde civile — corps militaire comparable à la gendarmerie française — avait été mal interprété par les intéressés. Ceux-ci dépendent traditionnellement du ministère de la défense.

Certains de leurs officiers viennent du cadre de l'armée et peuvent y retourner. Les troupes sont soumises à une discipline de casernes, et régies par un règlement très dur, qui date du siècle dernier. Or la nouvelle loi indiquait que la garde civile dépendrait désormais du ministère de l'intérieur pour sa tâche habituelle : le maintien de l'ordre. C'était déjà pratiquement le cas. Mais le texte a été considéré comme une tentative déguisée, de la part du pouvoir, pour « démilitariser » la garde civile.

Dans son interview au journal catalan, le lieutenant général Fontenla critiquait vivement le vote des députés. Il s'en prenait aux partis de gauche, qui avaient, selon lui, inspiré le projet de loi, et affirmait que la garde civile avait été victime du consensus entre le parti centriste au pouvoir et l'opposition. Il annonçait qu'il ferait tout pour obtenir une modification des textes lors de leur discussion au Sénat, et il déclarait que si les socialistes arrivaient au pouvoir ils s'opposeraient sans doute de liquider l'institution à laquelle il appartenait.

De telles déclarations étaient doublement surprenantes. D'abord, elles ne reflétaient que le point de vue de la hiérarchie, opposée à tout changement, alors que la troupe souhaiterait, semble-t-il, une modification de son statut. En outre, un chef militaire tenu à l'obligation de réserve se permettait de mettre en cause une loi adoptée par le Parlement. Le parti socialiste a demandé aussitôt la démission du général. Celui-ci a été convoqué par les deux membres du gouvernement chargés de la défense, puis a fait une rectification jugée peu satisfaisante. Le gouvernement de M. Suarez a finalement décidé de sévir. Ce qu'il avait pas osé faire l'automne dernier, quand deux capitaines généraux — celui des Canaries et celui de Valence — avaient émis des propos alarmistes sur la situation du pays et le régime démocratique. — C.V.

Chypre

A L'OCCASION DE LA VISITE DE SIR IAN GILMOUR Nicosie va insister auprès de la Grande-Bretagne pour qu'elle lui verse les compensations prévues pour la cession de ses deux bases militaires

De notre correspondant

Nicosie. — Sir Ian Gilmour, lord du sceau privé et secrétaire adjoint au Foreign Office, était attendu, ce samedi 19 avril à Nicosie. Il devait avoir une série d'entretiens avec le gouvernement chypriote sur le problème politique de Chypre et les obligations de la Grande-Bretagne dans la recherche d'un règlement équitable et permanent d'une part, et la question des compensations de la Grande-Bretagne à Chypre pour les bases militaires qu'elle possède dans l'île, d'autre part.

La Grande-Bretagne possède en effet deux « bases souveraines » dans le sud de l'île, en vertu de l'accord d'établissement de la République de Chypre de 1959. Ces bases, navale (Dhekelia) et aérienne (Akrotiri), sont d'une grande importance stratégique pour la Grande-Bretagne, comme pour ses alliés de l'OTAN.

Les Britanniques s'étaient engagés à verser au jeune Etat 14 millions de livres comme compensation pour les cinq premières années de fonctionnement de ces bases. Ce chiffre devait être révisé tous les cinq ans. La compensation des cinq premières années avait été versée avec quelque retard. Après les accords de 1964 entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, la Grande-Bretagne avait refusé de verser cette compensation parce que les « Chypriotes turcs s'étaient retirés du gouvernement » et que « tous les habitants de l'île n'auraient pas profité de ce montant qu'elle avait versé ». Les montants dus par la Grande-Bretagne à Chypre s'élevaient actuellement à quelque 250 millions de livres sterling (1).

La question des compensations britanniques a été soulevée officiellement à deux reprises par le gouvernement chypriote : lors de la rencontre entre le président de la République de Chypre, M. Kyprianou, et Mme Thatcher, à la conférence de Lusaka, puis lors de la visite de M. Kyprianou

à Londres, en février dernier. Les meilleurs diplomates de Nicosie estiment que les efforts du gouvernement chypriote dans cette affaire seront renforcés du fait de l'importance accrue des bases britanniques de Chypre après les événements d'Iran, et de la possibilité d'une utilisation de ces bases par des pays tiers. Des démentis ont été opposés, du côté britannique et du côté chypriote, aux informations relatives à une présence américaine sur ces bases.

Mais on ne peut exclure cette présence dans l'avenir si elle était rendue nécessaire par les événements. On rappelle à ce sujet que la demande de démilitarisation de l'île au président Kyprianou ne comprend pas les bases britanniques, qui sont « souveraines ».

En ce qui concerne la part qui reviendrait aux Chypriotes turcs dans ces compensations, on dit, dans les milieux officiels, que, puisque la Grande-Bretagne ne reconnaît qu'un gouvernement à Chypre, celui du président Kyprianou, c'est à ce gouvernement que les compensations doivent être versées. Ces mêmes milieux rappellent que les montants perçus par le gouvernement de Chypre depuis l'invasion de l'île par les turcs, en 1974, sont également distribués aux Chypriotes turcs.

En ce qui concerne le problème politique de Chypre, on n'attend aucun résultat spectaculaire des entretiens de Sir Ian Gilmour avec le gouvernement chypriote. Après l'échec des efforts entrepris par le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, pour la reprise des négociations intercommunautaires, on attend ici la constitution d'une commission internationale qui assistera le secrétaire général dans cette tâche, comme l'a demandé la dernière résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation.

DIMITRI ANDREOU.

(1) Le cours actuel de la livre sterling est d'environ 9,50 francs.

La Conférence de Bruxelles sur les juifs d'U.R.S.S. s'inquiète des réductions du nombre des visas de sortie

Le président de la conférence de Bruxelles sur les juifs d'U.R.S.S., réuni mercredi 16 et jeudi 17 avril, à Paris, a lancé un appel aux autorités soviétiques afin qu'elles libèrent les « prisonniers de Sion » qui « croissent encore dans les prisons et les exil soviétiques, alors que leur seul crime est de vouloir partir pour Israël ».

Le président a appelé le gouvernement soviétique à abandonner les nouvelles procédures restrictives appliquées depuis le début de l'année. Celle-ci ont eu pour effet de réduire d'un tiers le nombre des visas d'émigration accordés au cours des trois premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de l'année 1979. Les membres du présidium craignent que les juifs d'U.R.S.S. ne fassent les frais de la détérioration des relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

M. Aurie Dulzin, président de la conférence de Bruxelles, qui regroupe les représentants de quinze pays (Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Israël, Italie, Mexique, Pays-Bas, Suède et Suisse), a noté que pendant les dix dernières années « les autorités soviétiques n'ont pas entièrement tourné le dos à l'appel du peuple juif ». Quelque 250 000 juifs ont été autorisés à quitter l'U.R.S.S. Trois millions de juifs vivent dans ce pays et « il y a encore des centaines de milliers d'autres qui désirent partir, et qui espèrent partir ».

En 1979, plus de 50 000 personnes ont été autorisées à quitter le pays, le total le plus élevé enregistré au cours de cette décennie.

Enfin, le présidium de la conférence a chargé une commission de poursuivre le travail de préparation de la conférence de Madrid sur l'application de l'acte final d'Helsinki (prévu pour novembre) et de « réunir le matériel de documentation prouvant la violation des droits nationaux, culturels et religieux de la minorité juive en Union soviétique ».

DU 15 AU 30 AVRIL, C'EST AU PRINTEMPS.

150%

TOUT DE SUITE!

Sur toute la mode et les accessoires femmes, hommes et enfants, à partir d'un total de 500F d'achats*

Printemps Brunneils

Magasin Printemps Brunneils 100, rue de la République 92100 Nanterre

* Escompte remboursable sur présentation des tickets de caisse. Sauf "points rouges".

مكتبة الأمل

POLITIQUE

RÉUNI EN CONSEIL NATIONAL

Le conseil national du M.R.G. réuni le samedi 19 avril à Paris, devait débattre du projet de « manifeste » du mouvement qui sera soumis au prochain congrès du M.R.G. les 7 et 8 juin prochain. Ce congrès doit également désigner le candidat radical de gauche à l'élection présidentielle de 1981.

Le manifeste n'est pas conçu comme la plate-forme du candidat dans la mesure où sa portée va au-delà de l'élection présidentielle. Rédigé par M. Michel Crépeau après un travail collectif, il part de la constatation que le programme commun étant forcé, le M.R.G. ne dispose d'aucune référence doctrinale, le président « manifeste » radical d'avant la naissance même du M.R.G. puisqu'il avait été

Le M.R.G. souhaite proposer un « socialisme du possible »

rédige par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Les grandes orientations du futur document seront toutefois défendues par le candidat radical de gauche. Dans son état actuel, ce texte susceptible d'être complété (il manque le chapitre consacré aux questions internationales) et amendé par le conseil national tente de définir « un socialisme du possible ».

Il témoigne aussi d'une volonté d'ouverture du M.R.G. vers des courants qui rebutent les grands partis de gauche (écologistes et régionalistes notamment), en faisant une large part à leurs préoccupations. En s'inspirant des thèses des radicaux italiens, il met l'accent sur les libertés et les droits de l'homme. Il

s'écarter sur de nombreux points du programme commun de la gauche : c'est ainsi qu'il ne retient que trois nationalisations au lieu des neuf prévues par le texte liant les ex-partis de l'union de la gauche.

En concentrant ses efforts sur l'élaboration du manifeste, la direction du M.R.G. a paru déserter le terrain de l'actualité, mais elle a rempli la première partie de son contrat. La seconde — la désignation d'un candidat, c'est-à-dire, en l'état actuel des choses, de M. Crépeau lui-même — reste fonction de l'attitude du P.S. Certes, M. Crépeau, qui se pose au faveur de l'ancrage à gauche du M.R.G., doit tenir compte de la volonté d'une majorité de radicaux de gauche d'être présents dans le scrutin prési-

dential qu'il arrive. Mais il reste convaincu qu'une candidature de M. Michel Rocard modifierait les données du problème, à condition toutefois que ce dernier tienne son propre discours et non celui du « projet socialiste ».

Au fond, en annonçant la désignation d'un candidat, M. Crépeau participe, parce qu'il croit à ses chances, à l'effort du député des Yvelines visant à décourager M. François Mitterrand d'être lui-même candidat ; si cet effort aboutit, la logique voudrait que, après avoir négocié avec M. Rocard, le M.R.G. n'ait plus de candidat. Mais il n'est pas sûr que le rapport de force au sein du M.R.G. resterait alors favorable à son président. — J.-M.C.

« Le document d'études » du M.R.G. tel qu'il est discuté par le conseil national s'ouvre par un chapitre consacré à l'éducation car « la démocratie n'existe que par l'éducation ». L'auteur prône le « renforcement des études » qui, selon lui, la supériorité du travail intellectuel sur le travail manuel, ainsi que la séparation entre la formation de l'homme et la formation professionnelle. Il dénonce « la déqualification à l'envers » du système actuel, car « la société n'a jamais été aussi éduquée et dominée par les castes issues des grandes écoles ».

L'auteur souhaite que l'école soit séparée de l'Etat pour la rendre aux citoyens s'exprimant à travers les assemblées élues des départements et des régions. Il formule une série de propositions selon lesquelles :

- Le système éducatif sera entièrement régionalisé ;
- La loi fixera les structures destinées à assurer l'enseignement obligatoire jusqu'à quinze ans, l'enseignement alterné à partir de quinze ans et l'éducation permanente pour tous à raison de deux heures par semaine résultant

d'une diminution correspondante de la durée du travail ;

— La loi fixera également le programme obligatoire de base de l'enseignement élémentaire ainsi que les critères de l'orientation et de la sélection, le reste des programmes étant fixé à l'échelon régional et local en accord avec les parties intéressées.

Le deuxième chapitre concerne les libertés et propose l'enseignement obligatoire des droits de l'homme et des libertés publiques à tous les niveaux de l'enseignement et l'inclusion obligatoire d'une programmation sur les libertés dans les cahiers des charges des différents médias. Il est également prévu, si le texte reste en l'état, la suppression immédiate des lois et tribunaux d'exception, la dissolution des C.R.S., l'abolition de la peine de mort, la suppression des prisons et leur remplacement par des institutions de réhabilitation par le travail, la création d'un tribunal suprême de juridiction en matière criminelle, la suppression de toute peine privative de liberté en matière politique ou militaire en temps de paix, la suppression des tribunaux militaires, le remplacement

du ministère de la justice et la dévolution de ses attributions à un conseil de la magistrature élu par les magistrats, et la compétence exclusive des tribunaux judiciaires dans les questions individuelles garanties par les lois.

Une régionalisation variable

Le troisième chapitre s'intitule « Redistribuer le pouvoir politique » et prône, notamment, une « régionalisation effective », qui exige que l'élection des conseils régionaux au suffrage universel. Le document d'études souligne que « la tâche, l'organisation et les compétences dévolues aux régions peuvent être différentes » et que, pour chaque cas, un référendum régional fixera les conditions de cette régionalisation. De même, il est indiqué que les communes ne peuvent être régies par un statut unique, mais que la régionalisation doit être proportionnelle, la suppression du « domaine réservé » au président de la République et la réduction à cinq ans du mandat

présidentiel. Les autres propositions dans ce domaine sont les suivantes :

« Les sessions parlementaires seront de deux fois cinq mois ; les séances de nuit seront supprimées ; le cumul des mandats réduit à deux ; chaque mois une semaine au moins sera consacrée aux propositions de loi et aux questions de l'opposition. Le Parlement sera doté des moyens modernes de l'information et du contrôle. Il pourra saisir le Conseil économique et se faire assister d'experts ».

« Le montant des dépenses électorales sera plafonné, les ressources des candidats publiées. L'Etat versera une subvention égale à toutes les formations ayant obtenu 5 % des voix aux élections législatives. Les élections seront régulières et plurielles ».

Le quatrième chapitre assigne pour objectif au M.R.G. le « démantèlement de la technocratie ». Celle-ci, comme le développement de l'informatique, elle, peut être vaincue, notamment par « une politisation plus grande » de la population. « Pour résister à la technocratie, les citoyens

doivent s'associer et se grouper », est-il indiqué.

La « libération de l'information » constitue le thème du cinquième chapitre, qui propose une réforme du statut des entreprises de presse « dans le sens du pluralisme », et l'attribution d'une aide publique prioritairement aux journaux bénéficiant de faibles ressources publicitaires. Des cahiers des charges seront imposés aux sociétés de télévision comme aux stations privées de radio pour assurer l'équilibre du pluralisme et de qualité. Enfin les radios libres recevront une autorisation d'émission et un statut.

Dans un sixième chapitre il est prévu de « réveiller les Français » afin qu'ils prennent conscience du monde « tel qu'il est », avec de nouvelles frontières « qui effacent celles des Etats mais séparent les nations riches des pauvres, les nations libres de celles qui subissent le tyranisme ». Enfin, un septième chapitre est consacré à la « nouvelle croissance ». Critiquant « l'économie de guerre » actuelle, le texte ne ménage pas non plus la gauche traditionnelle, « brillante lorsqu'il

s'agit d'assurer une répartition plus égalitaire des produits de la croissance » et qui est « beaucoup moins lorsqu'il s'agit d'encourager la croissance dont la richesse doit être produite ».

Trois nationalisations

Considérant que la France a besoin d'« entreprises saines et vigoureuses » pour affronter la compétition économique mais refusant la socialisation des risques et la privatisation du profit, le M.R.G. propose, le texte prône le retour à une planification « réellement démocratique ».

La nationalisation des sociétés multinationales n'est pas jugée « réaliste » ; mieux vaut « insérer la stratégie de ces groupes dans les contraintes du plan ». De plus, c'est au niveau de l'Europe que les mesures appropriées devront être édictées. Il est question de l'« européanisation » des sociétés multinationales plutôt que de leur nationalisation.

Cette dernière mesure n'est envisagée que « lorsque le secteur privé ne joue pas son rôle » — c'est le cas de la sidérurgie — ou lorsque « l'indépendance de la France et de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique est en jeu » : c'est le cas de l'informatique et de l'aéronautique. Le document prévoit la création d'entreprises nationales nouvelles, pour l'exploitation des énergies nouvelles par exemple.

Le texte précise aussi : « Le jour où la gauche politique et syndicale comprendra que l'Etat patron n'est pas la panacée, le remède miracle, qu'il y a des entreprises publiques bien gérées et d'autres qui le sont mal, que le secteur privé n'est pas non plus nécessairement l'enfer, le début politique d'une certaine gauche d'avancer et la gauche de gagner les élections en ne créant pas des peurs stériles et en tenant le langage de la raison ».

L'accent est également mis sur le développement du secteur de la coopération et de la mutualité, la lutte contre les gaspillages, la participation des citoyens à la vie économique.

Enfin, le M.R.G. se prononce pour une réelle politique d'économie d'énergie, objectif essentiel du plan (taux de réduction de 30 à 35 % la consommation d'énergie), et en faveur d'un moratoire nucléaire, jusqu'à ce qu'un vote du Parlement et un référendum aient permis de trancher.

■ Mme Giscard d'Estaing a visité le 19 avril, à Bordeaux, des installations d'animation d'un quartier neuf de cette ville qui ont été réalisées avec la participation de la fondation créée par l'épouse du président de la République. Des ouvriers de diverses entreprises bordelaises en difficulté ont manifesté à cette occasion. Il n'y a pas eu d'incident. La Fondation Anne-Aymone Giscard d'Estaing s'occupe de l'entretien et de la rénovation de l'usine.

ANCIENS COMBATTANTS

■ Une nouvelle liste d'anciens combattants en Afrique du Nord vient d'être publiée. Elle concerne l'armée de terre et correspond aux unités de transmissions aux-quelles sont annexés des textes modificatifs aux listes précédentes (Infanterie, train, génie). Elle comprend également la deuxième liste des unités admissibles à bénéficier des bonifications afférentes à certains combats (régiment d'infanterie).

■ La Fédération nationale des chars et de l'armée blindée organise le 20 avril sa traditionnelle cérémonie de Berry-au-Bac (Aisne), qui rappelle la première apparition des chars français sur le champ de bataille. Cette année, la commémoration donnera lieu à l'inauguration d'une stèle.

■ Ce quarantième anniversaire permettra de rappeler que nos unités d'élite de l'armée blindée sauveront l'honneur de la France et de son armée », précise la F.N.C.B. en indiquant que le rassemblement est prévu à 5 h 30 devant le mémorial, route de Laon. Berry-au-Bac (Aisne).

SEUL par la S.A.R.L. Le Monde.
Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimé par le Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX.
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 5747.

1981, horizon sans perspective

III. — Des positions d'attente

par ANDRÉ LAURENS

guère faire autre chose que ce qu'elle a tenté jusqu'à ces dernières années. Il n'y a pas, semble-t-il, de véritable rupture entre les communistes et les socialistes. Ils restent fidèles à l'union et qu'ils n'ont pas renoncé à diriger le pays. En attendant, le P.C. accuse le P.S. de se préparer à gouverner avec la droite, et le P.S. reproche à son ancien partenaire de chercher, comme le parti communiste italien, un compromis de type « union nationale » avec l'autre camp.

Au-delà de ces relations conflictuelles, la gauche s'efforce de définir ses positions d'attente, à l'horizon, une alternative de réajustement : soit les deux partis se rallieront, l'un par rapport à l'autre, dans une nouvelle discipline dite « républicaine » ; soit encore, mais elle assure une maintenance plus qu'elle n'entretient l'espérance.

■ Deux reprises, en 1965 et 1974, l'élection présidentielle elle-même avait fourni à la gauche l'occasion de présenter un candidat unique. Toujours le même, François Mitterrand, l'ancien ministre de 1969 avait été jugé pour ce qu'il était : un raté venant après le résultat prometteur des élections législatives de 1967. Entre-temps il y avait eu le grand ébranlement de 1968.

Conçu d'abord comme une nécessité défensive face au gaullisme qui mordait sur son électorat, l'alliance des partis de gauche allait devenir offensive en affirmant sa prétention à gouverner le pays. D'où le programme commun.

Ce bref historique éclaire le grand changement survenu depuis deux ans : la gauche n'est plus en état de prétendre gouverner, elle se dérobe plus devant la difficulté d'assumer la charge du pouvoir que devant celle de la conquérir ce à quoi elle a fait parvenir. Dans l'immédiat, la question qui se pose à elle est la suivante : compte tenu d'un système institutionnel qui pousse à la bipolarisation — et auquel le rapprochement du P.C. et du P.S. doit beaucoup — que peut faire la gauche divise et que fait-elle ?

De prime abord, elle ne peut

grande. A cet égard, l'affaire de la fédération de Paris, mise sur la place publique par le livre d'Henri de La Motte, est révélatrice. Les choses se passent et d'ici la discussion est conduite entre les dirigeants nationaux et leurs camarades. La réaction du P.C. dans une autre situation est tout aussi révélatrice. Les interrogations, de bonne ou de mauvaise foi sur le passé de M. Marchais ou sur son éventuel passage dans une école de cadres du parti communiste d'Union soviétique sont reçues globalement comme une agression. La manifestation d'un complot anticommuniste auquel le P.S. prête la main.

Le P.C.F. protège son secrétaire général comme s'il s'agissait de défendre l'indivisibilité de la charge et l'ensemble de l'organisation. Il s'identifie au passé d'un homme alors que ce passé est occupé par un autre. L'histoire du parti, dans la charge et l'ensemble de l'organisation, il s'identifie au passé d'un homme alors que ce passé est occupé par un autre. L'histoire du parti, dans la charge et l'ensemble de l'organisation, il s'identifie au passé d'un homme alors que ce passé est occupé par un autre.

Dans un monde où les rapports de puissance à puissance se fondent pas que sur des critères idéologiques, et où, par exemple, l'I.R.S.S. ou la Chine, s'accroissent fort bien du maintien de certains régimes capitalistes, dans une société où la complexité du travail de production et le développement de la consommation exigent une meilleure intégration des forces, un parti communiste a-t-il encore sa nécessité ? Oui, deux fois oui, répond le P.C. en invoquant la dimension internationale du communisme et le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la construction d'une autre société. Réponse attendue — mais qui n'explique ni comment certains pays échouent à la nécessité du communisme, ni pourquoi d'autres partis se réclament du socialisme scientifique ne produisent pas les mêmes analyses que le P.C.F.

Les dirigeants communistes peuvent rétorquer que cela ne les concerne pas. Rapports à la question à l'échelle de la France, la France populaire et de la Libération, auxquelles il a été politiquement associé, après la résistance à l'occupant, pendant la guerre au sein de laquelle il a joué un si grand rôle, quel a été l'apport concret du P.C.F. ? A quel moment a-t-il inféchi de manière tangible la politique nationale ? La présidence syndicale, comme ailleurs, portés ses fruits, la gau-

che non communiste a eu l'occasion plus ou moins durablement, plus ou moins durablement, de se poser la question de la direction, mais le courant communiste n'a guère fait que témoigner, contre l'alliance atlantique, contre la guerre de Corée, contre les guerres coloniales — et c'est à son honneur — mais sans effet évident. La décolonisation de l'empire a été imposée de l'extérieur, par le défaut ou le refusement de l'histoire et a été assumée par des gouvernements de la IV^e ou de la V^e qui ne devaient rien au communisme de l'Allemagne (C.E.D.), en 1958, est la seule circonstance où l'action propre du P.C. conjonctivement à celle des socialistes, a infléchi le cours des choses.

Il ne s'agit pas d'accabler le P.C.F. — qui a parallèlement perdu de son importance depuis les élections — mais de savoir s'il a l'intention de poursuivre dans la même voie, dans ce qu'on a

La fuite en avant ou le repli tactique

Le cas du P.S. est plus simple mais pas nécessairement plus clair. Le courant socialiste a retrouvé une richesse que l'exercice du pouvoir a fait perdre. Mais le P.S. ne peut pas se contenter de se replier sur son rôle de parti d'opposition et de se laisser porter par le courant de la gauche. Il doit, à l'heure actuelle, se poser la question de sa nécessité. Comment sortir de l'impasse ?

A partir de là, les choses se compliquent. D'abord pour des raisons objectives : le P.S. est une organisation complexe, fragile. On y retrouve les partages géographiques de la S.F.I.O., les strates des divers apports (Convention des institutions républicaines de François Mitterrand, P.S.U. de Michel Rocard, C.E.R.S. de Jean-Pierre Chevènement), la présence de générations nouvelles. La diversité dans le recrutement, l'encadrement, explique l'existence de courants et la complexité des querelles.

Si l'opinion publique s'y perd, c'est, ensuite, parce que le P.S. manque de cohérence. On ne peut pas exiger de lui qu'il se replie sur son rôle de parti d'opposition et de se laisser porter par le courant de la gauche. Il doit, à l'heure actuelle, se poser la question de sa nécessité. Comment sortir de l'impasse ?

A partir de là, les choses se compliquent. D'abord pour des raisons objectives : le P.S. est une organisation complexe, fragile. On y retrouve les partages géographiques de la S.F.I.O., les strates des divers apports (Convention des institutions républicaines de François Mitterrand, P.S.U. de Michel Rocard, C.E.R.S. de Jean-Pierre Chevènement), la présence de générations nouvelles. La diversité dans le recrutement, l'encadrement, explique l'existence de courants et la complexité des querelles.

tout cela est bien flou. Ou ces professeurs de socialisme sont capables de gouverner ensemble et il vaudrait mieux qu'ils le fassent, ou ils ne le peuvent pas, et il vaudrait mieux qu'ils le fassent, ou ils ne le peuvent pas, et il vaudrait mieux qu'ils le fassent.

Une autre équivoque doit être levée. Le P.S. peut avoir pour finalité de représenter toute la gauche mais, pendant quelque temps encore, il devra tenir compte du P.C. — laisser planer l'idée qu'on se peut de rendre lui ou que, mis au pied du mur, les communistes devront s'incliner est perilleux. Personne ne la reprend sans gouvernement, mais elle est dans l'air. On comprend que les socialistes ne restent pas paralysés en attendant le bon vouloir du parti communiste, on admet qu'ils veulent passer avec succès la nouvelle épreuve que suppose la gauche mais si le P.C. doit être forcé dans ses retranchements c'est dû à la présence, avant que les élections ne s'ouvrent, de la gauche. Cela suppose que les dirigeants du P.S. disent clairement, et ensemble, ce qu'ils proposent aussi à leurs éventuels partenaires et aux Français si l'accès au pouvoir s'ouvrait à eux.

Pour l'heure, ils restent dans le flou. Les uns reprochent à M. Rocard sa fuite en avant dans le présidentialisme qui serait l'idée d'un ordre fait nouveau ; ils font remarquer que les précédentes tentatives et notamment celles de M. Gaston Defferre et d'Horizon 80 (1964) ont échoué. Les autres soupçonnent M. Mitterrand d'envisager un repli tactique afin de conserver le contrôle du parti dans les années à venir. Tout cela ne saurait tenir lieu de politique.

Il est possible, comme l'a souvent dit M. François Mitterrand que la gauche, malgré ses échecs, soit sociologiquement majoritaire. Mais, si c'est vrai, ce ne peut être que dans l'union. Sinon, non seulement le prochain rendez-vous avec les électeurs, mais les suivants, resteront sans espoir.

FIN

2000 et des pour

Le ministre de desavens... la d

مكتبة الامم المتحدة

«socialisme du possible»

Le socialisme du possible, c'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer. C'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer.

Le socialisme du possible, c'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer. C'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer.

Le socialisme du possible, c'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer. C'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer.

Le socialisme du possible, c'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer. C'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer.

Le socialisme du possible, c'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer. C'est un socialisme qui ne se contente pas de rêver, mais qui cherche à réaliser. C'est un socialisme qui ne se contente pas de critiquer, mais qui cherche à proposer.

2000 et des poussières...

(Suite de la première page.)

Michel Godet pratique habituellement cette dialectique du probable et du souhaitable, ce qui donne à son travail une bonne orientation.

«Pour regarder le présent, il faut souvent éclairer le futur», écrit-il. Sage remarque, l'homme de prospective est souvent un peu comme l'informaticien. Il se rend compte que l'ordinateur a permis de clarifier la gestion d'une entreprise, non par tout ce que la machine a «craché», mais parce qu'il a été nécessaire de bien préparer les données qu'elle devait digérer pour être efficacement programmée.

Selon un sondage de *Paris-Match* datant de juin 1979, 54 % des personnes interrogées éprouvent de la crainte en pensant à l'an 2000. Dans sa «tour de guet», Michel Godet refuse de s'attacher aux couleurs noires ou roses de l'avenir, qui n'est pas écrit mais qui reste à faire.

Tirer parti des crises

Le point le plus fort de sa réflexion porte sur la question suivante : comment tirer le meilleur parti des crises ? Selon lui, certaines peuvent être des coupeurs de cheveux en l'air, d'autres des sautes pour modifier nos mentalités. Nos modes de vie, nos politiques. Encore faut-il d'abord évaluer un certain nombre d'idées reçues.

Prenons l'exemple de l'inflation : des milliers de pages savantes ont été écrites pour analyser le phénomène, mais on n'a pas suffisamment cherché à répondre à la question du type de celle que se pose tout bon politicien dans son domaine : «A qui profite l'inflation ?». Il est aisé de s'apercevoir que l'inflation, les entreprises et nombre de particuliers s'en accommodent fort bien. L'inflation sert d'excuse à la lutte des classes, et comme le disait M. Pierre Maudé : «Il faut de plus en plus d'inflation pour permettre l'accord momentané dans le désordre reporté».

Puisque, à vue humaine, on ne voit pas l'inflation s'écrouler, car «trop d'excuses y trouvent leur compte», Michel Godet propose courageusement que, après les salaires et les loyers, on indexe au moins la petite épargne.

D'ici à l'an 2000, d'autres types d'inégalités vont au reste se renforcer et notamment autour de l'emploi. D'ici un siècle, à quatre fois plus de risques d'être chômeur qu'un adulte. Les travailleurs de plus de cinquante ans et les femmes figurent également parmi les plus touchés et le doublement du chômage d'ici à 1985 n'est pas qu'un épouvantail sorti d'ordinateurs moroses, puisque la chute globale des emplois industriels va continuer, que les postes perdus dans le secteur secondaire ne se retrouveront plus dans le tertiaire et que la population active est en forte croissance. Du coup l'inégalité sera encore plus criante entre ceux qui travailleront dans les secteurs exposés à la concurrence et ceux qui se trouveront dans les secteurs abrités (administration, entreprises nationales).

Après d'autres analyses, Michel Godet pense qu'un certain déséquilibre des flux de chômage favorisera l'émergence d'innovations économiques, technologiques, mais surtout socio-politiques, du type meilleur partage du travail entre activité contrainte et libre, développement des secteurs culturels et de l'aide sociale.

Derrière les défis mondiaux, dont celui de l'énergie est le plus visible, une stratégie de croissance sobre «est tout à fait possible estime notre auteur, mais nous n'en prenons pas du tout le chemin. La concentration de la production et de l'habitat, et plus généralement la peur de la décentralisation, jointe à ce que d'aucuns ont appelé la «nucleo-police» ne nous achèment pas vers une société moins gaspilleuse.

En revanche, il semble que l'on comprenne que le développement du tiers-monde représente plus une opportunité qu'une menace pour notre économie, et que le protectionnisme est aussi dangereux qu'un libéralisme échevelé.

Qu'est-ce qu'une société post-industrielle «à la française» ? se demande à son tour un autre prospectiviste : André Clément Deconinck (5) dans un livre très stimulant et souvent provocant qui vient de sortir sous le titre *La France de l'an 2000* (6). Il oppose à ce sujet l'utopie bourgeoise et la littérature ouvrière. La première s'exprime souvent sous la forme d'un anti-machinisme sommaire, néo-boulogne. La seconde ne se révolte pas contre les outils eux-mêmes mais contre le système de sur-exploitation du travail fondé sur un certain type d'utilisation des machines.

La vraie question à se poser est celle-ci : quel est l'avenir de la société marchande ? Tout porte à croire que l'être humain devient de plus en plus une marchandise, que les doctrines proposent qu'il affirmant l'incompréhensible supériorité des méthodes de gestion de la firme par rapport à l'Etat, donc de son aptitude à assumer — par le marché et sur le marché — des fonctions collectives au moindre coût et à la plus grande satisfaction des usagers. Les multinationales sont tout à fait capables de prendre la tête du nouvel ordre mondial !

Ce type de civilisation qui se dissimule sous les termes faussés neutres de «production» et «consommation» conduit en fait à l'exploitation du sous-proletariat national ou immigré, à la prédation (c'est-à-dire aux prélèvements nets sur le milieu naturel et le milieu vivant) et à la surconsommation, trois activités qui ont un effet commun : la destruction de la personne humaine.

Pourquoi notre société tolère-t-elle cela ? Essentiellement par «peur de manquer» et singulièrement à cette époque où les risques de disette énergétique sont plus sensibles. Or selon A.C. Deconinck : «toutes les crises sont de longue durée sur la consommation appelle à défaut d'un changement dans les mœurs, le jacobinisme».

D'autres conduites sociales sont heureusement concevables, et notre auteur oppose à ces forces de destruction celles de la création. Il en résume deux : innover d'abord en vue de donner de nouveaux contenus à des activités traditionnelles (un exemple choisi étant celui de l'agriculture et de l'élevage) ; maintenir en vie et développer autant qu'il se peut, des activités traditionnelles dont la forme et le contenu se trouvent respectés (l'exemple retenu étant cette fois l'artisanat et le commerce de détail).

Quant à l'industrie, si elle est particulièrement fragile en France, c'est parce que trop de dirigeants ont la passion du prestige, le goût d'être d'abord bien avec l'Etat et non en phase avec le marché, la satisfaction de l'invention prétextée à la recherche de l'innovation. L'auteur ajoute : «l'indifférence superbe à la concurrence et à la clientèle» ce qui nous paraît cette fois très exagéré.

En revanche, il est vrai que les voies d'une «ré-industrialisation» pour la France de demain passent par des branches telles que l'agro-alimentaire, les énergies nouvelles, les industries de la mer, celles des biens d'équipement par le tiers-monde et les industries de la communication.

Comme Michel Godet, A.C. Deconinck pense que les inégalités sociales ont «un coût plein de promesses». Comparez entre la France des propriétaires et celle des autres, disparités dans l'accès au savoir et au pouvoir, maintien des castes. «Changer le moins possible est la seule forme de consensus qui rassemble vraiment les Français».

M. Deconinck n'est pas plus tendre dans sa prospective des institutions. «L'école primaire est insupportable dans l'acte de ce qui reste du prolétariat. L'enseignement des modèles petits-bourgeois». Sur le pouvoir local, il rejoint les analyses de Pierre Grémion (7) : les notables et les bureaucraties des administrations centrales mettent leurs intérêts en commun et cela n'est pas près de finir.

Dans la fonction publique, c'est la logique de l'efficacité qui prévaut, et sur la scène mondiale, la France se présente plutôt mal dans «ces quatre stratégies essentielles qui remodelent sans cesse le visage de la planète» et qui touchent l'énergie, la polymétrie, la lutte contre la faim dans le monde, et l'information scientifique et technique.

Tous ceux qui regardent un peu plus loin que le bout de leur nez sentent un grand vide, à hauteur de tous ces zéros de l'an 2000. L'attente d'un grand projet solidaire serait capable de réveiller des enthousiasmes. La gravité de la crise révélera peut-être des forces inconnues», écrit-il. Rénan en 1871 (8). Etrange, parfois lamentable, la destinée de notre pays n'est-elle pas vulgaire ? Devra-t-on se contenter d'une «esthétique politique» ?

PIERRE DROUIN.

(5) Directeur du Laboratoire de prospective appliquée, 6, rue Dante, 92 Paris.
(6) Seghers, éditeur, 287 pages, prix moyen : 54 F.
(7) Notamment dans *Le Désordre et la sagesse*, Gallimard 1980, publié sous la direction d'Henri Mendras.
(8) Dans *Le Réformisme intellectuel et moral*.

Le projet d'informatisation des cartes d'identité

Le ministère de la justice désavoue... la chancellerie

Le projet d'informatisation des cartes d'identité des Français ne sera pas, selon toute vraisemblance, soumis au Parlement, mais pourrait donner lieu à un décret. Un nouvel épisode est intervenu dans cette affaire qui met aux prises la commission nationale de l'information et des libertés, le ministère de la justice et celui de l'intérieur.

Dernier rebondissement en date, la chancellerie désavoue... le ministère de la justice, c'est-à-dire elle-même, et explique que le zéro pointé qu'elle a initié le 1^{er} avril (le Monde du 3 avril) au ministère de l'intérieur est le résultat d'une «mauvaise coordination administrative». Résumons : début mars, le gouvernement renonce à la création d'un titre unique de séjour et de travail informatisé destinés aux étrangers. La loi est trop considérable. Mais il maintient son projet d'informatisation des cartes d'identité des Français et des titres de séjour d'émigrés. Le 1^{er} avril, quelques instants avant la réunion de la commission de l'information et des libertés, qui doit se prononcer sur le projet d'informatisation des seules cartes d'identité, la chancellerie dépose sur le bureau des commissaires une note très critique.

Le ministère de la justice estime alors que ce projet aurait pour résultat la création d'un «état civil» parallèle, qui relève non du décret, comme cela est prévu, mais de la loi.

A la lecture de cette note, la commission décide de reporter sa décision sine die, tandis qu'au ministère de l'intérieur on cherche à déterminer d'où vient le coup. L'explication est à la fois simple et compliquée : lundi 31 mars, jour de la rédaction de cette note, M. Peyrefitte est à la Réunion, où il a conduit son tour de France des

juridictions. Rédigé par des fonctionnaires particulièrement soucieux sur le chapitre des libertés, le brûlot part à la commission sans imprimatur politique.

Les raisons pour lesquelles la chancellerie est revenue sur son appréciation initiale sont plus compliquées. Les documents qui lui ont été soumis pour avis par la commission étaient à la fois incomplets et mal rédigés. Il y manquait une annexe R 12-1 précisant que les seules informations mises en mémoire informatique seraient celles figurant en clair sur la carte d'identité et non l'ensemble des données recueillies sur les formulaires de demande. Sans ces données, notamment relatives à la filiation, il n'y aurait pas création d'un fichier parallèle d'état civil et, de ce fait, aucune nécessité de soumettre le projet au Parlement.

Une réunion a eu lieu il y a quelques jours entre deux hauts fonctionnaires des ministères de la justice et de l'intérieur, pour dissiper ce «malentendu» que l'on n'est pas loin d'attribuer à M. Raymond Fort, député (P.S.) de Bellori, rapporteur du projet devant la commission, et auteur de la demande d'avis adressée à la chancellerie.

Le projet de décret soumis à la commission a été modifié en conséquence, et notamment son article 5, qui prévoit la création d'un fichier parallèle d'état civil, a été supprimé. L'explication peut paraître laborieuse, d'autant que le mal est fait : les adversaires du projet sont aujourd'hui sur une plate-forme où ils n'avaient pas songé et qu'ils comptent bien exploiter, en particulier au sein de la commission qui rendra son avis d'ici au 15 juillet. A moins d'un nouveau rebondissement.

BERTRAND LE GENDRE.

La fin du procès des médecins du docteur Peignaux

Un «drame sans responsabilité» ?

En plaidant, le vendredi 18 avril, au terme du débat instauré par ce qui fut, en 1971, l'affaire Peignaux avant de devenir l'affaire des docteurs Troncin, Colonna et Denker (le Monde du 19 avril), M. François Sarda devait dire : «Notre société doit modestement avouer qu'elle peut se débarrasser des drames sans responsabilité». Ce fut le thème, explicité ou non, de la défense des trois médecins poursuivis pour avoir, par négligence imprudente ou inobservation des règlements, été les responsables de cet homicide involontaire qui fut l'opération tragique du jeune Didier Robouat, accomplie par un généraliste considéré depuis comme dément et donc irresponsable de ses actes.

Dans le jugement qui sera rendu le 30 mai, la septième chambre du tribunal correctionnel de Paris fera-t-elle cet «aveu» auquel l'ont invité les défenseurs ? Il lui faudrait alors écarter les arguments développés aussi bien par M. Charles Libmann, avocat de la famille du jeune Didier pour laquelle il a demandé 550 000 F de dommages et intérêts, que par Mme Odile Corru, représentant du ministère public. Car cette dernière, sans énoncer le montant des peines qu'elle entendait voir prononcer, a exprimé sans équivoque sa conviction d'une culpabilité des trois prévenus.

Cette traditionnelle confrontation de ceux qui accusent et de ceux qui défendent fut sans surprise. Pour les premiers, le fait majeur qui s'imposait demeura l'abaissement de la vie professionnelle du docteur Peignaux, cette opération chirurgicale que rien ne nécessitait et qui s'acheva par un drame. Pour eux, ce drame aurait pu être évité parce que le passé psychiatrique de ce médecin, sept fois interné, radié ou réintégré par plusieurs conseils départementaux de l'ordre, autant que les craintes exprimées par son entourage constituaient autant de raisons à la vigilance. Elle ne s'exerça pas lorsque le docteur Peignaux obtint, en 1967, son inscription au tableau de l'ordre de la Seine-Saint-Denis, qui présidait alors le docteur Jules Troncin. Elle ne s'exerça pas davantage lorsque le professeur Colonna et, au-dessus de lui, le professeur Denker, qui est aussi auditeur au Conseil national de l'ordre des médecins, apprenant que le docteur Peignaux, alors en traitement dans leur service de l'hôpital Sainte-Anne à Paris et bénéficiant d'une permission de vingt-quatre heures, le 7 mars 1971, n'était pas rentré, demeuraient sans réaction.

Imprudence ou incompétence

Pour M. Libmann, cette attitude ne permet que deux hypothèses : «Ou bien, s'est-il écrié, vous avez été d'une imprudence rare et criminelle si vous connaissiez votre métier. Ou bien, quels que soient votre autorité et vos titres, il vous faut reconnaître aujourd'hui une totale incompétence». Et pour Mme Corru, il y eut bel et bien «toute l'œuvre d'un refus de considérer qu'un maniaque-dépressif peut être dangereux quand il s'agit d'un médecin dont on com-

menait à savoir, de surcroît, qu'il se livrait à des actes de chirurgie et que cet état maniaque-dépressif incitait à l'alcoolisme».

C'est peut-être là un des points majeurs du dossier. Car, la veille, un témoin cité à la requête de M. Denker, le professeur Théophile Kammerer, avait certes confirmé le point de vue du «patron» de Sainte-Anne : «Non, un maniaque-dépressif ne présente pas de danger pour autrui». Mais il avait admis que si l'éthylisme s'en mêle, le danger, alors, peut parfaitement exister.

La défense devait faire pratiquement l'impossible sur ce chapitre. C'est que, pour elle, de M. Roger Gouary, avocat du docteur Troncin, à M. François Sarda, passant par M. Jean Goussier, défenseur du professeur Colonna, le procès était faussé. Elle refuse, en effet, de faire du drame le point de départ de ses réflexions et l'abbès de fixation qu'en font les «profanes». Ce drame, pour elle, est l'imprévisible et «tant qu'existera la notion d'imprévisibilité, il faut se garder de dire que, parce que c'est arrivé, c'était prévisible».

Seul doit compter pour leurs clients ce que ceux-ci savaient ou ne savaient pas avant. Et, à partir de là, ce qu'ils valent ou non le droit de faire. Tous ont dit en substance : aucun élément ne permettait de tenir le docteur Peignaux pour dangereux. Ses internements précédents ? Certes, mais puisque après chacun d'eux il

n'y avait jamais eu de catastrophe, cela confirmait bien la théorie de la non-dangereuse du maniaque-dépressif, fût-il médecin. Avertir après le non-retour à Sainte-Anne du docteur Peignaux le 7 mars 1971 ? Mais avertir qui ? Si un internement d'office s'imposait, c'était au préfet de police de l'ordonner, mais ce n'était pas au médecin traitant d'informer le préfet. Le médecin traitant ne saurait se comporter en expert, pas plus qu'il ne saurait violer le secret professionnel. M. Goussier avait d'ailleurs comparé les psychiatres en cause au juge de l'application des peines, qui peut très bien accorder en conscience, sans laxisme ni complaisance, une liberté à un délinquant, quelques mois plus tard, cambrioleur ou tueur de nouveau.

Et puis, bien sûr, on ne manqua pas d'invoquer les nouvelles tendances de la psychiatrie, celles qui veulent rompre avec l'antique esprit coercitif de la loi du 30 juin 1838 sur l'internement, en préconisant une plus grande souplesse dans les traitements, en écartant de plus en plus l'hospitalisation. C'est là, a dit M. Sarda, cela pose aussi la question des risques. Mais c'est bien là la réflexion d'une profession, et cette réflexion est conduite par M. Denker qui peut se demander aujourd'hui, avec ce procès, s'il va falloir changer toute une orientation en marche comme s'il va falloir tricher avec la loi.

JEAN-MARC THILLIERE.

Le Conseil d'Etat refuse le statut de réfugié politique à trois Noirs américains

Ils avaient détourné un avion en 1972

Le Conseil d'Etat a refusé, vendredi 18 avril, à Paris, d'accorder le statut de réfugié politique à quatre Noirs américains auteurs, en 1972, d'un détournement d'avion de Detroit vers Alger.

Les deux femmes ont été libérées il y a un peu plus d'un an et Melvin Mac Nair, il y a quelques jours. Tous trois avaient obtenu une autorisation provisoire de séjour de la part du ministère de l'Intérieur. George Brown devrait être libéré dans les jours prochains.

La décision du Conseil d'Etat va-t-elle conduire le ministère de l'Intérieur à expulser les quatre Noirs américains ? Leurs avocats le redoutent, faisant valoir que, même si l'extradition vers les Etats-Unis n'est pas possible, la justice américaine pourrait tôt ou tard les «récupérer» s'ils étaient expulsés vers un pays disposé à les extraditer. Les autorités américaines s'efforcent de savoir que ces quatre personnes seraient jugées aux Etats-Unis pour les faits qui leur ont valu condamnation en France.

révolution et les deux femmes à cinq ans d'emprisonnement (avec un sursis de deux ans) (le Monde daté 26-27 novembre 1978).

Les deux femmes ont été libérées il y a un peu plus d'un an et Melvin Mac Nair, il y a quelques jours. Tous trois avaient obtenu une autorisation provisoire de séjour de la part du ministère de l'Intérieur. George Brown devrait être libéré dans les jours prochains.

La décision du Conseil d'Etat va-t-elle conduire le ministère de l'Intérieur à expulser les quatre Noirs américains ? Leurs avocats le redoutent, faisant valoir que, même si l'extradition vers les Etats-Unis n'est pas possible, la justice américaine pourrait tôt ou tard les «récupérer» s'ils étaient expulsés vers un pays disposé à les extraditer. Les autorités américaines s'efforcent de savoir que ces quatre personnes seraient jugées aux Etats-Unis pour les faits qui leur ont valu condamnation en France.

PRESSE ACTUALITE

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs. Dans le numéro d'avril

GÉRARD THÉRY
directeur des Télécommunications présente les applications de la télévision en France.

CHARLES ANTOINE
explique comment et pourquoi il a créé une agence de presse axée sur l'Amérique Latine.

NOËL GUINÉE
reporter photographe à «Ouest France» parle de son métier.

L'ÉCOLOGIE

DANS LES MÉDIAS

Une nouvelle rubrique ou de nouvelles interrogations ?

LA PRESSE

LA PRESSE

DES VACANCES

affrontée à la surabondance des brochures gratuites

PRESSE ACTUALITE

est introuvable en kiosque. Exclu-

sivement vendu par abonnement.

ENVOYEZ 13 F (timbre ou chèque)

à Presse Actualité, 5, rue Bayard,

75393 Paris Cedex 08

en spécifiant numéro d'avis.

L'abonnement d'essai : 90 F.

SCIENCES HUMAINES MÉDECINE

L'anthropologie doit devenir une discipline à part entière

L'enseignement de l'anthropologie dans les universités françaises est actuellement disparate et lacunaire. Il faut le structurer et le développer dans un proche avenir pour répondre aux nécessités de notre temps et donner pleinement son rôle à la démarche théorique, riche et diverse, dont est porteur cette discipline. Telle est la substance du rapport précis et argumenté qu'une commission de travail de l'Association française des anthropologues, créée en 1979, a rédigé et fait parvenir au début de cette année au président de la République, au premier ministre, au ministre des universités et aux présidents d'université.

Les auteurs du rapport considèrent sous le terme générique d'anthropologie quatre domaines :

- L'anthropologie sociale et culturelle (ou ethnologie) ;
- L'anthropologie linguistique (ethno-linguistique) ;
- L'anthropologie biologique ou physique (« Variations des caractères biologiques de l'homme dans l'espace et dans le temps ») ;
- La préhistoire ;

L'organisation actuelle de l'enseignement anthropologique dans les universités françaises ne permet pas l'articulation indispensable entre les quatre champs de la discipline. Les auteurs du rapport, constatant les auteurs du rapport, une seule unité d'étude et de recherche d'ethnologie en France (à Paris-VII), aucune pour l'anthropologie linguistique, une faible représentation de l'anthropologie biologique dans les seules U.E.R. de sciences ou de médecine, un cursus complet d'enseignement de la préhistoire dans neuf universités seulement ; tels sont les maillons d'une chaîne bien incomplète aux yeux des membres de l'Association française des anthropologues.

Analyser

les mutations culturelles

Il faudrait, souligne le rapport, faire de l'anthropologie, avec ses quatre champs, une discipline à part entière autonome, comme c'est le cas dans les pays anglo-saxons. Les auteurs insistent sur la nécessité de substituer aux enseignements partiels dispersés aujourd'hui des cursus cohérents complets, et progressant logiquement de l'initiation à la spécialisation, alors que cet ordre n'est pas toujours respecté actuellement.

Pourquoi ces demandes ? « Nous ne cherchons pas à créer de nouveaux débouchés en anthropologie, mais à exploiter les demandes et

besoins existants », assurent les rédacteurs de ce bilan. En France, des besoins de plus en plus nombreux, « qui soulignent une urgence anthropologique, ne s'expriment pas uniquement en termes de préservation d'un patrimoine culturel, mais aussi en termes d'analyse des mutations culturelles imposées par le changement et le développement rapides de nos sociétés contemporaines ». C'est pourquoi le rapport assigne comme tâche à l'anthropologie, qu'il s'agisse de mieux connaître, « l'analyse des formes socioculturelles nouvelles de la vie moderne ».

Dans le tiers-monde et dans le reste du monde, les anthropologues ont généralement cessé d'être les accompagnateurs curieux des colonisateurs. D'autrefois, missionnaires inconnus aujourd'hui, ils établissent des ponts linguistiques, aident au développement économique et technique. A l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières, les sollicitations abondent.

Le rapport justifie enfin le plaidoyer de l'Association française des anthropologues en faveur du développement de leur discipline dans l'université et, de proche en proche, dans les autres secteurs de l'instruction scolaire par le rappel de l'existence d'une importante demande sociale d'anthropologie (livres, films, articles de presse). Cette demande du grand public n'est pas toujours dépourvue d'ambiguïté. Elle se confond parfois avec un engouement dont l'explication appartiendrait plutôt aux sociologues. Mais elle existe, intense et durable. C'est à cette constatation que les anthropologues français s'attachent pour réclamer pour leur discipline, dans l'université, une place qu'elle est loin d'avoir aujourd'hui. — M. K.

■ Association française des anthropologues, Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06.

Création d'un conseil du patrimoine ethnologique

Un arrêté du ministre de la culture et de la communication et du ministre des universités, publié au Journal officiel du samedi 19 avril, annonce la création d'un « conseil du patrimoine ethnologique » chargé de proposer au ministre « pour toutes les questions relatives à ce patrimoine, et notamment à sa connaissance, sa préservation et à sa mise en valeur » les éléments d'une politique du patrimoine et de la recherche ethnologique sur la France. Le conseil du patrimoine ethnologique examinera tous les plans, projets et mesures divers propres à remplir cet objectif.

La création de ce conseil était l'une des mesures proposées par le rapport consacré aux besoins et aux projets de l'ethnologie de la France, qui avait été remis au président de la République au mois d'octobre de l'année dernière. (Le Monde du 30 octobre 1979).

Les principales missions du conseil du patrimoine ethnologique seront les suivantes : il formulera des avis sur les projets scientifiques et culturels à vocation ethnologique à subvention-

ner. Il sera consulté sur « les modalités d'organisation, à l'échelle locale et régionale, proposées par le ministre chargé de la culture aux instances ayant vocation à participer à la mise en valeur du patrimoine ethnologique ».

Les actions de protection et de préservation du patrimoine ethnologique, les diverses enquêtes, collectes et recherches, « toute action propre à développer l'enseignement de l'ethnologie, à encourager la formation des spécialistes et plus généralement des personnes désireuses d'agir en faveur du patrimoine ethnologique » seront aussi soumises à son examen.

Préside par le ministre, le conseil comprendra six membres de droit : dix-huit membres nommés. Parmi ces derniers figureront : un professeur proposé par le Collège de France, huit ethnologues proposés par divers organismes scientifiques ou de spécialistes, et neuf personnalités choisies par le ministre de la culture et de la communication après avis du ministre des universités.

■ Une mission du patrimoine ethnologique, dirigée par Mme Elisabeth Fleury-Levy, est créée par décret paru au Journal officiel du samedi 19 avril. Cette mission sera chargée d'assister le conseil du patrimoine ethnologique et de préparer ses travaux.

RELIGION

■ Mgr Marcel Lefebvre, interrogé à Madrid sur les rumeurs concernant le durcissement éventuel de ses rapports avec le Saint-Siège, a déclaré, vendredi 18 avril, que, depuis deux ans, l'atmosphère était détendue et qu'il ne croyait pas que Jean-Paul II envisage une excommunication. — (A.F.P.)

■ La Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente a condamné fermement la déclaration de M. Valéry Giscard d'Estaing appelant « le peuple français tout entier » à accueillir chaleureusement le pape Jean-Paul II, qui affirme venir en France pour y remplir une mission pastorale.

« Aucun de ceux qui ne reconnaissent pas l'autorité du pape ne doit se trouver associé, contre son gré, à une entreprise qui ne peut avoir pour objet que d'influencer les mœurs et les conceptions sociales des seuls catholiques. »

Selon l'ordre des médecins

LA FÉMINISATION

CROISSANCE BOULEVERSSERA LA PROFESSION MÉDICALE

Suggérée à plusieurs reprises par le rapport de l'Inspection générale et sociale qui vient d'être rendu public (Le Monde du 19 avril), la réalisation d'une carte sanitaire recensant l'ensemble des moyens de soins aura un début d'application avec la publication du conseil de l'ordre des médecins, d'une étude statistique département par département à partir de sondages et grâce au fichier informatisé des médecins inscrits au tableau de l'ordre. Au 1^{er} juillet 1979, on ne peut plus de quatre-vingt-dix-huit départements, l'effectif a été critiqué, effectif auquel on doit ajouter près de dix mille praticiens « potentiellement actifs » en attente d'installation ou d'activité, effectif des remplacements ou en inactivité pour convenances personnelles. Parmi les médecins en activité, plus de 17 % sont des femmes, et elles sont même 58 % parmi les praticiens « potentiellement actifs ».

La féminisation est avant tout une caractéristique des jeunes générations : elle atteint 23 % parmi les médecins de moins de trente-cinq ans, et 30 % parmi les promotions qui débute à l'heure actuelle. Le caractère quasi féminin de la profession de médecin est d'autant plus évident que le taux de féminisation permet d'établir, selon l'ordre, qu'en 1983, sur cent nouveaux diplômés engagés dans la voie professionnelle, près de quatre-vingt seront des femmes. En 1990, ce chiffre passera à trente-sept et atteindra quarante-cinq en l'an 2000. D'une manière plus générale, les femmes choisissent de préférence l'exercice de la médecine hospitalière ou salariée à celui de la médecine libérale, ce qui fait prévoir aux responsables de l'ordre national des médecins un bouleversement de la profession médicale dans les années à venir. — J.-Y. N.

Les techniques de lutte contre le tabagisme

25 % de succès à long terme

Organisé par la Ligue nationale française contre le cancer, le symposium « Tabac ou santé » qui vient d'avoir lieu à Paris, a permis à différents spécialistes internationaux de comparer leurs expériences et leurs résultats sur les tentatives existant actuellement pour permettre aux utilisateurs de tabac de cesser de fumer.

A plusieurs reprises au cours du symposium, on a comparé le tabagisme aux grandes épidémies des siècles derniers. Si elle est valable à certains égards (la diffusion rapide du phénomène ou son caractère contagieux pouvant, en effet, simuler une épidémie infectieuse), cette comparaison pêche cependant sur un point : la possibilité laissée à chacun de se soustraire en décidant de ne pas commencer — ou de cesser — de fumer.

En apportant les résultats des différentes tentatives réalisées pour transformer un fumeur en non-fumeur, les participants au symposium ont bien précisé qu'il s'agit d'un domaine où la technique n'a pas de résultats miracles. « Il peut sembler paradoxal », a indiqué le professeur Gilbert Laguerre, chef du service de néphrologie de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, « que l'on ne puisse obtenir de bons résultats alors que les sujets sont toujours volontaires ». Les échecs peuvent être expliqués, selon lui, par le tabagisme ambiant, par la crainte de la prise de poids qui survient lors de l'arrêt du tabac et qui nécessite un régime, mais aussi et surtout par le phénomène de dépendance qui apparaît après quelques années d'utilisation du tabac. La dépendance psychologique, la cigarette devenant un rite quotidien — mais également pharmacologique. « C'est pourquoi il est urgent d'étudier les différents aspects de la pharmacodépendance à la nicotine, a-t-il ajouté de manière à mettre au point une substance qui atténue les signes cliniques d'abstinence, mais sans créer de dépendance — dus à cette dépendance ».

Pour le docteur Lars Ramström (Suède), la participation du malade reste l'élément essentiel de la thérapeutique, l'action du médecin consistant avant tout à faire percevoir l'usage du tabac comme un péril pour sa santé. Il semble que, lorsque le tabac est lié à une pathologie spécifique (hypertension artérielle, artérite, maladie cardio-vasculaire), les chances de succès sont sensiblement majorées, atteignant et dépassant les 80 %.

« Le malade », précise le docteur Laguerre, « associé alors l'arrêt du tabac au traitement de son affection, est sûr que le régime sans sel ou que la prise de médicament ».

En dehors de ces cas particuliers, il semble acquis, pour l'ensemble des spécialistes, que toutes techniques confondues (thérapeutique médicamenteuse, psychosociale, hypnose, acupuncture ou utilisation de filtres), on ne puisse dépasser, dans le meilleur des cas, 25 % de succès à long terme. « En l'absence d'un médicament miracle, le meilleur conseil que nous puissions donner reste encore de ne pas commencer à fumer », ont-ils précisé.

Il reste que la volonté est, dans ce domaine, le principal facteur de réussite : 95 % des 32 millions de fumeurs qui, en Amérique du Nord, ont décidé de s'arrêter, entre 1969 et 1977, l'ont fait de leur propre chef sans recourir à une technique particulière. — J.-Y. N.

■ Dans le cadre des manifestations organisées à l'occasion de la Journée de l'Organisation mondiale de la santé du 7 avril, dans un plan de cinq jours d'information de désintoxication aura lieu, à Paris, au Forum des Halles du 20 au 24 avril, chaque soir à 19 h 15 et 20 h 30. (Forum des Halles, salle Lescoq, niveau 4.)

FAITS DIVERS

STOCKS D'EXPLOSIFS DANS DES CONSIGNES AUTOMATIQUES

Des explosifs ont été découverts à l'issue d'un contrôle effectué le vendredi 18 avril, dans les consignes automatiques des gares S.N.C.F. de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) et Saint-Dié (Vosges). Dans les deux cas, ces explosifs, destinés aux contrôles des caisses de consignes que les agents de la S.N.C.F. opèrent systématiquement, que l'on devait trouver : seize pains d'une livre de plastique, deux détecteurs et cinq grenades lisses à Saint-Dié et à Lunéville, huit pains de T.N.T., quatre grenades fumigènes et un cordon allumeur. Aucun de ces explosifs n'était amorcé.

À la S.N.C.F., on précise que ces contrôles sont d'ordre sécuritaire, comptable, et ne sont pas destinés à une période de vingt-quatre heures. Au-delà de ce délai, l'utilisateur est invité par un voyant qui apparaît lorsqu'il introduit sa clé, à réapprovisionner le casier en pièces de monnaie. Après soixante-douze heures, un nouveau voyant le pousse à s'adresser aux guichets de la gare. Enfin, après cinq jours, les bagages sont considérés comme « en souffrance ».

La S.N.C.F. procède alors à l'ouverture du casier, dont le contenu est transféré à la consigne générale. Toutefois, dans des gares d'importance moyenne, ce transfert peut être opéré, en raison du nombre réduit de caisses, au bout de soixante-douze heures.

QUATRE MORTS DANS L'ACCIDENT D'UN HELICOPTERE DANS LE JURA

Le capitaine Yves Guerry, trente-six ans, le lieutenant François Olivier, trente ans, du 43^e régiment d'infanterie de Lille, le maréchal des logis-chef Jean-Jacques Tellemand, vingt-quatre ans, et un autre sous-officier du 2^e groupement d'hélicoptères, légion de l'armée de terre ont trouvé la mort, vendredi 18 avril, dans l'accident d'un hélicoptère — du type Alouette, près de Marigny (Jura).

Des causes mécaniques semblent, selon plusieurs témoins, à l'origine de l'accident. L'appareil, qui avait fait escale au centre d'entraînement militaire des Bousnes (Jura), s'est perdu dans le brouillard avant de percuter contre le sol et d'exploser.

LES MEURTRIERS DU C.R.S. TUE AUX ANTILLES SONT TOUJOURS EN FUITE

Les gendarmes de la Guadeloupe n'avaient pas retrouvé, vendredi 18 avril, les malfaiteurs qui ont tué un C.R.S. de vingt-neuf ans, M. Henri Hervieu, près de Marigny, chef-lieu de l'île de Saint-Martin, dans les Antilles, dont la partie française est rattachée à la Guadeloupe. Alors que ce C.R.S. regagnait, le jeudi 17 avril, son cantonnement avec un collègue, un véhicule a ralenti à leur hauteur ; trois hommes en les menaçant, ont réclamé leurs armes et ont tiré sur eux, d'après la police, lorsque les C.R.S. ont tenté de porter la main à leur arme. M. Hervieu, atteint en pleine poitrine, succombait très vite. Son collègue parvenait à échapper à ses agresseurs.

M. Hervieu était entré dans la police en 1972. Nommé en Guadeloupe en 1975, il devait regagner la métropole en juillet prochain. Il était père d'un enfant. Les malfaiteurs avaient commis un hold-up dans les locaux d'une banque, où ils s'étaient emparés d'objets.

■ Une centaine de pastilles de Dérilum, un produit extrêmement toxique, ont été volées dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 avril dans un camion en mouvement à Vaux-le-Pénil, près de Melun (Seine-et-Marne). Ces pastilles, d'une valeur globale de plusieurs dizaines de milliers de francs, servent à la fabrication de tubes cathodiques et sont utilisées dans l'industrie nucléaire. Leur simple manipulation est dangereuse.

■ Une jeune toxicomane meurt dans un fratch. — Le corps d'une aide-infirmière meurt travaillant dans une clinique de Neuchâtel, Mme Marie-Flore Paul, âgée de vingt-quatre ans, a été découvert par un contrôleur de la S.N.C.F. dans un compartiment du train Genève-Irion, en gare de Montreuil (Haute-Garonne). La jeune fille venait en France pour suivre une cure de désintoxication au centre de la Boire, à Saint-Paul-de-Save, près de Toulouse. La victime aurait succombé à une overdose. — (Corresp. rég.)

■ Attentat contre des bâtiments militaires à Toulouse. — Un engin a fait explosion vendredi matin 18 avril vers 9 heures, le long du mur d'enceinte du palais Niel à Toulouse, siège de l'état-major de la 11^e division parachutiste et de la 44^e division militaire territoriale, commandées par le général Jacques Lemaire. Il n'y a pas eu de victimes et les dégâts matériels ne sont pas très importants.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75121 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 50 F 6 mois 90 F 12 mois 174 F
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
174 F 298 F 422 F 543 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
300 F 550 F 800 F 1.020 F

STRANGER
(par messagerie)
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS 203 F 353 F 508 F 660 F
2. — SUISSE-TUNISIE
250 F 450 F 650 F 850 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉDUCATION

Libres opinions

« Auxiliaires, créez des écoles » (1)

par YVES DALMAU
et JEAN-FRANÇOIS TROGLIC (*)

M AIS que se passe-t-il donc dans l'éducation ? Qu'est-ce qui peut bien amener les personnels de l'éducation à se mobiliser ainsi, et souvent de façon unitaire ? « Un certain malaise ? » « Le sentiment d'être malheureux (2) ? » Non, tout simplement leur détermination à faire aboutir des revendications précises et à transformer concrètement les conditions d'exercice de leur métier.

Pour nous en tenir à l'essentiel, rappelons : que les effectifs restent lourds, en particulier dans le primaire et dans le second cycle où le nombre d'élèves par classe augmente régulièrement (3) ; qu'en collège, la suppression du travail en demi-classe au moment même de l'instauration des classes hétérogènes rend l'enseignement particulièrement difficile ; que cinquante mille auxiliaires vivent et travaillent dans des conditions de précarité dignes des pires fables d'intérêt ; que le remplacement des maîtres n'est plus assuré en deçà de quinze jours d'absence ; que des milliers d'enseignants et d'enseignantes sont utilisés en dehors de leurs qualifications ; que les suppressions de postes et de sections accentuent souvent la désertification des zones rurales, augmentent le temps de déplacement des élèves et se traduisent nécessairement par le bourrage des classes voisines ; enfin que les personnels de service ne sont toujours à quarante-quatre heures trente minutes hebdomadaires, et que le ministre se propose de liquider quarante mille surveillants.

Des éléments d'une autre nature, moins fréquemment cités, mais tout aussi essentiels, expliquent le mécontentement des enseignants et le rejet de l'école par les jeunes (4). Ils portent pour nous : l'isolement de l'enseignant face à sa classe ; certains des programmes ; cloisonnement rigide entre disciplines ; organisation aberrante du temps scolaire ; contrôle tatillon d'une hiérarchie normalisatrice et pesante. C'est pourquoi le SGEN-C.F.D.T., qui, loin de défendre le statu quo, se bat pour une transformation radicale des rapports de travail à l'école, avance, sur ce terrain, trois revendications clés : la mise en place d'équipes pédagogiques interdisciplinaires disposant d'un réel pouvoir d'initiative ; son corollaire, la suppression de l'inspection ; le droit des jeunes à intervenir réellement sur les différents aspects de la vie scolaire.

Dans l'éducation, de nombreuses organisations ont trop longtemps donné à l'action syndicale un caractère formel, protestataire et ritualisé. Fondées sur l'échange de bons procédés avec le ministre, ces pratiques ont pu faire illusion en d'autres temps. Elles revêtent aujourd'hui leur impuissance face à une politique gouvernementale qui a pour objectif déclaré le désinvestissement massif de secteur public et la déstabilisation des personnels. Pour sa part, le SGEN-C.F.D.T. a œuvré pour que se développe, dans l'unité, une action qui fasse alterner, de façon continue et pour des revendications précises, les initiatives locales, régionales et nationales. Cette contestation permanente et vigoureuse de la politique ministérielle, par ses effets sociaux et politiques dans et hors de l'éducation, peut seule imposer la prise en compte des revendications syndicales. Les actions qui se déroulent depuis la rentrée, l'émergence d'un « front unitaire » dans le second degré, dont l'impact n'a échappé à personne, l'évolution des rapports entre le SGEN et le Syndicat national des instituteurs dans les départements révèlent d'abord les évolutions en cours dans le milieu. On a beaucoup parlé de la vigueur de l'action des instituteurs de Paris au mois de mars. Or, sur Paris, plus d'un instituteur sur quatre vote pour le SGEN (28 %). Ceci explique cela.

Ne pas ouvrir des négociations avant la prochaine rentrée sur les problèmes les plus urgents, tabler une fois de plus sur la lassitude serait une grave erreur. La détermination des personnels est, en effet, renforcée par la conviction, acquise sur le terrain, que leurs luttes reçoivent le soutien des jeunes et de larges secteurs de l'opinion.

(*) Secrétariat national du Syndicat général de l'éducation nationale - C.F.D.T.

(1) Propos non encore tenus par le premier ministre.
(2) Propos tenus par le premier ministre (Progrès de Lyon).
(3) Note d'information du ministre du 31 mars 1980.
(4) Rejet que le gouvernement utilise pour vider les écoles, en particulier les lycées d'enseignement professionnel.

LES INSTITUTEURS DES YVELINES FONT GRÈVE POUR PROTESTER CONTRE LA MENACE DE FERMETURE DE DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE CLASSES.

Pour protester contre la menace de fermeture de deux cent soixante-quatre classes dans leur département, qui, estimant-ils, sera le plus touché de la région parisienne, les instituteurs des Yvelines ont fait grève le vendredi 18 avril à l'appel de la section départementale du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.).

Réuni le même jour, le conseil départemental de l'enseignement primaire a, en tenant compte des prévisions d'effectifs, envisagé l'ouverture de trois cent dix-neuf classes supplémentaires et éliminables dans le département, et la fermeture de deux cent soixante-quatre classes. « En tout état de cause, le solde des créations sera largement positif », indique l'inspecteur d'académie.

Le SNI estime que, pour respecter le plafond de vingt-cinq élèves par classe, il faudrait créer plus de quatre cents classes à la prochaine rentrée.

Selon les lauréats de la bourse Hachette

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE 1978 N'A PAS SATISFAIT LES FRANÇAIS

M. Gérard Ayache, Jacques Gervil et Jean-Pierre Marhuenda ont présenté, mercredi 18 avril à Neuilly-sur-Seine, les résultats de leurs travaux sur « la transformation des images des grandes formations politiques et de leurs leaders pendant la campagne des élections législatives de 1978, et la part qu'y ont prise les médias ».

Tous trois lauréats de la bourse Hachette des chercheurs en communication, ils ont mis en évidence le rôle de différents médias et souligné « la déséquilibre profond qui existe entre les stratégies de communication des différentes formations et les attentes des électeurs ». Ils ont ajouté : « Les électeurs ont l'impression que la campagne électorale est une dramaturgie (ou une comédie) inutilement faussée et qui conduit les hommes politiques à être marqués des acteurs. Reproche auquel, d'ailleurs, ils associent les médias, et qui les amène parfois à un grave désengagement. Quoi qu'il en soit, une campagne électorale, telle qu'elle est organisée, est loin de satisfaire les Français. »

مكتبات الأمل

100-443887-100

مكتبة من الأمل

Le Monde

économie

CONJONCTURE

DÉGRADATION DES BALANCES COMMERCIALES

PSYCHOSE DE PÉNURIE

(Suite de la première page.)

Il est vrai que le monde occidental peut globalement se passer des 300 000 barils quotidiens exportés désormais par l'Irak. Mais l'inquiétude du seul Japon, dont la dépendance à l'égard de l'Irak est encore de plus de 10 %, peut suffire à accroître les tensions. Déjà en février, les sociétés commerciales japonaises ont acheté quelques 500 000 barils par jour sur le marché libre. Le ministre des affaires étrangères, M. Okita, a d'ailleurs précisé le 15 avril que, en cas d'arrêt des exportations irakiennes, le Japon ferait jouer le système de répartition arrêté par l'Agence internationale pour le cas de crise.

Autre motif de hausse pour les opérateurs pétroliers : l'absence de la C.I.A. mais de plus en plus fréquemment soutenue ces dernières semaines, selon laquelle la crise actuelle dans le Golfe serait liée aux difficultés énergétiques soviétiques. « C'est la volonté soviétique de contrôler les régions productrices de pétrole qui est à l'origine des récentes initiatives de l'O.R.S.S. dans la région », vient de déclarer, à Djeddah, Sheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole. Et les tenants de cette thèse de s'appuyer sur la dernière session du Comecon, au début du mois d'avril, au cours de laquelle l'Union soviétique tentait de porter à 25 dollars le baril le prix du pétrole qu'elle vend aux pays socialistes.

L'O.R.S.S., qui obtient 40 % de ses devises par ses ventes de pétrole à l'Occident, a été obligé, il est vrai, de plafonner, en 1979, comme en 1980, à 79 millions de tonnes ses fournitures aux autres pays du Comecon, ce qui contraint ces derniers à acheter de l'ordre de 50 millions de tonnes aux pays de l'O.P.E.P. et sur les marchés libres. Des transactions qui ne sont pas de nature à tendre le marché.

Enfin, les difficultés internes de l'O.P.E.P. ne sont pas faites non plus pour rassurer les pays consommateurs. L'est ce qu'il est apparu le 15 avril, lors de la dernière session du conseil de l'O.P.E.P. à Alger, où les membres de l'Arabie saoudite, de l'Irak et de l'Iran, tous deux membres de l'O.P.E.P., n'ont pas de nature à permettre à l'organisation de retrouver sa cohésion. De plus, la renouveau de l'Arabie saoudite, les ministres du pétrole doivent, le 17 mai, examiner le rapport du comité de stratégie à long terme de l'O.P.E.P., à l'issue de laquelle M. Calderon-Berti, ministre vénézuélien et président en exercice de l'O.P.E.P., a précisé qu'elle aurait « un caractère consultatif ». On s'interroge désormais, dans les milieux pétroliers, sur la tenue à Bagdad d'un sommet des chefs d'Etat — prévu pour octobre — pour fixer les vingt ans de l'organisation.

Les crises de stockage sont plénières, la consommation est partout réduite (la France a importé au cours des deux premiers mois de l'année 3 millions de tonnes de pétrole de moins qu'à la même période de 1979) et pourtant l'inquiétude renait et les prix continuent de monter (voir le tableau ci-contre). Preuve de l'absence de cohésion qui régnait actuellement, le Qatar, après Koweït — pourtant pays modéré — réclame à ses acheteurs japonais une prime de 650 dollars par baril sur ses contrats d'un an au nom de « la sécurité des approvisionnements » qu'elle leur procure. Cela porte le prix du pétrole le plus léger du Qatar, selon Pina, à 36,50 dollars,

soit un prix supérieur à celui du « brut » de Libye ou du Nigeria.

Et les pays industrialisés ne pourront pas se consoler avec le gaz. L'Algérie, qui a réuni pour trois jours, à Alger, Abou Dhabi, la Libye, l'Irak, l'Indonésie et le Qatar, tente de faire accepter par les pays exportateurs de gaz le principe d'un alignement total du prix du gaz sur celui du pétrole et donc la fixation unitaire des prix de l'ensemble des hydrocarbures. Dans ces conditions, les pays européens n'appréhendent sans doute guère que la Norvège ait signé le 15 avril avec la société ouest-allemande Celanberg un contrat qui indexe le prix du gaz sur celui du « brut », un phénomène réversible aux yeux du ministre norvégien du pétrole.

BRUNO DETHOMAS.

M. BARRE : ce qui compte, c'est de maintenir la stabilité du franc.

(De notre correspondant.)

Lyon. — Le premier ministre, M. Raymond Barre, a, au cours d'une visite à Lyon, le 18 avril, commenté les résultats du commerce extérieur. Il a tout d'abord souligné que les importations avaient augmenté en valeur du fait de la hausse des produits pétroliers qui, sur un an, aura été de 127 %, tout en saluant le rythme « très satisfaisant » des exportations, ce qui prouve, selon lui, la compétitivité de l'économie française.

Cependant, pour le chef du gouvernement, « nous ne résolvons pas le déficit du commerce extérieur du jour au lendemain, car, si nous voulions le compenser par des exportations massives, il faudrait que les marchés internationaux se développent rapidement, ce qui n'est pas le cas, ou bien il faudrait restreindre nos importations dans des conditions telles que l'activité en France en serait profondément perturbée. L'objectif du gouvernement est donc de rétablir progressivement l'équilibre de la balance commerciale ».

« Tous les pays industrialisés connaissent, à-t-il ajouté, le même problème de déficit commercial important. Pour nous, ce qui compte, c'est de maintenir la stabilité de notre monnaie : nous pouvons le faire car nous disposons de réserves importantes, puisque nos exportations continuent à croître, puisque la productivité de l'économie française est forte, et enfin parce que la qualité de notre signature sur le marché international n'est pas discutable ».

« Nous aurons à dire », a-t-il conclu, « pendant l'année 1980 avec un fort déficit commercial. Nous ne devons pas en tirer la conclusion que l'économie française est incapable de produire des biens et services nouveaux. Ce que nous devons nous dire, c'est que le choc pétrolier représente une dépense de 60 milliards de francs en plus, et que, par conséquent, tous les efforts doivent être faits pour résorber progressivement notre déficit ».

C. R.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'INSEE répliquent aux critiques de M. Barre

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'INSEE viennent de publier chacun un communiqué pour protester contre les propos tenus par M. Barre (1) à l'occasion des statistiques dans son interview du Progrès de Lyon (le Monde du 18 avril).

Le syndicat C.G.T. de l'INSEE déclare notamment qu'« il s'agit d'une véritable campagne à la quelle le président de la République avait lui-même apporté sa contribution dans son intervention télévisée du 27 novembre 1979 (...) ». Que les travaux de l'INSEE puissent démentir l'optimisme du premier ministre et ses prétentions personnelles ne lui permettent pas pour autant de mettre en cause la sérieux et l'honnêteté de personnel de l'INSEE. La C.G.T. note que ces « attaques » se situent

« dans un contexte de restrictions budgétaires et de volonté de mettre en place des instituts de conjonctures concurrents de l'INSEE ».

De son côté, le C.F.D.T. déclare : « Faute de vouloir infléchir (sa politique), le premier ministre (surtout ceux qui l'en) répètent les échecs. Réaction nouvelle, car les travaux de l'INSEE incriminés ne sont pas nouveaux et, lorsque les syndicats ont critiqué tels ou tels chiffres officiels, le gouvernement n'avait pas assez de mots pour défendre l'honneur outragé des statistiques ».

« Aujourd'hui, poursuit le C.F.D.T., alors que tous les instruments disponibles montrent les carences de sa politique, le gouvernement s'attaque aux agents qui les mettent en œuvre. On comprend mieux la détermination gouvernementale à financer le développement d'instituts privés concurrents de l'INSEE. Il s'agit bien, sous couvert de pluralisme, de faire taire une voix qui aujourd'hui dérange ».

« Les prix de détail ont augmenté de 0,9 % en mars par rapport à février, selon l'indice calculé par la C.G.T. En un an (mars 1980 comparé à mars 1979) la hausse est de 14,9 %.

LE POIDS DE L'ÉNERGIE

(Suite de la première page.)

Elle avait retrouvé un excédent de 1 milliard en 1978, avant d'être à nouveau déséquilibrée de 23 milliards en 1979.

Toutefois, le pétrole, s'il intervient pour l'essentiel dans la dégradation des comptes extérieurs, ne saurait à lui seul tout expliquer. Les structures du commerce français restent fragiles : la France apparaît, globalement, déficitaire à l'égard des autres pays de l'O.C.D.E. en particulier dans le domaine industriel, et enregistre ses excédents à l'égard des pays de l'Est et des nations en voie de développement, dont les marchés ne sont pas à l'abri de soubresauts. En outre, tout accroissement de l'activité intérieure entraîne une majoration plus forte des achats à l'étranger. L'appareil productif français ne pouvant répondre avec autant de rapidité qu'ailleurs à une accélération de la demande.

Les résultats qui viennent d'être enregistrés en mars traduisent ces différentes données. Après correction des variations saisonnières, le déficit s'est élevé à 5 949 millions de francs. Les exportations ont représenté 41 033 millions, en augmentation de 4,5 % par rapport à février et de 22,4 % par rapport à mars 1979. Toutefois, les importations ont augmenté deux fois plus vite en un an (+ 44,6 % en un an et + 7,7 % en un mois) pour s'établir à 48 982 millions de francs. Les exportations ont augmenté par les ventes d'acier à 87,5 % en mars contre 90,5 % en un mois plus tôt et 103,5 % en mars de l'an dernier.

En termes bruts, le déficit commercial est plus élevé, représentant 6 449 millions de francs. Les exportations ont atteint 44 494 millions, en progression de 7,1 % par rapport à février et de 10,3 % par rapport à mars 1979. Les importations se sont élevées à 50 933 millions, en augmentation de 9,9 % en un mois et de 39,9 % en un an. Le taux de couverture s'est établi à 87,3 % contre 90,7 % en février et 101,6 % en mars 1979.

Le fort accroissement des achats s'est surtout vu dans l'augmentation de 12,9 %, en mars, du prix de la tonne de pétrole importé (+ 127 % depuis janvier 1979). En outre, le tonnage brut s'est accru de 7,8 % le mois dernier par rapport à février, en raison d'un phénomène de rattrapage. En un mois, la facture énergétique a été majorée de 2,5 milliards de francs pour atteindre 11,9 milliards, ce qui représente 8,8 milliards de plus qu'en mars 1979.

La tonne de pétrole importé, qui valait 64,30 \$ en janvier 1979, a atteint 89,50 \$ en février, en raison du redressement du dollar et du renchérissement du prix du brut, à 22,50 \$ en mars 1980. En l'absence de toute nouvelle hausse, rien n'est moins sûr — et par suite du plafonnement des importations (dans le cadre d'accords internationaux) à 117 millions de tonnes — que la facture pétrolière de l'année devrait approcher 120 milliards de francs, soit 53 milliards de plus que l'an passé.

Cependant, en raison de la reprise de l'investissement, qui se développe depuis quelques mois, les achats de biens d'équipement

professionnels ont continué de s'accroître à un rythme soutenu (5 % en un mois, 21 % en un an). De leur côté, les importations de biens destinés aux ménages sont restées à des niveaux très élevés, les achats de biens de consommation ayant été, en mars, supérieur de 34,9 % à leur niveau d'il y a un an. En revanche, le secteur agro-alimentaire a dégagé un excédent de 890 millions de francs, et la branche automobile, y compris les pièces détachées et le matériel militaire de transport terrestre, a enregistré un surplus de 2,7 milliards.

Il faut souligner que les déficits de la balance commerciale des prochains mois demeurent élevés, indique dans un communiqué le ministère du commerce extérieur. Cependant, la progression rapide des exportations, l'importance des excédents de services, la réserve des réserves de change de la France, ainsi que la qualité de sa signature sur le marché financier international, permettront de financer sans difficultés possibles le déficit de la balance commerciale. Alors que le conseil économique vient de suggérer au gouvernement un recours accru à l'endettement extérieur pour diminuer le chômage, la valeur du franc n'a pas subi du moins pour l'instant, les effets du déficit commercial. Les caméristes sont jusqu'à plus préoccupation par les résultats de la balance des paiements courants, qui ne sont pas encore connus.

MICHEL BOYER.

LES PRIX DU PÉTROLE BRUT ONT CONTINUÉ D'AUGMENTER DE PRÈS DE 10 % AU PREMIER TRIMESTRE

	Prix au 23 janv.	Prix au 15 avril
Arabie Saoudite :		
Arabian light ..	24	26
Arabie lourde ..	23,17	25
Iran :		
Kirkouk	25,18	28,18
Iranian light ..	28,50	32,50
Abou-Dhabi ..	27,55	29,55
Murban	25,50	30,25 (1)
Algérie :		
Zerafline	32,95	34,16 (2)
Libye :		
Bregha	34,72	34,72
Brega	34,67	34,67
Nigeria :		
Bonny léger ..	30,31	34,72
Venezuela :		
Orléans	28,45	30,75
Mé du Nord ..		
Forties	29,75	34,20

Le 15 janvier, tous les pays de l'O.P.E.P. avaient annoncé leurs prix pour le premier trimestre après l'annonce de la réunion de Caracas. Malgré les stocks de pétrole très élevés dans les pays industrialisés, la plupart des pays exportateurs ont donc continué à relever leurs prix.

(1) Moyenne payée par R.P. pour les acheteurs contractuels du fait d'une prime de sécurité portant sur la moitié de quantité.

(2) Le prix valait les pourcentages de 3 dollars — qui reste propriété de la compagnie — destinée à financer l'exploitation en Algérie.

AFFAIRES

L'accord entre B.S.N.-Gervais-Danone et la Générale occidentale

Une amorce de coopération

La Générale occidentale cédera au groupe B.S.N.-Gervais-Danone ses filiales alimentaires françaises.

Pour B.S.N.-Gervais-Danone, que préside M. Antoine Riboud, il s'agit d'élargir la gamme des produits fabriqués par le groupe, les produits secs d'épicerie venant s'ajouter aux produits frais de laiterie et aux boissons (bières et eaux). La Générale occidentale se constitue un trésor de guerre d'environ 1 milliard de francs en vendant ses intérêts dans l'industrie alimentaire en Suède, en Autriche, en Espagne et en Grande-Bretagne et le groupe B.S.N. n'ont pas le sien, de 1 milliard également, résultant de la vente des activités de B.S.N. dans le verre plat en Allemagne au groupe anglais Pilkington.

La restructuration des activités de la Générale occidentale dans son volet français revient à céder à B.S.N.-Gervais-Danone quatre usines et marques connues : Amor, premier producteur français de moutarde et de vinaigre ; Segma, deuxième firme du marché français des condiments, avec un chiffre d'affaires de 70 millions ; Vendmann, qui réalise un chiffre d'affaires de 200 millions dans la pâtisserie industrielle et le pain d'épice ; La pie qui chante, enfin (chiffre d'affaires 250 millions).

Ces quatre sociétés seront absorbées par deux filiales de B.S.N., Pansani-Miliet frères et Diepal S.A. (aliments pour enfants), dans lesquelles la Générale occidentale détient une participation de 25 à 30 %.

Le volet européen des cessions de la Générale occidentale concerne des usines de ketchup, de condiments et de sucreries en Suède, en Autriche et en Espagne, ainsi que Boveril, en Grande-Bretagne, vendue au groupe Beecham pour 43 millions de livres. L'association réalisée entre B.S.N. et la Générale occidentale peut constituer une amorce de coopération entre les deux groupes, puisque B.S.N. pourra s'appuyer sur la plate-forme commerciale de la Générale occidentale pour développer ses ventes à l'étranger, comme l'indique le communiqué publié par B.S.N. Si la constitution d'un Nestlé français autour de B.S.N.-Gervais-Danone doit réjouir les pouvoirs publics, le désengagement de M. Jimmy Goldsmith de la fabrication — sans doute parce qu'on y gagne moins d'argent que dans la distribution — devrait aussi les inciter à réfléchir sur les modalités à apporter pour rétablir un rapport de force équilibré entre ces deux secteurs de la filière alimentaire. — J. G.

SOCIAL

De nombreuses associations annoncent une « marche nationale » contre la loi Bonnet sur le statut des immigrés

Une vingtaine d'associations de défense des travailleurs immigrés, notamment le Centre d'études anti-imperialistes (Cedetim), la Maison des travailleurs immigrés, la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, la Ligue des droits de l'homme, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés, la Cinade (Service syndical d'entraide), ont décidé de lancer un appel à tous les syndicats ouvriers, au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.), au Syndicat de la magistrature, etc., pour une campagne nationale contre la loi Bonnet et contre les projets de loi Soler et d'Ornano.

Ce dernier projet, notamment, porte atteinte, estiment les organisations, à tous droits de résidents de certaines catégories de Français en foyers de jeunes, des femmes mères célibataires, des étudiants. Il s'y ajoute le projet de fichage informatique des travailleurs immigrés — dont la mise en place a commencé, bien que le Parlement n'ait pas été saisi — qui « menace à plus long terme les libertés de l'ensemble de la population ».

Un meeting aura lieu, dimanche 20 avril, à 14 heures, à la Mutualité.

LE COLLECTIF « POUR L'UNION DES LUTTES » APPELE À UN 1^{er} MAI UNITAIRE

Tandis que les syndicats pour suivent leurs polémiques sur les manifestations du 1^{er} mai, le collectif d'initiative « pour l'union des luttes » lance un « pressant appel » unitaire à toutes les organisations de gauche, syndicales et politiques.

Dans un communiqué du 18 avril, le collectif, qui déclare avoir recueilli plus de soixante-cinq mille signatures au sein de sa pétition nationale, s'adresse à ceux qui, « malgré leurs proclamations d'intention, ont pris une lourde responsabilité politique ». Il invite donc à un « rassemblement » en appelant à un rassemblement, le 1^{er} mai, au plateau Beaubourg. Les participants iront ensuite rejoindre les cortèges et manifestations prévues par les différents syndicats.

D'autre part, une dizaine de sections syndicales C.F.D.T. de la région parisienne, elles aussi, appellent à un 1^{er} mai unitaire, en s'adressant à leurs homologues de la C.G.T., de F.O. et de la F.E.N.

Les dirigeants de la C.F.D.T. ont, en outre, le 18 avril, accusé la C.G.T. d'être anti-unitaire, en demandant pour nouvelle preuve la « journée » du 24 avril lancée par les seuls cégétistes. A quoi, M. Kramnick, secrétaire de la C.G.T., répondait le même jour, à Saint-Etienne : « Les absents ont toujours tort ». La F.E.N. de son côté, regrette que les centrales ouvrières a se soient « résignées » à la défection. Elle n'en prend pas son parti et demande à ses militants d'être présents aux manifestations aux côtés des travailleurs. Une défection se rendra au mur des Fédérés.

tité, rue Saint-Victor, à Paris-5^e, et une « marche nationale » sur Paris s'est annoncée pour le 10 mai. D'ici à cette date, de nombreuses manifestations sont prévues en province, notamment à Lille, Bordeaux, Strasbourg, Marseille et au Havre.

● Retards importants du courrier à Dijon. — Un million cinq cent mille lettres et trois mille sept cent sacs postaux de paquets demeurent encore en souffrance au tri postal de la gare de Dijon, après la grève des P.T.T. qui a paralysé le centre du 13 au 15 avril. Quinze à vingt jours seront nécessaires pour écoulé l'ensemble du courrier en retard et pour les plus à l'acheminement normal, ajoute le syndicat.

● M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, a traité, le 17 avril, de l'action menée pour la revalorisation du travail manuel. L'enquête du Centre d'études des revenus et des coûts sur les bas salaires, a-t-il souligné, montre qu'en deux ans, de 1976 à 1979, inclus, les salaires minimaux ouvriers ont évolué plus rapidement que le salaire moyen, dans l'ensemble, le nettoyage (région parisienne), la réparation automobile et l'habillement, mais qu'ils ont évolué moins vite dans le textile, l'alimentation et le bâtiment.

BANQUES

« LE PRÊT DE L'ÉTAT AU CRÉDIT LYONNAIS EST UN COUP BAS » déclare le président du Crédit commercial de France

Dans un entretien accordé à notre confrère Forum international, publié le 18 avril, le président du Crédit commercial de France, M. Jean-Maxime Lévesque, s'élève avec vigueur contre le prêt de 800 millions de francs que l'Etat vient d'accorder au Crédit lyonnais. « Mes remarques en ce qui concerne les banques nationales (l'insuffisance de fonds propres, l'indifférence par rapport à la rentabilité) ont déjà commencé à produire des effets : celles-ci ont fait un grand effort pour donner plus d'informations sur leurs comptes et se sont appliquées à une politique visant à celle des banques privées. Toutefois, je viens d'apprendre avec stupeur que le Crédit lyonnais venait de se faire attribuer un prêt de l'Etat à des conditions très favorables. Ce coup bas est à l'opposé de la tendance que je viens de décrire. C'est pourquoi je compte prochainement sortir de ma réserve et dénoncer publiquement ce manquement au principe de la concurrence libre et loyale », déclare à ce propos M. Lévesque, qui dénonce également le fait que le calcul d'épargne échantonné à tout encaissement du crédit.

ÉTRANGER

COLOMBIE

● La Colombie a signé le 17 avril le protocole d'accession à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Ce protocole va être soumis à la ratification du Congrès colombien. La Colombie deviendra membre du GATT trente jours après que cette ratification aura été notifiée. Le GATT comptera alors quatre-vingt-six membres. — (A.F.P.)

ÉTATS-UNIS

● Les revenus individuels des Américains ont progressé de 0,8 % en mars, atteignant, sur une base annuelle, 2 069 milliards de dollars (114 milliards de plus que le mois précédent). En février, l'augmentation avait été de 0,4 % (7,4 milliards de dollars). Les sommes épargnées en mars se sont élevées à 59,8 milliards contre 58 milliards en février. — (A.F.P.)

● La progression du produit national brut américain n'a été, sur une base annuelle, que de 1,1 % au premier trimestre contre 2 % au dernier trimestre 1979, a annoncé le 18 avril le département du commerce, selon des calculs préliminaires. Ce ralentissement tend à montrer, estiment les experts, que l'économie américaine s'oriente vers une récession. Il est imputable, selon le département, aux faibles résultats des ventes de marchandises périssables, comme les produits alimentaires, et au déclin de l'industrie du bâtiment. L'inflation, calculée sur la base du P.N.B., a atteint le taux annuel de 8,5 % au cours du

premier trimestre, contre 8,4 % au cours du dernier trimestre de 1979. Il s'agit du taux le plus élevé enregistré depuis le deuxième trimestre de 1975 (10,6 %). — (A.F.P., Reuters.)

PORTUGAL

● La hausse des prix portugais à la consommation a été de 1,3 % en mars. En un an, par rapport à mars 1979, l'indice a augmenté de 23,3 %. Le taux le plus élevé a été enregistré dans le secteur des vêtements et des chaussures (38,3 %), tandis que les coûts de la nourriture et des boissons se sont respectivement accrus de 35,3 % et de 18,3 %. En 1978, l'inflation avait atteint 24,2 %. — (A.F.P.)

R.F.A.

● La hausse des prix industriels ouest-allemands s'est ralentie en mars. Ces prix ont augmenté de 0,7 % contre 0,8 % en février. En un an, leur hausse a été de 7,8 % (7,9 % de février 1979 à février 1980). — (A.F.P.)

SUISSE

● Le déficit de la balance commerciale helvétique a enregistré un nouveau record en mars, soit 1 229 millions de francs suisses, ayant dépassé pour la première fois le milliard en février. Le déficit s'était établi à 335 millions seulement en mars 1979. Les importations se sont inscrites à 5 077 millions (+ 35,8 % en un an) et les exportations à 4 447 millions (+ 12,5 %). Pour les trois premiers mois de 1980, le déficit a atteint 3 256 millions contre 874 millions seulement pour la même période de 1979. — (A.F.P.)

...and the

هكذا نحن

صل

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenus fixes

ou indexées

L'évolution de la semaine a été la hausse, parfois assez sensible (jusqu'à 4 %), du cours des

18 avril	Dif.
41/2 1977	-1,93
7 1/2 1977	-0,99
10 1/2 1977	-0,90
12 1/2 1977	-0,80
15 1/2 1977	-0,70
17 1/2 1977	-0,60
20 1/2 1977	-0,50
22 1/2 1977	-0,40
25 1/2 1977	-0,30
27 1/2 1977	-0,20
30 1/2 1977	-0,10
32 1/2 1977	0,00
35 1/2 1977	0,10
37 1/2 1977	0,20
40 1/2 1977	0,30
42 1/2 1977	0,40
45 1/2 1977	0,50
47 1/2 1977	0,60
50 1/2 1977	0,70
52 1/2 1977	0,80
55 1/2 1977	0,90
57 1/2 1977	1,00
60 1/2 1977	1,10
62 1/2 1977	1,20
65 1/2 1977	1,30
67 1/2 1977	1,40
70 1/2 1977	1,50
72 1/2 1977	1,60
75 1/2 1977	1,70
77 1/2 1977	1,80
80 1/2 1977	1,90
82 1/2 1977	2,00
85 1/2 1977	2,10
87 1/2 1977	2,20
90 1/2 1977	2,30
92 1/2 1977	2,40
95 1/2 1977	2,50
97 1/2 1977	2,60
100 1/2 1977	2,70
102 1/2 1977	2,80
105 1/2 1977	2,90
107 1/2 1977	3,00
110 1/2 1977	3,10
112 1/2 1977	3,20
115 1/2 1977	3,30
117 1/2 1977	3,40
120 1/2 1977	3,50
122 1/2 1977	3,60
125 1/2 1977	3,70
127 1/2 1977	3,80
130 1/2 1977	3,90
132 1/2 1977	4,00
135 1/2 1977	4,10
137 1/2 1977	4,20
140 1/2 1977	4,30
142 1/2 1977	4,40
145 1/2 1977	4,50
147 1/2 1977	4,60
150 1/2 1977	4,70
152 1/2 1977	4,80
155 1/2 1977	4,90
157 1/2 1977	5,00
160 1/2 1977	5,10
162 1/2 1977	5,20
165 1/2 1977	5,30
167 1/2 1977	5,40
170 1/2 1977	5,50
172 1/2 1977	5,60
175 1/2 1977	5,70
177 1/2 1977	5,80
180 1/2 1977	5,90
182 1/2 1977	6,00
185 1/2 1977	6,10
187 1/2 1977	6,20
190 1/2 1977	6,30
192 1/2 1977	6,40
195 1/2 1977	6,50
197 1/2 1977	6,60
200 1/2 1977	6,70
202 1/2 1977	6,80
205 1/2 1977	6,90
207 1/2 1977	7,00
210 1/2 1977	7,10
212 1/2 1977	7,20
215 1/2 1977	7,30
217 1/2 1977	7,40
220 1/2 1977	7,50
222 1/2 1977	7,60
225 1/2 1977	7,70
227 1/2 1977	7,80
230 1/2 1977	7,90
232 1/2 1977	8,00
235 1/2 1977	8,10
237 1/2 1977	8,20
240 1/2 1977	8,30
242 1/2 1977	8,40
245 1/2 1977	8,50
247 1/2 1977	8,60
250 1/2 1977	8,70
252 1/2 1977	8,80
255 1/2 1977	8,90
257 1/2 1977	9,00
260 1/2 1977	9,10
262 1/2 1977	9,20
265 1/2 1977	9,30
267 1/2 1977	9,40
270 1/2 1977	9,50
272 1/2 1977	9,60
275 1/2 1977	9,70
277 1/2 1977	9,80
280 1/2 1977	9,90
282 1/2 1977	10,00
285 1/2 1977	10,10
287 1/2 1977	10,20
290 1/2 1977	10,30
292 1/2 1977	10,40
295 1/2 1977	10,50
297 1/2 1977	10,60
300 1/2 1977	10,70
302 1/2 1977	10,80
305 1/2 1977	10,90
307 1/2 1977	11,00
310 1/2 1977	11,10
312 1/2 1977	11,20
315 1/2 1977	11,30
317 1/2 1977	11,40
320 1/2 1977	11,50
322 1/2 1977	11,60
325 1/2 1977	11,70
327 1/2 1977	11,80
330 1/2 1977	11,90
332 1/2 1977	12,00
335 1/2 1977	12,10
337 1/2 1977	12,20
340 1/2 1977	12,30
342 1/2 1977	12,40
345 1/2 1977	12,50
347 1/2 1977	12,60
350 1/2 1977	12,70
352 1/2 1977	12,80
355 1/2 1977	12,90
357 1/2 1977	13,00
360 1/2 1977	13,10
362 1/2 1977	13,20
365 1/2 1977	13,30
367 1/2 1977	13,40
370 1/2 1977	13,50
372 1/2 1977	13,60
375 1/2 1977	13,70
377 1/2 1977	13,80
380 1/2 1977	13,90
382 1/2 1977	14,00
385 1/2 1977	14,10
387 1/2 1977	14,20
390 1/2 1977	14,30
392 1/2 1977	14,40
395 1/2 1977	14,50
397 1/2 1977	14,60
400 1/2 1977	14,70
402 1/2 1977	14,80
405 1/2 1977	14,90
407 1/2 1977	15,00
410 1/2 1977	15,10
412 1/2 1977	15,20
415 1/2 1977	15,30
417 1/2 1977	15,40
420 1/2 1977	15,50
422 1/2 1977	15,60
425 1/2 1977	15,70
427 1/2 1977	15,80
430 1/2 1977	15,90
432 1/2 1977	16,00
435 1/2 1977	16,10
437 1/2 1977	16,20
440 1/2 1977	16,30
442 1/2 1977	16,40
445 1/2 1977	16,50
447 1/2 1977	16,60
450 1/2 1977	16,70
452 1/2 1977	16,80
455 1/2 1977	16,90
457 1/2 1977	17,00
460 1/2 1977	17,10
462 1/2 1977	17,20
465 1/2 1977	17,30
467 1/2 1977	17,40
470 1/2 1977	17,50
472 1/2 1977	17,60
475 1/2 1977	17,70
477 1/2 1977	17,80
480 1/2 1977	17,90
482 1/2 1977	18,00
485 1/2 1977	18,10
487 1/2 1977	18,20
490 1/2 1977	18,30
492 1/2 1977	18,40
495 1/2 1977	18,50
497 1/2 1977	18,60
500 1/2 1977	18,70
502 1/2 1977	18,80
505 1/2 1977	18,90
507 1/2 1977	19,00
510 1/2 1977	19,10
512 1/2 1977	19,20
515 1/2 1977	19,30
517 1/2 1977	19,40
520 1/2 1977	19,50
522 1/2 1977	19,60
525 1/2 1977	19,70
527 1/2 1977	19,80
530 1/2 1977	19,90
532 1/2 1977	20,00
535 1/2 1977	20,10
537 1/2 1977	20,20
540 1/2 1977	20,30
542 1/2 1977	20,40
545 1/2 1977	20,50
547 1/2 1977	20,60
550 1/2 1977	20,70
552 1/2 1977	20,80
555 1/2 1977	20,90
557 1/2 1977	21,00
560 1/2 1977	21,10
562 1/2 1977	21,20
565 1/2 1977	21,30
567 1/2 1977	21,40
570 1/2 1977	21,50
572 1/2 1977	21,60
575 1/2 1977	21,70
577 1/2 1977	21,80
580 1/2 1977	21,90
582 1/2 1977	22,00
585 1/2 1977	22,10
587 1/2 1977	22,20
590 1/2 1977	22,30
592 1/2 1977	22,40
595 1/2 1977	22,50
597 1/2 1977	22,60
600 1/2 1977	22,70
602 1/2 1977	22,80
605 1/2 1977	22,90
607 1/2 1977	23,00
610 1/2 1977	23,10
612 1/2 1977	23,20
615 1/2 1977	23,30
617 1/2 1977	23,40
620 1/2 1977	23,50
622 1/2 1977	23,60
625 1/2 1977	23,70
627 1/2 1977	23,80
630 1/2 1977	23,90
632 1/2 1977	24,00
635 1/2 1977	24,10
637 1/2 1977	24,20
640 1/2 1977	24,30
642 1/2 1977	24,40
645 1/2 1977	24,50
647 1/2 1977	24,60
650 1/2 1977	24,70
652 1/2 1977	24,80
655 1/2 1977	24,90
657 1/2 1977	25,00
660 1/2 1977	25,10
662 1/2 1977	25,20
665 1/2 1977	25,30
667 1/2 1977	25,40
670 1/2 1977	25,50
672 1/2 1977	25,60
675 1/2 1977	25,70
677 1/2 1977	25,80
680 1/2 1977	25,90
682 1/2 1977	26,00
685 1/2 1977	26,10
687 1/2 1977	26,20
690 1/2 1977	26,30
692 1/2 1977	26,40
695 1/2 1977	26,50
697 1/2 1977	26,60
700 1/2 1977	26,70
702 1/2 1977	26,80
705 1/2 1977	26,90
707 1/2 1977	27,00
710 1/2 1977	27,10
712 1/2 1977	27,20
715 1/2 1977	27,30
717 1/2 1977	27,40
720 1/2 1977	27,50
722 1/2 1977	27,60
725 1/2 1977	27,70
727 1/2 1977	27,80
730 1/2 1977	27,90
732 1/2 1977	28,00
735 1/2 1977	28,10
737 1/2 1977	28,20
740 1/2 1977	28,30
742 1/2 1977	28,40
745 1/2 1977	28,50
747 1/2 1977	28,60
750 1/2 1977	28,70
752 1/2 1977	28,80
755 1/2 1977	28,90
757 1/2 1977	29,00
760 1/2 1977	29,10
762 1/2 1977	29,20
765 1/2 1977	29,30
767 1/2 1977	29,40
770 1/2 1977	29,50
772 1/2 1977	29,60
775 1/2 1977	29,70
777 1/2 1977	29,80
780 1/2 1977	29,90
782 1/2 1977	30,00
785 1/2 1977	30,10
787 1/2 1977	30,20
790 1/2 1977	30,30
792 1/2 1977	30,40
795 1/2 1977	30,50
797 1/2 1977	30,60
800 1/2 1977	30,70
802 1/2 1977	30,80
805 1/2 1977	30,90
807 1/2 1977	31,00
810 1/2 1977	31,10
812 1/2 1977	31,20
815 1/2 1977	31,30
817 1/2 1977	31,40
820 1/2 1977	31,50
822 1/2 1977	31,60
825 1/2 1977	31,70
827 1/2 1977	31,80
830 1/2 1977	31,90
832 1/2 1977	32,00
835 1/2 1977	32,10
837 1/2 1977	32,20
840 1/2 1977	32,30
842 1/2 1977	32,40
845 1/2 1977	32,50
847 1/2 1977	32,60
850 1/2 1977	32,70
852 1/2 1977	32,80
855 1/2 1977	32,90
857 1/2 1977	33,00
860 1/2 1977	33,10
862 1/2 1977	33,20
865 1/2 1977	33,30
867 1/2 1977	33,40
870 1/2 1977	33,50
872 1/2 1977	33,60
875 1/2 1977	33,70
877 1/2 1977	33,80
880 1/2 1977	33,90
882 1/2 1977	34,00
885 1/2 1977	34,10
887 1/2 1977	34,20
890 1/2 1977	34,30
892 1/2 1977	34,40
895 1/2 1977	34,50
897 1/2 1977	34,60
900 1/2 1977	34,70
902 1/2 1977	34,80
905 1/2 1977	34,90
907 1/2 1977	35,00
910 1/2 1977	35,10
912 1/2 1977	35,20
915 1/2 1977	35,30
917 1/2 1977	35,40
920 1/2 1977	35,50
922 1/2 1977	35,60
925 1/2 1977	35,70
927 1/2 1977	35,80
930 1/2 1977	35,90
932 1/2 1977	36,00
935 1/2 1977	36,10
937 1/2 1977	36,20
940 1/2 1977	36,30
942 1/2 1977	36,40
945 1/2 1977	36,50
947 1/2 1977	36,60
950 1/2 1977	36,70
952 1/2 1977	36,80
955 1/2 1977	36,90
957 1/2 1977	37,00
960 1/2 1977	37,10
962 1/2 1977	37,20
965 1/2 1977	37,30
967 1/2 1977	37,40
970 1/2 1977	37,50
972 1/2 1977	37,60
975 1/2 1977	37,70
977 1/2 1977	37,80
980 1/2 1977	37,90
982 1/2 1977	38,00
985 1/2 1977	38,10

les
m-
ort
de
fin
ges
er-
et
vi-
ar-
de
de
et
ser
me
le
m-
b-
res
sur
est
nt,
al-
au-
au
res
ti-
&
au
On
ri-
té
un
n-
nis

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Les anarchistes toujours hantés par le grand rêve

PAGE IV

Mon mariage taoïste

PAGE VII

Histoire : scandale à la Maison Blanche

PAGE XVI

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 1067. NE PEUT ÊTRE VENDU SEPARÉMENT

DIMANCHE 20 AVRIL 1966

Le Monde

DIMANCHE

Zinoviev contre le communisme universel

ALEXANDRE ZINOVIEV, logicien et universitaire, a quitté la Russie au mois d'août 1978 pour se voir aussitôt déchu de la nationalité soviétique. Il apportait dans ses bagages de nombreux romans, notamment les *Hauts de Hurlevent*, qui devaient lui valoir le prix Médicis étranger à Paris la même année. Alexandre Zinoviev a passé les deux premières années de son exil à Munich, où il poursuit son œuvre littéraire. Son dernier livre, *L'Anti-chambre du paradis*, paraîtra en français aux éditions de l'Âge d'homme, fin avril.

Nous l'avons rencontré dans un petit immeuble de la banlieue munihoise, où les noms à consonance slave paraissent s'être multipliés sur les boîtes aux lettres des locataires. L'appartement est meublé de bois blanc. Quelques livres, un rapport broché sur la table de l'entretien, Zinoviev parle sans détour de son passé et du présent, des siens, du communisme.

« L'Europe a une longue tradition d'accueil des réfugiés : la Suisse pour son pacifisme et sa neutralité, l'Angleterre pour sa stabilité démocratique et son libéralisme, la France pour son rayonnement sur le plan culturel ; or, vous êtes installé sur la terre allemande, qui éveille un écho encore douloureux dans beaucoup de mémoires. Est-ce que vous avez quitté la Russie pour n'importe où, pour nulle part, ou bien est-ce que vous avez choisi votre pays d'accueil ? »

« Ce sont les autorités soviétiques qui ont choisi l'Allemagne. On m'a brusquement annoncé que je devais partir pour Munich, dans les cinq jours, bien que l'opération ait été préméditée de longue date. Le choix du pays d'accueil m'était alors totalement indifférent. Plus exactement, je ne puis dire que le problème ne s'est pas posé pour moi, car le seul choix que j'ai eu à faire était entre l'exil et les prisons soviétiques. Tout était évidemment préférable à la prison. Maintenant que nous sommes ici, nous nous y sommes habitués : notre fille va à l'école et parle l'allemand couramment, l'université nous a procuré des moyens d'existence, nous avons trouvé des amis. Et nous avons pris la décision de rester ici. »

« Naturellement, comme écrivain, j'aurais peut-être eu des relations plus intéressantes en France ou en Suisse. Les écrivains et les scientifiques allemands se montrent tout à fait indifférents à mon égard, mais je leur rends la monnaie de leur pièce. Et cette réserve qu'ils manifestent vis-à-vis de moi m'oblige à une discipline qui me permet de conserver une forme olympique ! C'est un peu comme si je commençais une nouvelle vie en Allemagne : je me trouve dans la peau d'un débutant qui doit se battre et faire ses preuves dans tous les domaines qui ne bénéficient d'aucune situation acquise. »

« Et les autres exilés soviétiques ? Comment vivent-ils à l'Ouest ? Y a-t-il, comme c'était le cas avant-guerre, une communauté russe émigrée ? Les dissidents sont-ils isolés les uns des autres, ou bien ont-ils constitué des clans qui s'affrontent ? »

« Je n'ai pratiquement pas de contacts avec les nombreux émigrés soviétiques qui résident à Munich. Le rapport que j'ai avec eux ici reste aussi critique que celui que j'avais avec mes concitoyens en Union soviétique, car ils ont transporté avec eux dans leur voyage à l'Ouest une petite partie de cette société soviétique. Or, mon conflit avec la société soviétique n'était pas



TUDOR SANDU

Pour Alexandre Zinoviev, la lutte contre le communisme ne se réduit pas au combat contre le régime soviétique. Toute société, à l'Ouest comme à l'Est, mène au communisme — c'est-à-dire à l'aliénation...

JACQUES BERTOIN

de nature politique : il était beaucoup plus profond. Donc ma relation avec le « soviétisme » reste ici la même, et l'émigration soviétique n'est pas très belle à mon égard... »

« Si l'on admet que la dissidence, en U.R.S.S. et dans les pays communistes, est un phénomène purement politique, je peux dire que je n'ai jamais été un dissident et que je ne me considère pas comme tel. Je suis simplement un scientifique et un écrivain qui poursuit sa route dans sa vie. Si j'étais né à l'Ouest, je crois que ma position serait très analogue à celle que j'ai eue en Union soviétique : les concepts scientifiques sur lesquels j'ai travaillé ne s'opposent en effet pas seulement à la science soviétique officielle, mais aussi à des thèses qui ont cours de par le monde. Ma production littéraire se démarque aussi de la tradition et des goûts qui sont ceux de l'Ouest

en la matière. Bref, mes conflits avec la société ne se limitent pas à l'Est ; je serais entré en conflit avec n'importe quelle société, et c'est parce que le thème de mon œuvre a été le communisme que le choc a porté principalement sur la société soviétique. »

« Vous avez écrit qu'à Iliassk, — le pays imaginaire des « Hauts de Hurlevent », — « toute grande littérature est impossible... » et qu'il ne peut y avoir qu'un seul grand livre : celui qui aurait pour thème l'impossibilité de la grande littérature. J'aimerais que vous définissiez Iliassk en ce sens. Est-ce en Russie soviétique uniquement que le grand livre est impossible, et serait-il donc possible en Europe ? »

« Le communisme n'est pas pour moi un problème géographique. Il s'agit plutôt d'un type de relations, souvent présentes également à l'Ouest sous certains aspects, qui touche des

masses importantes de population. D'autre part, en évoquant le « livre impossible », je faisais un paradoxe littéraire, pour signifier surtout l'impossibilité d'une grande littérature officiellement reconnue comme telle. Cela dit, ce paradoxe, et il n'est pas le seul, n'est pas absolument dénué de sens : je doute fort, en effet, de la possibilité même d'une grande littérature dans la société communiste : il peut y avoir quelques grands écrivains isolés, quelques œuvres importantes, mais pas de courants, pas un fleuve qui puisse constituer une tradition de haut niveau. »

« Le problème, c'est qu'on s'est habitué à une littérature qui offre une description de la vie, une représentation distanciée. En réalité, la littérature, c'est la vie même, et c'est en cela qu'elle dépend des conditions d'existence de son auteur. Ainsi, des écrits militaires, conçus dans

des casernes, ne feront pas de la grande littérature, en tout cas pas de livres qui soient autre chose qu'une critique de la vie militaire. De la même manière, la littérature qui se borne à dénoncer et à mettre en évidence la répression sous Staline n'est pas non plus, selon moi, de la grande littérature : elle joue un rôle de dévoilement de la réalité, mais ne constitue pas un apport culturel. Son niveau intellectuel est souvent assez bas, ses moyens de représentation, ses techniques descriptives, assez pauvres. »

« Pour exister, la littérature a besoin de baigner dans la richesse et la complexité de la vie, l'écrivain doit travailler sur un fond de vie. Croyez-vous qu'un art de qualité puisse trouver les conditions de son surgissement là où l'existence de l'individu est niée ? La grande littérature est celle qui se consacre au destin des êtres, non

pas à la critique sociale. Or la société communiste est, par définition, celle du « nous », où le « moi » n'a pas cours... »

« Et pourtant, c'est vous, Zinoviev, qui nous apprenez de Russie de grands livres... »

« Merci pour le compliment, mais c'est peut-être parce que je suis — et d'autres écrivains russes avec moi — le représentant d'une culture qui est celle de l'Ouest. Nous avons dû venir à Moscou, voilà tout ! La littérature soviétique contemporaine a formé une constellation assez étrange : la frontière qui sépare le communisme, qui détruit l'individu, et la civilisation qui, au contraire l'élève, la parcourt aujourd'hui. Cette ligne traverse Moscou, comme une ligne de front du combat entre les avocats de la civilisation et ses adversaires. »

Voyager

« Quelle est l'image de l'Europe pour les Soviétiques ? Comment la connaissent-ils ? Par sa littérature, ses films, ou bien n'est-ils que des informations contradictoires ? »

« D'abord, on ne peut parler de « des Russes », car la population soviétique est très diverse. Le rôle culturel décisif est joué par les grandes villes, Moscou et Leningrad avant tout, qui diffusent leur rayonnement culturel dans le reste du pays avec une certaine lenteur. Dans la plus grande partie de l'Union soviétique, les gens ne se soucient absolument pas de l'Ouest, ils n'y pensent pas, ne le connaissent pas. La question concerne donc seulement Moscou, qui est un peu le cerveau de toute la Russie. »

« On peut dire que les Moscovites se font une idée assez précise de l'Ouest, et que leur culture occidentale est en général beaucoup plus riche que celle des occidentaux dans le domaine soviétique ! Quand un Soviétique lit un livre, ou quand il regarde un film, cette œuvre prend une importance dans sa vie bien plus grande que celle des centaines de livres ou de films qu'on voit ici défiler devant soi. En outre, on lit nettement plus en Union soviétique qu'à l'Ouest : les Russes sont souvent très cultivés, voire érudits, ils savent quantité de choses sur l'histoire de l'humanité, sa culture, son aventure, ainsi que celle de leur propre pays. Hélas ! la culture et l'éducation ne suffisent pas pour faire un individu, qui n'est resté donc souvent pas moins un être amoral, sans conscience, et dénué de tout sens de la justice... »

« Moi, quand j'étais encore enfant, j'avais vu « Sous les toits de Paris », de René Clair, je crois, qui m'avait fait une grande impression, et puis plus tard de nombreux films néoréalistes italiens, qui étaient projetés après la guerre. Par contre, je n'avais pas réussi à voir un seul film d'Hitchcock, et j'ai de ce fait été doublement déçu par ceux que j'ai découverts en Allemagne... Pourquoi a-t-il tant de succès ? »

« Si on fait un petit jeu concernant vos goûts et qu'on trace deux colonnes, on rapport avec votre vie en Europe, qu'on définit deux rubriques : l'une pour ce que vous aimez, l'autre pour ce que vous n'aimez pas, laquelle sera la plus longue ? »

« J'aime avant tout, ici, la possibilité de voyager, de me déplacer librement. »

« J'aime aussi l'abondance des denrées alimentaires et celle de tous les autres produits. Et puis le bon fonctionnement du service dans les restaurants, la gentillesse de l'accueil dans les magasins. »

(Lire la suite page XVI.)

« Mon » chien

Dans le cadre de vos articles sur les animaux, j'aimerais vous raconter l'histoire d'un chien, authentique et très récent.

Il s'agit d'un bref séjour à Paris et ramène, dans ses bagages, un chiot aussi petit que courageux, une peluche vivante ardue pour la vie d'un pedigree impressionnant (il y a déjà un chien dans la maison).

Lui : « C'est mon chien et c'est moi qui m'en occuperai ».

Elle : — Ah ! bon.

Lui : — A la rigueur, comme tu es plus libre que moi, tu l'emmènes chez le vétérinaire.

Elle : — Bien.

Lui : — Evidemment, s'il fait ses besoins dans la maison, ce sera ton problème de ménage c'est toi la maîtresse de maison.

Elle : — Ah oui ?

Lui : — Pour la nourriture, c'est un peu compliqué, mais je t'expliquerai.

Elle : — Bon.

Lui : — A propos, il faudrait que tu ailles des aujourd'hui acheter des éternuements à la pharmacie. C'est important.

Elle : — Si tu veux.

Lui : — Mais, attention, c'est mon chien et je m'occuperai de tout le reste.

Elle : — /

Mesdames du M.L.F., au secours !

G.P. (Paris).

Richard Wagner et la peine de mort

L'opinion de Richard Wagner sur la peine de mort nous est connue par le Journal de sa compagnie Cosima, récemment publié dans une traduction française. La fille de Liszt était venue rejoindre Wagner à Tribschen, près de Lucerne, au bord du lac des Quatre-Cantons. En septembre 1883, une véritable épidémie avait été commise : un homme avait massacré une famille de huit personnes. Wagner, alors, parla à table de la nécessité de la peine de mort. Il en était le partisan le plus convaincu, mais il aurait voulu qu'on l'appliquât tout autrement, dans un esprit, non de vengeance, ni de défense, mais d'explication, de rédemption. « Toutes les boutiques de la ville fermées, les bâtiments publics revêtus de voiles de deuil, le juge responsable de la condamnation accompagnant le prévenu à l'échafaud, l'exécution faite en secret : il faudrait ainsi rappeler au monde qu'un destin terrible le frappe en ce moment et que l'un de ses membres doit être exclu de la vie. Ceux qui sont contre la peine de mort, expliquait-il, ne savent pas tout les choses et ne savent pas de quoi est fait le monde. » (T. I, p. 178-179.)

La question dut être débattue l'année suivante au Reichstag, car, en mars 1870, Cosima lui fit le discours prononcé par Bismarck sur la peine de mort, et Wagner reprit alors ses propos : « Il ne s'agit pas de parler de la protection des citoyens (...). L'homme qui en a tué un autre et qui veut pourtant encore vivre est à nos yeux bien étrange. Plus nobles étaient les motifs de son meurtre, plus il doit souhaiter la mort avec ardeur. C'est là que la religion devrait intervenir, la prière devrait devenir le compagnon du condamné, souffrir de privations avec lui dans sa prison jusqu'à ce qu'il aille à la mort. Le jour de l'exécution, qui devrait être tenu secret, la ville devrait être décorée de drapeaux noirs, les magasins fermés, le glas retentir, et seuls les juges devraient assister à l'exécution. La peine de mort serait un facteur moral qui permettrait de réfléchir le monde, mais c'est ce que les gens refusent. Plus de curés salariés, mais des courants, lieux de re-

fuge dont la seule tâche serait de souffrir avec les criminels. » (T. I, page 231.)

Cette notion de rédemption par le sang, de sacrifice expiatoire et volontaire n'est pas sans rappeler certaines idées que Joseph de Maistre a développées dans les *Soirées de Saint-Petersbourg*, notamment dans le premier *Entretien*, où se trouve le célèbre passage sur le bourreau, et le septième, non moins saisissant, sur la guerre. Nous n'en sommes plus là.

L.G. (Lépin-le-Lac).

Pas si rose

Suite à la lettre de leur collègue (le Monde Dimanche du 9 mars), des enseignants du C.E.S. Duplex de Lille tiennent à préciser que :

Si le C.E.S. est effectivement un établissement à « taille humaine », permettant aux membres des personnels enseignant, administratif et de service d'être plus proches des élèves, et de mieux cerner leurs problèmes, il n'en est pas moins évident que tout est loin d'être « rose » dans ce milieu.

Le manque de postes de surveillants, surchargeant le service, ne permet pas d'éviter certaines dégradations (portées, enlèvement de matériel, etc.), et rend parfois précaire le maintien du calme.

Si la violence n'a pas pris les formes constatées dans d'autres établissements, elle n'en demeure pas moins une menace.

De plus, l'absence de certains enseignements (des classes sont privées d'éducation physique ou de musique), la constante diminution des crédits ne permettent pas de fournir l'enseignement de qualité auquel les élèves ont droit, et font du C.E.S. Duplex un établissement qui subit aussi durement que les autres l'aggravation de la crise.

Des enseignants du C.E.S. Duplex (Lille).

La règle à calcul

Ce vieux contremaître à une valeur certaine. Il a gravi les échelons peu à peu à force de volonté, de travail et de courage. La mode est venue du calcul du prix de revient de toute chose, et j'ai fini à contrecoeur par accepter qu'il achète une petite calculatrice de bureau.

Elle il me communique le prix de revient d'un nouveau bouillon un peu particulier : 30,3454 F.

J'essaie de lui expliquer — me souvenant avec attendrissement des paroles de mon vieux professeur de taupie : « L'erreur absolue sur un produit ou sur un quotient est la somme des erreurs absolues » — que compte tenu des nombreuses incertitudes que comporte ce type de calcul les décimales malgré l'apparence de sérieux qu'elles donnent au résultat ne sont peut-être pas très significatives. Je renonce bien vite.

Après tout, me dis-je, le coût doit être de l'ordre de 30 F. Pour ne pas avoir l'air de négliger son travail, gardons le 0,3454 F supplémentaire, ce n'a aucune importance si ce n'est qu'il a dû traîner toutes ces décimales avec son tout au long de son calcul en prenant bien garde de ne pas oublier aucune, et on a peut-être oublié de réfléchir.

Je prends ma bonne vieille règle : le bouillon est vraiment plus cher que les autres, mais il ne coûte que 30 F environ.

J'essaie de lui faire comprendre qu'une erreur sur une décimale est une erreur sur un ordre de grandeur. Visiblement il ne m'écoute pas. Je lis dans son regard : « A notre époque ces machines-là — ma bonne vieille règle — ont dû passer, il faut vivre avec son temps. »

Resté seul, je m'interroge. A trente-cinq ans, suis-je rétro-

PARTI PRIS

Échanges

LES pompiers ont traversé la France avec leur grande échelle. Les familles des pompiers aussi, et les commerçants, et les notables. Il y a eu des discours, des exercices. Mme le maire adjoint et M. le bourgmestre ont fait assaut de politesse pour savoir qui, le premier, se laisserait glisser d'une mansarde jusqu'au sol dans un long tuyau de toile élastique. On a déjeuné, dîné, ensemble et en famille. Les sapeurs locaux ont commencé à assiéger leur voiture rouge toute neuve : l'an prochain ce sera leur tour d'aller en visite.

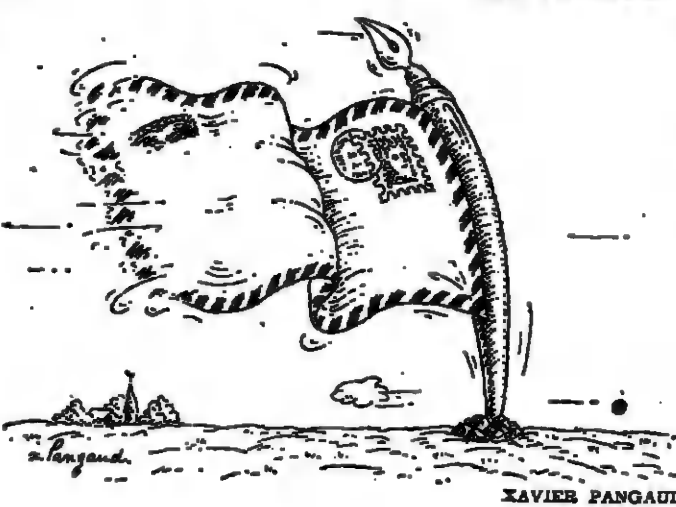
Une petite ville française, une petite ville allemande, d'un millier d'habitants chacune, jumelées depuis dix ans, n'échangeant pas seulement leurs pompiers mais leurs enfants, leurs recettes de cuisine et, l'été venu, leurs caravanes. Comme un grand nombre de villes de France et de R.F.A.

Oh ! on n'oublie pas les souvenirs de la guerre et de l'occupation. On les rappelle même à chaque cérémonie. C'est un rite que les anciens déportés, les anciens résistants, les anciens prisonniers n'admettraient pas de voir négliger. Dans dix ans, dans vingt ans...

Peut-être, dans ces échanges bon enfant, et dans la patience qui s'y manifeste, Oliver Aneel, seize ans, de Göttingen, trouverait-il l'explication (ou le réconfort) qu'il réclamait dans « le Monde Dimanche » du 6 avril : « J'ai seize ans. Je suis Allemand. J'aime la France. Et certains Français sont furiés contre moi. Pourquoi ? »

Si l'on en juge par le nombre des missives qu'on nous a prié de lui faire suivre, par les lettres ouvertes que nous publions et par ce modeste commentaire, Oliver Aneel a de quoi réfléchir sur le passé, sur le présent et sur l'avenir.

JEAN PLANCHAIS.



XAVIER FANGAUD.

grade ? Un aristocrate du savoir alors ? L'acquisition d'une règle à calcul n'est pas donnée à qui n'est passé par Sup et Spé.

Un nostalgique de l'épreuve de calcul numérique des concours d'entrée aux grandes écoles ? Celle de Supélec ? Extraordinaire, démente, inouïable.

Je trahisse. Raye dans mon budget la ligne destinée à l'achat des calculatrices de bureau. Ce sera ma révolte du jour. Je vais à contre-courant, je me marginalise. J'exécute !

Je n'existerai pas longtemps. Demain plus personne ne fabriquer de règle à calcul.

Il a raison. Il faut vivre avec son temps.

MICHEL-STANISLAS STAEFANOPOULOS (Grièce).

Trouble

Je vous demande de bien vouloir excuser cette intrusion, mais il est quelquefois nécessaire d'exprimer des sentiments trop longtemps refoulés.

J'ai vingt-cinq ans et j'ai fait des études que l'on pourrait qualifier de banales, j'ai une licence et une maîtrise de lettres, une licence en droit et prépare actuellement une maîtrise de droit public.

Je sais qu'aujourd'hui des diplômés de ce genre ne signifient rien, mais venant d'une famille d'intellectuels, j'ai l'illusion que des études pouvaient être une porte de sortie. Après mon service national, je me suis mis

en quête d'un travail et, au bout de trois mois d'angoisses, j'ai trouvé un emploi alors que tant d'autres piétinent aux portes de l'ANPE, mais, et c'est là l'absurde, cet emploi ne correspond à rien, l'attendant simplement que des heures s'écoulent. Est-ce là le sort que je mérite ? La situation absurde que je vis huit heures par jour m'empêche complètement et m'empêche de mener une vie normale. A quel bon ? Quitter cet emploi pour aller des concours administratifs ? Autant de solutions difficiles, que d'incertitudes ! Je suis d'une famille modeste, je n'ai aucune relation, que faire ? Que faire ? J'ai de multiples intérêts, mais à quel bon si on les étouffe.

Bien des gens ont un sort beaucoup moins enviable que le mien. Ai-je le droit de me plaindre ? Je suis sans doute trop naïf et plaintif, sans doute tout cela est ma faute. Je veux simplement exprimer un trouble qui n'est pas seulement le mien.

J.-P. F. (Paris).

Réponses à Oliver

De nombreux lecteurs ont tenu à répondre à Oliver Aneel, ce jeune Allemand de seize ans, amoureux de la France, qui nous écrivait la peine qu'il avait ressentie en découvrant la haine que certains Français ont à l'égard des Allemands. (Le Monde Dimanche du 6 avril.)

Voire lettre est touchante, parce que c'est celle d'un tout jeune homme, qui ne demande qu'à aimer et à être aimé, et qui découvre que la haine, cela existe.

Cette découverte, vous l'avez faite à propos de la réaction de Français actuels devant l'Allemagne d'il y a quarante ans — c'est-à-dire, pour vos seize ans, le présent.

Vous auriez pu faire cette découverte de mille autres façons, y compris dans votre propre pays ; et, dans tous les cas, elle fait mal.

La haine, bien plus que l'amour, est aveugle. Elle confond le refus d'oublier et le refus de pardonner, qu'il faut, au contraire, distinguer.

Lutter contre la haine, ce n'est pas oublier, comme je crains que vous y soyez enclin, comme beaucoup de jeunes, partout et en tous pays. C'est accepter de construire un autre avenir, en conservant le souvenir de ce terrible passé.

Connaissez-vous le Silence de la mer, de Vercors, auquel n'a fait penser votre lettre ? Silence-là : c'est un beau livre, sans haine.

Amitiés.

GERARD BRUNSWICHS Wiesbaden (Allemagne).

Tu as seize ans, tu es allemand et tu aimes beaucoup la France...

J'ai seize ans, j'ai une licence et une maîtrise de lettres, une licence en droit et prépare actuellement une maîtrise de droit public.

Je sais qu'aujourd'hui des diplômés de ce genre ne signifient rien, mais venant d'une famille d'intellectuels, j'ai l'illusion que des études pouvaient être une porte de sortie. Après mon service national, je me suis mis

en quête d'un travail et, au bout de trois mois d'angoisses, j'ai trouvé un emploi alors que tant d'autres piétinent aux portes de l'ANPE, mais, et c'est là l'absurde, cet emploi ne correspond à rien, l'attendant simplement que des heures s'écoulent. Est-ce là le sort que je mérite ? La situation absurde que je vis huit heures par jour m'empêche complètement et m'empêche de mener une vie normale. A quel bon ? Quitter cet emploi pour aller des concours administratifs ? Autant de solutions difficiles, que d'incertitudes ! Je suis d'une famille modeste, je n'ai aucune relation, que faire ? Que faire ? J'ai de multiples intérêts, mais à quel bon si on les étouffe.

Bien des gens ont un sort beaucoup moins enviable que le mien. Ai-je le droit de me plaindre ? Je suis sans doute trop naïf et plaintif, sans doute tout cela est ma faute. Je veux simplement exprimer un trouble qui n'est pas seulement le mien.

Bien entendu, je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

Personnellement je ne percevais aucun salaire et n'avais aucun avantage (volontaire ou autre). J'ai passé la main, sans organiser mon départ comme licenciement économique.

Bien entendu je suis de cette génération qui a connu la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix, la guerre, la victoire, la défaite, la honte, la gloire, la mort, la vie, la paix...

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

L'exemple

« Notre régime politique ne prend pas pour modèle les lois qui régissent nos voisins. Nous nous proposons plutôt en exemples qu'en imitateurs. Comme les choses, chez nous, dépendent de la majorité et non de la minorité, nous avons droit à l'appellation de démocratie. La loi traite tout le monde à égalité pour ce qui est des différents droits. Pour les titres, si l'on se distingue, ce n'est pas l'appartenance à tel ou tel parti, mais le mérite seul qui ouvre la voie des honneurs. A l'inverse, ce n'est ni le manque de moyens ni l'obscurité de sa situation qui empêchera quelqu'un de capable de servir l'Etat. La liberté est la règle, à nos yeux, dans le gouvernement de la république, et dans la vie quotidienne la suspicion réciproque n'interdit pas. Nous ne nous brisons pas contre les autres s'ils se conduisent à leur guise, et nous n'avons pas recours à ce genre de vexations qui, même si elles entraînent pas de dommage, sont ressenties comme blessantes. En dépit de cette tolérance en privé, dans le domaine public, nous exigeons avant tout de rien faire d'illégal, dans le respect des magistrats et des lois, surtout de celles qui protègent les victimes de l'injustice ou qui, même non écrites, ont pour sanction un véritable opprobre.

« De plus, en compensation à nos soucis, nous nous sommes ménagé, pour l'esprit, bien des délasséments. Nous avons des jeux et des fêtes qui se succèdent d'un bout de l'année à l'autre, de luxueux équipements dont l'agrément quotidien éloigne nos contrariétés. L'importance de notre Etat y fait affluer tous les produits du monde, et nous profitons autant de ces biens que de ceux de notre pays. »

Du livre II de l'Histoire de la guerre du Péloponnèse, composé entre 404 et 400 environ avant notre ère, par l'historien grec Thucydide.

JEAN GUICHARD-MELLI.

Le carnet d'adresses

Il n'y a rien de plus consoling et de plus triste à feuilleter qu'un carnet d'adresses. Rien de plus instructif et de plus éclairant aussi sur soi-même et sur le monde qui nous entoure.

C'est d'abord extrêmement gratifiant. Vous prenez votre carnet dans l'ordre que vous voulez et votre première impression est presque toujours : « C'est fou ce que je connais de gens ! »

La seconde est déjà un peu plus réservée : « Mais qu'est-ce que je fais de tous ces gens que je connais ? La suite devient plus hésitante : « A quel cela sert-il donc de garder tous ces noms alors que j'ai oublié ces personnes ? » A partir de là on glisse insensiblement dans la morosité : « Tiens, un tel, je l'ai vu de ce monde. » Ou dans la déprime : « Dire que si je lui avais écrit à temps, peut-être que tout ce malheur ne serait pas arrivé... »

Au hasard des pages, vous trouvez bête d'avoir si vite éprouvé de la sympathie ou simulé votre intérêt pour cet être-courant d'air que vous avez à peine entrevu et dont il était inutile de noter quoi que ce soit. Ou vous revivrez le petit serrement de cœur classique, la morsure ancienne qui resurgit tout à coup : « Une telle, j'aurais vraiment préféré ne pas la connaître... » Sans compter les noms griffonnés entre deux autres pour que personne ne les remarque, les pseudonymes habilement codés et dont vous avez oublié la clef.

Imaginez-vous ce que doit être le carnet d'adresses d'une grande cocotte parisienne, d'un député, maire, conseiller général, d'un représentant de commerce ou

d'un agent d'assurances devenu ministre ? Imaginez celui de l'agent secret parfaitement transubstantié, clair comme une goutte d'eau (il n'y a que les naïfs qui ont quelque chose à chercher). Et celui de l'agent double ? En a-t-il un pour chaque partie ? Avec la correspondance entre les deux, pour lui seul, sur un troisième ? Chacun sait d'ailleurs que la police s'intéresse toujours beaucoup aux carnets d'adresses des suspects. En cas d'arrestation, si on n'a pas la conscience tranquille, c'est la première chose à jeter discrètement dans un égout.

Pour ce qui est de la clarification, la vie et ses rencontres successives vous imposent un ordre qui, à mesure qu'on avance et qu'on devient théoriquement plus raisonnable, frise l'irrationnel. Dans mon cas, les M trop nombreux dans la famille sont maintenant au P. Le P, passé au R. Tout se décale ainsi. Je vais bientôt remplir les X et les Y restés à peu près inutilisés.

L'habitude moderne d'avoir la fois les « coordonnées » de l'appartement, celles du bureau, celles du week-end, ne simplifie rien. A cela s'ajoute la mobilité de la main d'œuvre des cadres, celle des familles qui s'agrandissent et doivent déménager. Doté de multiples surcharges, des ratures, des flèches dans les coins.

A la fin du carnet, deux pages blanches sont en train de devenir le lieu d'un fourre-tout incommode, celui où se mélange ce qu'il est impossible de classer définitivement ici plutôt que là : faut-il mettre renseignements S.N.C.F. à R ou à S, état des routes à R ou à S ? La rubrique théâtre peut-elle regrouper tous les centres dramatiques fréquentés ? Où placer S.O.S.-Amis,

le Centre d'accueil aux drogués ? Et l'hôtel-casino-Marseille-en-plein-centre où vous n'allez guère que tous les deux ou trois ans et dont le nom sera impossible à retenir s'il ne figure pas à celui de la ville ?

A ce régime on note où on peut, on remplit les pages encore blanches, et le carnet grossit comme la grenouille de La Fontaine ! Alors qu'à l'origine il n'était qu'une annexe de l'agenda pouvant se glisser dans sa couverture et passer d'une année sur l'autre, il finit tôt ou tard par prendre son indépendance par rapport à l'agenda. Si cette dualité pose des problèmes aux distraits, car les risques d'oubli sont multipliés par deux, cette indépendance du carnet d'adresses est souvent le signe que vous abordez un autre tournant de la vie. Signe de la permanence des personnes avec lesquelles par-delà la succession des mois et des années, c'est aussi le signe de votre établissement quasi définitif dans l'existence. Quel qu'il en soit, ce n'est pas sans beaucoup d'hésitations qu'on en refait un autre. Un carnet, c'est tout une vie. Il faudra des années pour que le nouveau ait une âme. Et l'on gardera longtemps l'ancien.

A dix-huit ou vingt ans, on choisit son premier carnet très gros pour y mettre trois ou quatre noms et on demandant des adresses autour de soi pour tenter de combler les vides. A quarante, on essaye surtout de le choisir pratique pour qu'il n'embarrasse pas. Sa place est réservée dans les poches du haut, qui représentent l'être social (alors que celles du bas sont plutôt le reflet de l'être biologique).

Si le



JEAN-PIERRE FAVEREAU

VIES

Victor saute le pas

Togolais, Victor va être naturalisé français. Des Noirs, des Blancs, il parle avec décontraction. Le gros racisme bête ne le dérange pas. Ce qu'il craint davantage, c'est le racisme d'Etat.

HERVÉ PRUDON

SIGNALEMENT de Victor A. : taille, 1,82 m ; bouche, moyenne ; visage, ovale ; cheveux, noirs ; yeux, marrons ; teint, noir clair ; signes particuliers, néant. Etabli à Lomé le 24 novembre 1974.

Lomé, Togo. Quand Victor dit à ses petits collègues blancs qu'il est togolais, ils se marrent doucement parce que, entre nous, Togo, Congo, etc., même snail. Le Togo, entre le Ghana et le Bénin, non ? Non. Ça ne dit rien. L'Afrique, c'est un gros continent noir. C'est Amin Dada, Bokassa, le balayeur d'en bas. Alors Victor ne dit rien à ses petits collègues blancs. Il fait semblant de vouloir les croquer, gros cannibale, il se frappe la poitrine en se surnommant « le Lion d'Afrique » et il retourne emballer des vareuses.

— Pourquoi tu emballes des vareuses ? Pourquoi tu ne dis rien ? — Je ne dis rien parce que je ne suis pas dans mon milieu, ici. Je n'ai pas fait des études pour emballer des vareuses. J'ai un métier, une formation. Sur, ici, les ouvriers, ils ont un niveau très bas, un Q.I. assez peu élevé. La classe ouvrière est dans sa coquille. Des pauvres types à qui on ne peut pas parler. Ils ne connaissent que leur repas du dimanche, le film à la télé, le prix du camembert. C'est chacun pour soi et tout le monde pareil. Sauf moi. Alors ça leur fait plaisir de m'appeler Bokassa. C'est juste des blagues, pour s'amuser, rigoler un peu. C'est pas méchant, ni blessant, c'est parce qu'ils sont des pauvres types, avec l'alcool et la télé pour continuer comme ça. C'est pas du racisme dangereux.

Je regarde le comptoir du petit café où nous sommes. C'est Paris-Casquette, les salopettes et la fatigue. On commente le tiercé, on joue au 421, le porto du pauvre, un banyuls à 150 F. Victor est soudain mal à l'aise. « Ici, je fais le bon dou dou. Je ne peux pas te parler, ici. Il faut que tu viennes chez moi. Tu viendras samedi. »

Nolay-le-Sec, il pleut. Des giffes d'embruns sur ces falaises à l'ouest modifiée. L'humiliation des week-ends sous-marins quand le ciel, le restaurant, les néons sont trop au-dessus du niveau du SMIC. Des gamines

dans la rue, coquettes sales, dans les troquets des grosses accrochées au flipper. Des nègres en passe-montagne qui rincent le trottoir des ordures du marché. C'est à 5, 7 kilomètres de Paris. Mais c'est Sainte-Mouise-sur-Dèche, Merdeville, des agglomérations de cinquante mille habitants qu'on chercherait en vain sur une carte. Ou dans la rue. Population fantôme, spectre du chômage, bruits de chaînes télé. Des films d'épouvante très ordinaires, réalistes. Victor, c'est changé pour me recevoir ; sa femme, Saldia, a sorti le whisky et les petits « âteaux ».

N'importe quoi

— Pourquoi tu emballes des vareuses ? — Il faut reprendre au début. J'ai trente-six ans. Je suis en France depuis six ans. Je ne suis jamais retourné au Togo. D'abord, ça coûte trop cher, et puis, le climat politique au Togo n'est pas bon pour moi.

« J'ai quitté le Togo pour étudier l'orthopédie. J'ai été orthopédiste-prothésiste à Lille, pas plus d'un mois. Le directeur avait fait la guerre d'Algérie, il n'aimait pas les Arabes ni les Noirs. Alors je suis venu à Paris, rue de Palestro. Le chef d'atelier avait peur que je prenne sa place, parce que j'ai étudié trois techniques, la canadienne, l'allemande, la française. Il me donnait les travaux les plus compliqués. Très raciste, le gars. Il avait peur que j'adapte des prothèses noires sur des jambes blanches. Je suis parti. J'ai cherché « n'importe quoi ». J'ai atterri chez L., comme chauffeur-livreur. J'y suis resté. »

— Chauffeur. Quelle drôle d'idée. Pourquoi tu n'es pas retourné au Togo après des études ? — C'est surtout à cause de la liberté d'expression. Après la santé, le principal, pour un homme, c'est la liberté. En Afri-

que, il n'y a pas la liberté. C'est décourageant, le Togo. Ceux qui retournent ne peuvent plus vivre la vie misérable. Il n'y a même pas les indemnités de chômage, rien, juste la prison sans jugement, la disparition sans cause, la torture. J'ai demandé la nationalité française. J'attends.

— Tu te sens intégré ? — Oui. Je n'ai que des amis en France. Mes voisins, par exemple, il y a un couple de réfugiés chiliens, et puis un autre de vieux Français.

— On parlait du racisme. Tu n'en sens pas les conséquences ? — Si. Mais attention ! Le racisme ouvrier, les remarques, les « Bokassa », « Amin Dada », « Boubou », « Douidou », tous les petits surnoms, c'est rien. Et puis le type dans le métro qui ne va pas s'asseoir à côté de moi. C'est lui l'imbécile. Moi je prends mes aises, et lui, il se fatigue debout avant d'aller trimmer chez le patron. Ça le regarde. Le racisme, c'est pas ça. Je le vois comme une pyramide organisée par les dirigeants, l'Etat. Le racisme, c'est les lois contre les immigrés, c'est ce qu'on raconte à la télé ou dans les journaux et qui va rentrer dans la tête de l'ouvrier : le racisme, c'est Saldia qui n'a pas le droit de travailler, c'est écrit sur sa carte de séjour.

« Il ne faut pas croire que le racisme est un phénomène ouvrier. Les ouvriers, ils s'entendent bien entre eux parce qu'ils ont des problèmes primordiaux : nourrir la famille, par exemple. Le reste, c'est l'Etat qui le crée. Au boulot, moi, le racisme je le vois à point. Le patron, il est antiraciste, il est juif. Alors, la question pour les autres, c'est pour quoi moi, un Noir, je vais me dévouer pour une entreprise juive. Le patron, il m'a promu dans les bureaux. Mais les autres, ils pensent le Noir : l'éboueur. Alors je suis obligé de continuer un travail de manutention en plus du travail de

bureau. Les éboueurs, les balayeurs, c'est pas tous les Noirs : c'est tous des Maliens ou des Sénégalais. Ils arrivent par bateaux entiers. C'est des accords, des contrats d'Etat à Etat. Senghor, qui envoie à Giscard cinq mille Sénégalais pour nettoyer les trottoirs parisiens.

En France, ton souci numéro un, c'est quoi ?

Une carte de travail pour Saldia. Et puis que je retourne dans le domaine paramédical. Quitter les ouvriers : j'en ai ras-le-bol. J'ai tout perdu, même l'expression. Je ne fais plus d'effort intellectuel. Je ne suis plus dans mon milieu. Au travail, on me reconnaît une valeur, mais on pense que je suis un mouchard, qu'il y a la coalition juudo-nègre entre le patron et moi contre les ouvriers français. Ils croient que je suis le protégé du patron. Je suis syndiqué C.F.D.T., mais on ne me tient au courant de rien. Je ne suis rien... »

Victor ressort du whisky. Des murs sont gris. Le papier se décolle. Slim, trois ans, joue. La télé marche. Saldia et sa sœur sont dans une chambre, elles tricotent, elles ont laissé les hommes entre eux. Victor reprend :

« Au Togo, nous sommes six mille A., mon père était le chef de la famille, le chef de la tribu. Mais nous sommes sudistes, et le gouvernement est nordiste. Je ne veux pas retourner au Togo. Ils sont en train d'y construire des gratte-ciels, Manhattan à Lomé. Pour eux, c'est ça, le développement. Pour moi, c'est dormir sur un matelas et non pas sur une natte, c'est dépenser l'argent pour des hôpitaux et non pas pour des fêtes, des danses et des parades. Assez de constructions frappe-ciel. Le développement, il passe par le ventre plein du peuple. »

« Je ne peux pas être orthopédiste au Togo. Les pauvres ne

peuvent pas se payer une prothèse. Ils coupent deux branches dans la forêt et ils béquillent avec ça. Ça leur suffit. Toute la technique qu'on nous apprend en France est hors service au Togo. Les gouvernements africains ne reconnaissent pas la technique, ce qu'ils veulent, c'est être loués, célébrés, chantés. Ils veulent juste les honneurs. »

Des orphelins

« En France, continue-t-il, je pense qu'on peut bien vivre en gardant sa culture : j'aime mieux être libre en France que me taire au Togo. Ceux qui rentrent, on leur donne un bureau, une voiture... Ils deviennent égoïstes, quand la plus grande partie du peuple est analphabète. Même ici, les employés d'ambassade, ils ne s'occupent pas de nous. Nous sommes comme des orphelins. Eux-mêmes, d'ailleurs, sont bien mal lotis. Partout, ils font têtes de pierres. »

— Quels sont les rapports avec les autres immigrés. Ici, en France ?

— Très bons rapports. Je connais beaucoup de monde. Il faut voir qu'il y a plusieurs couches d'immigrés. Il y a les super-intellectuels, on ne les voit pas, ceux-là. Ils travaillent dans la recherche, à l'UNESCO. Ils ont des épouses blanches, françaises. Ensuite, il y a les intellectuels ordinaires, les étudiants, avec mille problèmes d'identité, c'est très dur pour eux. Et puis les stagiaires, qui viennent et repartent ; ils trouvent le pays inhospitalier, ils ne comprennent pas, ils sont déçus, inadaptés.

« Il y a les travailleurs, comme moi, qui gagnent entre 2 500 et 3 000 francs par mois. Ils ont une vie de Français moyen. Ceux qu'on connaît le mieux, ce sont les balayeurs. Tous des Maliens et des Sénégalais, analphabètes,

ignares, ils ne savent pas trouver leur chemin dans le métro. Ils vivent à huit ou dix par chambre dans des foyers. »

« Et vient après le gros du peloton. Les aventuriers. Sans carte de séjour, ils vivent à droite, à gauche, chez des amis, la famille. Ils sont aigris contre la France, contre la société, ce sont eux les plus allergiques au racisme. Ils forment les pickpockets, les voyous dont parlent les journaux. Ils ont été trompés sur ce qu'était la France... »

« Il faut aussi parler des étudiants éternels. Des étudiants depuis trente ans qui ont fait toutes les disciplines sans jamais avoir le diplôme, souvent des Malgaches, des Mauriciens, des Congolais. Ils traînent à Saint-Germain. »

« Enfin, il y a les Antillais. Un cas très particulier. Ils sont dans les hôtels, les hôpitaux ; ils sont souvent plus Français que le métropolitain. Ils ont été bernés par la musique, l'alcool, les femmes, la joie de vivre, toute cette image qu'on attendait d'eux. Ils se souviennent du temps où c'était la mode pour les Blancs de sortir avec un Noir. A cause de je ne sais quoi, l'odeur sauvage, suave. Ils prétendent aujourd'hui qu'ils ne sont pas africains, pour se différencier des éboueurs et des balayeurs, à cause des boulots sales, ils ont honte. »

— Tu vas sans doute avoir la nationalité française. Tu es plus proche d'un Français raciste et bête ou d'un paysan togolais primitif ?

— Je plains plus la misère du Togolais que la bêtise du Français. Mais je n'ai plus le choix. Je veux mettre ma technique au service de la France, du peuple français, puisque l'Afrique ne croit pas en la technique, qu'elle ne veut pas de techniciens. J'aimerais faire comprendre aux Français la misère des Africains. »

Saldia revient dans le living. Dans ses bras, la petite Malika, qui n'a que quelques mois. Elle rit. Malika, ça veut dire « reine », mais elle n'a sur la tête qu'une couronne de paille crépus. Elle aura vingt ans en l'an 2000. Quel sera son royaume ?



MORGAN

LIBERTÉ

Les anars toujours hantés par le grand rêve

Ils sont encore des milliers, les anarchistes. Mai 68 leur avait tiré un sacré coup de chapeau. Et leurs idées — individualisme, autogestion, écologie... — se sont largement répandues. Le combat anti-autoritaire continue.

LAURENT GREILSAMER

PARIS. — Il fallait commencer par lui, ce maître en anarchisme, ce pape libertaire : Maurice Joyeux sol-même. Le ton péremptoire, il vous lâche des slogans bien balancés du genre : « La dialectique est la science des imbéciles », et son œil clair allumé, des affirmations au vitriol : « Nous sommes des barbares. Il faut détruire, faire le tri et inventer. » Pour le début d'une enquête sur l'anarchisme — planche politico-philosophique en marge de la nôtre — Maurice Joyeux s'impose, éminence grise de la très officielle Fédération anarchiste, créée en 1944 (1). Communiste libertaire à ses heures, anarcho-syndicaliste lors des luttes ouvrières, anarchiste individualiste quand on l'interpelle, c'est le « pape » des anars.

A douze ans, il casse trois côtes à son patron ; à treize, il quitte le lycée-maman ; à dix-sept, il rencontre madame Anarchie et c'est le coup de foudre. Depuis lors, Maurice Joyeux, solitaire, dix ans, n'a jamais rien renié de ses convictions. Il fut rebelle au service militaire, rebelle dans ses quatre murs de la forteresse de Montluçon, rebelle tout le temps et toujours. Son rêve de société, il l'a dans la tête et il n'y a « man-que pas une virgule » : l'anarchie, avec, derrière, « une économie égalitaire et une morale ». Une morale « parce que l'important c'est l'homme ».

LYON. — Autre ville, autre personnage. Christian a vingt-quatre ans. Proche des libertaires, certes. Son problème c'est « l'insoumission totale ». L'insoumission militaire, l'insoumission civile, l'insoumission maximale. Plus anarchiste qu'aucun sans doute, même si « l'anarchisme, ce n'est pas un débat ». Christian, qui vit dans une semi-clandestinité, travaille au noir.

Il refuse « le salariat, les boîtes d'intérêt, la famille, le couple ». Sérieusement, « Je ne peux pas me retrouver dans un carcan familial ou dans un carcan à deux, dit-il, je ne peux pas. » SAINT-NAZAIRE. — Jean-Gabriel Cohn-Bendit, frère de Daniel, professeur d'allemand, quarante-quatre ans, marxiste devenu libertaire. Un homme de culture tenté par le mouvement écologiste, intéressé par l'organisation humanitaire Amnesty International. Un homme en « occasions de militantisme depuis trois ans » et pourtant diablement intéressé par le parti radical italien. Un homme « sensible à ce qui se passe aujourd'hui pour ne pas attendre le grand soir » et persuadé qu'un courant libertaire se développe dans la France des années 80. Un libertaire pour la liberté.

QUELQUE PART DANS LE SUD-OUEST. — C'est un libertaire venu à l'anarchisme au travers de 68. Il a une trentaine d'années. Longtemps tourné vers l'Espagne, il avait cru « qu'après la mort de Franco le terrain serait favorable ». Illusions perdues. Il s'était lancé dans l'action. Il a « passé » des armes, il a fait de la prison, mais reste discret sans se draper dans le mystère. « Il y a des pays où il faut des armes, du matériel, alors ! » Il n'est pas de ceux qui ont « uniquement des principes ». Donc, il agit.

Un officiel de l'anarchisme, un jeune inconnu, un intellectuel libertaire et un « anar », voilà bien quatre figures, parmi tant d'autres, d'un courant politique multiforme né dans le sillon de la Première internationale (1866). Ils sont des milliers, les anars. Anticapitalistes, antiautoritaires, anticommunistes. Mai 1968 leur a tiré un sacré coup de chapeau. Ils avaient, auparavant, un sentiment de solitude assez attris-

tant. Mais les « réconfortés », ce mois qui les a fait vibrer, les a convaincus que des libertaires, il y en avait (il y en a) à foison. Combien furent-ils à écrire sur les murs : « Il est interdit d'interdire », « sous les pavés la plage » ? Ce fut une page d'histoire qui prouve, après bien des désespoirs, que « nos sociétés sont fragiles ». Ce fut un « baume ».

Un beau gâchis

Les anars et les libertaires, premiers héritiers du fédéralisme, de l'autogestion et de l'écologie, eurent l'impression que leurs idées, lentement, se diffusaient, que rien n'était perdu, que tout restait à faire. Fallait-il pour autant s'organiser ? Profiter de l'occasion ? Etait-ce possible ? Les déconvenues n'allaient pas tarder. Car, à l'évidence, la majorité des anarchistes français sont d'incroyables individualistes. L'espoir de les réunir au sein d'une même organisation semble tenir de la plus folle des utopies. Lassé, Maurice Joyeux écrit récemment : « (...) On a construit de multiples organisations aux statuts différents et toutes ont créé du même mal, l'impossibilité d'échapper à ce vice de l'homme anarchiste qui le pousse à constituer l'organisation à laquelle il appartient comme l'adversaire à combattre avant même de combattre l'adversaire de classe. »

(3) L'organisation ! Cela fait finalement cent ans que l'on en cause dans les cercles d'anarchistes. Cent ans que l'on s'efforce de vouloir organiser les « individualistes » et les « anarcho-syndicalistes » et les « anarcho- » avec les « communistes libertaires ». Un beau gâchis.

Certains s'accrochent pourtant ! Ils y tiennent à l'organisation. Mais seules la vénérable Fédé-

ration anarchiste et, sur un mode mineur, l'Organisation communiste libertaire (O.C.L.) et l'Union des travailleurs communistes libertaires (U.T.C.L.), survivent valent que valent. « Le drame du mouvement français, reconnaît André Devriendt, secrétaire général de la Mutuelle nationale de la presse et du livre, est qu'il n'a jamais pu travailler ensemble. » Les groupes naissent — différents, antagonistes — et meurent. Les revues subissent le même sort. Le fractionnisme pèse lourd dans la balance.

Ce constat de faillite, André Devriendt en a tiré une conclusion à son usage. A l'âge de cinquante-neuf ans, cet ancien secrétaire du Syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne durant le conflit du Parisien libéré revient en arrière. Regrets. Tristesse. Certes, il a beaucoup milité à la Fédération anarchiste à partir de 1943, il a été administrateur du Monde libertaire, son hebdomadaire. Il s'est « beaucoup donné ». Mais n'a-t-il pas finalement « travaillé sur du sable » ? « Il ne sortait jamais rien, dit-il, l'anarchisme n'est qu'un parti communiste libertaire, une organisation solide. A défaut, j'ai versé dans le syndicalisme. »

Désormais, cet homme qui vous reçoit dans un bureau directorial moqueté du centre de Paris, mélangant harmonieusement bois et cuir, travaille dans l'efficacité, de son côté. Trêve de vaines querelles et d'appels à la cohésion, après sans cesse répétées et jamais entendues. Pourquoi ne pas le reconnaître ? L'Organisation, avec un « O » majuscule, dans leur majorité, les « anars » n'en veulent pas. Ils en ont la « trouille », une véritable phobie. Lénine, Trotski, les marins de Cronstadt, l'armée rouge, auront joué un rôle décisif dans cette « tradition ». « La révolution de 1917 est le cœur de l'anarchisme », nous répète encore a, explique un anarchiste.

Bref, il existe deux grandes catégories d'anarchistes : les organisationnels et les autres, ceux qui sont « sortis du carcan ». Pour les uns, l'absence d'organisation du mouvement est réellement la « maladie infantile de l'anarchisme » ; pour les autres, les anarchistes organisés donnent dans le « bolchevisme doux ».

Ce débat dure depuis si longtemps que l'on peut se demander si les « anars » ne s'y sont pas épuisés. Et, du coup, s'ils n'ont pas laissé se creuser, à leurs pieds, un vide théorique important. Les autoritaires ne manquent pas. Un membre de l'Organisation communiste libertaire (O.C.L.) admet : « Nous n'avons pas su comprendre les évolutions. Pendant de longues années, nous n'avons pas eu d'analyse. Nous avons privilégié l'interrogation au jour le jour. Il y a eu un refus volontaire d'approfondir. » Un lycéen déclare : « C'est vrai qu'il faut sortir de l'anarchisme classique. Non à l'Etat, anti-hiérarchie, anti-autoritarisme, ce discours est insuffisant. Et d'ajouter : « On n'obtient pas de changements sur la base de slogans. »

Conséquence de ce malaise... ou cause ? beaucoup d'anarchistes français se sont réfugiés dans les luttes « exotiques ». Les gauchistes avaient le Vietnam, les « anars » ont eu (ont toujours) l'Espagne. L'un d'eux explique : « Il est toujours plus facile d'adopter un mouvement révolutionnaire dans un pays que de le créer dans le sien. » Mais le retour dans l'Hexagone est dans ce cas encore plus dur. Les problèmes non résolus le démontrent, et du vide théorique il n'est pas né, parfois, un flottement idéologique. Signe des temps qui changent ? Les anarchistes prêtent de plus en plus d'importance aux ancêtres — Proudhon, Bakounine, Kropotkine — et à leurs sacro-saintes écrits. Alors, basta ! on se modernise.

Sans doute, les écologistes

ont-ils contribué à cette évolution. Très tôt, les « anars » ont été présents dans le mouvement. Les thèmes « écoles », le refus de la « mega-machine », avaient de quoi les attirer. Au reste, les anarchistes ne sont-ils pas, historiquement, les pères de l'écologie (3) ? Aux assises de Montargis, au mois de juin 1974, ils étaient bien là, libertaires en diable, aliénés aux appareils et à toute bureaucratisation, iconoclastes. Trois ans plus tard, aux abords du chantier de la centrale nucléaire de Creys-Malville, devenu terrain de manifestation et champ de combat, ils étaient encore aux premières loges. Un observateur du mouvement écologiste se rappelle : « Moralement, les drapés noirs flottaient sur Malville. »

Piliers vermoulus

Depuis lors, anarchistes et écologistes se sont mutuellement lassés les uns des autres. Trop de centralisme pour les uns, pas assez pour les autres, voilà qui a sapé le champ de combat. Brice Lalonde, l'un des porte-parole du réseau des Amis de la terre, que « nous avons une forte culture anti-organisationnelle ». Naturellement, les écologistes de « gauche » se désolent, au sein de leurs mouvements, d'autant de freins que de moteurs. Dans un texte récent (4), les Amis de la terre s'affirment libertaires et « non violents dans la mesure du possible ». « Il est temps, affirment-ils, de supprimer trois piliers vermoulus du système social dominant : le productivisme, le nationalisme, l'étatisme. »

Ce courant écologiste, par pragmatisme, a élaboré une nouvelle notion : la recherche d'un « Etat minimum ». La trouvaille a certes fait hurler plus d'un « anar ». Quelle plaie ou non, elle a cependant creusé son trou. L'« Etat minimum » ? Un libertaire avoue qu'il s'en contenterait, et qu'il sera toujours temps d'aviser après.

Un militant écologiste, partisan de « pas d'Etat du tout », entend se battre, pour sa part, sur trois terrains : les centrales nucléaires, les ordinateurs et les manipulations génétiques. Ce sont ses « trois bêtes noires ». Ces combats nouveaux figurent pour lui, l'avenir du mouvement. Bien sûr, il se trouve des anarchistes pour crier au fou. Alexandre Hébert, cinquante-neuf ans, secrétaire général de l'Union départementale de Force ouvrière dans la Loire-Atlantique, membre de la commission exécutive confédérale et anarcho-syndicaliste bon teint, est de ceux-là. Dans son bureau, à Nantes, il peste contre ces « écoles qui veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ». Lui est pour la société de consommation, pour le développement des forces productives, pour que l'on fabrique de l'électricité à partir de l'uranium. Alexandre Hébert est pour ce qui est bon à l'ouvrier.

C'est dire si entre « anars », les désaccords existent. Ils sont nombreux, pléniers, avoués, de bonne grâce. Au fait, nul ne se définit par rapport à l'anarchisme avec un grand A, mais en regard des courants de pensée différents que sont l'individualisme, le communisme libertaire et l'anarcho-syndicalisme. Bref, l'anarchisme n'est pas un mouvement, c'est une mouvance. La nuance est de taille. Culture politique et philosophique, l'anarchisme est aussi une sensibilité.

Copains

A ce titre, ce qu'il est convenu d'appeler les « groupes affinitaires » ont toujours tenu une grande place dans le courant libertaire. Groupes affinitaires, affinités, copains. Qu'ils soient réduits à quelques personnes ou plus, ils sont sans doute aujourd'hui la forme majeure d'existence des « anars ». Groupes de compagnons qui se connaissent depuis de longues années, ils finissent par former des réseaux d'amitiés puissants. Tel groupe affinitaire vit en communauté, tel autre se réunit régulièrement autour d'une « bouffe », tel autre est composé de « bêtes politiques », qui discutent à n'en plus finir. Tous reposent sur l'adhésion d'individus pour qui les valeurs sacrées sont l'amitié, la solidarité et la fraternité.

La solidarité, la fraternité... c'est notre moteur, c'est au centre de nos préoccupations, explique un anarchiste. Pour un « anar » qui sort de prison, cela consiste à se préoccuper de ceux qui y sont restés. Pour celui qui a un travail fixe et des revenus, à donner de l'argent pour « soutenir les inconnus et les déserteurs qui ont besoin de papiers

d'identité, de chambres... ». Cette politique d'enferme est une base commune à tous, inviolable, amble-t-il. Un anarcho-syndicaliste, qui nous dira que l'illégalisme est « une des plaies du mouvement libertaire », conclura : « L'illégalisme contre la police est la plus forte ». Solidarité avant tout ! L'anarchisme, explique un « anar », est une « éthique entre individus par rapport aux corps, à toute autorité ».

Curieusement, les groupes affinitaires disposent d'un assez bon réseau d'informations que les organisations diffusent des bulletins ronfotés. Les nouvelles semblent aller vite et ne pas se dénaturer. L'usage du téléphone, des courriers, des voyages en France et à l'étranger, tout est bon pour une meilleure connaissance de la mouvance par la mouvance. C'est que l'information est une passion. Les radio-anarchistes qui se sont lancés dans les expériences de radio pirates, les libertaires qui publient bulletins, revues et autres textes l'attestent amplement.

Cette information est quelque chose comme une respiration, une bouffée d'air — tantôt chargée d'espoir (les bonnes nouvelles), tantôt gonflée de tristesse (les mauvaises) — qui vient irriter des groupes qui se vivent comme des îlots en liberté. Écoutons un rêve : « Ici, c'est un îlot. Je voudrais qu'il bouffe tout le reste, qu'il y ait beaucoup d'îlots de fraternité. Je voudrais les multiplier et faire que les autres en soient envies. » Tout le reste n'est que « prostitution stalinienne ».

Entre Seine et Rhône, Lyon n'est certes pas un modèle. Pourtant, la ville offre l'exemple, assez unique, d'un courant libertaire, décoloré. Pour Jean-Pierre, cela tient à l'histoire de l'ultra-gauche lyonnaise depuis 1968. Ici, les organisations « tiennent » encore moins bien qu'ailleurs. Au bout de six mois, régulièrement, elles s'écroulent comme des châteaux de cartes. Alors des liens se sont tissés, non pas de militants à militants, mais d'individu à individu.

Un « village »

Mimmo, Italien venu en France pour échapper à ses obligations militaires, explique que, à l'inverse de Paris, la mouvance libertaire à Lyon ne fait pas de différence entre les « anars », les libertaires ou les autres. Le Sagement, il indique que la situation actuelle ne permet pas ce luxe. Ainsi les antagonismes sont-ils érodés. La plupart des libertaires lyonnais ne sont du reste pas passés par des groupes structurés. Ils sont jeunes. Vierge de toute attache.

Générallement, la colline de la Croix-Rousse les attire. Ils apprécient ce « village » et ne voudraient pour rien au monde habiter ailleurs. Aller dans le centre, c'est déjà « descendre en ville ». Pour Irène, vingt-huit ans, il n'était pas question de travailler autre part. Avec huit camarades, elle est membre de l'équipe du restaurant autogéré Aux Tables rabattues, qui a planté ses cuisines dans un ancien entrepôt de peinture (5). Pas de patron donc. Pas de hiérarchie. Des salaires égaux, et au bout du compte une affaire qui vit et sert rent vingt à cent trente couverts par jour.

Aux Tables rabattues, fidèle à la mouvance lyonnaise, ne fait ni figure de restaurant anarchiste ni libertaire. C'est un restaurant ouvert. Un lieu d'échange. Un témoignage tout de même. Cymbèle, vingt-deux ans, raconte : « Quand on me demande : « Et toi, quelle est ta ligne politique ? » je réponds : « Voilà mon travail. Pour moi, c'est une action politique très précieuse et directe. » Et d'expliquer : « On a choisi de vivre avec peu de biens et un travail qui nous permet, grâce à la rotation, d'avoir du temps libre. C'est un choix important. »

Avec la librairie libertaire La Grylle, association régie par la loi de 1901, et le journal d'expression libertaire J.R.L., d'autres « lieux » existent. Lyon est un îlot, un modeste espace privilégié, où l'on peut tenter, comme le dit Jean-Pierre, « de vivre le moins communément possible ».

Le souci de préserver un espace vital minimum revient souvent dans les discussions. Certes, il y a la politique, le militantisme, mais ce sont-là de vieilles notions. On ne croit plus au « grand soir », on s'espère plus en la révolution : on s'accroche à des actions ponctuelles. L'ambition de discours est éteinte : « Nous ne sommes pas désabusés, mais nous n'avons plus de certitudes. Il n'y a plus de vérité. » Alors les groupes affinitaires se recroquevillent sur eux-mêmes, frileusement, en attendant des

Quand la
fait du

دكتوراه من الأصل

Quand la culture fait du shopping

La culture, le commerce. Deux mondes que la frontière de l'argent sépare. La culture, surtout si elle dépend du secteur public, n'a pas de but lucratif ; ce but, c'est, en revanche, la définition même du commerce. Et pourtant...

DOMINIQUE DARZACQ

L'effet GARI

On rencontre, parmi cette frange de libertaires, des personnes attirées par toute une gamme de la résistance à l'Etat, de la clandestinité. Durant l'année 1974, dans un sursaut contre le régime franquiste, des groupes d'action révolutionnaire internationale (GARI) se sont ainsi créés, s'inspirant d'actions de la Banque de Bilbao à Paris, M. Angel Balbazar Suarez. Et brusquement, dans une sorte de réveil de la mouvance libertaire, quelques deux cents personnes ont partagé le secret des GARI et leur espoir : faire plier Franco, aboutir à ce que des prisonniers politiques soient libérés.

Li « effet GARI » est né après que Salvador Puig Antich, militant du Mouvement libertaire de libération (MLL), ait été garoté, le 3 mai 1974. Un cortège d'attestations à l'espagnol s'ensuivit à Lourdes, Toulouse et Bruxelles (6). La passion des armes et des palmes de plastique peut exister pour quelques-uns. Les autres confient : « Cela ne nous amuse pas de faire sonner les statues à titre symbolique, c'est le détournement obligatoire pour que l'on parle de nous, pour que la presse dise : un tel est en prison pour tel fait. Nous préférons de loin laisser les statues tranquilles. » Il reste que les statues bougent toujours. Par centaines, les palmes de plastique explosent chaque année aux pieds des symboles représentant l'Etat.

A l'automne 1977, les ans se sont penchés sur les jeunes autonomes réclamant des « espaces insaisissables ». Il y avait là de la culture libertaire, pour certains. Et le mérite de bouger, de provoquer. Sous une forme agitée, le groupe Action directe, avec une douzaine d'attestations et de mitrillages à son actif, a aussi manifesté cette volonté de « faire quelque chose ». Volonté d'insubordination ? Peut-être.

Regardons les choses en face. Depuis des lustres, les libertaires attendent ce qui n'arrive pas : des changements radicaux. On en vient à guetter des mouvements spontanés, dit un anarcho-syndicaliste. Les libertaires n'en auraient-ils pas assez d'être un laboratoire d'idées ? D'utopies ? Alors ils se rassurent, se convainquent mutuellement : un grand courant anti-autoritaire est en train de naître. La marmitte chauffe ! La potion serait bonne ! « Attention, disent-ils, prenez garde, nos sociétés sont de véritables bouillottes ! »

- (1) La Fédération anarchiste se compose d'environ quatre-vingt groupes qui rassemblent quelques mille militants.
- (2) Le Bae, édité par le groupe libertaire Louis-Michel, paraît tous les deux mois.
- (3) Cf. Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1924), de Jean Maitron. Editions Maspéro (2^e partie, chapitre III, la dispersion des tendances).
- (4) Texte d'orientation politique adopté par l'assemblée générale des Amis de la Terre de Paris du 12 janvier 1980.
- (5) Lire Interrogations sur l'auto-gestion. Atelier de création libertaire, 12, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.
- (6) Le Monde du 1^{er} avril 1980.

basil davidson
L'AFRIQUE
AU XX^e SIECLE
Recueil de textes
de la littérature
africaine
vient de paraître
éditions j.a.
CHEZ VOIRE LIBRAIRE

SUPERMARCHÉS

Marie-Claude Jume, l'animatrice de l'ELAC.

En revanche, à Grenoble, c'est une partie de ceux qui viennent faire leurs achats qui fréquentent la bibliothèque, implantée par les soins de la municipalité, dans le centre commercial de Grand Place. 1570 m² dont une partie est réservée à une artothèque, dix mille livres, dix mille disques. Onze mille lecteurs actifs dont 40 % ne sont pas grenoblois. En effet, la zone d'influence du centre commercial s'étend jusqu'à Gap. « Ici, explique Jacques Perret, un des responsables de la bibliothèque, le public est assez spécifique, constitué en majorité d'hommes, ce qui est rare dans un réseau de bibliothèques. Peut-être viennent-ils là pendant que leurs femmes font les courses. » L'implantation d'un service public de ce type dans un centre commercial a pour avantage d'être sur un lieu de consommation, mais il faut être vigilant et ne pas perdre de vue notre mission, qui est la lecture. Il faut donc trouver des rapports qui permettent au public de « être pas seulement le consommateur d'un produit culturel ».

En effet, ces nouveaux temples que sont les centres commerciaux ne déterminent-ils pas a priori une attitude de consommation ? En 1981, le Centre d'action culturelle que dirige Daniel Sonzini depuis 1971 à Annecy s'installera au Clos Bonlieu, un complexe architectural du promoteur et le propriétaire est la municipalité. Le secteur public (bibliothèque, maison de la culture, centre culturel) représente 70 % de l'espace, le secteur privé (bureaux et commerces) 30 %. A la Part-Dieu, 95 % de la surface est occupée par le commerce.

A Annecy, l'originalité est que la culture n'est pas convenue pour animer le commerce, mais bien plutôt le commerce commercial imaginé comme soutien à la culture. « On souhaite faire un équipement culturel, mais on ne voulait pas qu'il soit isolé », explique Pierre Métais, secrétaire général de l'annecy. « Dans les années 70, pensant à cet équipement, les mots : rencontre, échange, renouveau, ont été utilisés. On rêvait d'être au cœur de la cité, de décloisonner la culture », explique Daniel Sonzini. Huit ans après,

les perspectives Bonlieu vont se concrétiser. Daniel Sonzini, délégué par la ville pour suivre les travaux, pense que l'aventure vaut d'être tentée, mais il s'interroge. Que restera-t-il du rêve fait autour de l'idée de convivialité ? Quels seront les rapports culture-commerce ? Pour Jean Régis, commerçant et conseiller municipal, les deux termes ne s'opposent pas nécessairement, puisque « le commerce n'est pas seulement un acte mercantile, mais aussi un acte culturel ». Pour lui il y a une différence entre consommateur et client, et la vraie question est : « Bonlieu sera-t-il assez fort pour rétablir la communication ? »

Cœur battant

Qu'en attend de Bonlieu ? Qu'il ne soit pas une cathédrale de béton supplémentaire, mais un espace de vie. « Le cœur battant de la ville », précise Pierre Métais. Cette volonté d'être partie prenante dynamique du tissu social apparaît dans tous les discours : celui du commerce, le Forum des Halles, la Part-Dieu, Evry II ; ceux des responsables communaux ou culturels, comme à Annecy ou à Marseille, où s'est ouvert le centre culturel du Merlan dans le centre commercial du quartier nord de la ville. Là aussi, le commerce et la culture s'épanouissent l'un l'autre.

A Evry-II, le centre commercial de la ville nouvelle, culture et commerce cohabitent sans grand embarras, mais sans scène de ménage non plus. On essaie même de collaborer. Pendant un certain temps des concerts de musique classique ont été programmés le vendredi soir dans le centre commercial mais « pour le confort de l'auditoire ce n'était pas idéal », remarque le manager du centre, M. Duvoisin qui de toute façon n'est pas pour le mélange des genres : « le commerce n'a pas à faire de l'action culturelle », mais, par contre : « les commerçants font des efforts pour soutenir les activités de l'agora ». Il s'agit d'un organisme multifonctionnel dirigé par M. Maurice Cayron dont le Centre culturel, dirigé lui, par José Luciani, est guère des composantes intégrées aux autres. Il partage les trois salles du lieu avec Evry Animation — qui couvre le secteur socio-cultu-

rel — les associations sportives et le syndicat communitaire de l'agora. « L'agora a été imaginée sur un rêve de communication et de fête. Pour la première fois, remarque M. Maurice Cayron, une ville nouvelle pensait ses équipements collectifs avant le logement. Dans cette optique, on a peuplé une cathédrale. Mais les premiers habitants d'Evry n'y sont pas venus, ni préférant des équipements de quartier. » Quant à la population avoisinante, celle de St-Omer, Evry, « c'est avant tout un centre commercial qu'elle se rend ». Aujourd'hui c'est surtout « par le socio-culturel qu'est irriguée l'agora ». Pour le centre culturel, ce n'est pas le commerce qui lui pose un problème d'identité, mais bien plutôt sa situation de centre intégré. Il ne peut couler son action dans un schéma type. La réalité exige qu'il se comporte comme n'importe quel centre d'action culturelle au niveau de la région, qu'il ne perde pas de vue cette zone marchande où il se trouve et pèse en compte les espaces collectifs.

C'est dans le moule traditionnel de la diffusion et de l'animation que s'est coulé le Parvis à Ibois près de Tarbes. Ses subventions, il les tient en majorité du commerce. Sur un budget de 1200 000 francs, 10 % viennent des collectivités locales, 9 % de l'Etat (FIC), 40 % du commerce, 41 % de ses recettes propres. Sa programmation : le Théâtre de la Salamandre, celui de la Carrière, Denis Llorca, Bruno Bayen, le Living Theatre, Renaud - Barzaut, Winston Tong.

Au départ, l'idée d'un homme, Marc Bélib. En 1972, de retour d'Afrique, où il avait passé cinq ans, Marc Bélib analyse la situation de nos villes. L'hypemarché lui semble le seul lieu susceptible de pouvoir recréer la symbiose du marché africain. Il entendait de convaincre les promoteurs d'un centre commercial alors en projet. L'argument : « Il se passera toujours quelque chose », porte aux premiers, alors, de convaincre les banques du bien-fondé de la construction d'un centre commercial dont 2 000 mètres carrés ne seront pas « rentables ». Ils passent pour « des éternels » mais ça se fait. En 1976, le Méridien ouvre ses portes. Il comprend un hypermarché Leclerc, une dizaine de commerçants regroupés en G.I.E. (groupement d'intérêts économiques) et le centre culturel du Parvis qui, lui, possède deux salles de spectacle, un espace d'exposition et des bureaux. Selon le règlement intérieur, les commerçants du centre doivent verser 1 % de leur chiffre d'affaires pour l'animation et la publicité. 50 % de cette somme sont versés au Parvis qui les gère en toute liberté. Son action, sa situation géographique à quelques kilomètres de Tarbes font du Parvis le centre culturel de cette ville. Cependant, elle ne le subventionne pas. Ibois, bourg sur lequel il est implanté, lui alloue 5 000 francs par an. Ses 3 049 habitants ne lui permettent guère plus que ce geste symbolique. Les usagers eux-mêmes ne sont pas gérés par la proximité des petits pois. Mme Ducros, enseignante, explique : « Pour une fois qu'on peut prendre l'argent où il est plutôt que dans la poche du contribuable, on ne va pas se plaindre. C'est une entreprise courageuse de la part des commerçants. »

Service rendu

Quant à ceux qui paient, les commerçants : « La première année il y a eu du tirage, mais maintenant la majorité estime que l'aventure est aussi positive pour eux », expliquent les deux directeurs du centre commercial. Image de marque flatteuse et présence d'une clientèle — notamment les enseignants — qui savaient le Parvis ne viendrait peut-être pas. Ils ne le cachent pas, mais, s'ils ont tenté l'expérience, c'est surtout parce que pour eux « le commerce est inséparable de l'idée de communication et de service rendu ».

Enkystée dans le commerce, la culture active-t-elle à élargir son champ d'action et à toucher la diversité sociologique qui y circule ? En 1978 ont fréquenté le Parvis : enseignants, 23,3 %, étudiants, 19,1 %, employés, 12,8 %, professions libérales, 12,3 %, commerçants, 3 %, ouvriers, 3,1 %. Ces statistiques semblent faire un pied de nez à cette nouvelle stratégie des rencontres, et dire : « Il n'y a pas de recette ». Restent cependant les interrogations, celles aujourd'hui encore sans réponse de la culture : peut-on transformer un client en public ? Reste aussi le propos des commerçants, peut-être pas si « boutiquiers » en fin de compte. En effet, plutôt que d'un usage commercial de la culture, s'il s'agissait d'abord pour certains d'entre eux de redéfinir un nouvel usage social du commerce.

PARIS MODE D'EMPLOI

« Objectif atteint d'emblée »
Le Monde
« Je n'y résiste pas, il faut lire Paris mode d'emploi »
Libération
« Il y avait le Guide bleu, il y aura maintenant Paris mode d'emploi »
Télérama

Le « premier » guide, quartier par quartier, pour tous les jours.
400 pages, des milliers de contacts, de lieux, de reportages.
Un prix exceptionnel : 39 Frs.

En kiosque, en librairie et
revue autrement, 73 rue de Turbigo, 75003 Paris.

DIFFUSION LE SEUIL

CROQUIS

La piétonne

« Nous vivons une époque de cul-de-jatte. On voit de la voiture à l'ascenseur, de l'ascenseur au tapis roulant. Les gens ont perdu l'usage de leurs pieds. Et même les jeunes : ils ne marchent plus que dans les manifs ! »

Elle a de loin dépassé les bornes de l'adolescence, Claudie, et pourtant elle marche. Chevillée aux mollets depuis ses premiers pas, il y a une trentaine de printemps, une solide vocation de piétonne : « Mes parents étaient déjà ronds comme des balles à l'époque où personne encore n'avait redécouvert la randonnée. Mes premières balades, c'était sur leur dos. »

Elle en a foulé, depuis, des sentiers et des trottoirs. « A Paris, dès que je le peux, je laisse dormir la carte orange. Je suis privilégiée, c'est vrai : j'ai le pied de la gare de Lyon — le chemin de Fontainebleau — et je travaille aux Champs-Élysées. Alors, j'ai le choix entre la Seine et le jardin des Tuileries. »

Le cœur léger, elle dardait au sommeil quelques instants de lever de soleil, quelques gouttes de parfum d'un Paris mal réveillé. Elle croise en

souriant les joggers pénétrés des Tuileries. « Je prends le temps d'observer les gens, fessée de déjeuner où ils vont, qui les attend, leurs goûts, leurs habitudes. Et les virées, et les petits drames de la rue, les disputes, les amoureux. Tu crois qu'on voit tout ça, derrière une vitre de voiture, ou entre deux correspondances ? »

Faute de grande randonnée, quand chronomètre et coudes de carbone se liguent pour lui interdire les trottoirs, elle grapple ici et là quelques coins de rues au hasard : « Si je prends le métro, je descends une station plus tôt, et je fais le reste à pied. »

Sa vraie fête, malgré tout, ce sont les ponts et les vacances. Dès que se pointent les beaux jours, elle claque la porte d'Orléans ou de Saint-Cloud, et s'en va vadrouiller sur les sentiers bretons ou ardennais. Mais, là encore, elle se heurte aux stupides des gens du pays : « Quand je demande mon chemin, les paysans s'efforcent en pensant que je vais si loin à pied. Pourtant, mon but n'est parfois qu'à deux kilomètres ! »

DANIEL SCHNEIDER.

Dans le train

On reconnaît les personnes âgées à ce qu'elles se lèvent et font descendre leurs bagages des filets longtemps avant que le train n'entre en gare. Elles ont peur de ne pas avoir le temps.

Cette dame pourtant est restée calmement assise, si à l'aise même, qu'elle a parlé une grande partie du trajet. C'était à bord d'un Corail en provenance du Sud et à destination de Paris.

Elle s'étonna d'abord de ce qu'il fallait si peu de temps pour parcourir tant de distance. Elle actionnait les manettes du siège à plusieurs positions. Par petits fragments, elle parla de la vie qu'elle avait vécue et vivait. A moi qui ne la connaissais pas

et peut-être justement pour cela.

Assise à côté, elle regardait devant elle. Elle était venue d'Algérie et s'était installée en France. Son mari était mort et ses enfants l'avaient quittée peu à peu pour habiter ailleurs. Aujourd'hui, elle allait rejoindre sa fille aînée et ses petits-enfants. Tous l'aimaient, ils l'attendaient à la gare. Le train arrivait. Avant de se lever, elle me dit encore : « Vous savez les trains, les Américains en construisent dans les airs, pour relier une ville à l'autre. »

Elle ne précisait pas à quelle distance du sol car cela n'avait sans doute pas d'importance.

CAROLE THIERRY.

Grand calme

Entre ses berges bien nettes, le canal coule comme un tapis roulant presque arrêté. Comme une crème au café.

« A propos, tu es mis du côté dans le thermos ? »

— Pourquoi « à propos » ?

— Pour rien. »

Monsieur est assis sur un pilant à dossier et porte des pantalons bleus. Monsieur pêche.

Les feuilles tombées des platanes glissent avec la même lenteur. Pas une n'oserait dépasser l'autre. Tens, voilà qu'une pauvre sorte est retenue par une herbe. Va-t-elle savoir se libérer ? Elle tourne, repart. Elle ne pourra jamais rattraper ses sœurs.

« A quoi penses-tu, chéri ? »

— A rien. »

Madame est assise sur un pilant à dossier et porte des pantalons bleus (fabrication maison, ça coûte moins cher). Un soutien-gorge vert pomme soutient sa gorge rose.

Madame pêche.

Les mouches, là-haut, bourdonnent sans relâche. Les mouches ou d'autres insectes ;

ça n'a pas d'importance. On ne peut pas dire que le soleil tape vraiment. Les ombres sont pâles. L'air est chaud. Moite.

Madame se lève et ôte son chapeau de toile. Dans le canal, suspendue par les pieds, mais nullement incommode, une dame se tient droite, elle aussi. Elle a ôté son chapeau ; maintenant, elle le remet. Une ride la déhanche.

Il doit bien exister ailleurs d'autres dimanches.

Monsieur a tombé les bretelles et gardé sa cravate. Il a sur la tête un bicorne de papier journal, comme un amiral.

« C'est calme, aujourd'hui. Pas, n'est-ce pas ? »

Assise sur un pilant sans dossier, ce qui lui fait une échine saillante, sur quoi pousse un petit nuage (comme une touffe sur un épave rocheux), Martine porte des pantalons bleus délavés. Elle boche la tête et tourne la page de son roman-photo.

Trois bouillons rouges flottent sur le canal.

MICHEL REY.

Conte Froid

de JACQUES STERNBERG.

Le devoir

C.R.S. d'élite et de choc. Il avait toujours participé à toutes les répressions depuis mai 1968 et il avait toujours fait plus que son devoir.

On dut quand même le limoger, douze ans plus tard, quand il lança une grenade lacrymogène sur un groupe d'ouvriers qui descendaient des parés pour réparer une tuyauterie.



ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Des tombes dans quatre-vingts pays

Trente-cinq ans après la guerre, la République fédérale d'Allemagne continue à rechercher les soldats morts dans les deux conflits mondiaux et à entretenir d'innombrables cimetières.

JEAN ROUSSEL

Il y a des tombes de soldats allemands dans quatre-vingts pays. L'affirmation n'exagère pas d'un antiermaniste qui tentent par là de démontrer que l'Allemagne a porté la guerre un peu partout ; c'est l'un des slogans d'une association allemande à peu près inconnue en France.

Malgré l'activité qu'elle y exerce, en dépit aussi de la médaille d'or que la Société française d'encouragement au bien (société placée sous le patronage du président de la République) lui a remise l'année dernière, à Bonn, en présence de M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, il s'agit de la Fédération populaire pour l'entretien des cimetières militaires allemands (Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge e.V.).

« Au service de la paix », tel est le leitmotiv choisi par cette fédération. Fondée en 1924, reconnue d'utilité publique, occupant cent cinquante « permanents » auxquels viennent s'ajouter quelque seize mille bénévoles et comptant plus de sept cent mille adhérents, cette association tire le principal de ses ressources des subventions que lui accorde le gouvernement allemand : 20 millions de DM l'année dernière pour un budget total de 30 millions.

Pierre et métal

En effet, c'est cette association qui est officiellement chargée de l'entretien et de l'entretien des cimetières militaires en Europe ainsi qu'en Afrique du Nord et du Sud (où furent installés des camps de prisonniers), en Grèce. Au total, vingt-deux pays ont conclu avec la R.F.A. des accords internationaux sur l'entretien des tombes de soldats allemands. Avec la France, l'accord signé le 23 octobre 1954 (et complété par un additif en 1968) mettait fin aux dispositions prévues par le traité de Versailles et confiait à la Fédération populaire la responsabilité et l'entretien des cent quatre-vingt-douze cimetières militaires se trouvant en France et en Belgique (notamment ceux de Verdun et de Hartmannswillerkopf) ; selon les informations fournies par les dirigeants de la Fédération, la prise en charge des quatre cent cinquante mille tombes de soldats allemands tombés en France représente une lourde charge

financière et ne sera menée à bien que vers 1987-88, lorsque toutes les installations seront décorées de croix en pierre ou en métal, selon les régions. Les croix de bois chères à Roland Dorjé ont fait place à des matériaux plus nobles. Comme l'écrivait ingénument le grand hebdomadaire Die Zeit dans son numéro du 14 novembre 1976, la Fédération populaire « possède, grâce aux guerres mondiales, une grande expérience ». Ses dirigeants ont mis au point des normes bien précises d'entretien des corps qui reposent dans nombre de petits cimetières dispersés dans des centres plus vastes favorisant les pèlerinages : les fleurs, les arbrues et les matériaux utilisés doivent être choisis de façon à faciliter l'entretien. On a calculé que la création d'un cimetière militaire standard coûte entre 1 et 3 millions de DM (dont 40 % sont fournis par le gouvernement de Bonn).

Sur la base des accords internationaux conclus par la R.F.A., la Fédération populaire entretient actuellement un million quatre cent mille tombes de soldats allemands regroupées dans trois cent cinquante-cinq cimetières militaires situés dans une vingtaine de pays. Son service d'identification a établi des fichiers contenant le nom de près de cinq millions de soldats allemands tués ou disparus pendant les deux dernières guerres. C'est sur la base de ces fichiers que la Fédération populaire poursuit ses recherches et ses démarches à l'étranger.

Ses responsables se plaignent de la réserve avec laquelle les pays de l'Est, à commencer par l'U.R.S.S., accueillent leurs demandes. A l'issue de son dernier voyage en Union soviétique, en 1976, le président de la Fédération, le professeur Thiele, a déclaré qu'il avait trouvé les cimetières de soldats allemands « bien entretenus, mais il est regrettable que les tombes soient anonymes, bien que l'on connaisse le nom des soldats allemands qui s'y trouvent ». A Stalingrad (à laquelle, dans son rapport, il donne son nom actuel de Volgograd), le professeur Thiele expose les tentatives qu'il a faites pour localiser l'emplacement exact des sépultures des cent quarante mille soldats allemands tombés dans cette bataille. Sans succès. Au siège de la Fédération, à Cassel (35 Kassel, Werner-Hilpert Str. 2), on se montre sceptique : « Nous ne pensons pas que les autorités soviétiques nous autoriseront à retourner le sol de la moitié du pays pour retrouver les soldats allemands. »

Trois millions sept cent mille soldats allemands sont tombés dans les pays de l'Est. A l'occasion de sa visite en Bulgarie (au mois de mai 1979), le chancelier Schmidt avait demandé au dirigeant bulgare, M. Krastimir Schwirkoff de permettre à la Volksbund d'entreprendre des travaux de recherches dans son pays.

Il en va tout autrement à l'Ouest. Dans ces pays, répertoriés,

numérotés, soigneusement alignés, les sépultures militaires, à en juger au moins par les dépliantes en couleurs diffusés par la Fédération, revêtent l'aspect riant de jardins et de gazons. Des photographies montrent, par exemple à Cannock Chase (Grande-Bretagne), des rangées de croix d'un cimetière allemand (quatre mille sept cent soixante-dix tombes, précise le prospectus) dans le cadre d'une verte colline. Ou encore, au fort de Malmaison, en France, onze mille huit cent deux tombes au milieu de fleurs, de bouquets d'arbres et de pelouses. Des files et des garçons, manches retroussées, posent des bouquets, plantent des croix, mènent les travaux de jardinage au milieu des morts et à cette œuvre de « réconciliation par-dessus les tombes » que proclament, au-dessus de leurs têtes (en plusieurs langues) des guirlandes ornées de drapeaux. Soucieuse, en effet, d'associer la jeunesse à ce qu'elle appelle son « œuvre de paix et de réconciliation », la Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge e.V. ne se borne pas à organiser des voyages collectifs aux lieux du souvenir, elle met également sur pied des camps de jeunes volontaires pour les travaux funéraires. Les bruits de guerre ayant récemment circulé en Allemagne comme ailleurs l'ont amenée à publier dans la presse allemande de grandes plaques publicitaires déclarant : « Seul est ce qu'est la guerre celui qui n'est recueilli devant un cimetière militaire... nous y travaillons... aidez-nous... », suit le numéro de compte chèque postal de l'association.

Brandt

Dans l'une des revues qu'elle publie régulièrement, cinquante ans au service de la paix, la Volksbund écrit :

« Ne croyez pas que la tâche de notre Fédération diminue, au contraire, elle augmente d'année en année. Nous veillerons à ce que les tombes des soldats allemands demeurent des monuments en faveur de la paix. Au bout de quatre ans de pourparlers, nous avons pu inaugurer un cimetière à Bodj-Cedria, au nord de l'Inde, pour six mille morts de l'Afrika Korps du célèbre maréchal Rommel. Deux nouvelles nécropoles sont en voie d'aménagement, l'une pour trente mille tombes à Berheim (près de Cologne), l'autre à Malma, en Grèce. »

Les publications de la Fédération n'ont pas toujours eu ce ton conciliant. Les articles d'un de ses présidents, le Dr Siem, puis, plus tard, ceux d'un certain major Siegfried Emme Eulen témoignaient d'un nationalisme assez virulent et, sous la pression d'associations de victimes de la guerre et de parlementaires, la Fédération a fini par retirer de la circulation une des plaquettes qu'elle distribuait à ses adhérents.

Simple dalle, vaste champ de croix, ossuaire, les lieux du souvenir prennent des formes et parfois même des significations variées. A peine désigné chancelier, M. Willy Brandt était venu s'agenouiller devant l'ossuaire de Douaumont où, on le sait, s'entremêlent les restes des ennemis d'hier. Le 14 février dernier, à l'occasion de sa première visite officielle comme chef de gouvernement à Bruxelles, le chancelier Schmidt a déposé une gerbe de fleurs au cimetière militaire allemand d'un pays envahi. Il y a quarante ans par la Wehrmacht, où il était officier.

LENTILLES DE CONTACT

Un progrès fantastique pour les yeux sensibles avec les nouvelles lentilles américaines, souples, ultra-minces. Adaptation par spécialistes. Rapports avec vos lentilles le jour même. Promotion pour les moins de 30 ans FORFAIT COMPLET 746 F. Uniquement sur présentation de ce bon avant le 30.4.80. Laboratoires OSIRIS 21, avenue de Friedland - 8° - Tél. 563.55.99

CHAMONIX

Au pied du téléphérique du Midi

A LOUER

Studio 2-3 personnes - 2 pièces 4-5 personnes à partir de 550 F par semaine (juin)

MULTIGESTION

Tél. : (1) 747-10-96

13, boulevard de Levallois, 92200 NEUILLY.

Un mont pour le d

صكنا من الأمل

TAIWAN

« Nous nous sommes mariés selon le rite taoïste »

Fan Hua et Mei Feicui se sont mariés à Taiwan, le onzième jour du mois lunaire, selon le rite taoïste. Fan Hua raconte la cérémonie. Il s'appelle, en Europe, Patrice Fava, et Mei Feicui, Marie Mercier.

PATRICE FAVA

Le quotidien de Chine (Zhonghua ribao, Taiwan), du 31 octobre 1979, relate le mariage taoïste d'un couple de Français administrateurs de la culture chinoise. La photo qui accompagne l'article montre « les nouveaux mariés pendant la cérémonie d'hommage au Seigneur du ciel avec (à gauche) le Grand Maître taoïste. Au fond, on aperçoit l'autel et une grande inscription en quatre caractères : « l'auguste empereur de jade ».

L'article, d'environ cinq cents caractères, commente ainsi l'événement : « Hier au soir, à 9 heures, dans le Temple du Ciel de Taiwan, Fan Hua et Mei Feicui, sous la conduite du Grand Maître Chen Rongsheng, héritier des traditions taoïstes de la dynastie des Han, se sont mariés selon le rite taoïste. La nouvelle de cette cérémonie inhabituelle avait attiré ce soir-là, dans le temple, de nombreux curieux. En voyant ces étrangers en habits traditionnels, lui, portant une grande robe de brocart bleu nuit (chang pao), une veste courte et col montant (ma gu) et la calotte de cérémonie (guai pi mao), elle, une longue robe fendue à col montant (qi pao), tous deux faisant les habituelles présentations d'encens et les prosternations d'usage, ils semblaient tous très impressionnés (...). Conformément à la tradition, les mariés avaient préparé des offrandes : un cochenille et ses chèvres, des courtes, des fleurs. La cérémonie, présidée par Maître Chen Rongsheng, commença par le rite d'initiation des divinités, suivi de la lecture des différents Mémoires adressés au Seigneur du ciel, aux Trois Officiers et aux Seigneurs stellaires du boudisme du nord et du sud (...). Le lendemain soir, dans le temple de Guan Gong, avait lieu un grand banquet. En voyant ces mariés étrangers d'un pays étranger, on imaginait facilement que la fête allait être joyeuse. »

Elle le fut. Le soir, à dîner, tables avaient été dressées dans le patio ouvert du temple de Guan Gong. Nous n'avions pas seulement choisi ce lieu parce que Guan Gong est le plus populaire des dieux de la Chine et que son temple est situé dans le quartier le plus animé de Taiwan, mais aussi parce que Guan Gong est mon dieu tutélaire. Chaque famille, chaque corporation, chaque individu a ses dieux. Leurs statues trônent dans les temples et sur les autels domestiques. Guan Gong est un héros romantique qui tient à la fois de Lancelot du Lac et de Robin des Bois. Il fut tué, à la tête de ses troupes, au cours d'un combat, en 220 ap. J.-C. Au fil du temps, le souvenir de ses exploits s'amplifia et il devint officiellement le dieu de la guerre. Romanciers, conteurs, dramaturges, historiens firent le récit de ses faits d'armes et de sa vie exemplaire. Mais les lettrés le revendiquèrent aussi comme leur saint patron et on le représente souvent tenant dans une main le *Changsha Zuo*, un classique confucéen. Au théâtre, il apparaît toujours avec une longue barbe noire et un maquillage rouge, mais, dans le temple où se tient notre banquet, la fumée d'encens qui l'enveloppe quotidiennement depuis des siècles lui a fait un visage charbonné. C'est à l'intérieur de ces murs qu'à l'époque mandchoue se déroulaient les grandes fêtes sacrificielles que les hauts dignitaires de l'empire organisaient en l'honneur du « fidèle et loyal grand empereur, protecteur du royaume ». Dans toute la Chine, des milliers de temples lui étaient dédiés. Dans la seule ville de Taiwan, il y en a aujourd'hui six.

Les cuisiniers se sont installés sur le trottoir à l'extérieur du temple. Leurs réchauds à gaz rouillent comme des chaudières. Il y a un menu quatorze plats :

- 1) les bords d'œuvre six couleurs (cous de poulet, abalones, daims rouges, sauté, viande blanche, champignons noirs, pétoncles);
- 2) salmons de requins aux huit trésors; 3) Femme de crabe pleine à la vapeur; 4) petits poissons sautés à la sauce aigre douce de soja et gingembre; 5) oignons à l'étouffée; 6) fruits de saison; 7) Crêvettes entières frites en chapelure; 8) tortues à la vapeur cuites aux bales de lycet; 9) Anguilles sautées; 10) soupe d'abalones, de moules et d'estomacs de porc; 11) cuisses de poulet rôties et laquées à la japonaise; 12) canard croquant à la Lu Ban; 13) crème renversée; 14) soupe sucrée de graines de lotus, glaces aux fruits de la saison.

Le protocole

La composition d'un menu est aussi importante que la préparation et la qualité des plats. C'est là que se révèle le talent du maître de maison. Il y a bien sûr des principes de base, mais comme en peinture ou en calligraphie, les règles ne fabriquent pas l'artiste. Notre menu a cherché à concilier des spécialités taiwanaises, cantonaises, japonaises (pendant cinquante ans, Taiwan a été colonisé par le Japon), en respectant les jeux d'alternance et d'opposition, si importantes dans la gastronomie chinoise, entre les couleurs, les saveurs, les consistances, les modes de cuisson, de découpe, les petits et les grands plats. Dans aucun pays, la cuisine n'est l'objet, même dans ses formes les plus simples, d'autant de sophistication et d'occupation dans la hiérarchie des plaisirs de la vie en rangs aussi élevés.

En pareille circonstance le protocole doit être minutieusement réglé. Les Chinois ont toujours cultivé l'étiquette. L'invité d'honneur doit être assis en face de l'hôte et face à la porte principale. La seconde place d'honneur est à la gauche du maître de maison, la troisième à sa droite, la quatrième la deuxième à gauche et ainsi de suite. C'est à l'invité d'honneur de se servir le premier et

au maître de maison de porter le premier toast.

Le dîner était arrosé de vin chaud de Shaoting, de bière, de jus de fruits et de musique, car il est de coutume d'inviter un orchestre, une troupe de théâtre ou de marionnettes, à jouer pendant le banquet. Faisant que ces noces se tenaient sous le signe de la tradition, nous avions invité le théâtre d'ombres, le dernier existant à Taiwan. Ce spectacle marissime aujourd'hui devait attirer une foule de spectateurs.

Nos invités pour la plupart étaient originaires de Taiwan. Maître Chen était à la fois notre invité d'honneur et notre « parrain ». Dans tous les livres sur la Chine, on parle du gouvernement par la vertu de cet homme idéal qui régnait sans prendre part activement aux affaires de l'Etat, le rayonnement de sa sagesse vertu assurant l'harmonie des êtres et des choses, la bonne marche de l'univers. Maître Chen incarne à mes yeux cet être rayonnant. C'est à la fois un sage et un homme moderne, un grand lettré et un homme du peuple. Il n'a rien d'un gourou tout en étant un personnage vivant de la mythologie dans laquelle il baigne.

Ce mariage, qui au départ n'était qu'un acte d'adoption, comme le souligne Arnold Van Gennep dans les *Rites de passage*, « les cérémonies de mariage présentent des analogies, souvent même des identités de détail avec l'adoption. C'est là un fait qui semblerait normal à qui se rappelle qu'en définitive, dans le mariage, il s'agit de l'agrégation d'un étranger à un groupement ».

Maître Chen, au fil du temps de mon apprentissage, était devenu une figure symbolique, le grand Autre de la Chine.

Sous d'autres aspects, ceux que cette fête avait réunis incarnaient dans leur travail, leur liturgie, l'essence même de l'art, de la

culture, des traditions les plus profondes de la Chine: M. Zhang, le tailleur qui a coupé nos habits de cérémonie, Li Anxiang, le jeune maître taoïste, jongleur et acrobate que nous avons accompagné à de grandes fêtes funéraires, son frère Anji, spécialiste des maisons de papier pour les morts, Lang Jingshan, le peintre photographe qui, à sa manière, est aussi un magicien, M. Xu Fung et sa troupe de montres d'ombres, Fang Shihung, le porteur de palanquin rencontré le jour de l'anniversaire de Wu Fu Da-Di, la divinité du temple de son quartier... et j'oubliais M. Lin qui a imprimé les cartes d'invitation rouge et or, dont le texte, rédigé en langue classique, n'était ni, à mon sens, une traduction littérale :

« Le mercredi 31 octobre, onzième jour du neuvième mois lunaire, date soigneusement choisie par distinction, Fan Hua (Patrice Fava) et Mei Feicui (Marie Mercier), à l'occasion de leur mariage, ont donné un frugal repas. Respectueusement ils invitent la splendeur de toute votre famille à daigner descendre. Fan Hua et Mei Feicui, s'engageant avec respect, ont prié d'excuser cette invitation informelle. Le dîner aura lieu 225, rue Yongfu, Taiwan (temple de Guangong). A 18 h 30, les invités commenceront à prendre place. »

Hyperréel

Dans un style un peu différent, mais qui lui valut l'admiration de la sorte de son film. Chinois encore un effort pour être révolutionnaires, fit, entre le troisième et le quatrième acte du spectacle d'ombres, un très éloquent portrait des mariés en remarquant, pour finir, qu'une fois de plus la civilisation chinoise réussit à siniser ceux qui croyaient s'en approcher pour l'étudier.

Il y a aussi une autre manière de voir les choses. Jean Baudrillard, l'auteur de *Le langage symbolique* et la mort, n'était pas invité, mais l'imaginerait-il aurait eu son mot à dire sur ce modèle de simulation. Ne sommes-nous pas en effet dans l'enfer du paradoxe, le monde de la simulation, de l'hallucination de la vérité, du chantage au réel, d'une substitution au réel des signes du réel ? Les Chinois de Taiwan ont en effet assisté à un mariage hyperréel.

Ce qui heureusement déjoue cette opération de sauvetage de l'ordre symbolique, c'est que Taiwan n'est pas un musée, ou du moins ne le sait pas encore. Notre culture, notre éducation, notre langue, comme le remarque Baudrillard, est saisie de panique de ne pouvoir sauver le passé, le stocker en pleine lumière. Les Taiwanais, eux, ne sont pas encore entrés dans l'ère muséographique, ils ne restaurent pas leurs temples anciens, ils les détruisent pour en construire de nouveaux. Au sein de cette société capitaliste de consommation, prospère une économie anarchique, celle du poulch, de la consommation pure des richesses, pour organiser fêtes, mariages, funérailles. Cette extraordinaire vitalité des traditions au cœur d'une société moderne qui, ici comme ailleurs, ne tolère pas les formes de pensée qui ne contribuent pas à son développement, a l'allure d'un défi. Mais, en fait, elle nous rappelle que la religion était en Chine un fait social total. La vie dans le sud de Taiwan est restée dans ses grandes lignes très traditionnelle. Entre le sacré et le profane, il n'y a pas de séparation, pas plus qu'il n'y a d'opposition entre le monde moderne et la tradition.

Il m'a semblé que du fait de cette présence, de cette évidence du sacré, nous n'étions des objets de curiosité que de la part des éléments centrifuges, ceux qui étaient sortis du creux, à moins que je ne me trompe, comme les Dupont du *Lotus bleu* habillés en Chinois, qui croyaient passer inaperçus.

Écrit par la S.A.R.L. le Monde.
Généré :
Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde à Paris-13.
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 3742.

REFLETS DU MONDE

DAILY THE VOICE OF BRITAIN
EXPRESS

Si ce n'est toi...

Même en Angleterre, pays où les droits de l'homme (et notamment ceux de la défense dans les procès) passent pour être particulièrement bien respectés, il peut arriver qu'on doive répondre d'une accusation sans fondement. Il est vrai que, dans le cas précis que relate le *Daily Express*, une certaine confusion n'était pas impossible. Le quotidien de Londres écrit en effet :

« Un innocent a été arrêté à son domicile de Bristol, et conduit à Southend (Sussex), où il a comparu devant une cour. Mais finalement, on a pu mettre la main sur le coupable — le propre frère de l'accusé innocent. Gabor Segedy, vingt-quatre ans, a plaidé coupable en reconnaissant qu'il avait conduit en ayant trop bu, alors que son permis lui avait déjà été retiré, qu'il voulait sans assurance, et n'avait pas donné ses véritables nom et adresse. »

Mr David Gajdhar, au nom de l'accusation, a indiqué que Gabor Segedy, lors de son arrestation en novembre 1978, avait donné le nom de son frère Lajos. La cour l'a condamné à un total de 925 livres d'amende et lui a retiré à nouveau son permis de conduire pour quatre ans et demi. Il devra aussi verser 146 livres — les frais d'arrestation de son frère. »

LA STAMPA

Enfin la langue universelle

Dans un article du quotidien de Turin la *Stampa*, Silvio Cecotto rappelle le cas récurrent, selon lui, amplement démontré, d'une « langue artificielle » existante. Pourtant, le sujet est redevenu, à l'en croire, d'actualité depuis peu dans la mesure où il apparaît, désormais, qu'on peut concevoir « une langue qui ne soit pas parasitaire par rapport aux langues existantes, ce qui était la faiblesse des tentatives précédentes ». Comment y parvenir ? « La seule voie est celle qui a conduit à l'usage universel de trois secteurs lin-

guistiques, les séries numériques, le symbolisme chimique et l'écriture musicale. » Après avoir analysé ce que ces trois modes ont en commun : leur complexité croissante permettant l'ouverture à l'innovation, et la référence à un ordre sériel précédant ce qui doit être nommé, l'auteur propose un ingénieux système de « discrimination dans les couleurs, les sons, les odeurs, les mouvements, les états d'attention » et conclut : « Les États-Unis m'ont invité à aller là-bas mettre au point mon système. Mais il faudrait avoir moins de trente ans... »

СОН ПРАВА

Spéculation en chaîne

Les trafiquants de toute sorte existent en Union soviétique. Leurs méfaits sont révélés dans la presse le plus souvent au moment de leur condamnation. Ainsi la *Pravda* de Moscou indique que Mme Belovol, « chef d'un gang des métaux, qui opérât ces derniers mois dans la région de la Sibirie, a été condamnée à douze ans de camp et à la confiscation de tous ses biens. Elle avait, avec quelques complices, organisé un trafic fort lucratif. Grâce à des camionneurs peu scrupuleux, la bande avait pu détourner 167 tonnes de métal d'une valeur de plus de 41 000 roubles (environ 270 000 francs). Ce métal était échan-

gé dans les kolhozes et les sovkhozes (formes coopératives et d'état) contre des produits alimentaires. Au total, 168 tonnes de produits alimentaires ainsi obtenus et aussitôt revendus au marché noir avaient rapporté plus de 120 000 roubles (environ 740 000 francs) aux ferrailleurs entrepreneurs (...). Les activités de la bande s'étaient étendues jusqu'à Moscou et certains camions faisaient même des livraisons jusque dans la région de Vladivostok et celle de Novopetrovsk, situées à plus de 1 500 kilomètres de leur base de Krasnodar, avant que les autorités policières ne mettent un terme à leur esprit d'entreprise. »

LE SOIR

Un espoir pour les chauves

Le quotidien bruxellois *Le Soir* rapporte l'histoire suivante : « On a pu voir récemment des soldats de la garde irlandaise du palais de Buckingham chez le coiffeur, mais pas pour une coupe au rasoir : ils se faisaient tailler les poils du bonnet (...). »

« Les poils de ces bonnets

proviennent de peaux d'ours dans lesquelles une hormone, appelée oïstose, continue d'exister même après que l'animal est tué et dépecé. Les chercheurs espèrent pouvoir appliquer leur découverte notamment dans le domaine des traitements de la calvitie. »

ASSOCIATED PRESS

Blessures par « contact extrasensoriel »

L'agence de presse américaine ASSOCIATED PRESS fait état d'une récente décision judiciaire américaine, dont il est encore un peu tôt pour mesurer si elle est appelée à faire jurisprudence. Un juge fédéral américain a refusé d'accorder des dommages et intérêts à Mme Martha Burke, qui affirmait qu'en raison d'un « contact extrasensoriel », elle avait souffert le martyre lorsque sa sœur jumelle trouva la mort dans la collision de deux Boeing-747 aux Canaries, le 27 mars 1977, écrit-elle.

« Le juge Robert Ward n'a pas refusé la thèse de la pléiade, selon laquelle elle

avait « partagé » les souffrances de sa sœur, mais a souligné que le droit américain ignorait ce genre de souffrances parmi celles qui peuvent permettre des dédommements. Mme Martha Burke a déclaré qu'un moment de l'accident, alors qu'elle se trouvait endormie à son domicile de Fremont, en Californie, elle s'était brusquement réveillée, et se sentant nerveuse et mal à l'aise. Au moment précis de la collision de Tenerife, Mme Burke affirme avoir ressenti une sensation pénible de brûlure à la poitrine et à l'abdomen, et la sensation d'être coupée en deux. »

CONTACT
746 F.

La lutte contre le bruit

Au travail, dans la rue, à la maison, le bruit dérange. Il peut devenir insupportable. Le développement industriel a créé une véritable « pollution sonore » contre laquelle il faut aujourd'hui lutter. Un projet de loi dans ce sens est préparé par le ministère de l'environnement et du cadre de vie.

JACQUES POTHERAT

La gêne causée par le bruit n'est pas une nouveauté. Mais le développement de la civilisation industrielle a augmenté les bruits dans une telle proportion que l'on peut parler d'une véritable pollution sonore. Un projet de loi pour la lutte contre le bruit est actuellement préparé par M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie (voir le Monde du 29 février).

Pendant longtemps les bruits domestiques et de voisinage, ont seuls alimenté les tribunaux dans les procès entre « bruiteurs » et victimes. Les bruits « publics », provenant de l'industrie ou de la circulation routière, ferroviaire ou aérienne, ont longtemps été considérés comme un mal nécessaire qu'il fallait subir. Mais depuis quelques années — sous la pression des mouvements d'usagers ou de consommateurs — on assiste à une remise en cause totale du bruit, une véritable prise de conscience collective.

Plus d'un Français sur deux, en moyenne, a le sentiment de souffrir du bruit. Selon un sondage, effectué entre le 18 et le 23 octobre 1979 par la Fédération française des coopératives de consommateurs, 88 % des personnes interrogées considèrent le bruit comme une gêne importante, ou très importante; 64,19 % affirment que le bruit a des conséquences nuisibles pour la santé, la nervosité venant en tête (78,51 %), suivie par la fatigue (47,76 %) et l'agressivité (37,28 %).

Le bruit provenant de l'extérieur est le principal accusé (66,03 %) avec en tête la circulation automobile, les trains et les avions. Seulement 27,69 % des personnes interrogées admettent que leur foyer est très bruyant (4,03 %) ou bruyant (23,67 %).

Le bruit est un son ou un ensemble de sons dont les caractéristiques sont : le niveau sonore, la fréquence pour les sons purs et le spectre pour les sons complexes. Pour évaluer et comparer les bruits, on utilise une unité de mesure, le décibel (dB). Mais comme un niveau sonore

exprimé en dB n'est pas exactement représentatif de la sensation auditive de l'oreille humaine — car celle-ci est peu sensible aux fréquences très basses (infra-sons) ou très hautes (ultra-sons) — on utilise une unité de mesure « pondérée », le décibel A ou dBA. Cette pondération tient compte de la fréquence du son émis en pénalisant les graves et les aigus; elle représente la sensation de bruit effectivement perçue par l'oreille humaine.

Les décibels obéissent à une arithmétique particulière : le doublement de l'intensité sonore, par exemple le passage de deux autobus au lieu d'un seul, se traduit par une augmentation de 3 dBA; une réduction de 3 dBA correspond à une division par deux de l'intensité sonore. En revanche, pour obtenir une diminution par deux de la sensation de bruit, il faut diminuer le niveau sonore de 10 dBA. Ainsi, dans les mesures prévues par le projet de loi, les diminutions de 3 dBA pour les poids lourds et de 6 à 7 dBA pour les autobus diminueront la sensation de bruit de 30 % à 60 %.

Le bruit a quatre composantes : la fréquence : les sons aigus sont

plus agressifs que les sons graves et les sons purs plus que les sons complexes; l'intensité : un bruit fort est plus pénible qu'un bruit faible; la durée : un bruit de faible intensité peut devenir insupportable s'il est continu; la répétition : un bruit qui se renouvelle fréquemment est perçu comme une agression, alors qu'un bruit isolé est moins gênant.

Dans la campagne, la nuit, le niveau sonore descend rarement au-dessous de 30 dBA; le jour, il avoisine 40 dBA. Dans un bureau où travaillent plusieurs dactylos, on atteint 60 dBA, et les sons bruts et aigus y sont particulièrement gênants. La circulation peut atteindre de 65 à 90 dBA, un concert « pop » dépasser 100 dBA et le décollage d'un avion à réaction 120 dBA, le seuil de la douleur.

Un bruit gêne s'il masque une information sonore souhaitée, entrave la communication, occasionne une perte de vigilance. On doit prendre en considération les phénomènes d'acoutumance et de sensibilité au bruit, car l'oreille ne perçoit pas les bruits comme un sonomètre : un individu peut s'habituer à un bruit insupportable pour un autre.

La rumeur de la ville

Une ville est nécessairement bruyante et son « paysage sonore » est aussi utile que le « paysage visible ». Cependant, parmi les nombreuses sources de bruit qui constituent l'ambiance sonore de la ville, une est considérée comme un fléau : la circulation automobile, qui représente 80 % de l'énergie acoustique perçue dans les rues. Ce phénomène a pris un caractère plus grave avec le développement des dernières années des voies rapides qui ceinturent ou pénètrent dans les villes.

Une enquête publiée en 1978 par l'Institut de recherche des transports montre que 40 % des habitants des villes de plus de 500 habitants sont exposés à un Leq (1) diurne supérieur à 65 dBA, ce qui touche environ 13 millions de Français; 4,6 millions de logements sont ainsi

exposés à des bruits excessifs (40 % des logements collectifs et 25 % des logements individuels). 5 % sont situés aux abords des voies rapides, où les niveaux des bruits peuvent dépasser 75 dBA et atteindre 80 à 82 dBA en Leq diurne.

Les sources de bruit les plus gênantes dans la circulation sont, selon le sondage P.F.C.C., le passage des cyclomoteurs (55,14 %), suivi par les automobiles et poids lourds (43,83 %) puis les trains et les avions (20,53 %). Une enquête britannique sur les nuisances de l'aéroport de Heathrow, à Londres, a révélé que le décollage nocturne d'un Boeing-707 réveillait 387 000 personnes. Cependant, la réduction du niveau sonore des voitures et motos vient en tête des mesures souhaitées (72,76 %).

La réduction du niveau sonore de la circulation commence d'abord à la source, le véhicule. En travaillant sur le moteur et l'échappement, on pourrait gagner 5 dBA sur les voitures particulières et 5,5 dBA sur les camions et autobus. Sur les voies rapides on gagnerait 1 dBA pour les voitures particulières et 2 dBA pour les poids lourds, en améliorant les pneumatiques, et 3 dBA avec le revêtement de la chaussée.

Cependant, l'I.R.T. a mis en évidence que pour une automobile moyenne (type Renault-12) un gain de 5 dBA coûterait environ 1 % du prix de vente. Il faudrait compter environ 1 700 F pour une camionnette, 3 100 F pour un camion de 5 tonnes et 9 600 F pour un poids lourd de 20 tonnes. Cependant, la réglementation actuelle au sujet de l'émission sonore des véhicules est dans l'ensemble peu respectée. En 1978, 600 000 véhicules ont été contrôlés, et 85 000 contraventions pour bruit excessif ont été dressées.

Une action efficace suppose une bonne gestion du trafic (accroissement de la fluidité, limitation du débit). La coordination des feux tricolores peut faire gagner 5 dBA. La suppression du trafic poids lourds sur une voie rapide permet de descendre de 7 dBA sur le Leq diurne.

Par des écrans, on peut protéger les habitations situées en bordure des voies à grande circulation. Avec les buttes de terre, les murs en béton et les couvertures légères, on peut gagner de 8 à 14 dBA et, avec des couvertures lourdes, jusqu'à 30 dBA. Ces réalisations augmentent le coût de l'infrastructure de 20 % environ; ce ne sont pourtant que des palliatifs généralement réalisés a posteriori.

L'isolation des façades est un des moyens les plus efficaces d'insonorisation des bâtiments. Par rapport à une fenêtre ordinaire, on peut atteindre 10 à

15 dBA avec une glace épaisse et 25 à 30 dBA avec une double-fenêtre. En « rattrapage », on a estimé en 1977, que l'insonorisation d'un F4 reviendrait de 15 000 à 20 000 F et celle d'un pavillon à 30 000 F. En construction neuve, pour un F4 et par rapport à l'isolation standard de 30 dBA, les prix seraient de 1 % du prix du logement pour 30 dBA, 3 % pour 35 dBA et 7 % pour 42 dBA.

Mais, dans tous les cas où cela est possible, il faut agir avant la construction. Une opération pilote — sur la ZAC de Méjolan en bordure de l'autoroute A 41 à la sortie de Grenoble — a permis de limiter le Leq diurne à 55 dBA pour la majorité des habitants. Dès l'élaboration du plan d'occupation des sols, on a pu jouer sur la répartition des bâtiments et sur leur hauteur.

Car après, tout est plus cher. Réduire de 5 dBA le niveau sonore de tous les véhicules en circulation en France aurait coûté 1,6 % de la PIB en 1977, et l'insonorisation des logements exposés à plus de 65 dBA à 2,2 % de la PIB, soit respectivement 20 à 40 milliards de francs.

(1) Le niveau énergétique équivalent — ou Leq — est une valeur moyenne, égale au niveau d'un bruit constant qui aurait été produit avec la même intensité que le bruit variable, essentiellement la circulation, réellement perçue pendant une durée observée qui en France, est la journée de 8 heures à 20 heures.

Les mauvais voisins

Les bruits de voisinage et les bruits domestiques sont la source d'innombrables nuisances et litiges. Toujours selon le sondage de la P.F.C.C., les bruits domestiques au foyer (appareils, enfants) viennent au deuxième rang, derrière les bruits extérieurs, avec 22,78 %, suivis par les bruits provenant des appartements voisins (en logement collectif : 17,19 %) et par les bruits des habitations voisines (en logement individuel : 10,30 %).

Pêle-mêle parmi les bruits de voisinage les plus durement ressentis on trouve : le volume excessif des chaînes Hi-Fi, des radios et des récepteurs, les bruits de pas, les claquements de portes, les aboiements de chiens, les appareils électro-ménagers, les chutes d'objets, les déplacements de meubles, etc. En milieu rural ou dans les zones pavillonnaires, les tondeuses à gazon et les tronçonneuses sont unanimement condamnées.

Il n'y a pas de frontière entre un bruit domestique et un bruit de voisinage, le second étant la conséquence du premier. En réalité, avec un peu de bonne volonté et de précautions, à peu de frais, ces bruits sont faciles à diminuer et même à supprimer.

quelle que soit la qualité de l'isolation acoustique de l'immeuble. On peut ainsi écouter une chaîne Hi-Fi avec un casque ou avec des baffles moins puissants et mieux disposés (c'est-à-dire sans contact ni avec le mur ni avec le plancher). Il est possible de marcher sur le parquet avec des chaussures à semelles souples ou des pantoufles. Il faut mettre de la moquette. On trouve dans le commerce des petits tapis de caoutchouc que l'on peut disposer sous les meubles et les chaises soulevées et d'autres que l'on place dans l'encadrement des portes pour les empêcher de claquer. Il existe des freins pour les lourdes portes en fer d'ascenseur. Un fabricant astucieux a mis au point des cabines insonorisées qui permettent de jouer du piano chez soi sans incommoder les voisins.

L'un des points intéressants du projet de loi sera l'obligation d'un étiquetage informatif du niveau sonore des appareils ménagers, en conformité avec des normes maximales agréées. Déjà, depuis août 1977, la France avait pris l'initiative à l'échelon européen d'un étiquetage indiquant le niveau sonore des machines à laver le linge et la vaisselle.

Pour les tondeuses à gazon, le niveau sonore des modèles présentés depuis le 4 février 1980 est déjà limité : on obtient ainsi une réduction de 2 à 5 dBA sur les modèles courants. A partir du 1^{er} octobre 1983, le niveau des tondeuses sera abaissé de 6 dBA, c'est-à-dire que leur bruit sera perçu presque deux fois moins fort. M. Pierre Sureau, maire de Blois, est allé plus loin en prenant, le 12 mars 1980, un arrêté limitant l'utilisation des tondeuses et motoculteurs de 8 heures à 20 heures en semaine et de 9 heures à 12 heures le dimanche.

Importuner ses voisins n'est jamais un droit. Pas plus le jour que la nuit, et il faut écarter la légende selon laquelle on aurait le « droit » de faire tout le bruit que l'on veut entre 7 heures et 22 heures.



ALAIN LETORT.

Le droit au silence

Il n'existe pas actuellement de loi générale contre le bruit, mais un ensemble de textes législatifs et réglementaires qui permettent de saisir les différentes juridictions et de régler tant bien que mal le contentieux entre « bruiteurs » et victimes.

Ces textes sont d'application générale comme la « Répression du bruyage nocturne », la réglementation sanitaire départementale et les arrêtés préfectoraux ou municipaux. D'autres textes concernent des secteurs particuliers comme l'urbanisme, la construction, les engins de chantier, les installations classées, les véhicules à moteur, les avions, etc.

Lorsque l'on est incommodé par un bruit, il faut d'abord chercher à en identifier la source, la nature, la localisation, l'heure. Lorsqu'il s'agit d'un simple bruit de voisinage, il est évident que l'on doit s'efforcer de régler le problème à l'amiable et, à la rigueur, par

une lettre recommandée avec accusé de réception.

Il est prudent de prendre conseil d'une association comme la Ligue française contre le bruit qui a une grande expérience dans ce domaine et dispose d'un service d'assistance juridique (1).

On peut se renseigner dans les mairies, directement chez le maire ou aux services techniques, au service de l'hygiène. A Blois, il existe à la mairie un « médiateur du bruit ». Un bureau de nuisances existe dans chaque département. Celui de Paris a reçu trente-trois mille huit cent quatre-vingt-onze plaintes au sujet du bruit en huit années de fonctionnement. On peut aussi consulter la préfecture (service de l'hygiène, bureau de l'environnement), ainsi que les services des ministères concernés : environnement et cadre de vie, transports, industrie, santé, etc.

On peut déposer une plainte ou engager une action civile en

justice si l'on possède des éléments précis. Une action en justice engage, toujours sa propre responsabilité, car la partie adverse a toujours la possibilité de se retourner contre le plaignant. La procédure peut être longue et les frais élevés : honoraires d'avocat, avances de frais d'expertise...

S'il s'agit de faire respecter une réglementation, il est nécessaire d'indiquer dans la plainte ou la disposition les textes réglementaires (loi, décret, arrêté préfectoral ou municipal) sur lequel est fondée l'action en justice, ainsi que les motifs de la plainte. On peut non seulement demander la cessation du trouble mais, dans certains cas, des dommages-intérêts.

(1) La Ligue française contre le bruit (23, rue de Madrid, 75008 Paris) édite la revue *Silence*.

L'échelle du bruit (1)

PRINCIPAUX EFFETS		SOURCES SONORES ET LIEUX TYPIQUES
Seuil de la douleur.	120	Avion à réaction au décollage, à 100 mètres
Risque de lésion rapide et irréversible de l'oreille	110	Orchestre de musique pop. Atelier de chaudronniers
Grave danger de dommage auditif pour une exposition habituelle de 8 heures par jour	100	Marteau-piqueur (à 1 m). Atelier de tissage. Moto sans silencieux en pleine accélération (à 7 m).
Début du danger de dommage auditif pour une exposition de 8 heures par jour (85)	90	Métronome. Camion (à 7 m). Moulin à café, mixer (à 60 cm).
	80	Carrefour animé. Pool mécanographique. Bruit dans une voiture peu insonorisée.
	70	Facade d'immeuble au bord d'une autoroute. Bureau de dactylos. Bruit de conversation animée.
Conversation à voix forte perçue à 50 cm	60	Fenêtres ouvertes à l'intérieur d'une pièce donnant sur rue animée.
Conversation à voix forte perçue à 1,50 m.	50	Fenêtres fermées sur rue animée. Bruit de fond en zone calme.
Conversation à voix normale perçue à 3 m.	40	Salle de séjour calme.
Début d'interférence avec le sommeil.	30	Chambre à coucher silencieuse. Bruissement de feuilles.
A peine audible. Silence insupportable. Seuil d'audibilité.	20	Studio de radio. Désert.
	0	Chambres sourdes.

(Source : ministère de l'environnement et du cadre de vie.)

(1) Mesurée en décibels A.

« L'Imaginaire en campagnes », quatre films de Jean Dewever

Panorama social

JACQUES SIGLIER

QUEL point commun peut-il y avoir entre Jean-Claude Toulpin, Parisien qui a fui la ville pour élever des chèvres dans un village de la Meuse, et le Candidat de Voiture, entre des fermiers de Boeschappel, en Flandre française, et Don Quichotte, entre Mme Duquesne, fermière à Paradis, dans le Nord, qui a fait prospérer une entreprise d'œufs à couver, et la duchesse Saneverina de la Chartrouse de Parme, entre le Grec Vassiliadis, qui après avoir vécu un peu partout, roule sa bosse comme on dit, s'est fixé à Roussillon, dans la Vaucluse, pour y faire de la culture biologique, et l'Ulysse rentrant à Ithaque après dix ans d'errance ? A priori aucun.

Et pourtant, de ces paysans d'aujourd'hui, bien réels, qui ont pris leurs racines dans la terre française ou les y ont trouvées, à ces grandes archétypes littéraires, une relation s'établit, à travers le temps, l'espace, la fiction et les mythes, dans une série de quatre films, *l'Imaginaire en campagnes*, que FR 3 va diffuser, le vendredi 21 h. 30, à partir du 25 avril. Quatre films qui s'appellent à aucun des « genres » reconnus, une création qui, tout en répondant à la vocation régionale de FR 3, rappelle que la télévision, quand elle le veut, peut inventer un autre langage que celui, bien codifié, du documentaire, de l'adaptation littéraire, de la représentation théâtrale. Quatre films tournés par Jean Dewever, auteur (avec Jean-François Chabrun) d'un projet qui fut soutenu, en particulier, par Gaston Bourmaud, lorsque celui-ci était directeur de la station régionale de Lille.

Pour Jean Dewever, la réalité ne peut être appréhendée sans le secours de l'imaginaire et le constat documentaire ne suffit pas à expliquer une façon de vivre en milieu rural. Ce cinéaste qui a, un jour, choisi de quitter Paris pour s'établir du côté de Roussillon, a rencontré là-bas un certain Vassiliadis, qui lui a fait penser à Ulysse. Les jeux de son imagination lui ont inspiré cette confrontation entre des paysans français et les personnages imaginaires, immortels, de certaines œuvres littéraires.

Accueillie par Didier Béraud, chargé de la coordination régionale des programmes de FR 3, la série vient servir d'une manière très originale, le prestige culturel d'une chaîne qu'on a trop tendance à considérer comme simplement vouée à la diffusion de films achetés à l'industrie cinématographique.

On verra donc successivement *Cultiver son jardin* (production de Nancy) avec *Candido de Voltaire*; *Moulin à vendre* (production de

Lille) avec *Don Quichotte de Cervantès*; *la Chartrouse de Parme* (production de Lille) avec *la Chartrouse de Parme* de Stendhal; *Ulysse est revenu* (production de Marseille) avec *l'Odyssée d'Homère*.

Dans chaque « épisode » de *l'Imaginaire en campagnes*, des comédiens jouent les rôles d'auteurs, réalisateurs (ou réalisatrices), incarnant les personnages littéraires. C'est le côté fiction. Les paysans choisis sont filmés, interviewés comme pour un reportage. C'est le côté réalité. Mais fiction et réalité sont constamment imbriquées l'une dans l'autre, et peu importe que les personnages réels aient ou non *Candido*, *Don Quichotte*, *la Chartrouse de Parme* et *l'Odyssée*. C'est la mise en scène, l'écriture des images, qui rapprochent l'imaginaire et les pulsions mentales des paysans des archétypes littéraires.

Un peu trop démonstratif dans le premier film, ce rapprochement s'établit, dans les trois autres, par une subtilité construction de thèmes et de scènes entrecroisées. Les manœuvres de jeu tracent, parfois avec

humour, la distance entre le parti pris de la réalisation et les écueils documentaires, les œuvres littéraires ne sont pas illustrées mais représentées, de façon parfois résolument théâtrale, avec toiles peintes et décors plantés, les acteurs costumés montrant l'illusion et l'envers de l'illusion. Personne, au cinéma, sans doute, n'aurait songé à choisir Bernadette Lafont pour être la Saneverina, mais ici Bernadette Lafont réussit à se faire passer (avec quelle allure !) pour la Saneverina, comme référence imaginaire à l'ambition et à la passion de Mme Duquesne, qui a mené sa barque d'une main ferme, a établi ses enfants dans l'hôtellerie et le commerce. De même, Maxence Mallory qui, lui, est dans les quatre films (*Candido*, *Don Quichotte*, *Moulin*, *Ulysse*), existe, comédien-Protée, en révélateur de caractères. L'appareil technique du tournage n'est pas dissimulé. Jean Dewever montre comment et pourquoi il filme. Si bien que le spectateur sent toujours exactement où il en est dans ce « mélange de genres » et se trouve amené à participer à une

démarche qui n'a rien d'intellectuel ni d'abstrait. Son propre imaginaire met la campagne en même temps que le spectacle à transformations qu'on lui propose. Qu'il a portés s'ouvrant, l'une après l'autre, sur un univers de plus en plus passionnant, sur une réflexion de plus en plus étendue quant au rôle de la télévision dans l'information du réel contemporain.

Car, par toutes ces interférences, entre réalité et fiction, documentaire et littérature, cinéma et théâtre, images et paroles, apparences et vie intérieure, Jean Dewever arrive bel et bien à tracer un panorama social qu'aucun reportage, dans les limites prudentes que se fixe actuellement notre télévision, ne saurait faire apparaître : fuite individuelle du citadin dans le désir de « cultiver son jardin », difficultés et révoltes des petits exploitants, agriculteurs épousant la marche de la nouvelle société dans le rendement industriel, les affaires, le contrôle de la « qualité de la vie » par l'essai d'agriculture biologique ; il y a, dans cette série, qui s'appuie sur l'imaginaire romanesque et légendaire, la mutation des années 70, une recherche obstinée du bonheur par l'enracinement terrien, le choc entre rêve et réalité, l'esprit d'entreprise triomphant, les colères sourdes des ruraux délaissés, l'aspiration à une vie meilleure. *l'Imaginaire en campagnes*, c'est aussi une quête d'autres certitudes pour l'avenir. Gros comme *Ulysse*, *Vassiliadis*, qui a vécu en personne déplacée et cherché son horizon en Afrique, a abordé de nouveaux rivages à Roussillon, et sa femme s'est la même comme Pénélope. Dans le quatrième film, où sa démarche trouve sa plénitude, Jean Dewever donne une lecture moderne de *l'Odyssée*, qui mène à une remise en question de bien des choses fondamentales.

● Vendredi 25 avril, FR 3, 21 h. 30.



GERARD MATHIEU

Les projets de radios locales inquiètent le personnel de Radio-France

Choisir ?

MATHILDE LA BARDONNIE

[disparus] — autant de garanties que formule l'état-major de Radio-France, les syndicats sont en alerte.

Dans un communiqué commun, le Syndicat français des auteurs (S.F.A.-C.G.T.), le Syndicat national des auteurs-compositeurs, le syndicat S.N.T.-C.F.D.T. de Radio-France et le Syndicat national de radio-télévision C.G.T. (section assistants, bruiteurs, producteurs, réalisateurs, techniciens) parlent d'une « situation de crise » apparue depuis le début de février et d'une « récession » qui, ajoutant-ils, frappe déjà France-Culture où, selon eux, vingt-cinq à trente séances de quatre heures de travail hebdomadaire ont été supprimées. Soit, en enregistrant, montage et mixage, « la valeur de fabrication » de deux programmes hebdomadaires de deux heures. Le syndicat C.G.T. précise : « Le problème n'est pas celui des heures de programme, puisque leur volume n'est pas en principe, ne devrait pas être en diminution ; le problème réside surtout dans la nature du programme : on quitte le terrain des émissions dites lourdes pour s'engager vers des émissions plus légères (multiplication des directs et de l'information culturelle par exemple...) ».

Ce soul, en ce qui concerne France-Culture, ce soul, dont M. Armand Lanoux, président de la Société des auteurs, s'est fait l'écho, semble tout à fait fondé quand on examine la grille des programmes proposée par France-Culture où fleurissent l'« Interview », le « dialogue » avec l'invité ou les invités, trop heureux de venir promouvoir

quel son œuvre, qui son action, à l'antenne nationale. Il faut les entendre, du matin au soir, et surtout tard dans la soirée, raconter leurs petites ou leurs importantes vies sans bien réaliser — ils ne sont pas à l'écoute, — que parfois les records de bandes entre les éventuelles séquences préenregistrées et leurs interventions ne sont pas effectués avec plus de soin que dans la plus amateuriste des radios dites pirates, qui ont, elles l'excuse d'être inaudibles.

Bien sûr, reste la feuilleton, bien sûr, reste la part faite plus largement que dans d'autres pays au théâtre, aux dramatiques (encore qu'on en rediffuse deux par semaine), bien sûr, il y a un livre, des voix, où les enregistrements sont élaborés, et encore ces quelques minutes des Sora, qui ont pris le relais de *Poésie intérieure* et où l'on peut sentir que le métier de faire de la radio consiste aussi à fabriquer ces « objets sonores » précisés qui ont fait souvent passer la radio française au premier rang.

Mais, comme à la télévision, où la création est mal lotie par les temps qui courent, tout cela est une question d'argent. Il faut quatre heures de travail pour un quart d'heure d'enregistrement. Il faut, bien souvent, douze heures de montage, puis douze heures de mixage pour fabriquer une heure d'émission dite « lourde ».

Et quand, par ailleurs, sur France-Musique, comme sur France-Inter, on multiplie les émissions réalisées en public, et qui nécessitent l'intervention technique de techniciens

nombreux — ce qui est bien... — il faut choisir.

Choisir. Même si M. Jean Izard, directeur des affaires administratives, professionnelles et sociales de Radio-France, ne prononce pas le mot, il reconnaît que, contrairement à ce qu'on croit, aucune création d'emploi, Radio-France, dans les mois qui viennent, devra procéder à une « planification due à l'incidence des nouvelles radios », comme une mère de famille qui a de nouveaux enfants doit répartir ses dépenses, ce qui ne veut pas dire qu'elle aime certains plus que d'autres. Il souligne aussi la nécessité de maintenir ce que les autres chaînes peuvent rassurer comme « le privilège de France-Inter » : pour lui, France-Inter est le garant du service public de l'audio-visuel, ce qui ne veut pas dire qu'il faille négliger les 600 000 à 700 000 auditeurs qui écoutent France-Culture une fois au moins chaque semaine (quelle revue en a-t-elle ?).

Alors la malaise chez les techniciens et les réalisateurs, le fait que, bien souvent, les studios soient sous-employés — ce malaise est, pense-t-il, temporaire : « Chaque année, en février, avec les départs en vacances ou en stage de formation, on enregistre quelques tensions ». Tensions saisonnières ? Au centre des émissions artistiques, on s'interroge.

Et si les « expériences » locales souhaitées par le gouvernement ne durent que le temps d'une saison électorale ? Tout rentrerait dans l'ordre. En tout cas, la carte géographique des radios locales ou thématiques a été établie ailleurs qu'à Radio-France, qui dans ce cas précède... exécute.

Les Plus Belles

Années de notre vie

DE WILLIAM WYLER

Lundi 21 et mardi 22 avril TF 1, 14 h 27 et 14 h 29

★ ★ Remarquable étude psychologique et sociale d'un cinéaste alors en plein prestige et qui ne fit, peut-être, jamais mieux. A travers l'histoire de trois hommes revenant à la vie civile, dans une ville de province, Wyler a montré l'Amérique profonde, tout juste sortie de la deuxième guerre mondiale, la réinsertion difficile des anciens combattants, la nostalgie, l'émotion, la déception de ceux qui croyaient, sur les champs de bataille, se battre pour un monde meilleur. A la fois romanesque et réaliste, le film conclut à l'espoir, au triomphe du courage. Et c'est un véritable modèle des mains (Harold Russell) qui joue le rôle de l'infirme, montrant à ses compagnons d'infortune qu'ils pouvaient s'en sortir, comme son personnage. Témoignage fort, émouvant, sur une époque de transition. Les Plus Belles Années de notre vie (production Samuel Goldwyn), a collectionné les Oscars. Il est présenté en deux parties, à cause de sa longueur qui ne conviendrait pas à la cas habituelle du lundi après-midi.

Monsieur Smith

au Sénat

DE FRANK CAPRA

Lundi 21 avril A 2, 15 heures

★ Capra fut à la fois l'un des plus brillants représentants de la « comédie américaine » des années 30 et l'ardent défenseur de la démocratie et de ses institutions. Ses idées, sa morale sont typiques de l'Amérique rooseveltienne (dont il reste encore quelque chose dans Les Plus Belles Années de notre vie). Monsieur Smith, l'idéaliste, c'est M. Toulon, monde, se réveille, à Washington, devant les statues des grands présidents des Etats-Unis, c'est James Stewart, honnête, pur, obstiné, tenant tête aux politiciens affairistes, héros du « new deal ». Lorsqu'il garde la parole pendant vingt-trois heures au Sénat (la grande scène de cette comédie-fable), il assure la victoire du droit et des principes qu'on pouvait croire, à l'époque, immuables.

Smic, Smac, Smoc

DE CLAUDE LELOUCH

Lundi 21 avril FR 3, 20 h 30

★ Film à petit budget tourné en huit jours, en décors naturels dans une cinémas de 16 mètres pour rendre hommage à Louis Lumière et faire semblant de réinventer le cinéma de la simplicité. Malheureusement, en prenant comme personnages des prolétaires, Lelouch leur a fait jouer les aventures de *Pieds-Nickelés* à Saint-Tropes et son « popuisme » sonne très faux.

Les Séquestrés

d'Altona

DE VITTORIO DE SICA

Lundi 21 avril TF 1, 20 h 35

★ Pour rendre le film commercial, le thème sartrien est banalisé, émasculé. Cela devient un mélodrame dément, confus et prodigieusement ennuyeux. Les acteurs semblent dans le désastre général. Cette rediffusion n'était pas le meilleur moyen de rendre hommage à l'écrivain disparu.

Le Brigand

bien-aimé

DE HENRY KING

Mardi 22 avril FR 3, 20 h 30

★ Fascination des grands mythes de l'Ouest américain imbibés par le technicolor. Jesse James, qui fut lâchement abattu dans le dos, le

4 avril 1882, repart en hors-la-loi au grand cœur, en bandit d'honneur sous les traits de Tyrone Power, a tenu premier à qui ne pouvait être que sympathique. Henry King, cherchant un juste milieu entre la vérité historique et l'adulation du folklore, a fini par céder (mais on ne s'en plaint pas) à la légende. Henry Fonda, qui joue le frère de Jess, rendra la semaine prochaine pour le venger, dans le Retour de Frank James, de Fritz Lang. L'étonnant John Carradine interprète Robert Ford, le traître qui tua le « brigand bien-aimé ».

Le Chanteur

de Mexico

DE RICHARD POTTIER

Mardi 22 avril A 2, 20 h 40

Luis Mariano sosie de Luis Mariano, une aubaine pour les « fans » nostalgiques du roi de l'opérette japonaise Francis Lopez. A quel bon leur dire que la musique de Lopez a continué depuis trente ans, la piste d'actualité d'un genre qui eut ses maîtres et que le chanteur à la « voix d'or » n'a jamais su jouer la comédie. Laissons-les à leur plaisir, même si ce film ne vous pas un clou.

L'Enf

DE JEAN HERMAN

Mercredi 23 avril FR 3, 20 h 30

Guy Bedos, en « paumé » qui pratique un système ignoble pour se faire une place au soleil, arrive à ne pas être complètement antipathique. L'adaptation cinématographique de la pièce de Féliou Marceau est à proscrire, pour le cynisme, les situations ridicules. C'est très déprimant.

Le cave se rebiffe

DE GILLES GRANGIER

Jeudi 24 avril FR 3, 20 h 30

Quatrième diffusion, depuis 1971, de cette comédie sérieuse et vulgaire, tirée d'un roman d'Albert Simonin et dialoguée par Michel Audiard. Cela commence à bien faire. Mais quand on cherche un succès d'audience, les trucs de Gabin et l'arnaque à la ripolade, c'est du tout cuit !

Les Grandes Gueules

DE ROBERT ENRICO

Dimanche 27 avril TF 1, 20 h 30

★ Bourd, patron de scierie, embauche Lino Ventura, Jean-Claude Rolland (qui trament à « vengeance ») et à la condamnation de droit commun en liberté conditionnelle comme bucheurs dans la forêt poignante. Un « film d'homme » par excellence, selon l'intermédiaire romanesque de José Giovanni. Robert Enrico a donné une certaine vérité humaine à cette histoire, bien filmée les paysages, mais c'est égaré dans un essai de « western à la française ». En définitive, c'est à voir surtout pour les acteurs.

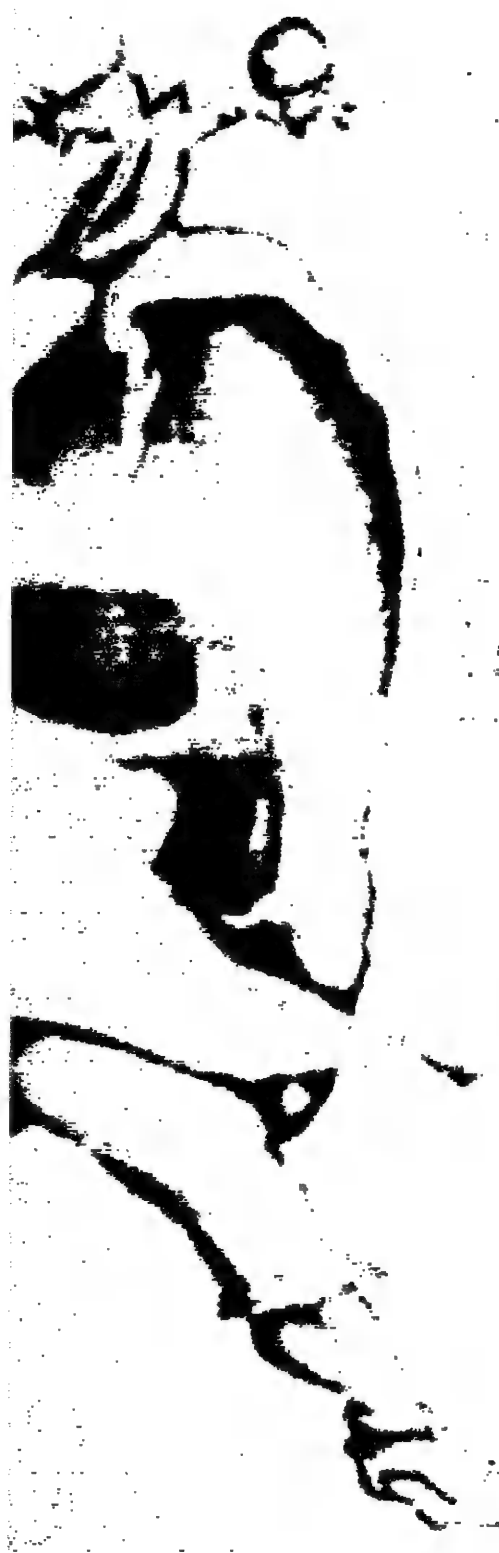
L'Enfant de l'amour

DE MARCEL L'HERBIER

Dimanche 27 avril FR 3, 22 h 35

★ Premier film parlant d'un maître du cinéma muet français qui, après l'Argent, cherchait une nouvelle écriture adaptée à la nouvelle technique. Souhaitant réaliser le Portrait de Dorian Gray, d'Oscar Wilde, Marcel L'Herbier dut tourner une adaptation de la pièce romantico-sentimentale d'Henry Bataille, dont il avait écrit un scénario pour le muet. Il n'a pas brisé tout à fait les structures théâtrales mais de théâtre, il est bien servi par Emmy Lynn, Jacques Castelnu, Jean Angelo, Marcelle Pradot. L'intérêt de *L'Enfant de l'amour* tient à son esthétique décorative (rappelant un peu l'Inhumaine et l'Argent) et à quelques séquences remarquablement découpées où le travail de caméra est du beau style L'Herbier.

mauvais voisins



droit au silence

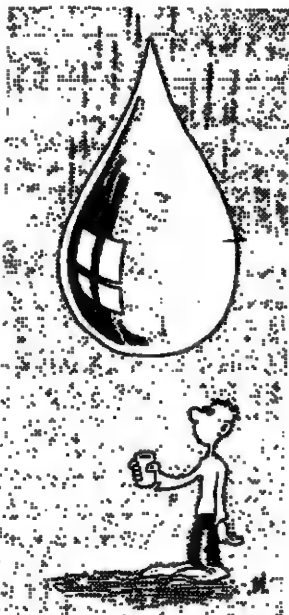
A VOIR

Un bien précieux

FENÊTRE SUR...
CONTES AU FIL DE L'EAU
Mardi 22 avril
A 2, 17 h 20

« L'eau c'est si simple que l'on ne s'en préoccupe que lorsqu'elle commence à manquer ». Petite phrase-olé lancée par le narrateur de ces « Contes au fil de l'eau ». Elle justifierait, à elle seule, l'idée de cette série. L'action se déroule dans une petite ville du Loir-et-Cher, Saint-Aignan. Les personnages nous sont familiers. Ils font partie de la vie de tous les jours. Ce ne sont pas des acteurs professionnels mais l'instinct, un instinct, des élus, des agriculteurs, des consommateurs locaux qui se campent sur l'écran. Parmi eux, symboles du passé et de l'avenir : Machut, l'ancien qui se souvient de ce qu'était sa rivière autrefois, se méfie des nouvelles techniques qui doivent soit-disant la protéger et Julien, le garçonnet qui observe ses amis, écoute, perplexe, leurs propos teintés de morale et de futurisme.

En trois émissions, à travers les scénarios et les dialogues de Jean-Pierre Courdillat et Meryem Victor, les réalisateurs, Armand Bernadi et Stéphane Kurk, brouillent le cycle de notre eau quotidienne : d'où vient-elle ? Comment parvenir à créer une solidarité entre ses multiples usagers, de l'industriel au pêcheur à la ligne ? Comment la purifier, puisque l'utiliser c'est aussi la salir, c'est aussi tenir compte du sans-gêne des vandales ?



Rien n'est compliqué dans cette trilogie, ni le langage parfois un peu trop didactique, ni la progression des faits racontés en voix off. Aucun chiffre — on peut même le regretter — ne vient encombrer l'esprit du téléspectateur. Il s'agit, à travers de belles images, que l'ignorance si la France possède, par exemple, suffisamment de stations d'épuration et combien il en coûte à la collectivité de pouvoir, chaque jour, boire son verre d'eau potable. — A. Rd.

Histoire d'un mariage

DOCUMENT :
« LE GRAND JOUR »
Mercredi 23 avril
A 2, 21 h 40

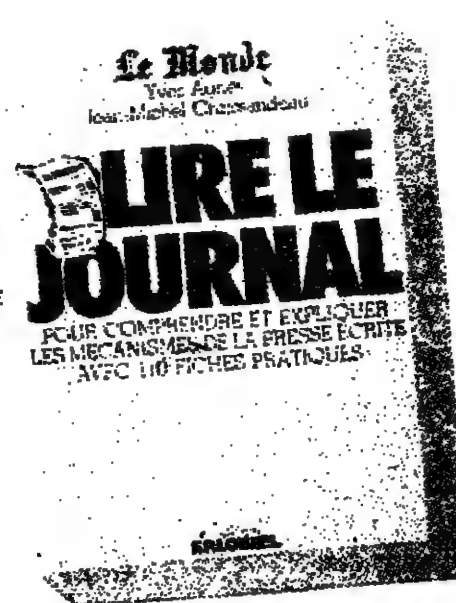
La grand jour : d'un petit jour aux premières lueurs du jour qui suit, pendant vingt et une heures, Michèle Rosier, Jacques Kabadian et plusieurs autres ont suivi sans discrétion les péripéties d'un mariage, d'un vrai mariage : celui de Soraya, qui travaille dans une usine de métallurgie, avec Pascal, chauffagiste. Ils habitent en banlieue, dans un milieu « populaire », comme on dit.

Assister au mariage de gens qu'on connaît n'est déjà pas toujours amusant. On pourrait donc craindre de s'ennuyer ferme à ce mariage d'inconnus qui ne partagent pas forcément nos préoccupations et ne comprennent pas forcément la curiosité saine d'elle-même dont ils sont l'objet (le regard de l'éthno-

logue, comme sa présence, n'est pas toujours innocent). Pourtant, on finit par s'attacher à ce garçon, ce Monsieur désarmant, un peu renfermé, sévèrement ajusté dans son costume neuf, inquiet parfois mais un peu ému : à cette fille, Madame, maintenant, exultante, souriante, aussi à l'aise dans le mariage qu'on l'imagine dans la vie ; à leurs familles, avec leurs têtes sympathiques et quelques-unes antipathiques, aussi. La vraie vie, quoi, en raccourci dans le film. Et cette attention gentille qu'on finit par porter aux « acteurs » soulevés de l'annuel et de la gêne de documentaire qui, pour trouver sa juste valeur, celle de document, d'archive de notre temps, aurait besoin, sinon de vieillir, du moins de quelques dizaines d'années de plus. Mais c'est aussi le rôle de la télévision de prévoir l'avenir. Le sous-titre « Souris, les heureux de jour-là ! » est tout à fait déplacé. — F. E.

SOMMAIRE

- chapitre 1
LA SOURCE
- chapitre 2
INFORMER
C'EST CHOISIR
- chapitre 3
LA PUBLICITÉ
LE NERF
DE LA GUERRE
- chapitre 4
DE LA NOUVELLE
AU PAPIER
- chapitre 5
LA MISE EN PAGE
- chapitre 6
LA REVOLUTION
DES TECHNIQUES
D'IMPRESSION
- chapitre 7
LA CHASSE
AUX LECTEURS
- chapitre 8
LES
PARTICULARITÉS
DE L'ENTREPRISE
DE PRESSE
- chapitre 9
LE JOURNAL
SERVICE PUBLIC ?
- chapitre 10
L'INFORMATION,
UN ENNEU
- chapitre 11
LA PRESSE
MULTIPLE
- chapitre 12
PEDAGOGIE
DU JOURNAL
- chapitre 13
110 FICHES



« Des réponses à toutes les questions
que l'on peut se poser et à quelques autres
que l'on ne se posait pas. »
(SCIENCE ET VIE)

En vente dans les Maisons de la Presse,
les principales librairies et au « MONDE », Service des
Ventes, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

Lundi 21 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.
Hommage à Gabrielle Dorziat : 14 h. 5. Une vie à bruits : 14 h. 27. Cinéma : Les plus belles années de notre vie (première partie).
Film américain de W. Wyler (1946) avec P. March, M. Loy, D. Andrews, T. Wright, H. Russell, V. Mayo, C. O'Donnell. (N. Rediffusion.)
A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, trois Américains sont rendus à la vie civile. Homer Parrish a perdu ses deux mains et ne peut pas imposer son autorité à sa femme. Al Stephenson retrouve ses enfants pendant : Fred Derry a été trompé par sa femme.
15 h. 55. Variétés : 16 h. 15. La vie à trois (De l'idée qu'on s'en fait à la réalité).
17 h. 35. Séquence musicale : 17 h. 42. A votre service.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
19 h C'est arrivé un jour.
L'assassin et ses trente-huit complices.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les difficultés et les épreuves de trois Américains, de médiums différents, venus de la guerre et assésés de se réadapter à leurs familles et à la société.
15 h. 55. Variétés : 16 h. 55. Regard de femmes sur la société : Les femmes qui font des métiers d'hommes : 17 h. Mardi-guide : 17 h. 20. Livres-service : 17 h. 40. Cuisine : 17 h. 53. Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
19 h C'est arrivé un jour.
Le 19 novembre : Noël.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
Fortunes de mer.
21 h 30 Surtout par lui-même.
Documentaire de M. Contat et A. Astruc (II).
Après la naissance de Sartre à la défaite

20 h 30 Cinéma : « Les Séquestrés d'Altona ». Film italien de V. de Sica (1963), avec S. Loren, F. March, M. Schell.
L'histoire des Gorkov, famille cachée dans une maison de Hambourg. Avec un fils ancien officier nazi, une sœur inconnue et une femme qui veut savoir la vérité.
21 h 55 Surtout par lui-même.
Documentaire de M. Contat et A. Astruc (I).
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : L'intruse.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Charles Vanel.
15 h Cinéma : « M. Smith au Sénat ». Film américain de F. Capra (1939). Avec J. Stewart, J. Arthur, C. Bains, E. Arnold, G. Kibben, H. Carey, T. Mitchell, E. Pallante. (N. Rediffusion.)
Un provincial naïf, chef de boy-scouts, est nommé sénateur de son état grâce à un financier et à un homme politique qui espèrent le manipuler. A Washington, il refuse toute compromission et triomphe de la corruption, édié par sa sœur.
16 h 30 Livre parcours.
17 h 20 Fenêtre sur...
On tourne... rond au cinéma.

17 h 50 Récré A 2.
Les Sublimes : Mia-mia O. ; Le livre de la semaine (l'ouvrage-labyrinthe) ; Albatros.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Document : Pour quelle victoire ? Rédaction J. Bréard et D. Maréchal. Reportage sur l'expédition nationale française en Ké, dans l'Himalaya, en 1979.
21 h 40 Document : Le temps des cathédrales. Vers les temps nouveaux.
22 h 30 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 20 Journal.
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
18 h 30 Pour les jeunes.
Le Lévi et la Tortue.
18 h 55 Tribune libre.
Le cercle algérien.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le professeur Balthazar.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma public : « Smic, Smac, Smoc ». Film français de G. Lelouch (1971), avec C. Gérard, J. Colcomb, Amadou, G. Alloué, F. Lal, P. Nyström.
Trois copains s'installent aux chantiers navals de La Ciotat pendant, après le mariage de l'un d'eux, en vire à Saint-Tropez pour connaître un peu la grande vie.
22 h Journal.

Mardi 22 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
Sire à la une : 14 h. 5. Oiseaux dans la ville : 14 h. 25. Variétés : 14 h. 20. Cinéma : Les plus belles années de notre vie (deuxième partie). (N. Rediffusion.)
Les difficultés et les épreuves de trois Américains, de médiums différents, venus de la guerre et assésés de se réadapter à leurs familles et à la société.
15 h. 55. Variétés : 16 h. 55. Regard de femmes sur la société : Les femmes qui font des métiers d'hommes : 17 h. Mardi-guide : 17 h. 20. Livres-service : 17 h. 40. Cuisine : 17 h. 53. Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
19 h C'est arrivé un jour.
Le 19 novembre : Noël.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
Fortunes de mer.
21 h 30 Surtout par lui-même.
Documentaire de M. Contat et A. Astruc (II).
Après la naissance de Sartre à la défaite

20 h 30 Cinéma : « Les Séquestrés d'Altona ». Film italien de V. de Sica (1963), avec S. Loren, F. March, M. Schell.
L'histoire des Gorkov, famille cachée dans une maison de Hambourg. Avec un fils ancien officier nazi, une sœur inconnue et une femme qui veut savoir la vérité.
21 h 55 Surtout par lui-même.
Documentaire de M. Contat et A. Astruc (I).
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : L'intruse.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Rapports parents-enfants-argent.
Au fil des mailles : les pneumatiques.
16 h Livre parcours.
Le préhistoire.
17 h 20 Fenêtre sur...
Contes au fil de l'eau.
(Lire notre sélection.)
17 h 50 Récré A 2.
Les Sublimes : Papivole ; Diapnoes ; Les Quatre ; Les malins ont la parole.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Les derniers de l'écran : « Le Chantier de Mexico ».
Film français de R. Potier (1956). Avec L. Mariano, Bourvil, A. Cordy, T. Gnamat.

17 h 50 Récré A 2.
Les Sublimes : Mia-mia O. ; Le livre de la semaine (l'ouvrage-labyrinthe) ; Albatros.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Document : Pour quelle victoire ? Rédaction J. Bréard et D. Maréchal. Reportage sur l'expédition nationale française en Ké, dans l'Himalaya, en 1979.
21 h 40 Document : Le temps des cathédrales. Vers les temps nouveaux.
22 h 30 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 20 Journal.
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
18 h 30 Pour les jeunes.
Les contours du temps ; Rubriques.
18 h 55 Tribune libre.
Le P.C.M.I. (parti communiste marxiste-léniniste).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le professeur Balthazar.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma pour tous : « Le Brigand bien-aimé ».
Film américain de H. King (1938), avec T. Pomeroy, E. Fonda, M. Kelly, E. Scott, H. Hull, S. Sumerville, B. Donlevy, J. Caradine, J. Darrell (rediffusion).
En 1867, à la veille d'une expédition brutale, le père de Jesse et Frank meurt. Les deux frères les mat hore la loi. Jesse devient un brigand au grand cœur, attaquant les trains, pillant les banques, volant le riche pour donner au pauvre.
22 h 10 Journal.

Mercredi 23 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de mercredi.
De C. Izard.
Avec les marionnettes Sibor et Bora : 14 h. 45. Les Pot-pot : 14 h. 5. La bataille des plantes : 14 h. 25. Intéressé aux plus de 10 ans : 15 h. 5. Série : Les aventures de Black Beauty ou Prince Noir : 15 h. 20. Spécial 10-15 ans : 15 h. 25. Dossier 10-15 ans : 16 h. 22. La parade des démons animés : 17 h. 8. Feuilleton : La main rouge : 17 h. 20. Studio 2.
18 h 10 Auto-mog.
18 h 30 L'île aux enfants.
19 h C'est arrivé un jour.
Tartine beurrée.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Sports : Panorama de la Coupe d'Europe.
21 h Football : Coupe des vainqueurs de coupe.

20 h 30 Cinéma : « Les Séquestrés d'Altona ». Film italien de V. de Sica (1963), avec S. Loren, F. March, M. Schell.
L'histoire des Gorkov, famille cachée dans une maison de Hambourg. Avec un fils ancien officier nazi, une sœur inconnue et une femme qui veut savoir la vérité.
21 h 55 Surtout par lui-même.
Documentaire de M. Contat et A. Astruc (I).
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : L'intruse.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
15 h Série : Au cœur du temps.
Le rendez-vous avec hier.
16 h 10 Récré A 2.
Wattco-wattco : les Sublimes ; Marabout ; Belle : la Panthère rose ; Zébron ; Albatros ; Popeye.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Collarshow.
21 h 40 Document : Le grand jour.
Ou : Souris les heureux de jour-là.
22 h 55 Sports : Spécial buts.
23 h 5 J-jeu.
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
18 h Trévis manuel.
Le maréchal-ferret.
18 h 30 Pour les jeunes.
De brue en trio ; Croquemitaine.
18 h 55 Tribune libre.
Mouvement missionnaire intérieur laïque.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le professeur Balthazar.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma : « L'Œuf ».
Film français de Jean Herman (1971), avec G. Bado, J. Rochefort, M. Galabru, F. Garbriel, M. Dubois, C. Hubert, B. Lafont (rediffusion).
L'ascension sociale, par la mensonge, d'un jeune homme sensible et méprisé, qui veut rejoindre les autres dans « l'œuf » (la mort), où ils vivent bien à l'aise.
21 h 55 Journal.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 21 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Sam et Sally : 21 h. Cinéma, film de J. Marnas.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : L'homme de l'Année : 21 h. 5. La Fiancée du pape, film de M. Kaelin.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Les Tribulations d'un Chinois en Chine, film de Ph. de Broca : 21 h. 55. A-témoin : 22 h. 25. Football.
• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Stanky et Hutch : 21 h. 5. Les Gars au King Greole, film de L. Curry.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Déesse de dames : 21 h. 5. La Toile d'araignée, film de G. Bouchard.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Les Tribulations d'un Chinois en Chine, film de Ph. de Broca : 21 h. 55. A-témoin : 22 h. 25. Football.
• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Stanky et Hutch : 21 h. 5. Les Gars au King Greole, film de L. Curry.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Déesse de dames : 21 h. 5. La Toile d'araignée, film de G. Bouchard.

MARDI 22 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : L'homme qui valait trois milliards : 21 h. 5. Vol perdu, film de L. J. Born.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : La légende d'Adam et de l'ours Benjamin : 21 h. 5. Ya, ya, mon général, film de J. Lortie.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Les Tribulations d'un Chinois en Chine, film de Ph. de Broca : 21 h. 55. A-témoin : 22 h. 25. Football.
• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Stanky et Hutch : 21 h. 5. Les Gars au King Greole, film de L. Curry.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Déesse de dames : 21 h. 5. La Toile d'araignée, film de G. Bouchard.

MERCREDI 23 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Hit-Parade : 21 h. 5. Les Dilemmes de l'Ouest, film de G. Corbucci.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Cinéma du monde : 21 h. 5. Le Meilleur part, film de Y. Allégret.

JEUDI 24 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Stanky et Hutch : 21 h. 5. Les Gars au King Greole, film de L. Curry.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Déesse de dames : 21 h. 5. La Toile d'araignée, film de G. Bouchard.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Les Tribulations d'un Chinois en Chine, film de Ph. de Broca : 21 h. 55. A-témoin : 22 h. 25. Football.
• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Stanky et Hutch : 21 h. 5. Les Gars au King Greole, film de L. Curry.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Déesse de dames : 21 h. 5. La Toile d'araignée, film de G. Bouchard.

VENDREDI 25 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : Stanky et Hutch : 21 h. 5. Les Gars au King Greole, film de L. Curry.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : Déesse de dames : 21 h. 5. La Toile d'araignée, film de G. Bouchard.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Les Tribulations d'un Chinois en Chine, film de Ph. de Broca : 21 h. 55. A-témoin : 22 h. 25. Football.

19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Collarshow.
21 h 40 Document : Le grand jour.
Ou : Souris les heureux de jour-là.
22 h 55 Sports : Spécial buts.
23 h 5 J-jeu.
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
18 h Trévis manuel.
Le maréchal-ferret.
18 h 30 Pour les jeunes.
De brue en trio ; Croquemitaine.
18 h 55 Tribune libre.
Mouvement missionnaire intérieur laïque.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le professeur Balthazar.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma : « L'Œuf ».
Film français de Jean Herman (1971), avec G. Bado, J. Rochefort, M. Galabru, F. Garbriel, M. Dubois, C. Hubert, B. Lafont (rediffusion).
L'ascension sociale, par la mensonge, d'un jeune homme sensible et méprisé, qui veut rejoindre les autres dans « l'œuf » (la mort), où ils vivent bien à l'aise.
21 h 55 Journal.

DIMANCHE 27 AVRIL

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Série : La petite taupe dans la prairie : 21 h. 5. Les Gars du Louvre, film de M. Marnas.
• TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 5. Série : La grande valise : 21 h. 10. Le Bécot de l'écureuil, film de T. Viba Muller.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Série : Frédéric : 20 h. 10. Les Tribulations d'un Chinois en Chine, film de Ph. de Broca : 21 h. 55. A-témoin : 22 h. 25. Football.

صكرا من الأصل

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

20 AVRIL 1980

LE MONDE DIMANCHE

— XI —

A VOIR

Jeudi 24 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Émissions régionales.
- 14 h 50 Objectif santé.
- 15 h 30 Les vingt-quatre heures.
- 16 h Émission du Centre national de documentation pédagogique.
- 16 h 30 Un conte : Émile le sot ; 14 h 30. 30 Kilomètres à pied ; 14 h 30. L'assaut de l'été ; 15 h 30. Une ville du nord de l'Italie : Bologne ; 16 h 30. Échanges entre élèves, citoyens et adultes ; 16 h 30. Le Centre Beaubourg ; 17 h 30. Les chemins du livre ; 17 h 30. Bilan des échanges entre élèves, citoyens et adultes.
- 18 h TF 4.
- 18 h 35 L'été aux enfants.
- 19 h 55 C'est arrivé un jour.
- 19 h 55 L'impossible sauvegarde.
- 19 h 55 Une minute pour les femmes.
- 19 h 55 La lutte contre le tabagisme, commence désormais à l'école.
- 19 h 55 Virage du Lot.
- 19 h 55 Émissions régionales.
- 19 h 55 Formations politiques.
- 19 h 55 C.D.S. - P.F.
- 20 h Journal.

- 20 h 30 Série : Les vieillards.
- 20 h 30 (N° 4).
- 20 h 30 Émission de Michel Wyz, avec J.-M. Pion.
- 21 h 30 Documentaire : Les parias de l'histoire.
- 21 h 30 Reportage de Roger Plo.
- 21 h 30 (Lire notre sélection.)
- 21 h 30 Avec la participation de T. Desjardins (le Figaro), R. Mauriac (la Dépêche du Midi), J. Leducq du Salon (la Presse), J.-C. Pomont (le Monde), P.-P. Rossi (l'Économiste), J.-B. Vidal (l'Économiste).
- 21 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 5 Passez donc me voir.
- 12 h 30 Série : L'été.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Émissions régionales.
- 14 h 50 Face à vous.
- 14 h 50 Aujourd'hui madame.
- 14 h 50 Les femmes et l'alcool.
- 14 h 50 Série : Le justicier.
- 14 h 50 L'homme qui se prenait pour Dillinger.
- 16 h 30 L'invité du jour : Delphine Seyrig.
- 16 h 30 Faut-il sur... Poésie au pluriel.
- 16 h 30 Gestalt.
- 17 h 30 Série A 2.
- 17 h 30 Les Bubbles : Mes mains ont la parole ; Les secrets parus (la méchanceté) ; Sida Rémi.

- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18 h 30 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Top club.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Le grand échiquier.
- 20 h 30 De J. Chancel.
- 20 h 30 Le petit soir de Cavaana.
- 21 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Mémoires : Finché la maison dans la forêt.
- 18 h 30 Tribune libre.
- 18 h 30 Le P.S. (parti socialiste).
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 20 Des idées animées.
- 19 h 20 Le professeur Baïthazar.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 Cinéma (cycle Jean Gabin) : « Le cave se rebiffe ».
- 20 h 30 Film français de G. Granger (1961), avec J. Gabin, M. Béraud, M. Carol, E. Bille, P. Romy, F. Villard, G. Leducq, A. Balpétré (la radio).
- 20 h 30 D'un fructu se servent d'un grand rade, un « cou », pour fabriquer de faux billets de banque et font appel à un vieux spécialiste en retraite avec l'intention de le voler.
- 21 h 30 Journal.

La tour Eiffel battue

DOCUMENTAIRE :
VIVRE A DEBAUBOURG
Jeudi 24 avril
TF 1, 18 heures

Sept millions de visiteurs en trois ans. Le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou est devenu le lieu le plus fréquenté de France. Il était intéressant de dresser un premier bilan de fonctionnement de ce « monument » ouvert à y a trois ans au public : c'est ce qu'a fait Jacqueline Marguerite dans ce numéro du magazine les Vingt-Quatre Jours.

Son film comporte deux parties. Dans la première, après un bref rappel historique de ce projet lancé, en 1969, par le président Pompidou, c'est à la

fonctionnelle du Centre que sont consacrées les téléspectateurs : souplesse d'utilisation de l'architecture, espaces intérieurs, moyens techniques mis en œuvre (vidéo, ateliers de création et d'apprentissage, etc.). Dans la seconde, c'est à la « vraie vie » de Beaubourg que l'on peut participer, celle de la bibliothèque, celle de la bibliothèque et de la médiathèque.

Le Centre, souligne la réalisatrice, est aussi « devenu une sorte de havre, un lieu de rencontre, de refuge, d'espace de liberté où chacun s'exprime comme il l'entend non seulement sur la « place », mais aussi dans le hall ». N'est-ce pas, ici, faire preuve d'un peu trop d'optimisme ?

Réfugiés de tous les pays



LES PARIAS DE L'HISTOIRE
Jeudi 24 avril
TF 1, 21 h 30

Réfugié : on finit par s'habituer au mot, par connaître vaguement leur situation. On s'en sert parfois dans les conversations, les discours, les propagandes individuelles ou collectives pour condamner ou approuver l'acte politique, souvent guerrier, qui est à l'origine de leur situation. La frange politique d'un malheur intéressé, le malheur intéressé généralement moins. C'est le mérite de cette émission de François Hauter (enquête et commentaire), Jacky Kargavan (reportage image), Roger Plo (réalisation et présentation), Claude Dufayade (réalisation du direct) que de s'attacher à la « chose » (comment qualifier autrement cette série de drames) elle-même.

L'enquête « sur la vie » a été réalisée au Liban (des Palestiniens), en Autriche (les Juifs soviétiques), en Thaïlande, en Malaisie, au Bangladesh, à Hong-Kong, au Zaïre, au Pakistan, en Tanzanie, avec la collaboration du Haut-Commissariat aux réfugiés.

En direct sur le plateau, pour parler des quelque dix millions de réfugiés qu'on peut compter, au moins, dans le monde, des journalistes de plusieurs journaux français, dont notre collaborateur Jean-Claude Pomont, et étrangers (John Swain du Sunday Times) parleront de leur propre expérience, c'est-à-dire de celle, douloureuse, des exilés de la misère, des femmes, des persécutés et des conflits politiques et religieux ; cette dernière liste, du moins, est facile à tenir.

Dernier rendez-vous avec Godard

CINE-CLUB :
« FRANCE TOUR DETOUR
DEUX ENFANTS »
Vendredi 25 avril
A 2, 23 h 5

De même que l'on a vu Arnaud en classe, on assiste à un dîner chez Camille, c'est-à-dire on observe longuement la petite fille, presque à son insu ; Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville, une fois de plus, prenant leur temps, imposent une durée que la télévision ne connaît malheureusement pas.

Autre leçon sur l'audio-visuel : Arnaud que le reporter (Godard alias Linard) n'arrive pas à ar-

cher à la contemplation du petit écran. Et puis, pour finir, dans le dernier mouvement, une magistrale rencontre : celle d'un homme qui boit, dans un café, tandis que Léo Ferré chante Richard. Il y a eu dans ce feuilleton des moments agaçants, d'autres fulgurants. L'émotion qui se dégage de la séquence de Richard rappelle en tout cas les meilleures réussites de Godard. Débuts de vérité, brèves d'enseignement, France tour detour deux enfants aura essentiellement proposé un système d'interrogation, de mises en question, ce dont on a toujours besoin.

Cl. D.

Vendredi 25 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Émissions régionales.
- 14 h 50 Chinois, une ville.
- 14 h 50 Une évocation du Moyen Âge (émission du C.N.D.P.).
- 15 h 30 L'été aux enfants.
- 16 h 55 C'est arrivé un jour.
- 16 h 55 Le tombeau de Brooklyn.
- 16 h 55 Une minute pour les femmes.
- 16 h 55 Pumeurs invités : n'oubliez pas les autres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Au théâtre ce soir : Feu Toupinel.
- 20 h 35 D'Alexandre Bisson, mise en scène de J. Padou et P. Bondet, avec A. Alane, G. Auriol, G. Caillaud.
- 20 h 35 La veuve de Toupinel n'a pas oublié son mari et celle-ci son nouveau mariage.
- 21 h 10 Plaisir Fémur.
- 21 h 10 Magazine culturel de José Artur.
- 23 h Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 5 Passez donc me voir.
- 12 h 30 Série : L'été.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Émissions régionales.
- 14 h 50 Face à vous.
- 14 h 50 Aujourd'hui madame.
- 14 h 50 La mensuelle.
- 15 h 30 Série : Le justicier.
- 15 h 30 Les amants tragiques.
- 16 h 30 Quatre saisons.
- 16 h 30 La télévision des téléspectateurs.
- 17 h 20 Fenêtre sur... Les peintres de notre temps.
- 17 h 30 Fant.
- 17 h 30 Série A 2.
- 17 h 30 Les Bubbles : Sophie la sorcière ; Candy.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18 h 30 Émissions régionales.
- 19 h 45 Top club.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Série : Médecine de nuit.
- 20 h 30 Les Margia.

- 21 h 30 Apostrophes.
- 21 h 30 De l'armée du tour à l'armée rouge.
- 21 h 30 Avec MM. P. Grigorenko (Mémorial), P. Brodsky (Trotski), M. Pasquiel (91 lots pour mourir).
- 22 h 30 Journal.
- 23 h 5 Ciné-club (cycle Godard) : « France tour detour deux enfants ».
- 23 h 5 (Lire notre sélection.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Douce pour l'aventure : Des livres pour nous ; Bricolopédie : l'avion.
- 18 h 30 Tribune libre.
- 18 h 30 L'O.P.T.O. (Omnifédération des travailleurs chrétiens).
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 20 Des idées animées.
- 19 h 20 Le professeur Baïthazar.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 V 3 : Le nouveau vendredi.
- 20 h 30 La chute de Saigon.
- 21 h 30 L'inséparable en campagne.
- 21 h 30 N. 1 Cultiver son jardin.
- 21 h 30 Réalisation J. Dewover.
- 21 h 30 Lire notre article page IX.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 26 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 10 Émissions régionales.
- 12 h 30 Cultivons notre jardin.
- 12 h 45 Jeunes pratiques.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Le monde de l'accordéon.
- 14 h 50 Au plaisir du samedi.
- 14 h 50 Un nom en or (et à 14 h 45, 15 h 44, 17 h 30, 19 h 37) ; 14 h 50 Plume d'été ; 14 h 50. 24. De l'ouverture TF 1 ; 15 h 10, Maya l'assistante ; 15 h 30. Avec des idées, que savez-vous faire ? ; 15 h 40. Ardèche cœur fidèle ; 16 h 40. Temps X ; 17 h 30, Holmes et Yoyo.
- 18 h 10 Trente millions d'amis.
- 18 h 40 Magazine auto-moto.
- 19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés. Numéro un : Dalida.
- 20 h 35 Avec Thierry Le Luron, Enrico Macias, Shaka, Julio Iglesias et Charles Aznavour.
- 21 h 30 Série : Colombo.
- 21 h 30 Réalisation de J. Frawley, avec P. Falk, T. Van Devere, G. Skat, M. Kogan, S. Bred-Nott.
- 23 h Télé-foot 1.
- Championnat de France (extraits de Monaco-

- Marseille et Tours-Bennes). Coupe des vainqueurs de Coupe (extraits de Valenciennes-Nantes).
- 0 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 45 Journal des courts et des mainteneurs.
- 12 h La vérité est au fond de la marmite.
- 12 h 30 Samedi et dimanche.
- 13 h 30 Monsieur Dédé.
- 14 h 25 Les Jeux du stade.
- 14 h 25 Football : Rugby ; Handball (Championnat de France).
- 17 h 20 Les moins d'vingt et ses autres.
- 18 h 10 Chrono.
- 18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Top club.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Série : Aéroport.
- 20 h 30 Le dernier regard de l'algie.
- 22 h 5 Variétés : Suivez Lecoq.
- 22 h 5 Documentaire : Les camels de l'aven-ture.
- 22 h 5 Passage du Nord-Ouest.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 30 Concert rock.

- En direct d'Allemagne. Avec Jan Hunter, Z. Stop, Jean Armistead.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Un regard arrêta : lumières colorées ; Poèmes en images : la lune.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 20 Des idées animées.
- 19 h 20 Le professeur Baïthazar.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 Les romans du samedi : Vêtu ceux qui sont nus.
- 20 h 30 D'après la pièce de L. Pirandello, réalisation L. Filippini d'Amico. Musique de R. Ortolani. Avec M.-Ch. Barreau, P. Rey, A. Stéphan, O. Antonelli.
- 20 h 30 Transposition à l'écran d'une des comédies les plus connues de Pirandello. A Rome, en 1916, une jeune femme tente de se suicider. Sauver par un médecin, elle se jette peu après à un balcon de nouveau qui la laissera pour une autre. Brève tentative de se suicider de nouveau. On apprendra plus tard qu'elle ne l'a pas fait par amour. La vérité n'est pas pour Pirandello. Il y a des vérités constituées en partie de mensonges.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Champ contre champ (film de la semaine).

Dimanche 27 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 La source de vie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour de Seigneur.
- 11 h Messe.
- 11 h 30 Célébrée en l'abbaye de Saint-Martin-de-Boscherville.
- 11 h 30 Prédicateur : Mgr Michel Sautreau.
- 12 h 30 TF 1 - TF 1.
- 13 h Journal.
- 13 h 20 C'est pas sérieux.
- 14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
- 14 h 15 De Michel Drucker.
- 15 h 30 Téléfoot 1.
- 15 h 40 Le monde merveilleux de Walt Disney.
- 15 h 40 Les exploits de l'été (première partie), avec D. Mc Gavin, S. Whitman, U. Van Paten et Don Carter.
- 16 h 30 Sports première.
- 17 h 30 Série : Commissaire Moulin.
- 17 h 30 La surprise du chef, réalisation de J. Trepoût, avec Y. Renier, C. Morla, G. Mon-sieur.
- 19 h 25 Les animaux du monde.
- 19 h 25 Magie des eaux dormantes.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Cinéma : « Les Grandes Gueules », avec Film français de S. Enrico (1965), avec G. Gervill, L. Ventura, J.-C. Rolland, M. Dubois, R. Courtois, P. Vibert, N. Ste-phen, R. Jacquet, J. Babin (Réalisation).
- 20 h 30 Pour l'été retourne une série de la forêt vosgienne, son propriétaire prend comme ouvriers des condamnés de droit commun en liberté conditionnelle. Ce qui provoque un conflit avec un autre patron de scierie et ses hommes.

- 22 h 30 Opéra : L'Empereur d'Autriche.
- 22 h 30 Musique de V. Ullman, livret de F. Kien, par l'Orchestre symphonique de Londres.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h Émissions pédagogiques.
- 11 h 45 On we go.
- 12 h Concert.
- 12 h 30 En liaison avec France-Musique. « Un Américain à Paris », « Rhapsody in Blue », de Gershwin, par l'Orchestre Philharmonique de New-York, dir. L. Bernstein.
- 12 h 30 Journal.
- 13 h 20 Série : Colorado.
- 14 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
- 15 h 45 Des animaux et des hommes.
- 16 h 30 Série : Un juge, un fil.
- 17 h 40 Mejar : Passe-passe.
- 18 h 15 Dessine-moi un mouton.
- 19 h Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Feuilleton : La tige.
- 20 h 30 De John Irving, d'après le livre de J. Le Carré. Avec A. Guiness, A. Knox, L. Bannan.
- 21 h 30 Magazine : Voir.
- 22 h 25 Le petit théâtre d'Antenne 2.
- 22 h 25 « Lettres en souffrance », de F. Lacombrade.
- 23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h Émission de F.C.E.L. destinée aux travailleurs immigrés.
- Image d'Algérie.

- 10 h 30 Musique.
- 10 h 30 Variétés : les travailleurs frontaliers ; Variétés, avec John Onda, Simone Azou, cheikh Noureddine, le ballet des rois d'Ara-gon, Mario Rul et le groupe Mennil.
- 16 h 30 Prélude à l'opéra-ndi.
- 16 h 30 Symphonie fantastique, de Berlioz, par le Concertgebouw d'Amsterdam, dir. G. Can-tagrel.
- 17 h 40 Jeu : Tous contre trois.
- 18 h 40 Série : L'aventure.
- 18 h 40 Au pays des hommes, les aventuriers de la mer.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- 20 h 30 Des idées animées.
- 20 h 30 Théâtre : Grand-peur et misère du III^e Reich.

- De B. Brecht, par la compagnie des Trésors du Midi, retransmis du Théâtre de la Plaine. Avec R. Sanders, F. Lalonde, S. Meideg, R. Mural.
- Écrité entre 1935 et 1939, cette pièce, qui est une critique virulente de l'Allemagne de l'époque, raconte en quatre actes la vie quotidienne du peuple allemand sous le régime nazi. L'histoire des uns, courage des autres.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 35 Cinéma de minuit : « L'enfant de l'année ».
- 22 h 35 Film français de Marcel L'Herbier (1930), avec E. Lynn, J. Castel, J. Angelo, M. Glory, Marcelle Pradot, P. Juvenot, M. Simon, J. Mercanton (N.).
- En 1910, une petite de musée-hall devient la maîtresse d'un avocat auquel elle cache l'existence de son fils naturel. Quinze ans plus tard, le fils, devenu journaliste, cherche à venger sa mère, avec laquelle l'avocat nient de rompre, en ruinant la carrière politique de celui-ci.

Cours d'anglais et séjours
en Universités américaines
3 000 F/mois
DE VRAIES ÉCOLES DE LANGUES. 36 Rue de Chézy 92200 Neuilly Tel. 637-35-88

Joseph M.
GILLMAN
et
préface et
postface de
M. ANDREU

LA BAISSÉ
DU TAUX
DE PROFIT

A COUTER

Une philosophie de l'aventure

LES CHEMINS

De lundi 21 au vendredi 25 avril
France-Culture, 8 h 32

Il sait tout sur l'aventure le professeur Michaël Nerlich : depuis vingt ans qu'il étudie cette idée à travers la littérature de tous les siècles, cet enseignant de l'université de Berlin-Ouest en est venu à conclure que l'aventure est dans les sociétés occidentales un des fondements de la conscience bourgeoise. Invité par Lionel Richard, il s'explique au cours de cinq émissions conçues comme autant de chapitres : il part du mot lui-même et de son usage en Angleterre, en Allemagne et en France.

«Aventure» fut d'abord synonyme de recherche du profit matériel. Bien sûr il y avait d'abord le chevalier, mais on parlait beaucoup plus des marchands — ou des pirates — des découvreurs de nouveaux mondes. L'aventure était fortuite et, plus tard, au dix-huitième siècle, l'honnête homme fut conçu comme celui qui ne refusait pas l'esprit d'aventure. Ce n'est qu'après la Révolution, avec l'avènement de la bourgeoisie industrielle, que l'aventure commença d'être dépréciée, redoutée, écartée : Arènes

Lupin remplaçait Don Quichotte, on oubliait le seigneur des grands chemins pour le bandit du monde moderne, ce rebelle aux lois du «convenable».

Aujourd'hui ? L'aventure se résume-t-elle aux horizons peu aventureux que proposent les affiches des agences de voyages ? L'évasion a-t-elle été des continents menaçants. Les pirates ne sont plus que des mannequins du Disney World, les Caraïbes ne ressemblent pas à ce qu'elles étaient. Restent l'exotisme, les randonnées bellées dans les déserts reconnus ; même les forêts tropicales ne sont plus virgines. L'aventure est devenue affaire de roman policier, ou plus banalement question de grande vitesse à moto sur les autoroutes. La sensation forte se paye. Et les vainqueurs de compétitions maritimes cherchent d'autres bénéfices que des épaves ou des bijoux. La terre est conquise.

Jean-Paul Sartre a écrit un *Portrait de l'aventurier* ; Bruckner et Finklerkraut estiment que «l'aventure est au coin de la rue». Sous ce titre, il a publié récemment un ouvrage. Michaël Nerlich évoque leurs réflexions, et bien d'autres, et la sienne propre. Il propose une vraie somme.

Connaître le Groenland

DIALOGUES
FRANCO-BRITANNIQUES
Mardi 22 avril
France-Culture, 20 heures

Après les dialogues franco-allemands, franco-britanniques, franco-italiens et franco-canadiens, Roger Pillaud propose vingt-quatre rencontres franco-norvégiennes. Les interlocuteurs seront le Danois, le Finlandais, la Norvégienne, la Suédoise et l'Is-

landais, et les émissions seront enregistrées à Radio-France ou dans les capitales correspondantes.

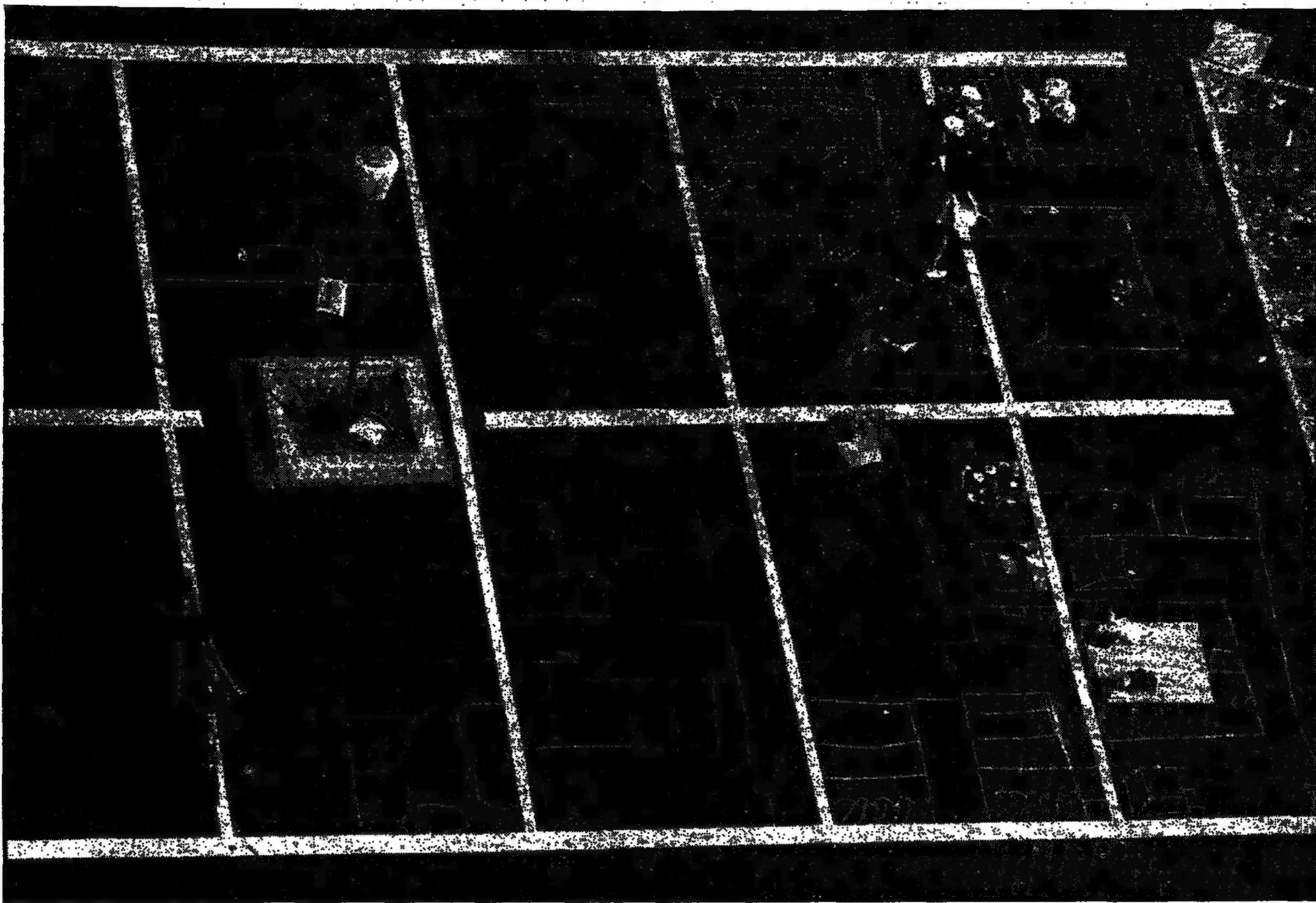
«Le Groenland autonome : réalité ou utopie ?» C'est sur cette question que commenceront les débats avec M. Halvor Stefansson, ethnologue et cinéaste islandais, et M. Jean Maillet, ethnologue, directeur du centre arctique.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

«FRANCE-INTER» (information toutes les heures) : 4 h 30, Bon pied, bon œil ; 5 h 30, P. Douglas ; 6 h 30, Bloc-notes économiques de B. Hartmann ; 7 h 40, L'heure du jour, de P. Fournier ; 8 h 30, Paroles claires, de J. Pélissier ; 9 h 25, La chronique d'E. Sabatier ; 10 h 45, L'actualité des consommateurs, de P. Pujol ; 11 h 30, Éléments de culture, de J. Pélissier ; 12 h 45, Le Luron de midi ; 13 h 45, Le Jeu des 100 P.

13 h 20, Villes, par C. Villiers et M. Desbarats ; 15 h 10, Henri Tait et Claude Chabrol ; 16 h 10, Les études de musique, de J. Averty ; 17 h 10, Radiocroquis ; 18 h 10, Radiocroquis ; 19 h 10, Radiocroquis ; 20 h 10, Radiocroquis ; 21 h 10, Radiocroquis ; 22 h 10, Radiocroquis ; 23 h 10, Radiocroquis ; 24 h 10, Radiocroquis ; 25 h 10, Radiocroquis ; 26 h 10, Radiocroquis ; 27 h 10, Radiocroquis ; 28 h 10, Radiocroquis ; 29 h 10, Radiocroquis ; 30 h 10, Radiocroquis ; 31 h 10, Radiocroquis ; 32 h 10, Radiocroquis ; 33 h 10, Radiocroquis ; 34 h 10, Radiocroquis ; 35 h 10, Radiocroquis ; 36 h 10, Radiocroquis ; 37 h 10, Radiocroquis ; 38 h 10, Radiocroquis ; 39 h 10, Radiocroquis ; 40 h 10, Radiocroquis ; 41 h 10, Radiocroquis ; 42 h 10, Radiocroquis ; 43 h 10, Radiocroquis ; 44 h 10, Radiocroquis ; 45 h 10, Radiocroquis ; 46 h 10, Radiocroquis ; 47 h 10, Radiocroquis ; 48 h 10, Radiocroquis ; 49 h 10, Radiocroquis ; 50 h 10, Radiocroquis ; 51 h 10, Radiocroquis ; 52 h 10, Radiocroquis ; 53 h 10, Radiocroquis ; 54 h 10, Radiocroquis ; 55 h 10, Radiocroquis ; 56 h 10, Radiocroquis ; 57 h 10, Radiocroquis ; 58 h 10, Radiocroquis ; 59 h 10, Radiocroquis ; 60 h 10, Radiocroquis ; 61 h 10, Radiocroquis ; 62 h 10, Radiocroquis ; 63 h 10, Radiocroquis ; 64 h 10, Radiocroquis ; 65 h 10, Radiocroquis ; 66 h 10, Radiocroquis ; 67 h 10, Radiocroquis ; 68 h 10, Radiocroquis ; 69 h 10, Radiocroquis ; 70 h 10, Radiocroquis ; 71 h 10, Radiocroquis ; 72 h 10, Radiocroquis ; 73 h 10, Radiocroquis ; 74 h 10, Radiocroquis ; 75 h 10, Radiocroquis ; 76 h 10, Radiocroquis ; 77 h 10, Radiocroquis ; 78 h 10, Radiocroquis ; 79 h 10, Radiocroquis ; 80 h 10, Radiocroquis ; 81 h 10, Radiocroquis ; 82 h 10, Radiocroquis ; 83 h 10, Radiocroquis ; 84 h 10, Radiocroquis ; 85 h 10, Radiocroquis ; 86 h 10, Radiocroquis ; 87 h 10, Radiocroquis ; 88 h 10, Radiocroquis ; 89 h 10, Radiocroquis ; 90 h 10, Radiocroquis ; 91 h 10, Radiocroquis ; 92 h 10, Radiocroquis ; 93 h 10, Radiocroquis ; 94 h 10, Radiocroquis ; 95 h 10, Radiocroquis ; 96 h 10, Radiocroquis ; 97 h 10, Radiocroquis ; 98 h 10, Radiocroquis ; 99 h 10, Radiocroquis ; 100 h 10, Radiocroquis ; 101 h 10, Radiocroquis ; 102 h 10, Radiocroquis ; 103 h 10, Radiocroquis ; 104 h 10, Radiocroquis ; 105 h 10, Radiocroquis ; 106 h 10, Radiocroquis ; 107 h 10, Radiocroquis ; 108 h 10, Radiocroquis ; 109 h 10, Radiocroquis ; 110 h 10, Radiocroquis ; 111 h 10, Radiocroquis ; 112 h 10, Radiocroquis ; 113 h 10, Radiocroquis ; 114 h 10, Radiocroquis ; 115 h 10, Radiocroquis ; 116 h 10, Radiocroquis ; 117 h 10, Radiocroquis ; 118 h 10, Radiocroquis ; 119 h 10, Radiocroquis ; 120 h 10, Radiocroquis ; 121 h 10, Radiocroquis ; 122 h 10, Radiocroquis ; 123 h 10, Radiocroquis ; 124 h 10, Radiocroquis ; 125 h 10, Radiocroquis ; 126 h 10, Radiocroquis ; 127 h 10, Radiocroquis ; 128 h 10, Radiocroquis ; 129 h 10, Radiocroquis ; 130 h 10, Radiocroquis ; 131 h 10, Radiocroquis ; 132 h 10, Radiocroquis ; 133 h 10, Radiocroquis ; 134 h 10, Radiocroquis ; 135 h 10, Radiocroquis ; 136 h 10, Radiocroquis ; 137 h 10, Radiocroquis ; 138 h 10, Radiocroquis ; 139 h 10, Radiocroquis ; 140 h 10, Radiocroquis ; 141 h 10, Radiocroquis ; 142 h 10, Radiocroquis ; 143 h 10, Radiocroquis ; 144 h 10, Radiocroquis ; 145 h 10, Radiocroquis ; 146 h 10, Radiocroquis ; 147 h 10, Radiocroquis ; 148 h 10, Radiocroquis ; 149 h 10, Radiocroquis ; 150 h 10, Radiocroquis ; 151 h 10, Radiocroquis ; 152 h 10, Radiocroquis ; 153 h 10, Radiocroquis ; 154 h 10, Radiocroquis ; 155 h 10, Radiocroquis ; 156 h 10, Radiocroquis ; 157 h 10, Radiocroquis ; 158 h 10, Radiocroquis ; 159 h 10, Radiocroquis ; 160 h 10, Radiocroquis ; 161 h 10, Radiocroquis ; 162 h 10, Radiocroquis ; 163 h 10, Radiocroquis ; 164 h 10, Radiocroquis ; 165 h 10, Radiocroquis ; 166 h 10, Radiocroquis ; 167 h 10, Radiocroquis ; 168 h 10, Radiocroquis ; 169 h 10, Radiocroquis ; 170 h 10, Radiocroquis ; 171 h 10, Radiocroquis ; 172 h 10, Radiocroquis ; 173 h 10, Radiocroquis ; 174 h 10, Radiocroquis ; 175 h 10, Radiocroquis ; 176 h 10, Radiocroquis ; 177 h 10, Radiocroquis ; 178 h 10, Radiocroquis ; 179 h 10, Radiocroquis ; 180 h 10, Radiocroquis ; 181 h 10, Radiocroquis ; 182 h 10, Radiocroquis ; 183 h 10, Radiocroquis ; 184 h 10, Radiocroquis ; 185 h 10, Radiocroquis ; 186 h 10, Radiocroquis ; 187 h 10, Radiocroquis ; 188 h 10, Radiocroquis ; 189 h 10, Radiocroquis ; 190 h 10, Radiocroquis ; 191 h 10, Radiocroquis ; 192 h 10, Radiocroquis ; 193 h 10, Radiocroquis ; 194 h 10, Radiocroquis ; 195 h 10, Radiocroquis ; 196 h 10, Radiocroquis ; 197 h 10, Radiocroquis ; 198 h 10, Radiocroquis ; 199 h 10, Radiocroquis ; 200 h 10, Radiocroquis ; 201 h 10, Radiocroquis ; 202 h 10, Radiocroquis ; 203 h 10, Radiocroquis ; 204 h 10, Radiocroquis ; 205 h 10, Radiocroquis ; 206 h 10, Radiocroquis ; 207 h 10, Radiocroquis ; 208 h 10, Radiocroquis ; 209 h 10, Radiocroquis ; 210 h 10, Radiocroquis ; 211 h 10, Radiocroquis ; 212 h 10, Radiocroquis ; 213 h 10, Radiocroquis ; 214 h 10, Radiocroquis ; 215 h 10, Radiocroquis ; 216 h 10, Radiocroquis ; 217 h 10, Radiocroquis ; 218 h 10, Radiocroquis ; 219 h 10, Radiocroquis ; 220 h 10, Radiocroquis ; 221 h 10, Radiocroquis ; 222 h 10, Radiocroquis ; 223 h 10, Radiocroquis ; 224 h 10, Radiocroquis ; 225 h 10, Radiocroquis ; 226 h 10, Radiocroquis ; 227 h 10, Radiocroquis ; 228 h 10, Radiocroquis ; 229 h 10, Radiocroquis ; 230 h 10, Radiocroquis ; 231 h 10, Radiocroquis ; 232 h 10, Radiocroquis ; 233 h 10, Radiocroquis ; 234 h 10, Radiocroquis ; 235 h 10, Radiocroquis ; 236 h 10, Radiocroquis ; 237 h 10, Radiocroquis ; 238 h 10, Radiocroquis ; 239 h 10, Radiocroquis ; 240 h 10, Radiocroquis ; 241 h 10, Radiocroquis ; 242 h 10, Radiocroquis ; 243 h 10, Radiocroquis ; 244 h 10, Radiocroquis ; 245 h 10, Radiocroquis ; 246 h 10, Radiocroquis ; 247 h 10, Radiocroquis ; 248 h 10, Radiocroquis ; 249 h 10, Radiocroquis ; 250 h 10, Radiocroquis ; 251 h 10, Radiocroquis ; 252 h 10, Radiocroquis ; 253 h 10, Radiocroquis ; 254 h 10, Radiocroquis ; 255 h 10, Radiocroquis ; 256 h 10, Radiocroquis ; 257 h 10, Radiocroquis ; 258 h 10, Radiocroquis ; 259 h 10, Radiocroquis ; 260 h 10, Radiocroquis ; 261 h 10, Radiocroquis ; 262 h 10, Radiocroquis ; 263 h 10, Radiocroquis ; 264 h 10, Radiocroquis ; 265 h 10, Radiocroquis ; 266 h 10, Radiocroquis ; 267 h 10, Radiocroquis ; 268 h 10, Radiocroquis ; 269 h 10, Radiocroquis ; 270 h 10, Radiocroquis ; 271 h 10, Radiocroquis ; 272 h 10, Radiocroquis ; 273 h 10, Radiocroquis ; 274 h 10, Radiocroquis ; 275 h 10, Radiocroquis ; 276 h 10, Radiocroquis ; 277 h 10, Radiocroquis ; 278 h 10, Radiocroquis ; 279 h 10, Radiocroquis ; 280 h 10, Radiocroquis ; 281 h 10, Radiocroquis ; 282 h 10, Radiocroquis ; 283 h 10, Radiocroquis ; 284 h 10, Radiocroquis ; 285 h 10, Radiocroquis ; 286 h 10, Radiocroquis ; 287 h 10, Radiocroquis ; 288 h 10, Radiocroquis ; 289 h 10, Radiocroquis ; 290 h 10, Radiocroquis ; 291 h 10, Radiocroquis ; 292 h 10, Radiocroquis ; 293 h 10, Radiocroquis ; 294 h 10, Radiocroquis ; 295 h 10, Radiocroquis ; 296 h 10, Radiocroquis ; 297 h 10, Radiocroquis ; 298 h 10, Radiocroquis ; 299 h 10, Radiocroquis ; 300 h 10, Radiocroquis ; 301 h 10, Radiocroquis ; 302 h 10, Radiocroquis ; 303 h 10, Radiocroquis ; 304 h 10, Radiocroquis ; 305 h 10, Radiocroquis ; 306 h 10, Radiocroquis ; 307 h 10, Radiocroquis ; 308 h 10, Radiocroquis ; 309 h 10, Radiocroquis ; 310 h 10, Radiocroquis ; 311 h 10, Radiocroquis ; 312 h 10, Radiocroquis ; 313 h 10, Radiocroquis ; 314 h 10, Radiocroquis ; 315 h 10, Radiocroquis ; 316 h 10, Radiocroquis ; 317 h 10, Radiocroquis ; 318 h 10, Radiocroquis ; 319 h 10, Radiocroquis ; 320 h 10, Radiocroquis ; 321 h 10, Radiocroquis ; 322 h 10, Radiocroquis ; 323 h 10, Radiocroquis ; 324 h 10, Radiocroquis ; 325 h 10, Radiocroquis ; 326 h 10, Radiocroquis ; 327 h 10, Radiocroquis ; 328 h 10, Radiocroquis ; 329 h 10, Radiocroquis ; 330 h 10, Radiocroquis ; 331 h 10, Radiocroquis ; 332 h 10, Radiocroquis ; 333 h 10, Radiocroquis ; 334 h 10, Radiocroquis ; 335 h 10, Radiocroquis ; 336 h 10, Radiocroquis ; 337 h 10, Radiocroquis ; 338 h 10, Radiocroquis ; 339 h 10, Radiocroquis ; 340 h 10, Radiocroquis ; 341 h 10, Radiocroquis ; 342 h 10, Radiocroquis ; 343 h 10, Radiocroquis ; 344 h 10, Radiocroquis ; 345 h 10, Radiocroquis ; 346 h 10, Radiocroquis ; 347 h 10, Radiocroquis ; 348 h 10, Radiocroquis ; 349 h 10, Radiocroquis ; 350 h 10, Radiocroquis ; 351 h 10, Radiocroquis ; 352 h 10, Radiocroquis ; 353 h 10, Radiocroquis ; 354 h 10, Radiocroquis ; 355 h 10, Radiocroquis ; 356 h 10, Radiocroquis ; 357 h 10, Radiocroquis ; 358 h 10, Radiocroquis ; 359 h 10, Radiocroquis ; 360 h 10, Radiocroquis ; 361 h 10, Radiocroquis ; 362 h 10, Radiocroquis ; 363 h 10, Radiocroquis ; 364 h 10, Radiocroquis ; 365 h 10, Radiocroquis ; 366 h 10, Radiocroquis ; 367 h 10, Radiocroquis ; 368 h 10, Radiocroquis ; 369 h 10, Radiocroquis ; 370 h 10, Radiocroquis ; 371 h 10, Radiocroquis ; 372 h 10, Radiocroquis ; 373 h 10, Radiocroquis ; 374 h 10, Radiocroquis ; 375 h 10, Radiocroquis ; 376 h 10, Radiocroquis ; 377 h 10, Radiocroquis ; 378 h 10, Radiocroquis ; 379 h 10, Radiocroquis ; 380 h 10, Radiocroquis ; 381 h 10, Radiocroquis ; 382 h 10, Radiocroquis ; 383 h 10, Radiocroquis ; 384 h 10, Radiocroquis ; 385 h 10, Radiocroquis ; 386 h 10, Radiocroquis ; 387 h 10, Radiocroquis ; 388 h 10, Radiocroquis ; 389 h 10, Radiocroquis ; 390 h 10, Radiocroquis ; 391 h 10, Radiocroquis ; 392 h 10, Radiocroquis ; 393 h 10, Radiocroquis ; 394 h 10, Radiocroquis ; 395 h 10, Radiocroquis ; 396 h 10, Radiocroquis ; 397 h 10, Radiocroquis ; 398 h 10, Radiocroquis ; 399 h 10, Radiocroquis ; 400 h 10, Radiocroquis ; 401 h 10, Radiocroquis ; 402 h 10, Radiocroquis ; 403 h 10, Radiocroquis ; 404 h 10, Radiocroquis ; 405 h 10, Radiocroquis ; 406 h 10, Radiocroquis ; 407 h 10, Radiocroquis ; 408 h 10, Radiocroquis ; 409 h 10, Radiocroquis ; 410 h 10, Radiocroquis ; 411 h 10, Radiocroquis ; 412 h 10, Radiocroquis ; 413 h 10, Radiocroquis ; 414 h 10, Radiocroquis ; 415 h 10, Radiocroquis ; 416 h 10, Radiocroquis ; 417 h 10, Radiocroquis ; 418 h 10, Radiocroquis ; 419 h 10, Radiocroquis ; 420 h 10, Radiocroquis ; 421 h 10, Radiocroquis ; 422 h 10, Radiocroquis ; 423 h 10, Radiocroquis ; 424 h 10, Radiocroquis ; 425 h 10, Radiocroquis ; 426 h 10, Radiocroquis ; 427 h 10, Radiocroquis ; 428 h 10, Radiocroquis ; 429 h 10, Radiocroquis ; 430 h 10, Radiocroquis ; 431 h 10, Radiocroquis ; 432 h 10, Radiocroquis ; 433 h 10, Radiocroquis ; 434 h 10, Radiocroquis ; 435 h 10, Radiocroquis ; 436 h 10, Radiocroquis ; 437 h 10, Radiocroquis ; 438 h 10, Radiocroquis ; 439 h 10, Radiocroquis ; 440 h 10, Radiocroquis ; 441 h 10, Radiocroquis ; 442 h 10, Radiocroquis ; 443 h 10, Radiocroquis ; 444 h 10, Radiocroquis ; 445 h 10, Radiocroquis ; 446 h 10, Radiocroquis ; 447 h 10, Radiocroquis ; 448 h 10, Radiocroquis ; 449 h 10, Radiocroquis ; 450 h 10, Radiocroquis ; 451 h 10, Radiocroquis ; 452 h 10, Radiocroquis ; 453 h 10, Radiocroquis ; 454 h 10, Radiocroquis ; 455 h 10, Radiocroquis ; 456 h 10, Radiocroquis ; 457 h 10, Radiocroquis ; 458 h 10, Radiocroquis ; 459 h 10, Radiocroquis ; 460 h 10, Radiocroquis ; 461 h 10, Radiocroquis ; 462 h 10, Radiocroquis ; 463 h 10, Radiocroquis ; 464 h 10, Radiocroquis ; 465 h 10, Radiocroquis ; 466 h 10, Radiocroquis ; 467 h 10, Radiocroquis ; 468 h 10, Radiocroquis ; 469 h 10, Radiocroquis ; 470 h 10, Radiocroquis ; 471 h 10, Radiocroquis ; 472 h 10, Radiocroquis ; 473 h 10, Radiocroquis ; 474 h 10, Radiocroquis ; 475 h 10, Radiocroquis ; 476 h 10, Radiocroquis ; 477 h 10, Radiocroquis ; 478 h 10, Radiocroquis ; 479 h 10, Radiocroquis ; 480 h 10, Radiocroquis ; 481 h 10, Radiocroquis ; 482 h 10, Radiocroquis ; 483 h 10, Radiocroquis ; 484 h 10, Radiocroquis ; 485 h 10, Radiocroquis ; 486 h 10, Radiocroquis ; 487 h 10, Radiocroquis ; 488 h 10, Radiocroquis ; 489 h 10, Radiocroquis ; 490 h 10, Radiocroquis ; 491 h 10, Radiocroquis ; 492 h 10, Radiocroquis ; 493 h 10, Radiocroquis ; 494 h 10, Radiocroquis ; 495 h 10, Radiocroquis ; 496 h 10, Radiocroquis ; 497 h 10, Radiocroquis ; 498 h 10, Radiocroquis ; 499 h 10, Radiocroquis ; 500 h 10, Radiocroquis ; 501 h 10, Radiocroquis ; 502 h 10, Radiocroquis ; 503 h 10, Radiocroquis ; 504 h 10, Radiocroquis ; 505 h 10, Radiocroquis ; 506 h 10, Radiocroquis ; 507 h 10, Radiocroquis ; 508 h 10, Radiocroquis ; 509 h 10, Radiocroquis ; 510 h 10, Radiocroquis ; 511 h 10, Radiocroquis ; 512 h 10, Radiocroquis ; 513 h 10, Radiocroquis ; 514 h 10, Radiocroquis ; 515 h 10, Radiocroquis ; 516 h 10, Radiocroquis ; 517 h 10, Radiocroquis ; 518 h 10, Radiocroquis ; 519 h 10, Radiocroquis ; 520 h 10, Radiocroquis ; 521 h 10, Radiocroquis ; 522 h 10, Radiocroquis ; 523 h 10, Radiocroquis ; 524 h 10, Radiocroquis ; 525 h 10, Radiocroquis ; 526 h 10, Radiocroquis ; 527 h 10, Radiocroquis ; 528 h 10, Radiocroquis ; 529 h 10, Radiocroquis ; 530 h 10, Radiocroquis ; 531 h 10, Radiocroquis ; 532 h 10, Radiocroquis ; 533 h 10, Radiocroquis ; 534 h 10, Radiocroquis ; 535 h 10, Radiocroquis ; 536 h 10, Radiocroquis ; 537 h 10, Radiocroquis ; 538 h 10, Radiocroquis ; 539 h 10, Radiocroquis ; 540 h 10, Radiocroquis ; 541 h 10, Radiocroquis ; 542 h 10, Radiocroquis ; 543 h 10, Radiocroquis ; 544 h 10, Radiocroquis ; 545 h 10, Radiocroquis ; 546 h 10, Radiocroquis ; 547 h 10, Radiocroquis ; 548 h 10, Radiocroquis ; 549 h 10, Radiocroquis ; 550 h 10, Radiocroquis ; 551 h 10, Radiocroquis ; 552 h 10, Radiocroquis ; 553 h 10, Radiocroquis ; 554 h 10, Radiocroquis ; 555 h 10, Radiocroquis ; 556 h 10, Radiocroquis ; 557 h 10, Radiocroquis ; 558 h 10, Radiocroquis ; 559 h 10, Radiocroquis ; 560 h 10, Radiocroquis ; 561 h 10, Radiocroquis ; 562 h 10, Radiocroquis ; 563 h 10, Radiocroquis ; 564 h 10, Radiocroquis ; 565 h 10, Radiocroquis ; 566 h 10, Radiocroquis ; 567 h 10, Radiocroquis ; 568 h 10, Radiocroquis ; 569 h 10, Radiocroquis ; 570 h 10, Radiocroquis ; 571 h 10, Radiocroquis ; 572 h 10, Radiocroquis ; 573 h 10, Radiocroquis ; 574 h 10, Radiocroquis ; 575 h 10, Radiocroquis ; 576 h 10, Radiocroquis ; 577 h 10, Radiocroquis ; 578 h 10, Radiocroquis ; 579 h 10, Radiocroquis ; 580 h 10, Radiocroquis ; 581 h 10, Radiocroquis ; 582 h 10, Radiocroquis ; 583 h 10, Radiocroquis ; 584 h 10, Radiocroquis ; 585 h 10, Radiocroquis ; 586 h 10, Radiocroquis ; 587 h 10, Radiocroquis ; 588 h 10, Radiocroquis ; 589 h 10, Radiocroquis ; 590 h 10, Radiocroquis ; 591 h 10, Radiocroquis ; 592 h 10, Radiocroquis ; 593 h 10, Radiocroquis ; 594 h 10, Radiocroquis ; 595 h 10, Radiocroquis ; 596 h 10, Radiocroquis ; 597 h 10, Radiocroquis ; 598 h 10, Radiocroquis ; 599 h 10, Radiocroquis ; 600 h 10, Radiocroquis ; 601 h 10, Radiocroquis ; 602 h 10, Radiocroquis ; 603 h 10, Radiocroquis ; 604 h 10, Radiocroquis ; 605 h 10, Radiocroquis ; 606 h 10, Radiocroquis ; 607 h 10, Radiocroquis ; 608 h 10, Radiocroquis ; 609 h 10, Radiocroquis ; 610 h 10, Radiocroquis ; 611 h 10, Radiocroquis ; 612 h 10, Radiocroquis ; 613 h 10, Radiocroquis ; 614 h 10, Radiocroquis ; 615 h 10, Radiocroquis ; 616 h 10, Radiocroquis ; 617 h 10, Radiocroquis ; 618 h 10, Radiocroquis ; 619 h 10, Radiocroquis ; 620 h 10, Radiocroquis ; 621 h 10, Radiocroquis ; 622 h 10, Radiocroquis ; 623 h 10, Radiocroquis ; 624 h 10, Radiocroquis ; 625 h 10, Radiocroquis ; 626 h 10, Radiocroquis ; 627 h 10, Radiocroquis ; 628 h 10, Radiocroquis ; 629 h 10, Radiocroquis ; 630 h 10, Radiocroquis ; 631 h 10, Radiocroquis ; 632 h 10, Radiocroquis ; 633 h 10, Radiocroquis ; 634 h 10, Radiocroquis ; 635 h 10, Radiocroquis ; 636 h 10, Radiocroquis ; 637 h 10, Radiocroquis ; 638 h 10, Radiocroquis ; 639 h 10, Radiocroquis ; 640 h 10, Radiocroquis ; 641 h 10, Radiocroquis ; 642 h 10, Radiocroquis ; 643 h 10, Radiocroquis ; 644 h 10, Radiocroquis ; 645 h 10, Radiocroquis ; 646 h 10, Radiocroquis ; 647 h 10, Radiocroquis ; 648 h 10, Radiocroquis ; 649 h 10, Radiocroquis ; 650 h 10, Radiocroquis ; 651 h 10, Radiocroquis ; 652 h 10, Radiocroquis ; 653 h 10, Radiocroquis ; 654 h 10, Radiocroquis ; 655 h 10, Radiocroquis ; 656 h 10, Radiocroquis ; 657 h 10, Radiocroquis ; 658 h 10, Radiocroquis ; 659 h 10, Radiocroquis ; 660 h 10, Radiocroquis ; 661 h 10, Radiocroquis ; 662 h 10, Radiocroquis ; 663 h 10, Radiocroquis ; 664 h 10, Radiocroquis ; 665 h 10, Radiocroquis ; 666 h 10, Radiocroquis ; 667 h 10, Radiocroquis ; 668 h 10, Radiocroquis ; 669 h 10, Radiocroquis ; 670 h 10, Radiocroquis ; 671 h 10, Radiocroquis ; 672 h 10, Radiocroquis ; 673 h 10, Radiocroquis ; 674 h 10, Radiocroquis ; 675 h 10, Radiocroquis ; 676 h 10, Radiocroquis ; 677 h 10, Radiocroquis ; 678 h 10, Radiocroquis ; 679 h 10, Radiocroquis ; 680 h 10, Radiocroquis ; 681 h 10, Radiocroquis ; 682 h 10, Radiocroquis ; 683 h 10, Radiocroquis ; 684 h 10, Radiocroquis ; 685 h 10, Radiocroquis ; 686 h 10, Radiocroquis ; 687 h 10, Radiocroquis ; 688 h 10, Radiocroquis ; 689 h 10, Radiocroquis ; 690 h 10, Radiocroquis ; 691 h 10, Radiocroquis ; 692 h 10, Radiocroquis ; 693 h 10, Radiocroquis ; 694 h 10, Radiocroquis ; 695 h 10, Radiocroquis ; 696 h 10, Radiocroquis ; 697 h 10, Radiocroquis ; 698 h 10, Radiocroquis ; 699 h 10, Radiocroquis ; 700 h 10, Radiocroquis ; 701 h 10, Radiocroquis ; 702 h 10, Radiocroquis ; 703 h 10, Radiocroquis ; 704 h 10, Radiocroquis ; 705 h 10, Radiocroquis ; 706 h 10, Radiocroquis ; 707 h 10, Radiocroquis ; 708 h 10, Radiocroquis ; 709 h 10, Radiocroquis ; 710 h 10, Radiocroquis ; 711 h 10, Radiocroquis ; 712 h 10, Radiocroquis ; 713 h 10, Radiocroquis ; 714 h 10, Radiocroquis ; 715 h 10, Radiocroquis ; 716 h 10, Radiocroquis ; 717 h 10, Radiocroquis ; 718 h 10, Radiocroquis ; 719 h 10, Radiocroquis ; 720 h 10, Radiocroquis ; 721 h 10, Radiocroquis ; 722 h 10, Radiocroquis ; 723 h 10, Radiocroquis ; 724 h 10, Radiocroquis ; 725 h 10, Radiocroquis ; 726 h 10, Radiocroquis ; 727 h 10, Radiocroquis ; 728 h 10, Radiocroquis ; 729 h 10, Radiocroquis ; 730 h 10, Radiocroquis ; 731 h 10, Radiocroquis ; 732 h 10, Radiocroquis ; 733 h 10, Radiocroquis ; 734 h 10, Radiocroquis ; 735 h 10, Radiocroquis ; 736 h 10, Radiocroquis ; 737 h 10, Radiocroquis ; 738 h 10, Radiocroquis ; 739 h 10, Radiocroquis ; 740 h 10, Radiocroquis ; 741 h 10, Radiocroquis ; 742 h 10, Radiocroquis ; 743 h 10, Radiocroquis ; 744 h 10, Radiocroquis ; 745 h 10, Radiocroquis ; 746 h 10, Radiocroquis ; 747 h 10, Radiocroquis ; 748 h 10, Radiocroquis ; 749 h 10, Radiocroquis ; 750 h 10, Radiocroquis ; 751 h 10, Radiocroquis ; 752 h 10, Radiocroquis ; 753 h 10, Radiocroquis ; 754 h 10, Radiocroquis ; 755 h 10, Radiocroquis ; 756 h 10, Radiocroquis ; 757 h 10, Radiocroquis ; 758 h 10, Radiocroquis ; 759 h 10, Radiocroquis ; 760 h 10, Radiocroquis ; 761 h 10, Radiocroquis ; 762 h 10, Radiocroquis ; 763 h 10, Radiocroquis ; 764 h 10, Radiocroquis ; 765 h 10, Radiocroquis ; 766 h 10, Radiocroquis ; 767 h 10, Radiocroquis ; 768 h 10, Radiocroquis ; 769 h 10, Radiocroquis ; 770 h 10, Radiocroquis ; 771 h 10, Radiocroquis ; 772 h 10, Radiocroquis ; 773 h 10, Radiocroquis ; 774 h 10, Radiocroquis ; 775 h 10, Radiocroquis ; 776 h 10, Radiocroquis ; 777 h 10, Radiocroquis ; 778 h 10, Radiocroquis ; 779 h 10, Radiocroquis ; 780 h 10, Radiocroquis ; 781 h 10, Radiocroquis ; 782



JACQUES WINDENBERGER

ÉCONOMIE

Comment va changer l'entreprise ?

Organiser sera l'art de créer des relations. Il sera de plus en plus difficile d'être chef. Mais les salariés pourraient se sentir davantage concernés.

OCTAVE GÉLINIER (*)

QUEL visage aura l'entreprise dans dix ans ? La mondialisation des marchés devrait conduire à une plus grande flexibilité de gestion, mais les contraintes croissantes venant aussi bien de l'État que des représentants des salariés, des consommateurs et des écologistes vont tendre à bloquer les évolutions.

Les progrès de la télématique, de la bureautique, de la robotique, pousseraient normalement vers plus d'automatisation. En revanche, le surcroissement des valeurs qualitatives, le besoin de communication personnelle, conduisent vers une direction opposée.

Si bien que la science-fiction n'aura pas à s'imaginer beaucoup du côté de la firme. Il y aura toujours une direction, une hiérarchie, et les grandes fonctions d'aujourd'hui subsisteront. Toutefois, en de nombreux points des modifications devront être apportées. Organiser sera de plus en plus l'art de créer des relations.

Il faudra développer tous les moyens de communication avec les marchés étrangers pour la vente et l'achat, avec les marchés des technologies (brevets, licences, franchises, etc.), avec les pouvoirs publics (centraux et locaux), les organisations de consommateurs, les écologistes. Du côté des travailleurs, c'est la gestion des personnes (formation et carrière de chacun jusqu'à la base) et l'innovation sociale qui seront requises. Quant à la fonction logistique (transport, manutention, stockage, distribution), elle s'étendra parallèlement à la mondialisation des marchés des achats et des ventes.

Souvent la grande entreprise sous-traitera de nombreuses activités, elle se « désintègrera » en une nébuleuse de P.M.E. semi-autonomes ayant avec elle d'étroites relations techniques et humaines.

La « production du progrès » devra être organisée comme celle

d'un prototype, avec méthode et créativité, beaucoup plus systématiquement grâce à des services distincts (renforcement du bureau d'études, de méthodes, de formation, etc.) ou à des missions complémentaires assignées en marge des tâches de routine : groupe d'étude pour un problème (du type de la « task force » américain), cercles de qualité, équipes professionnelles, organes temporaires.

Irrigation

Plus que jamais de nombreuses décisions, seront décentralisées vers les cellules d'exploitation (usine, atelier, succursale, service spécialisé), disposant d'initiative et de responsabilité. Cette augmentation de cellules responsables pourra aller jusqu'à de très petites sous-cellules du type équipes de base, munies d'un mini-ordinateur ou ayant l'usage d'un terminal.

Grâce à la télématique, chaque cellule sera irriguée d'informations formalisées, internes et externes (incluant l'accès aux banques de données qui lui seraient utiles). Mais la télématique ne sait guère saisir, traiter ou transmettre les informations qualitatives, floues, émergentes, qui tiennent une si grande place dans l'étude de solutions et de décisions : une tendance technologique, un choix stratégique, une tension sociale, une négociation, un accord sur les valeurs prioritaires... ne se mettent pas entièrement en équations. Les symptômes, les appréciations d'une situation, les facteurs de consensus, doivent être saisis, affinés et échangés dans des liaisons rela-

tionnelles. L'entreprise de demain devra les organiser pour permettre cette communication entre niveaux hiérarchiques, entre cellules information - initiative, et avec l'extérieur : clients, fournisseurs, pouvoirs publics... Paradoxalement, à l'heure où la télématique facilite toute communication formalisée entre deux points quelconques, la structure de l'entreprise de demain sera conçue surtout pour promouvoir les communications personnalisées internes (entre techniciens et vendeurs d'un même produit...) ou externes (entre techniciens concepteurs et milieux scientifiques...), nécessaires à son développement créatif.

Cette diffusion du pouvoir, la création de groupes occasionnels selon les projets et dont les

membres pourront en fait être rattachés à plusieurs autorités, forceront à assouplir la règle classique de l'« unité du chef ».

Nous sommes là au noeud de la configuration de l'entreprise de demain. Dans la forme moderne qui développe — à la fois par les canaux informatiques et relationnels — une communication plus transparente, il sera de plus en plus difficile d'être chef. Déjà la ligne hiérarchique est doublée par les interventions fonctionnelles et par celles des représentants du personnel. Du coup, la position de chef intermédiaire, qui est limitée dans ses moyens, sera soumise à des tensions pénibles. Quant au P.-D. G., point de mire de multiples

(*) Délégué général de l'Association CEGOS.

contre-pouvoirs, sa position est également plus malaisée.

L'extension de ces difficultés étant incompatible avec la compétitivité internationale de l'entreprise, il est probable qu'on enregistrera une évolution qui nous rapprochera, quelques peu, des pratiques les plus avancées observables aux États-Unis, mais mieux encore en Allemagne et au Japon.

Le modèle du dirigeant qui tranche contre les opposants fera place à celui qui organise les processus de préparation conduisant à une décision qui sera considérée par tous comme légitime. La tâche sera très complexe. Outre l'indispensable capacité d'entreprise, elle suppose, en effet, une bonne information sur les faits et les enjeux, des dialogues où les intéressés apporteront leurs suggestions, leurs sentiments, etc., des comités de consultation par écrit ou par télématique, tout cela sous l'arbitrage d'une direction générale crédible.

Concertation

Cette procédure n'a rien de laxiste. Elle exige en revanche beaucoup d'intelligence et de caractère. Les antagonismes ne disparaissent pas mais sont traités de façon « civilisée » dans un système où la décision change de nature : plutôt que le choix d'un seul, elle se présente, dans les meilleurs cas, comme la constatation progressive d'une nécessité à la fois intellectuelle et affective.

Autre sujet de méditation : la fracassante réussite japonaise (+ 8 % de productivité en 1979) et la qualité de son innovation sont liés pour une bonne part

à l'utilisation des initiatives des échelons inférieurs. Des procédures de concertation ascendante les stimulent : toutes les propositions ayant recueilli un certain consensus à la base sont assurées de remonter vers le haut de la hiérarchie.

Il est bien probable également que le cadre intermédiaire aura moins souvent la satisfaction d'être « celui qui tranche », mais beaucoup plus celle d'être un leader accepté. Il devra être l'inspirateur des initiatives de progrès. Plus proche de son équipe, souvent immergé en elle, il en sera, en quelque sorte, le délégué pour les problèmes techniques, humains, auprès des autres instances.

Moins frustré

Les subordonnés trouveront dans cette situation, eux aussi, des éléments de satisfaction : droit de parole, de proposition au sein de l'équipe, information, influence, formation des aspects périodiques du travail dans une ambiance de relation personnelle vivante et avec une ligne de carrière mieux tracée.

Il est possible que les syndicats de 1990, tout en menant leur rôle de revendication, fassent figurer dans leurs objectifs l'entreprise et sa compétitivité. Le bureau et l'usine ne seront évidemment pas le paradis : oppositions et conflits resteront sans cesse, mais seront traités par un système de management moins frustré qu'aujourd'hui. Une présentation claire et crédible des finalités de l'entreprise, de son système de valeurs et des critères de choix qui en découlent paraîtra, en 1990, un élément essentiel du système de direction. Voyant plus clairement le destin de la firme où ils travaillent, ayant les moyens d'en influencer l'évolution, les salariés pourrissent lui apporter une adhésion plus ferme, sources de nouvelles performances.

Le Monde
doctes et documents

LA SANTÉ DES FRANÇAIS

« Un ouvrage de référence. »

« Le Quotidien du Médecin. »

« Au travers des chiffres, des reportages, des témoignages, apparaissent la richesse, la variété et l'incohérence du système de soins français. »

« Le Matin. »

Une brochure de 232 pages.

En vente chez les marchands de journaux : 22 F.

BIOMASSE

La croisade de Jean Pain

Nul n'est prophète en son pays. Jean Pain, le « pape du compost », en a fait l'expérience. Pourtant, son « plan de 1 000 hectares » pour sauver la forêt varoise est en bonne voie.

JEAN RAMBAUD

J'AFFIRME pouvoir, en seize ans, mettre complètement hors feu l'ensemble de la forêt provençale. » Vaut-il mieux dire ? Songez-vous ? Votre. On commence à se demander, même en « haut lieu », s'il ne faudrait pas prendre très au sérieux les travaux du Varois Jean Pain, le « pape du compost » (1).

Que s'est-il passé ? Jean Pain a reçu depuis un an, après notre article, de France, d'Europe et de l'Amérique du Nord, du Canada, d'Amérique latine, du Japon, trois mille six cents lettres — « dont deux cent cinquante-six le même jour » ! — l'interrogeant sur ses recherches. Au cours de ces quelques mois, des journaux français, européens, américains, les télévisions et radios danoises, suisses, belges, britanniques, allemandes, canadiennes, sont venues l'interviewer sur place. Si l'on ajoute à cela que ses *Méthodes* (2) ont été antérieurement appliquées en divers pays d'Afrique et d'Amérique et — très officiellement — en Belgique, si l'on précise que le gouvernement de ce même pays va présenter Jean Pain, sous les couleurs belges, au prochain congrès de Moscou « pour une meilleure utilisation de la biomasse forestière », on comprendra sans doute pourquoi les autorités françaises commencent à se demander si, en son pays, ce pape-là ne pourrait pas être un peu prophète.

Après les incendies qui, l'été dernier, ont ravagé plus encore qu'à l'ordinaire les départements provençaux, on s'intéresse de plus en plus au dernier projet de l'autodidacte de la forêt. Des parlementaires chargés de l'enquête sur les sinistres l'ont invité à leur rapport et un ingénieur agronome de l'aménagement du territoire est venu l'étudier sur place.

De son côté, la Fédération nationale de la protection civile (153, rue Danton 92300 Levallois-Perret) vient de déposer auprès des différents ministères intéressés une étude chiffrée qui permettrait, grâce à une subvention, un premier démarrage du « plan Jean Pain ». Toutefois rien n'est arrêté. Des personnages très officiels, très titrés, très diplômés, soutiennent le projet, mais sans être investis de pouvoirs de décision à ce propos. Reste de prudence — dictée par quel ? — on avance à tout petit pas. Les « autorités compétentes » ne se « mouillent » pas. Parallèlement, un mouvement d'opinion publique s'est développé en faveur d'une mise en œuvre rapide de ce plan qui paraît s'imposer — même s'il doit être éventuellement revu — comme un « impératif catégorique du bon sens ».

Un broyeur

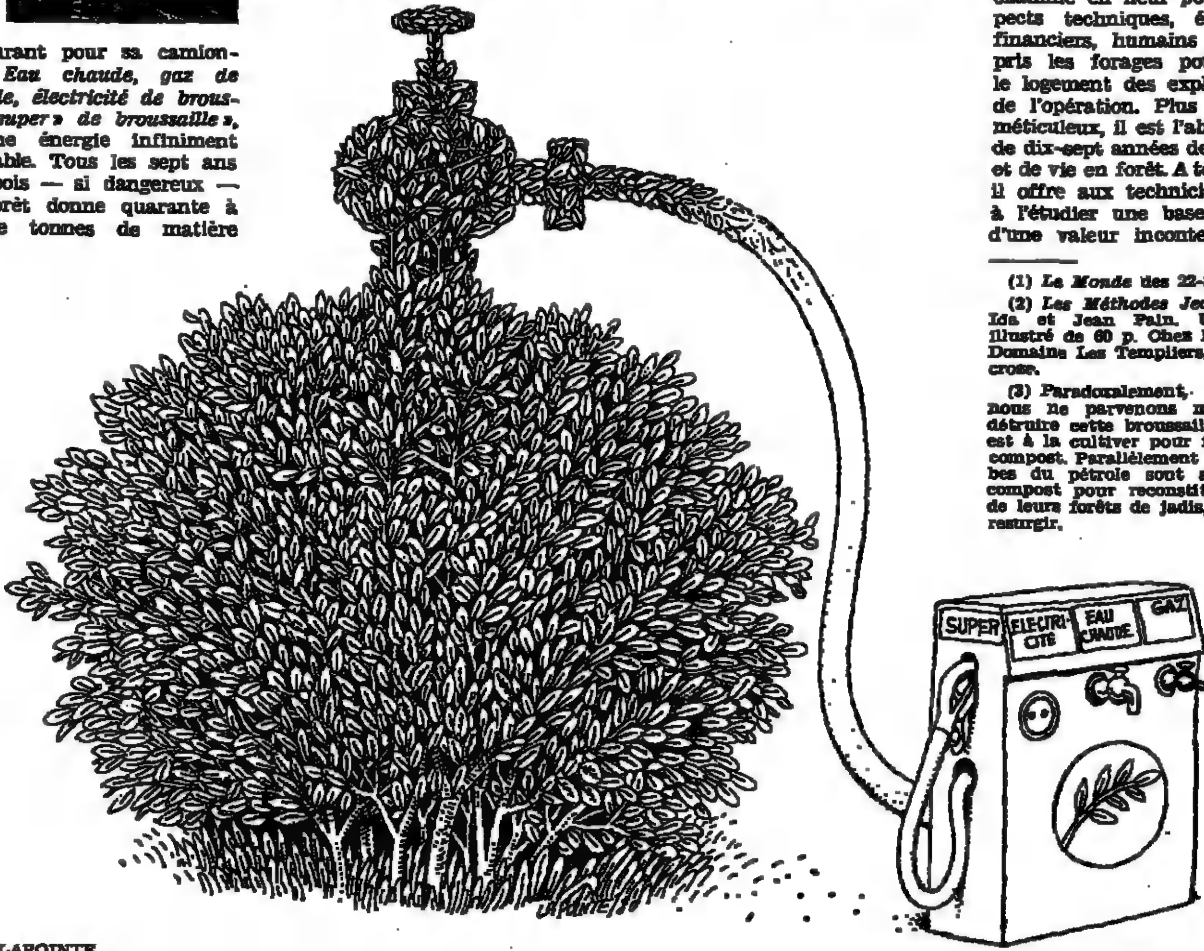
De quel s'agit-il ? Au lieu de brûler le produit du débroussaillage indispensable — coûteux, et combien insuffisant — à la prévention, Jean Pain le broie avec un broyeur de sa création, à une granulométrie précise. Avec ce broyat humidifié il prépare un compost aux surprenantes possibilités. C'est d'abord un engrais naturel, très proche de l'humus des forêts, qui sans addition — voire sans arrosage — permet des récoltes spectaculaires dans l'aride colline provençale (puis dans le Vercors, en Côte-d'Or, en Belgique, au Canada, en Afrique, etc.). D'autre part, de la fermentation de ce compost élevé en meule, Jean Pain tire l'eau chaude pour sanitaires et chauffage, un gaz — par méthanisation — analogue à celui de Lacq qu'il utilise directement en cuisine, mais qui par l'intermédiaire d'une mini-centrale lui fournit aussi l'électricité et sert d'autre part

lignee à l'hectare. Sachant que dix kilos de compost — réutilisables en engrais — fournissent l'équivalent d'un litre de « super », le précédent préfet du Var, M. Feuilleux, aujourd'hui préfet de région en Normandie, s'était lyriquement exalté : « Les forêts varoises sont nos puits de pétrole ! ». A quoi Jean Pain ajoute : « Brûler la brousse, quel lamentable gaspillage quand chaque village pourrait être doté d'une unité légère engrais-énergie ! ». On voit le projet. Au lieu d'entretenir à fonds perdus des régiments de débroussaillages « partiels » et une lourde armée du feu — trop souvent impuissante face à la conjugaison des essences résineuses et du mistral, — il s'agit d'exploiter la brousse comme une matière première (3) tout en « sauvant la forêt » autrement qu'à coups de slogans ou de budgets ruineux, qui ne la

sauvent pas. Dernier aspect capital : la brousse fournit elle-même l'énergie nécessaire à son transport et à sa transformation. Trop beau pour être vrai ? C'est à quoi veut répondre le nouveau « plan » de Jean Pain. En utilisant au départ, les mêmes méthodes, diverses tentatives d'exploitation industrielle du compost — pour engrais — ont déjà vu le jour dans le Var, fonctionnent et fournissent aussi de l'emploi. On leur reproche toutefois, en raison de la collecte « à long rayon » des broussailles coupées et de la consommation d'énergie qui en résulte un prix de revient par trop élevé. Le « plan Jean Pain » entend précisément éliminer ces handicaps. Il chiffre les opérations proposées et s'affirme « plus que rentable ». Le principe de base est non plus de s'écarter au gré du produit des coupe-feu

(trop étroits d'ailleurs pour être efficaces par tempête de mistral), mais d'« exploiter » 1 000 hectares d'un seul tenant. (Il y a 370 000 hectares boisés dans le seul département du Var, et il ne s'agit surtout pas de couper les arbres, mais, au contraire, de permettre leur développement en les débarrassant de la courte végétation parasite, renouvelée en permanence.) Avec cette méthode, le transport de la brousse coupée serait réduit au maximum... et l'énergie nécessaire aux divers engins — véhicules, débroussaillages, broyeurs — serait fournie par la brousse elle-même une fois composée. Les 1 000 hectares, quadrillés en vingt-cinq zones de 40 hectares, permettraient une exploitation fine pendant vingt-quatre ans, avec une création de seize emplois permanents, techniques compris. Le projet, détaillé et chiffré, examine en neuf points les aspects techniques, économiques, financiers, humains — y compris les forages pour l'eau et le logement des exploitants ! — de l'opération. Plus que précis, méticuleux, il est l'aboutissement de dix-sept années de recherches et de vie en forêt. A tout le moins, il offre aux techniciens appelés à l'étudier une base de travail d'une valeur incontestable. ■

(1) Le Monde des 22-23 avril 1979.
(2) Les *Méthodes* Jean Pain, par Jean Pain. Un fascicule illustré de 60 p. Chez les auteurs : Domaine Les Tempéras, 83500 Villeneuve.
(3) Paradoxalement, alors que nous ne parvenons même pas à détruire cette brousse, Jean Pain est à la culture pour débarrasser du compost. Parallèlement les pays arabes du pétrole sont acheteurs de compost pour recouvrir les sols de leurs forêts de jadis, et les faire renaître.



CLAUDE LAPOINTE

GRANDE-BRETAGNE

Votre journal sur écran

Grâce au système Prestel, le vidéotex britannique, le « Birmingham Post and Mail » a maintenant une édition sur écran de télévision. Plus de 120 000 mots par jour.

BERNARD MÉAULE

LA cinquantaine distinguée, l'œil bleu très perçant, M. Geoffrey Baitman dirige l'important *Birmingham Post and Mail* qui diffuse 380 000 exemplaires chaque jour dans la laborieuse Black Country. Ici, le « match du siècle » entre presse écrite et nouveaux médias électroniques est engagé. Que messieurs les Anglais tirent les premiers, n'étonnera pas : les journaux sont lus par 60 à 70 % des foyers, et cette forte influence de la presse écrite oblige les éditeurs britanniques à se poser, avant les autres, des questions sur l'avenir.

« La présence des médias électroniques devrait donner naissance à une concurrence accrue pour la presse dans un avenir rapproché », estime M. Baitman. Ce qui inquiète le directeur du *Birmingham Post and Mail*, ce sont les coûts élevés de fabrication et de distribution de la presse écrite. Néanmoins, le journal papier n'est pas, d'après lui, remplaçable. Il développe une quantité d'informations effluves seulement par l'audio-visuel, imbattable pour annoncer l'événement, mais qui le fait de manière fugace. Le journal se conserve et peut être lu au moment choisi par le lecteur qui peut aussi le découper ou l'archiver : *Scripta manent* ! Enfin, le commentateur écrit encourage la réflexion personnelle que le rythme de l'information radio ou télévisée n'autorise pas vraiment tant elle soumet l'auditeur ou le téléspectateur à un harcèlement continu de nouvelles brèves et disparates livrées sans

les éléments de fond qui permettent l'analyse. Malgré ces avantages, l'écrit devra mener un dur combat. Il lui appartiendra de se débarrasser des vieilles techniques de production pour utiliser l'électronique et la technologie la plus avancée afin de réduire ses prix de revient ; d'information pour le stockage et le classement des articles, photocomposition souple et économique et, demain peut-être, impression par jets d'encre qui entraînerait les coûteuses rotatives au profit d'équipements peu onéreux. Mais la reconversion à opérer n'est pas seulement technique. Pour M. Baitman, le journal de grande métropole qui vise la plus grande diffusion possible à travers une formule monolithique à venir. A ses yeux, l'avenir de la grande presse est conditionné par un éclatement du journal principal.

Cousues main

Il faudra éditer de nombreux journaux différents, plus proches du lecteur et de chaque marché local. Le *Birmingham Post and Mail* réalise déjà des éditions expérimentales, « cousues main », pour une zone spécifique, dans lesquelles les sujets, la longueur des articles, le choix des informations, sont traités en fonction d'un public particulier.

Un œil rivé sur le quotidien et l'autre scrutant le futur : M. Baitman, dans le bon sens du terme, voit double. Le futur, c'est l'information électronique, sur écran T.V. En fait, déjà la

présent. La publicité du quotidien appelant les lecteurs à s'intéresser au nouveau système affiche la formule : « The World's first electronic newspaper... », « le premier journal électronique du monde ».

C'est en octobre 1978 que le *Birmingham Post and Mail* a lancé son journal sur écran, en utilisant le système Prestel qui est le vidéotex britannique. Le fonctionnement est apparemment simple. Le quotidien paie une redevance au Post-Office (les P.T.T. anglaises), qui délient le monopole de la transmission (à travers Prestel). Coût pour l'éditeur environ 100 000 francs par an actuellement. En composant un numéro de téléphone, les usagers peuvent avoir accès au journal électronique conçu par le *Birmingham Post and Mail* et baptisé *Vision 800*. L'écran leur propose quatre rubriques principales : les nouvelles nationales, les nouvelles internationales, les informations financières et le magazine. Chaque rubrique affiche un sommaire dans lequel le lecteur choisit le titre qui l'intéresse. Pour cela, il lui suffit de composer le numéro de code correspondant sur un petit clavier fonctionnant en télécommande avec son poste de télévision.

Chaque jour, le *Birmingham Post and Mail* propose deux mille « écrans » (soixante à soixante-dix mots pour chacun d'entre eux) d'informations et de publicité dans son journal électronique. Celles-ci sont quotidiennement transformées et remises à jour pour donner au public les nouvelles fraîches.

En faisant joujou avec son clavier, M. Geoffrey Baitman fait surgir sur l'écran, tel un magicien, toute une gamme de textes et d'informations que l'on rencontre habituellement dans son journal. Flash sur les olives américaines en Iran, résultats sportifs, cours de la Bourse, publicité pour un photographe, horoscope, adresses de plombiers et même jeux de questions et réponses proposés à la sagacité des enfants. Impressionnant, même si le procédé est plus séduisant pour l'information-service (horaires de trains par exemple) que pour la nouvelle nationale ou régionale difficilement lisible à l'écran.

Complémentaire

Peu de gens peuvent encore bénéficier de cette information électronique. Le poste de télévision adapté coûte cher : environ trois fois le prix d'un poste normal. En Grande-Bretagne, deux mille cinq cents utilisateurs sont aujourd'hui reliés au système Prestel (cent abonnés environ à Birmingham). Et le prix de la communication téléphonique est deux fois plus cher que le coup de fil normal, car il est appelé à rémunérer Prestel, mais aussi le journal qui fournit l'information. Toutefois, dans les années à venir, on s'attend à un fantastique développement du procédé et donc à une grande diminution des coûts des équipements et services. « Pendant deux ans », déclare M. Baitman, « cela ne nous coûtera pas beaucoup d'argent. Mais au-delà, ce nouveau service fourni au public fonctionnera en complémentarité avec le quotidien et chacun de ces médias valorisera l'autre tout en nous permettant de mieux amortir des coûts fixes communs ceux qui touchent à la production de l'information. »

Reste, à titre d'exemple, qu'un téléviseur peut présenter de façon lisible un maximum de deux annonces classées (petites annonces) contre deux cents dans une page de journal au format tabloïd.

C'est ce que se disent, pour voir la vie en rose, tous les éditeurs de journaux quand ils regardent le problème sur... « l'écran noir de leurs nuits blanches ».

REPÈRES

Laser contre pot d'encre

Les fabricants d'imprimantes à jet d'encre sont inquiets. Après avoir mis au point des machines capables d'imprimer mille cinq cents caractères à la seconde — grâce à un microprocesseur commandant le jet d'un filet d'encre sur une page de papier — voici que des imprimantes à laser apparaissent sur le marché, offrant des performances meilleures encore. C'est le faisceau de lumière lui-même qui transporte l'encre pour la projeter au bon endroit grâce à un procédé électrostatique. Résultat : une plus grande vitesse et une meilleure qualité par une précision accrue. Pour l'instant, le prix d'un système à laser est supérieur à celui d'une imprimante à jet d'encre. Mais l'augmentation de qualité justifie la différence : et il est probable que les prix vont baisser. Autre inconvénient : le système à jet d'encre est obligatoirement, pour des raisons techniques, un compromis entre qualité et rapidité ; il ne peut pas bénéficier des deux en même temps.

Mais les fabricants utilisent cette technologie ne baissent pas les bras : ils cherchent à s'améliorer. L'une d'elles, présentée par la firme américaine Mead Digital Systems, consiste à utiliser jusqu'à mille injecteurs d'encre (au lieu d'un seul), positionnés en face de chaque point de la feuille de papier susceptible d'être imprimée. Cette fois, la rapidité est obtenue grâce à la grande quantité des injecteurs, chacun offrant la meilleure qualité possible. (Source : The Economist.)

Centrales électriques flottantes en Italie

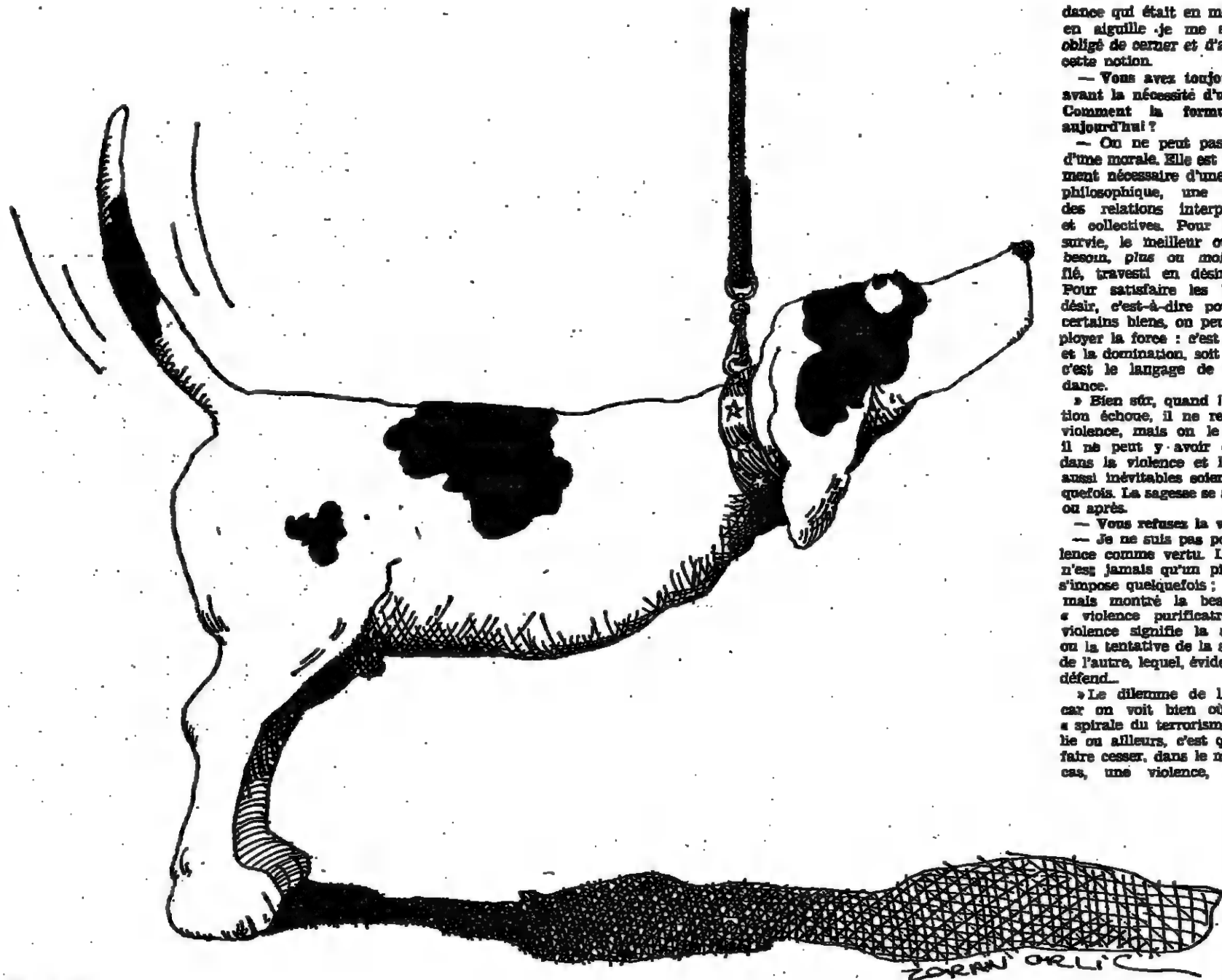
Deux sociétés italiennes, Italcantieri et Ansaldo Meccanica Nucleare, vont présenter à l'Euratom, la société nationale d'électricité, leurs plans pour la construction d'une centrale électrique au charbon off-shore. Il s'agira là d'une première mondiale. D'une puissance de 320 MW, soit l'équivalent de l'énergie électrique nécessaire à une ville d'un demi-million d'habitants, consommant environ 500 000 tonnes de charbon par an, cette centrale ne se différenciera des autres que par le fait qu'elle sera construite sur une plate-forme flottante semblable à celles utilisées pour les forages pétroliers, avec une superficie de 8 000 à 10 000 mètres carrés. Ses avantages : l'élimination d'une partie des dangers de pollution par le charbon, ainsi que sa mobilité, puisqu'on pourra la déplacer d'une zone à l'autre selon les nécessités de l'industrie.

Le prix du projet, 220 milliards de lire (1,1 milliard de francs environ), reste le principal obstacle à la réalisation effective de ce type de centrale. A ce coût très élevé, on peut toutefois opposer les avantages d'une construction et d'une mise en fonctionnement très rapides. (Source : L'Espresso.)

Une centrale solaire nippo-australienne

Le Japon et l'Australie, d'accord pour développer ensemble l'énergie solaire, construisent une centrale solaire pilote d'ici à 1983.

Aux termes d'un récent accord passé par l'Agence japonaise pour la science de l'industrie et la technologie et le ministère du développement national australien, cette centrale pilote, d'une puissance de plusieurs milliers de kilowatts, sera construite dans la région désertique du nord-est australien. Très impressionnée par les efforts japonais en matière d'énergie de substitution, les Australiens entendent favoriser une large coopération entre les deux pays. L'Australie et le Japon se sont notamment entendus pour entreprendre, dès cette année, la liquéfaction du charbon de l'état de Victoria, et des Australiens vont en stage au Japon pour apprendre les techniques de sécurité dans les houillères. (Source : La Presse Economique, 3, rue du Coq-Héron, 75001 Paris.)



ZORAN ORLIC

PLAISIRS

Albert Memmi

philosophe de la dépendance

Après avoir été le philosophe de la colonisation et du racisme, Albert Memmi s'intéresse à toutes les formes de la dépendance : le tabac, l'alcool, l'amour, l'art, les autres... La dépendance — on le voit — n'exclut pas le plaisir.

BERNARD LEFORT

PHILOSOPHE, écrivain, essayiste, Albert Memmi est connu pour sa réflexion sur les relations de domination et sur les réponses spécifiques que les dominés y apportent. Après avoir étudié l'univers de la colonisation, il s'est appliqué à découvrir les phénomènes de dépendance : racisme, antisémitisme, conflit homme-femme.

Professeur à l'université de Nanterre, il complète aujourd'hui ses analyses passées par l'étude de la dépendance, dont il précise la signification. Pour lui, il y a en effet un paradoxe de la dépendance : elle n'est pas seulement un obstacle aux relations humaines ; elle peut les favoriser. C'est donc à un autre éclairage sur l'homme contemporain auquel nous convie Albert Memmi dans son dernier livre, « Le Dépendant » (Gallimard).

« On vous a souvent fait remarquer que le point de départ de vos recherches était étroitement lié à des préoccupations d'ordre personnel. N'est-ce pas un parti pris discutable ?

— C'est un parti pris, pour une part, mais pas seulement ; cette critique me fait plutôt rire. Mon premier roman, « La Statue de sel », a été pour moi une nécessité : il me permettait de mettre de l'ordre dans mon passé, de clarifier mon rapport à la tradition juive et à l'attirance que je ressentais en tant que Tunisien — la Tunisie étant sous protectorat français — pour la culture occidentale. Il en va de même

pour la colonisation. C'est d'abord quelque chose que j'ai vécu dans mes rapports de tous les jours, consciemment ou inconsciemment. Qu'il s'agisse de la fiction ou des essais, partir du vécu me semble décisif. Croyez-vous que l'extraordinaire inflation théorique dans laquelle nous patissons soit préférable ? La référence au vécu est pour moi le critère, la garantie de la démarche. C'est un parti pris méthodologique autant qu'une nécessité intérieure.

— La colonisation a joué dans votre travail un rôle important ; vous en déduisez une constante des rapports de domination.

— Oui. Je me suis aperçu que le duo colonisateur-colonisé commandait la physiologie de l'un et de l'autre, et qu'il en résultait pour chacun des conséquences graves sur la culture, la langue, l'histoire. Par ailleurs, les schémas de la colonisation s'appliquaient à la compréhension de la colonisation juive, comme à l'analyse de l'apartheid ou à celle de la volonté régionaliste.

— Mais, à chaque fois, il faut saisir la complexité du réel ; devant chaque situation nouvelle, il faut rechercher les ressemblances et les spécificités par rapport aux situations connues. Le problème corse, rappelle à certains égards une situation coloniale, mais il en diffère par d'autres points. Ces différences sont instructives pour avancer dans l'étude des dominations-sujétions, qui me semble fondamentale dans les conditions socio-historiques actuelles.

— Le racisme demeure pour vous la grande oppression.

— En effet. Les mécanismes du racisme, dans leur utilisation d'une différence biologique ou autre, réelle ou imaginaire, afin de dévaloriser un individu ou un groupe, sont pour moi le condensé et le symbole de toute oppression. La lutte contre le racisme est décisive, car elle représente la face visible de multiples situations oppressives.

L'entraide

— A votre vision de la domination, vous ajoutez une clé d'interprétation : la dépendance. Pourquoi cela ?

— Je me suis aperçu que les relations de domination-sujétion ne suffisaient plus pour rendre compte des relations humaines. A côté des relations de conflit et de lutte, il y a des relations de besoin : celles que l'on a les uns des autres, des groupes, la relation aux objets, aux valeurs... Et ce type de rapport de dépendance est inséparable.

— En quoi la dépendance diffère-t-elle de la domination ?

— La relation de dépendance est d'un autre ordre. C'est une relation à trois pôles. Il y a le dépendant — vous et moi, à divers niveaux — le pourvoyeur et l'objet de pourvoyance, la pourvoyance formant l'ensemble des réponses à la dépendance. C'est toute la relation de la mère à son enfant, mais également la trame de la relation amoureuse ou bien la relation thérapeutique : le médecin n'est pas seule-

dance qui était en moi et de fil en aiguille, je me suis trouvé obligé de cerner et d'approfondir cette notion.

— Vous avez toujours mis en avant la nécessité d'une morale. Comment la formulerez-vous aujourd'hui ?

— On ne peut pas se passer d'une morale. Elle est l'aboutissement nécessaire d'une démarche philosophique, une conception des relations interpersonnelles et collectives. Pour assurer la survie, le meilleur outil est le besoin, plus ou moins amplifié, travesti en désir multiple. Pour satisfaire les besoins, le désir, c'est-à-dire pour obtenir certains biens, on peut soit employer la force : c'est l'agression et la domination, soit négocier : c'est le langage de la dépendance.

— Bien sûr, quand la négociation échoue, il ne reste que la violence, mais on le sait bien, il ne peut y avoir de sagesse dans la violence et le meurtre, aussi inévitables soient-ils quelquefois. La sagesse se situe avant ou après ?

— Je ne suis pas pour la violence comme vertu. La violence n'est jamais qu'un pis-aller qui s'impose quelquefois ; je n'ai jamais montré la beauté de la « violence purificatrice ». La violence signifie la suppression ou la tentative de la suppression de l'autre, lequel, évidemment, se défend.

— Le dilemme de la violence, car on voit bien où mène la « spirale du terrorisme » en Italie ou ailleurs, c'est qu'elle veut faire cesser, dans le meilleur des cas, une violence, et qu'elle

que des drogues ou des habitudes, ce sont des béquilles et des plaisirs. En outre, tabac et alcool renvoient à un rituel social. Les campagnes anti-tabac ou anti-alcool ont échoué partiellement jusqu'ici parce qu'elles paraissent oublier la dimension du plaisir.

— L'art serait, dans ce cadre, une dépendance ?

— Egalement, comme réponse fictionnelle à des difficultés réelles ou imaginaires. L'œuvre est une tentative de réponse à nos angoisses, à celles de l'artiste comme à celles de l'ami. Il y a un besoin artistique, une dépendance, qui est plus largement dépendance à la culture ; c'est une dépendance heureuse.

— Vous réhabilitez les dépendances ?

— Il faut cesser de les persécuter. C'est à eux de savoir jusqu'où ils peuvent aller et, éventuellement, découvrir des substituts. Il faut savoir contrôler sa dépendance.

— Cette prise en compte de la dépendance d'autrui ne peut-elle pas se nommer : « respect de la différence » ?

Certainement. D'autant que nous sommes peut-être entrés dans l'époque de la dépendance planétaire consciente. Notre civilisation n'est pas, ou plus seulement, celle de la dominance ; elle est une civilisation de la dépendance. Les individus, les groupes, les États, devraient en tenir compte : les multinationales le savent déjà. Prendre conscience de cette situation est notre seule chance : destruction collective ou respect dans la dépendance. Ce qui se passe au Chili ou en Afghanistan est également décisif pour le monde entier.

Double face

— Vous paraissez loin de vos analyses des diverses aliénations. Le colonisé, le Noir des ghettos, le dominé en général, songent plutôt à la lutte qu'au dialogue.

— Peut-être. Mais si la dépendance est un fait, la lutte sociale ne peut que gagner à cette connaissance supplémentaire. La dépendance et la dominance — l'aliénation et l'on veut — dévalent chacune une part de la réalité humaine. La liberté passe par la maîtrise des deux.

— Vivons avec la dépendance ?

— C'est vrai pour une grande part. Cela explique en tout cas l'attachement à aux valeurs, aux groupes, aux institutions ; les grandes institutions ne tiennent pas uniquement leur force de leurs capacités répressives ; il y a l'intérêt de tous ceux qui y participent.

— Le dépendant serait un des visages de l'homme du siècle finissant ?

— Il en dresse une face. Il révèle une dimension des relations humaines. A côté de la face sombre de la dépendance, il y a la face lumineuse, le plaisir. Plaisir de dépendance, la connotation n'est pas scandaleuse. Malgré l'aspect pathétique de la dépendance, la difficulté de passer d'une dépendance à une autre, malgré les ruptures, les sévères, on peut imaginer des dépendances heureuses. C'est l'histoire de toute une vie.

aboutit à l'entretenir. S'il est vrai que la violence naît de l'échec du dialogue, la seule manière de sortir de la violence est de revenir au dialogue.

— Une telle morale devra tenir compte de la dépendance ?

— C'est une évidence. L'ordre humain est fondé sur le dialogue et la négociation. Toutes les sagesse concilient l'adaptation à l'autre. Cela est clair ; on ne peut tirer une morale de la domination et du conflit, tout au plus une législation qui suscitera nécessairement la violence. En revanche, on ne peut bâtir une morale que sur la solidarité et la justice, le dialogue, à moins de supposer que la vie n'est qu'une traversée, une somme, de conflits. Pour sortir de la dépendance, il faut comprendre et accepter la dépendance.

— Quels enseignements pratiques cette morale peut-elle apporter ?

— Oh, ils sont très nombreux. D'une manière générale, il s'agit d'une reconsidération du rapport avec autrui, car finalement l'enfer, ce n'est pas toujours les autres, ça peut être aussi le paradis. Seulement, il y a un prix à payer. Car tout se paie : il s'agit de ne pas payer un prix excessif. Prenez le tabac et l'alcool, ce sont tous deux plus

VOUS ÊTES POUR LES ANNÉES 80 ?
...alors lisez

les albums FLUIDE GLACIAL

L'HUMOUR INTELLIGENT EN BANDES DESSINÉES

Zinoviev contre le communisme universel

(Suite de la première page)

« Ce que j'aime, c'est simplement me promener, aller dans de petits restaurants, ou boire une tasse de thé dans un café. Je suis ravi du nombre considérable de musées et d'expositions, et puis, à Munich, c'est un peu comme si nous étions tombés sur un paradis musical. D'une manière générale, c'est tout ce qui concerne ma vie quotidienne et celle des miens qui me plaît. »

Quant à ce que je n'aime pas, ce sont souvent les mêmes choses que je n'aimais déjà pas en Russie. Avant tout, je suis choqué par les critiques avec lesquelles on juge l'art et les épreuves qu'un artiste doit passer pour réussir. Le résultat, c'est qu'un grand artiste peut parfaitement rester totalement inconnu, alors qu'un peintre ou un écrivain médiocre parvient à se faire connaître de lauriers. En Union soviétique, pour qu'un écrivain soit reconnu, il doit recueillir l'approbation d'autorités multiples, passer devant différents jurys : ceux des critiques, des journalistes, des comités d'écrivains, bref, il a toute une multitude à convaincre. Ici les choses se passent peut-être d'une manière plus diffuse, mais la différence n'est pas très importante, et l'essentiel reste que l'homme créatif se trouve dépendre tout autant du jugement de son entourage et du milieu dans lequel il doit évoluer.

« Je n'aime pas non plus la paperasserie à laquelle on m'a entraîné. Je passe mon temps à demander des formulaires, à les remplir, les envoyer. Je navigue entre des piles impressionnantes de papiers. En Union soviétique, je n'avais que mon passeport et mon livret de travail, et encore ce dernier restait en dépôt là où je travaillais, ce qui m'empêchait de le transporter avec moi. Après un an de vie à Munich, je ne sais plus où aller avec toutes ces formalités, je suis enseveli sous les papiers. Pour faire quel que soit id, pas seulement pour se faire connaître, mais pour quelque entreprise que ce soit, on exige de vous beaucoup plus d'efforts qu'en Union soviétique. Il faut se montrer très actif. »

« C'est le revers de la médaille des possibilités de choix qu'on vous offre. Un exemple : quand je vais à Munich dans un restaurant et que me présente la carte, avec cette liste de plats que je ne connais pas, je suis très embarrassé pour choisir. En Union soviétique, c'est beaucoup plus facile : il y a seulement la caviar-pomme-de-terre (1). Pas de problème, on mène une vie plus insouciance ! »

« Je dois dire que je n'aime pas du tout non plus l'irresponsabilité des politiciens et de la population à l'égard de la menace communiste, leur indifférence, qui peut parfois prendre des proportions étonnantes. Même chose pour l'indifférence des milieux intellectuels vis-à-vis du futur et de l'avenir de leur civilisation. »

« Je pense d'ailleurs qu'il ne serait pas mauvais que l'Occident prête davantage d'attention à la triste expérience de l'Union soviétique : il pourrait en tirer le plus grand profit. »

De tout temps

« Vous croyez vraiment que la menace principale qui pèse sur l'Europe est celle du communisme ? Je dis bien : le communisme, et non pas les armées soviétiques. »

« Oui. Le premier ennemi de l'Occident est l'Union soviétique, et le problème du communisme est central dans le monde entier. Les autres problèmes sont sans importance relativement à celui-ci. Je m'en explique dans mon prochain livre. Les enfants du communisme sont présents partout et ils ont existé de tout temps. On les trouve à Rome, aux États-Unis, dans d'autres pays occidentaux, partout. Mais ces éléments ne modifient véritablement la société que lorsque certaines conditions sont réunies. »

« Faisons un parallèle avec le capitalisme : on peut dire que ses éléments constitutifs sont l'argent et les échanges commerciaux, qu'on a rencontrés depuis toujours dans le monde entier ou presque. Mais la société capitaliste ne s'est véritablement formée qu'il y a un peu plus d'un siècle. Il en va de même pour le communisme : les éléments constitutifs sont la menace, le pouvoir, le contrôle, mais la société communiste n'est véritablement formée qu'il y a un peu plus d'un siècle. Il en va de même pour le communisme : les éléments constitutifs sont la menace, le pouvoir, le contrôle, mais la société communiste n'est véritablement formée qu'il y a un peu plus d'un siècle. »

« Plus tard, de nouvelles raisons de dire ou de faire sont apparues en moi, qui ont été d'exprimer dans mes livres, mes travaux scientifiques et mes tableaux, ce que je savais ou ce que je ressentais. Et, en un certain sens, tout est finalement devenu assez simple : j'utilise cette capacité de compréhension des êtres et des choses qui est la mienne. Comme je connais la société communiste et que je

me suis capable d'exprimer ce qu'elle est, je le fais. C'est tout simple : il y a des gens qui veulent bien m'écouter, et moi je veux leur raconter. »

« Vous avez parlé de la réalité soviétique comme d'un théâtre dont vous avez vous-même multiplié les tableaux et les dialogues. Selon vous, quelle est la pièce qui se joue dans l'Europe d'aujourd'hui ? Une tragédie de Shakespeare ? Une comédie ? Une farce burlesque ? »

« Les trois en même temps : des acteurs minables, qui ne valent rien, jouent une grande tragédie, à mal qu'on peut seulement en rire. Des incapables, des misérables qui ne méritent que des tomates. C'est d'ailleurs caractéristique de notre temps que de voir des milieux décider de tout ce qui est important, du sort de l'humanité. »

« Vous ne croyez pas beaucoup en la jeunesse soviétique dont vous écrivez : « Les vents ont encore gardé un peu d'idéalisme. La jeunesse part des faits dans leur normalité. » Que pensez-vous de la jeunesse européenne ? »

« Je la connais mal, mais le peu que j'en ai vu m'a assez déçu, par une certaine incapacité à bien évaluer les enjeux de la civilisation et aussi une complaisance excessive à l'égard de formes de vie qui ne me sont que trop familières. Elle est souvent tentée par un mode de vie communiste, sans avoir conscience qu'elle en serait la première victime. »

« Il y a toujours deux tendances dans la jeunesse : l'une qui consiste à vouloir tous les trésors du monde sans en donner la peine, l'autre qui est de tout donner à la société sans en attendre la moindre récompense. J'aimerais bien me tromper, mais je crois que c'est la première qui prévaut ici. »

« Et ces jeunes qui refusent leur société, ses enlums, violence, drogues, terrorisme, qui font la « une » des journaux occidentaux ? »

« Je suis, moi aussi, un exclu, mais c'est parce que je voulais donner à la société et qu'elle n'a pas voulu de moi. Ceux dont vous me parlez sont ceux de la situation exactement inverse. La même est compliquée, car je la trouve, comme exclu, en compagnie de ces autres exclus qui ne me ressemblent en rien. Moi, je me bats pour l'observation de règles morales, pour des principes qui sont inverses de leurs objectifs à eux. Les terroristes se servent d'objets innocents, sans contre-dire pour autant leur principes moraux, alors que les miens m'interdisent absolument de porter la main sur qui n'est pas coupable. Je me bats contre la violence et je suis convaincu qu'il faut y résister plutôt que de penser que c'est la violence qui peut être le moyen de la résistance. »

« Bien sûr, cela pose de nombreuses questions auxquelles j'essaierai de répondre dans mes prochains livres. Ainsi, je ne suis pas hostile au principe de la vengeance, à condition qu'elle s'exerce uniquement contre la personne qui a été violée, qu'elle se tienne elle-même dans un cadre éthique. Par exemple, mon activité littéraire est une vengeance contre le régime stalinien et celui de Brejnev, mais c'est une vengeance qui reste éthique. »

« Vous vous déclarez partisan d'une approche scientifique de la réalité car « sinon, il faudrait souffrir pour les autres ». Si ce n'est ce partage de la souffrance et, par là, la volonté de la soulager, quelles sont vos motivations, quelle est votre raison d'être ? »

« Quand les gens me parlent de leurs motivations, je ne les crois jamais ! C'est vrai que j'en ai eu moi aussi, mais, très loin dans le passé, je les ai laissées. Quand j'étais un petit garçon en conflit avec la société soviétique, j'avais une cause : démasquer cette société. Depuis lors, quarante années ont passé : j'avais une vie bien compliquée. Je n'ai pu la poursuivre de la même manière, avec ces mêmes motivations. Elles ont donné une direction à ma vie et, depuis ce temps, j'ai suivi ce chemin, je l'ai assumé. »

« Plus tard, de nouvelles raisons de dire ou de faire sont apparues en moi, qui ont été d'exprimer dans mes livres, mes travaux scientifiques et mes tableaux, ce que je savais ou ce que je ressentais. Et, en un certain sens, tout est finalement devenu assez simple : j'utilise cette capacité de compréhension des êtres et des choses qui est la mienne. Comme je connais la société communiste et que je

me suis capable d'exprimer ce qu'elle est, je le fais. C'est tout simple : il y a des gens qui veulent bien m'écouter, et moi je veux leur raconter. »

« Vous avez parlé de la réalité soviétique comme d'un théâtre dont vous avez vous-même multiplié les tableaux et les dialogues. Selon vous, quelle est la pièce qui se joue dans l'Europe d'aujourd'hui ? Une tragédie de Shakespeare ? Une comédie ? Une farce burlesque ? »

« Les trois en même temps : des acteurs minables, qui ne valent rien, jouent une grande tragédie, à mal qu'on peut seulement en rire. Des incapables, des misérables qui ne méritent que des tomates. C'est d'ailleurs caractéristique de notre temps que de voir des milieux décider de tout ce qui est important, du sort de l'humanité. »

« Vous ne croyez pas beaucoup en la jeunesse soviétique dont vous écrivez : « Les vents ont encore gardé un peu d'idéalisme. La jeunesse part des faits dans leur normalité. » Que pensez-vous de la jeunesse européenne ? »

« Je la connais mal, mais le peu que j'en ai vu m'a assez déçu, par une certaine incapacité à bien évaluer les enjeux de la civilisation et aussi une complaisance excessive à l'égard de formes de vie qui ne me sont que trop familières. Elle est souvent tentée par un mode de vie communiste, sans avoir conscience qu'elle en serait la première victime. »

« Il y a toujours deux tendances dans la jeunesse : l'une qui consiste à vouloir tous les trésors du monde sans en donner la peine, l'autre qui est de tout donner à la société sans en attendre la moindre récompense. J'aimerais bien me tromper, mais je crois que c'est la première qui prévaut ici. »

« Et ces jeunes qui refusent leur société, ses enlums, violence, drogues, terrorisme, qui font la « une » des journaux occidentaux ? »

« Je suis, moi aussi, un exclu, mais c'est parce que je voulais donner à la société et qu'elle n'a pas voulu de moi. Ceux dont vous me parlez sont ceux de la situation exactement inverse. La même est compliquée, car je la trouve, comme exclu, en compagnie de ces autres exclus qui ne me ressemblent en rien. Moi, je me bats pour l'observation de règles morales, pour des principes qui sont inverses de leurs objectifs à eux. Les terroristes se servent d'objets innocents, sans contre-dire pour autant leur principes moraux, alors que les miens m'interdisent absolument de porter la main sur qui n'est pas coupable. Je me bats contre la violence et je suis convaincu qu'il faut y résister plutôt que de penser que c'est la violence qui peut être le moyen de la résistance. »

« Bien sûr, cela pose de nombreuses questions auxquelles j'essaierai de répondre dans mes prochains livres. Ainsi, je ne suis pas hostile au principe de la vengeance, à condition qu'elle s'exerce uniquement contre la personne qui a été violée, qu'elle se tienne elle-même dans un cadre éthique. Par exemple, mon activité littéraire est une vengeance contre le régime stalinien et celui de Brejnev, mais c'est une vengeance qui reste éthique. »

« Vous vous déclarez partisan d'une approche scientifique de la réalité car « sinon, il faudrait souffrir pour les autres ». Si ce n'est ce partage de la souffrance et, par là, la volonté de la soulager, quelles sont vos motivations, quelle est votre raison d'être ? »

« Quand les gens me parlent de leurs motivations, je ne les crois jamais ! C'est vrai que j'en ai eu moi aussi, mais, très loin dans le passé, je les ai laissées. Quand j'étais un petit garçon en conflit avec la société soviétique, j'avais une cause : démasquer cette société. Depuis lors, quarante années ont passé : j'avais une vie bien compliquée. Je n'ai pu la poursuivre de la même manière, avec ces mêmes motivations. Elles ont donné une direction à ma vie et, depuis ce temps, j'ai suivi ce chemin, je l'ai assumé. »

« Plus tard, de nouvelles raisons de dire ou de faire sont apparues en moi, qui ont été d'exprimer dans mes livres, mes travaux scientifiques et mes tableaux, ce que je savais ou ce que je ressentais. Et, en un certain sens, tout est finalement devenu assez simple : j'utilise cette capacité de compréhension des êtres et des choses qui est la mienne. Comme je connais la société communiste et que je

me suis capable d'exprimer ce qu'elle est, je le fais. C'est tout simple : il y a des gens qui veulent bien m'écouter, et moi je veux leur raconter. »

« Vous avez parlé de la réalité soviétique comme d'un théâtre dont vous avez vous-même multiplié les tableaux et les dialogues. Selon vous, quelle est la pièce qui se joue dans l'Europe d'aujourd'hui ? Une tragédie de Shakespeare ? Une comédie ? Une farce burlesque ? »

« Les trois en même temps : des acteurs minables, qui ne valent rien, jouent une grande tragédie, à mal qu'on peut seulement en rire. Des incapables, des misérables qui ne méritent que des tomates. C'est d'ailleurs caractéristique de notre temps que de voir des milieux décider de tout ce qui est important, du sort de l'humanité. »

« Vous ne croyez pas beaucoup en la jeunesse soviétique dont vous écrivez : « Les vents ont encore gardé un peu d'idéalisme. La jeunesse part des faits dans leur normalité. » Que pensez-vous de la jeunesse européenne ? »

« Je la connais mal, mais le peu que j'en ai vu m'a assez déçu, par une certaine incapacité à bien évaluer les enjeux de la civilisation et aussi une complaisance excessive à l'égard de formes de vie qui ne me sont que trop familières. Elle est souvent tentée par un mode de vie communiste, sans avoir conscience qu'elle en serait la première victime. »

« Vous ne croyez pas beaucoup en la jeunesse soviétique dont vous écrivez : « Les vents ont encore gardé un peu d'idéalisme. La jeunesse part des faits dans leur normalité. » Que pensez-vous de la jeunesse européenne ? »

« Je la connais mal, mais le peu que j'en ai vu m'a assez déçu, par une certaine incapacité à bien évaluer les enjeux de la civilisation et aussi une complaisance excessive à l'égard de formes de vie qui ne me sont que trop familières. Elle est souvent tentée par un mode de vie communiste, sans avoir conscience qu'elle en serait la première victime. »

« Il y a toujours deux tendances dans la jeunesse : l'une qui consiste à vouloir tous les trésors du monde sans en donner la peine, l'autre qui est de tout donner à la société sans en attendre la moindre récompense. J'aimerais bien me tromper, mais je crois que c'est la première qui prévaut ici. »

« Et ces jeunes qui refusent leur société, ses enlums, violence, drogues, terrorisme, qui font la « une » des journaux occidentaux ? »

« Je suis, moi aussi, un exclu, mais c'est parce que je voulais donner à la société et qu'elle n'a pas voulu de moi. Ceux dont vous me parlez sont ceux de la situation exactement inverse. La même est compliquée, car je la trouve, comme exclu, en compagnie de ces autres exclus qui ne me ressemblent en rien. Moi, je me bats pour l'observation de règles morales, pour des principes qui sont inverses de leurs objectifs à eux. Les terroristes se servent d'objets innocents, sans contre-dire pour autant leur principes moraux, alors que les miens m'interdisent absolument de porter la main sur qui n'est pas coupable. Je me bats contre la violence et je suis convaincu qu'il faut y résister plutôt que de penser que c'est la violence qui peut être le moyen de la résistance. »

« Bien sûr, cela pose de nombreuses questions auxquelles j'essaierai de répondre dans mes prochains livres. Ainsi, je ne suis pas hostile au principe de la vengeance, à condition qu'elle s'exerce uniquement contre la personne qui a été violée, qu'elle se tienne elle-même dans un cadre éthique. Par exemple, mon activité littéraire est une vengeance contre le régime stalinien et celui de Brejnev, mais c'est une vengeance qui reste éthique. »

« Vous vous déclarez partisan d'une approche scientifique de la réalité car « sinon, il faudrait souffrir pour les autres ». Si ce n'est ce partage de la souffrance et, par là, la volonté de la soulager, quelles sont vos motivations, quelle est votre raison d'être ? »

« Quand les gens me parlent de leurs motivations, je ne les crois jamais ! C'est vrai que j'en ai eu moi aussi, mais, très loin dans le passé, je les ai laissées. Quand j'étais un petit garçon en conflit avec la société soviétique, j'avais une cause : démasquer cette société. Depuis lors, quarante années ont passé : j'avais une vie bien compliquée. Je n'ai pu la poursuivre de la même manière, avec ces mêmes motivations. Elles ont donné une direction à ma vie et, depuis ce temps, j'ai suivi ce chemin, je l'ai assumé. »

« Plus tard, de nouvelles raisons de dire ou de faire sont apparues en moi, qui ont été d'exprimer dans mes livres, mes travaux scientifiques et mes tableaux, ce que je savais ou ce que je ressentais. Et, en un certain sens, tout est finalement devenu assez simple : j'utilise cette capacité de compréhension des êtres et des choses qui est la mienne. Comme je connais la société communiste et que je

me suis capable d'exprimer ce qu'elle est, je le fais. C'est tout simple : il y a des gens qui veulent bien m'écouter, et moi je veux leur raconter. »

« Vous avez parlé de la réalité soviétique comme d'un théâtre dont vous avez vous-même multiplié les tableaux et les dialogues. Selon vous, quelle est la pièce qui se joue dans l'Europe d'aujourd'hui ? Une tragédie de Shakespeare ? Une comédie ? Une farce burlesque ? »

« Les trois en même temps : des acteurs minables, qui ne valent rien, jouent une grande tragédie, à mal qu'on peut seulement en rire. Des incapables, des misérables qui ne méritent que des tomates. C'est d'ailleurs caractéristique de notre temps que de voir des milieux décider de tout ce qui est important, du sort de l'humanité. »

« Vous ne croyez pas beaucoup en la jeunesse soviétique dont vous écrivez : « Les vents ont encore gardé un peu d'idéalisme. La jeunesse part des faits dans leur normalité. » Que pensez-vous de la jeunesse européenne ? »

« Je la connais mal, mais le peu que j'en ai vu m'a assez déçu, par une certaine incapacité à bien évaluer les enjeux de la civilisation et aussi une complaisance excessive à l'égard de formes de vie qui ne me sont que trop familières. Elle est souvent tentée par un mode de vie communiste, sans avoir conscience qu'elle en serait la première victime. »

« Et ces jeunes qui refusent leur société, ses enlums, violence, drogues, terrorisme, qui font la « une » des journaux occidentaux ? »

« Je suis, moi aussi, un exclu, mais c'est parce que je voulais donner à la société et qu'elle n'a pas voulu de moi. Ceux dont vous me parlez sont ceux de la situation exactement inverse. La même est compliquée, car je la trouve, comme exclu, en compagnie de ces autres exclus qui ne me ressemblent en rien. Moi, je me bats pour l'observation de règles morales, pour des principes qui sont inverses de leurs objectifs à eux. Les terroristes se servent d'objets innocents, sans contre-dire pour autant leur principes moraux, alors que les miens m'interdisent absolument de porter la main sur qui n'est pas coupable. Je me bats contre la violence et je suis convaincu qu'il faut y résister plutôt que de penser que c'est la violence qui peut être le moyen de la résistance. »

« Bien sûr, cela pose de nombreuses questions auxquelles j'essaierai de répondre dans mes prochains livres. Ainsi, je ne suis pas hostile au principe de la vengeance, à condition qu'elle s'exerce uniquement contre la personne qui a été violée, qu'elle se tienne elle-même dans un cadre éthique. Par exemple, mon activité littéraire est une vengeance contre le régime stalinien et celui de Brejnev, mais c'est une vengeance qui reste éthique. »

HISTOIRE

Scandale à la Maison Blanche

Le 2 août 1923, le président des États-Unis, Warren Gamaliel Harding meurt — officiellement — d'une indigestion. En fait, cet homme fatigué n'a pas survécu au scandale qui a secoué la Maison Blanche et où ses plus proches collaborateurs se trouvaient impliqués.

ROBERT MIGNER

Le scrutin de novembre 1920, l'élection présidentielle américaine, le républicain Warren Gamaliel Harding, avec la plus imposante majorité des années politiques des États-Unis d'alors, le candidat du Grand Old Party obtenait 61 % du suffrage populaire et rentrait à la Maison Blanche au collège électoral. Dégoûté de la Grande Guerre et de ses séquelles diplomatiques, sociales et psychologiques, les Américains avaient jeté leur dévolu sur ce modeste politicien de l'Ohio, qui avait été sa campagne électorale sur la promesse d'un « retour à la normale », après les années bouillonnantes de changements, caractéristiques du mouvement progressiste et de ses principaux témoins, Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson.

Idole de l'homme de la rue, incarnation vivante de la majorité silencieuse, passionné d'équité et de charité, Harding devait son ascension rapide à sa personnalité sympathique et joviale, à cette sorte de neutralité qu'il affichait devant les questions brûlantes de l'heure et aux manœuvres victorieuses d'organisations politiques, habiles à faire le sentiment populaire et à s'en saisir au profit de leur candidat. Le mandat présidentiel de Warren Gamaliel Harding allait cependant s'inscrire comme l'un des plus corrompus de l'histoire politique américaine.

Né le 2 novembre 1885 à Marion, une petite ville de l'Ohio rural, Warren Gamaliel Harding semble prédestiné à une carrière modeste, celle d'un local sans histoire. Fils de vétérinaire, il appartient à la classe moyenne, dont il partage les valeurs essentielles. Après ses études, on le retrouve enseignant quelques temps à l'école secondaire de Marion, emploi qu'il abandonnera après un premier semestre qu'il avait particulièrement éprouvé. Avec deux compères, l'ex-maître d'école fait l'acquisition du *Marion Star*, une petite feuille de comté au tirage plus que modeste et dont la réputation venait à faire. Rédacteur en chef, l'« *Harvard* » ne fait guère progresser son journal, et ses adversaires furieux que, durant son séjour au *Star*, il n'a jamais écrit une seule ligne susceptible d'être citée hors des frontières de l'Ohio. Un bien modeste début.

Eminence grise

Coup de chance, Harding fait alors connaissance de la fille du Crépus local, déjà divorcée d'un premier mari. Sa qualité de beau garçon et son sourire engageant — « *a million dollars smile* », disent les Américains de l'époque — ne le desservent pas, et, mariage morganatique, il l'épouse, sans perdre de temps. Cette rencontre s'avère la première chance importante dans la vie de Warren Gamaliel. Ambitieux pour deux, Mrs Harding décide que son mari fera carrière en politique. Ayant une bonne hérédité des affaires, elle gère consciencieusement le *Marion Star*, et persuade son époux de se faire élire à un quelconque poste local. Il y réussit, journal et fortune aidant, avec une relative facilité. C'est un Harding triomphant, gâté par cette première victoire électorale, qui prend fièrement possession de son siège d'« *elder* » membre du conseil municipal de Marion.

Dans les corridors de l'hôtel de ville, à rencontre alors Harry M. Daugherty, ex-hos politique de la ville et organisateur électoral brûlé, qui recherche désespérément un poulain dont il pourrait prendre en main la carrière et dont il deviendrait l'émule grise, comme cela se fait alors couramment. Harding et le caïque Daugherty deviennent rapidement d'inséparables amis, et, sans plus tarder, ce dernier décide d'organiser le *career* honorem du jeune politicien.

Première étape : Daugherty réussit à faire entrer Harding au Sénat de l'Ohio ; grâce à sa bonhomie, à son talent de joueur de cartes et à son habileté innée à esquiver les questions controversées et les débats fondamentaux, le nouveau sénateur s'installe au rang des personnages les plus estimés de la législature de l'Ohio. Pendant que Daugherty, s'occupant de tout, tire les ficelles, Harding sourit, prononce des discours stéréotypés lors de galas de charité ou de rencontres sportives intercollegiales, et surtout s'impose comme le partenaire incontournable des parties de poker des sénateurs. Aucun observateur ne s'émotionne lorsque Harding sera élu deux autres fois consécutives au Sénat de l'Ohio.

Un club très chic

Mais Mrs Harding et le *king-maker*, Daugherty, vont beaucoup plus loin, et plus haut. Le duo persuade Harding de se présenter d'abord comme gouverneur de l'État. Mauvais moment, et mauvaise organisation : l'ancien rédacteur en chef du *Marion Star* encaisse un cuisant échec, et, atterré, décide de retourner à sa petite vie popote où, loin des vicissitudes du combat politique, il pourrait s'adonner au golf et aux cartes, avec ses vieux copains. Mais Harry Daugherty n'est pas homme à laisser s'envoler ainsi un poulain de qualité : assignant la demeure des Harding à la dame de la maison, lui ouvre toutes les portes, il réussit à attirer Warren Gamaliel dans la campagne électorale pour l'un des sièges de l'Ohio au Sénat des États-Unis, dans la capitale fédérale. Cette fois, Daugherty orchestre une campagne impeccable, utilisant tout ce qu'il peut puiser dans sa vaste trousse de farces et astuces politiques, et son protégé se réveille sénateur des États-Unis.

Warren Gamaliel se sent immédiatement à l'aise dans ses nouvelles fonctions, et se fait rapidement beaucoup de nouveaux amis. Un de ses secrétaires raconte plus tard qu'il n'aurait pas particulièrement le travail de sénateur, mais qu'il adorait siéger au Sénat, qu'il considérait comme le club privé le plus sélect et le plus chic des États-Unis. Régulièrement absent lors des votes importants, il ne se fit pas d'ennemi, et son vide intérieur — il n'entendait rien, dit-on, à l'histoire, à l'économie et aux affaires internationales — passa pour de la neutralité.

Entre-temps, Harry Daugherty prépare l'avenir du sénateur de l'Ohio, hantant les couloirs du Congrès, et ne ratant jamais l'occasion de faire l'éloge de son protégé. En 1922, il s'arrange pour que Warren Gamaliel présente officiellement la candidature de William Howard Taft à la convention du parti républicain. Quatre ans plus tard, il arrache la nomination de son protégé comme président temporaire de la convention nationale du GOP. Il s'efforce de faire connaître le visage de Harding à tous les



HISTOIRE

Scandale la Maison Blanche

En 1923, le président des États-Unis Warren Gamaliel Harding meurt d'une indigestion. En fait, il a été surveillé par ses collaborateurs de la Maison Blanche et les collaborateurs de la Maison Blanche.

ROBERT MIGNER

Un millionnaire du pétrole, Jack Namm, alimenta généreusement la campagne électorale de Harding. Quant à Daugherty, dont l'étoile montait parallèlement à celle de son protégé, il pensait alors que quiconque ferait campagne contre l'héritage de Wilson, la Société des Nations et l'interventionisme, était un ennemi de son pays. Harding suivit à la lettre les instructions de son mentor et pulvérisa le candidat démocrate. Après sa victoire, une tradition politique américaine veut que Harding ait commenté : « Je me sens comme un homme qui possède deux huit et qui vient de tirer quatre as ! »

Parangon de conservatisme elle-même, l'administration du président Harding est fondamentalement conservatrice. On fait la chasse aux sorcières : c'est l'époque de la crise financière Sacco et Vanzetti — tout en ignorant la crise agricole de l'après-guerre, ainsi que les graves problèmes des ghettos urbains et de la classe ouvrière, autochtone ou immigrée. Harding donne le ton à la décennie du laissez-faire, le gouvernement des États-Unis se spécialisant dans la non-intervention et dans la confiance aveugle aux hommes d'affaires. En politique extérieure, les États-Unis s'isolent derrière un isolationisme inconscient au regard de leur nouveau statut de grande puissance internationale, reliant le testament politique du président Wilson.

Warren Gamaliel Harding s'environne toutefois d'un cabinet où les hommes de valeur ne sont point rares, les Wallace, Hoover, Mellon, Hughes et Weeks forment, selon tous les commentateurs politiques, une brochette de secrétaires d'État des plus compétents. Mais ces hommes n'exercent pratiquement aucune influence déterminante sur leur patron Harding, qui ne fait confiance qu'à ses vieux amis. En effet, Harry Daugherty a été récompensé par sa nomination à la justice, tandis qu'une autre éconduite du président, Albert B. Fall, a hérité du secrétariat à l'Intérieur. Les deux hommes de confiance de Warren Gamaliel Harding vont s'empreser de se préparer une riche retraite. Sur le dos des contribuables.

En 1920, Daugherty possède une fortune personnelle de 10 000 dollars et des dettes évaluées à 27 000 dollars. Trois ans plus tard son compte en banque, devenu obèse, contiendra plus de 75 000 dollars, Daugherty n'ayant plus un sou de dettes ! En 1923, il est aussi le détenteur de deux cents actions privilégiées d'une société d'aviation dont la cote à Wall Street a considérablement grimpé, grâce, notamment, à de lucratifs contrats du gouvernement des États-Unis. Malheureusement, tous les dossiers relatifs à cette affaire penchent vers une enquête sur les activités du secrétaire d'État.

Quant à Albert Fall, son ranch du Nouveau-Mexique croulant sous de lourdes hypothèques, le secrétaire à l'Intérieur entreprend, dès 1920, de remettre sa situation financière sur des bases plus solides. Usant de l'influence qu'il a auprès de Harding, Fall réussit à faire vendre, à un prix

échelons de la machine républicaine, et sans trop s'en rendre compte, Warren Gamaliel est maintenant au rang des pontes du parti du Big Business.

C'est lors de la convention de 1920 que les rêves de Harry Daugherty vont se réaliser. Les républicains sont alors profondément divisés entre deux candidats, Wood et Lowndes, de régions et d'idéologies différentes, voire irréconciliables. Les grosses légendes du parti se renouent à huis clos, vidant plusieurs bouteilles de bourbon dans une pièce qui pue le cigare de Virginie et, après des heures de concubinage, s'entendent sur un candidat qui, pour le moins, le dark horse, qui pourra rallier les deux tendances et battre le démocrate. Seul, l'inévitable Warren Gamaliel Harding pourra rencontrer les exigences des deux groupes, et c'est le sénateur de l'Ohio qu'on nomme candidat présidentiel républicain.

Un millionnaire du pétrole, Jack Namm, alimenta généreusement la campagne électorale de Harding. Quant à Daugherty, dont l'étoile montait parallèlement à celle de son protégé, il pensait alors que quiconque ferait campagne contre l'héritage de Wilson, la Société des Nations et l'interventionisme, était un ennemi de son pays. Harding suivit à la lettre les instructions de son mentor et pulvérisa le candidat démocrate. Après sa victoire, une tradition politique américaine veut que Harding ait commenté : « Je me sens comme un homme qui possède deux huit et qui vient de tirer quatre as ! »

Parangon de conservatisme elle-même, l'administration du président Harding est fondamentalement conservatrice. On fait la chasse aux sorcières : c'est l'époque de la crise financière Sacco et Vanzetti — tout en ignorant la crise agricole de l'après-guerre, ainsi que les graves problèmes des ghettos urbains et de la classe ouvrière, autochtone ou immigrée. Harding donne le ton à la décennie du laissez-faire, le gouvernement des États-Unis se spécialisant dans la non-intervention et dans la confiance aveugle aux hommes d'affaires. En politique extérieure, les États-Unis s'isolent derrière un isolationisme inconscient au regard de leur nouveau statut de grande puissance internationale, reliant le testament politique du président Wilson.

Le gang de l'Ohio

Warren Gamaliel Harding s'environne toutefois d'un cabinet où les hommes de valeur ne sont point rares, les Wallace, Hoover, Mellon, Hughes et Weeks forment, selon tous les commentateurs politiques, une brochette de secrétaires d'État des plus compétents. Mais ces hommes n'exercent pratiquement aucune influence déterminante sur leur patron Harding, qui ne fait confiance qu'à ses vieux amis. En effet, Harry Daugherty a été récompensé par sa nomination à la justice, tandis qu'une autre éconduite du président, Albert B. Fall, a hérité du secrétariat à l'Intérieur. Les deux hommes de confiance de Warren Gamaliel Harding vont s'empreser de se préparer une riche retraite. Sur le dos des contribuables.

En 1920, Daugherty possède une fortune personnelle de 10 000 dollars et des dettes évaluées à 27 000 dollars. Trois ans plus tard son compte en banque, devenu obèse, contiendra plus de 75 000 dollars, Daugherty n'ayant plus un sou de dettes ! En 1923, il est aussi le détenteur de deux cents actions privilégiées d'une société d'aviation dont la cote à Wall Street a considérablement grimpé, grâce, notamment, à de lucratifs contrats du gouvernement des États-Unis. Malheureusement, tous les dossiers relatifs à cette affaire penchent vers une enquête sur les activités du secrétaire d'État.

Quant à Albert Fall, son ranch du Nouveau-Mexique croulant sous de lourdes hypothèques, le secrétaire à l'Intérieur entreprend, dès 1920, de remettre sa situation financière sur des bases plus solides. Usant de l'influence qu'il a auprès de Harding, Fall réussit à faire vendre, à un prix



ROGER TWEED

bien en deçà de leur valeur réelle, des terrains bitumineux, propriété de l'État fédéral, à une société de pétrole amie. On estime que Fall s'est enrichi de plus de 300 000 dollars à la suite de cette transaction frauduleuse que les contemporains ont baptisée le « Capot Dome Scandal ». Après deux ans de loyaux services de ce genre, Albert Fall démissionnera pour se consacrer à l'élevage du bétail sur sa magnifique ferme du Sud-Ouest, désormais libérée de ses vieilles hypothèques, et considérablement agrandie.

Un autre ami intime du président Harding, Charles Forbes, se voit offrir, dès les premiers jours de la nouvelle administration républicaine, plusieurs postes intéressants dans l'entourage immédiat du chef de l'exécutif. Forbes opéra finalement pour la direction du Bureau des vétérans. En très peu de temps, et avec un salaire annuel n'excédant pas les 10 000 dollars, le nouveau directeur devient l'un des personnages les plus en vue de la haute société de Washington. Les soirées qu'il donne étonnent toutes les mœurs de la capitale qui n'en reviennent pas de ces fastes et excentricités.

A cette époque, les entrepôts du Bureau des Vétérans regorgent — legs de la guerre et de la surproduction que le conflit mondial avait entraînés — de produits pharmaceutiques, dont tous les hôpitaux américains avaient désespérément besoin. Lorsqu'ils étaient avariés, ces produits pouvaient être vendus sur le premier ordre du directeur, en l'occurrence Charles Forbes. Cet homme fit vendre à des comparées des wagons entiers de bandages, draps, aspirine, béquilles, tranquillisants, onguents et baumes, médicaments usuels de toutes sortes, le tout en excellent état, à des prix ridiculement bas. Un journaliste, qui suivit l'affaire de près, avança le chiffre de 200 millions de dollars, comme pertes nettes de l'État américain dans ces transactions.

D'autres copains de Harding surent profiter de cette opportunité amitiés présidentielle. Jess Smith, un subalterne de Daugherty au département de la justice, devint l'homme à contacter pour quiconque désirait obtenir des faveurs gouvernementales

en échange d'argent liquide. Smith devint la cheville ouvrière de la vénalité des emplois et des contrats de l'administration Harding, tout lui passant entre les mains. Il fredonnait constamment, racontant les vieux journaux, une chanson à succès de l'époque : « Good, good ! How the money rolls in ! », et cet étrange citoyen était considéré comme le chef incontesté du « gang de l'Ohio », une camarilla de politiciens mineurs et d'organismes de second ordre de l'administration de Harding. Mais le président resta désespérément incrédule. Il refuse d'accorder la moindre foi aux affirmations des journalistes et des congressistes qu'il range tout de go parmi ses adversaires politiques. Au printemps 1923, Warren Gamaliel Harding est pratique-

Suicides

Cette coterie tenait une maison mi-closée, mi-ouverte dans un quartier très fréquenté de la capitale et, grâce à l'influence de Smith au département de la justice, on y voyait chaque semaine un défilé de camions que des équipes d'agents déclaraient de leurs caisses remplies de boissons alcoolisées et de spiritueux, cela, en pleine époque prohibitionniste. Cette Ohio House devint rapidement le lieu de rendez-vous des intrigants de bas étage, des requins de la politique, et des hommes d'affaires véreux.

Warren Gamaliel Harding n'est pas la clé de voûte de cette malhonnêteté érigée en système. Les documents et les témoignages des contemporains sont formels à ce sujet. Le président a entièrement confiance dans ses amis, et, pendant trois ans, il ne les a jamais soupçonnés de quoi que ce soit. En janvier 1923, Harding doit plus de 100 000 dollars à ses courtiers, et il n'a jamais songé à profiter de sa position présidentielle pour encaisser quelque commission ou ristourne illégale. L'homme n'est au courant de rien, ses amis filtrent toutes les informations qui risqueraient de les compromettre.

A la fin de 1922, un proche du président, le général Sawyer, un militaire honnête, et même la propre sœur de Harding, se risquent à l'informer des rumeurs qui circulent selon lesquelles la Maison Blanche ressemblerait de plus en plus à la caverne des quarante voleurs. Pour Harding, tout cela n'est que menteries, et, horrifié, le président traitera

ses deux informateurs de vils calomniateurs.

Au début de 1923, la vérité commence à apparaître. Des reporters intrigués par les extravagances du gang de l'Ohio entreprennent des enquêtes poussées sur les activités des principaux collaborateurs de Harding. Au Congrès, des comités décident de faire toute la lumière sur ces rumeurs persistantes de corruption. Les journaux publient à la une des articles percutants sur les scandales de l'administration de Harding. Mais le président reste désespérément incrédule. Il refuse d'accorder la moindre foi aux affirmations des journalistes et des congressistes qu'il range tout de go parmi ses adversaires politiques. Au printemps 1923, Warren Gamaliel Harding est pratique-

ment inconscient de la réalité qui l'entoure.

Charles Forbes, qui craint de se faire prendre à la suite de révélations compromettantes sur son compte et à propos de ses pratiques au Bureau des vétérans, démissionne brusquement et s'enfuit en Europe. Grave-ment compromis, son conseil légal se tire une balle dans la tête. Le président s'écroule : ses amis, ses buddies, ceux qu'il aimait tant, l'auraient-ils trahi ? Pour en avoir le cœur net, il convoque Jess Smith à son bureau. Accusé au pied du mur par un Harding cramolé de colère et d'indignation, le chef du gang de l'Ohio dévèle le pot aux roses et le président des États-Unis lui annonce qu'il sera arrêté dès le lendemain matin. Durant la nuit, Smith imitera l'aveu de Forbes, se brûlant la cervelle avec un fusil de chasse. Deux suicides en un mois... L'affaire continue de s'envenimer.

En ce début d'été 1923, Warren Gamaliel Harding prend enfin conscience qu'il a cautionné, pendant trois ans, les escroqueries d'individus sans scrupules dont la seule ambition a été de faire rapidement for-

ment à San-Francisco, où Warren Gamaliel Harding mourut quelques heures plus tard, entouré de médecins impuissants dans la soirée du 2 août 1923, officiellement d'une indigestion aiguë.

Condamnations

Il fallut plusieurs mois pour que le peuple américain apprenne toute la vérité sur la pourriture du régime Harding. Aux enquêtes du Congrès succédèrent les poursuites judiciaires. Charles Forbes et Albert Fall, accablés par le fardeau des preuves, se retrouvèrent derrière les barreaux, où ils furent rapidement relâchés par plusieurs de leurs proches collaborateurs, tels Thomas Miller, Clifton Means et Harry Sinclair. La justice s'avéra incapable de prouver la culpabilité de Harry Daugherty, qui avait pris soin d'éliminer tous les documents susceptibles de lui nuire.

Deux autres membres du cabinet Harding virent leur réputation détruite par les résultats des enquêtes : le secrétaire à la marine, Denby, fut démissionné à la suite de révélations prouvant sa désastreuse incompétence, tandis que le Postmaster général Will Hays, accusé d'avoir encaissé des fonds illégaux au nom du parti républicain, fut condamné à la prison. Après la mort de Harding, le gang de l'Ohio se démantela rapidement et s'éparpilla pour toujours de la capitale fédérale. Un membre actif du gang, Jess Mortimer, compromis lui aussi, se suicida avec une arme à feu.

Les condamnations eurent lieu des mois après le décès de Harding ; et son successeur, Calvin Coolidge, un austère puritain de la Nouvelle-Angleterre à l'honnêteté et à la moralité indiscutables, réussit à faire oublier les irrégularités de l'administration précédente. Mais les révélations des sénateurs, des représentants, et de la presse surtout — ce nouveau pouvoir — suivies des enquêtes et des condamnations, avaient alerté l'opinion publique, qui réalisa que le président des États-Unis n'était pas à l'abri de collaborateurs capotés et téméraires. Pendant quelque temps, le slogan de « retour à la normale » fut identifié à « la corruption et à l'abus de pouvoir ». Toutefois, les Américains des années 20 traversèrent une période excitante durant laquelle la révélation et le succès semblaient à la portée de toutes les mains. La décadence de la « grande abondance », de la radio, du cinéma muet, du jazz, de l'aviation et de ses pilotes intrépides, du charleston, des comités, et de la spéculation boursière effrénée, n'était guère propice à une remise en question des institutions politiques américaines.

* Pour en savoir davantage sur les années 20 américaines, le lecteur se référera à l'ouvrage classique de John D. Hicks, *Republican Ascendancy, 1921-1923* (New-York : Harper & Row, 1960). Il pourra aussi lire William L. Leuchtenow, *The Perils of Prosperity, 1914-1933* (Chicago : The University of Chicago Press, 1968). Sur un ton plus léger, le livre de ce mémoriste Frederick Lewis Allen, *Only Yesterday. An Informal History of the 1920's* (New-York : Harper & Row, 1954) ; et pour connaître l'époque à travers le prisme d'un journaliste résident : Howard Zahn, *La Guardia in Congress. A Study of a Legislative Career* (New York : The Progressive and New Deal Era (Boston : Norton, 1959)).

l'agenda du week-end

Artisans

Artisan spécialiste rénovation et transformation d'appartements.
Téléphone : 322-49-23 PERIC.

Caravanes

A VOIRE MOONSHINE ASTRAL
300 m2 de parc résiduel Châteauneuf
en-Brie, près de Meaux. M. Les
mignons, 1, 556-75-20 14 et 15
Tél. : 72-75-37 après 14 heures.

Cours

Le cours TITRE-LIVE
à CHATOU (S. M. R.E.R.)
Inscriptions pour la
réunion 1980, au second,
première, terminales A.C. et D.
Rattrapage MATHS PHYSIQUE
niveau 1 et 2 mercredi.
T. 923-57-39, 361-47-55 14 à 20 h.

Collections

URGENT VENDS COLLECTION
IVOIRES et JADES sculptées
dont 20 pièces très importantes
Ecr. n° 2.072 « Le Monde » Pub
5, r. des Italiens, 7547 Paris-P.

Déménagements

DÉMÉNAGEMENTS
FID, 3, rue René
Boulogne,
PARIS-16. Tél. : 285-63-69.
Toute la France par la route.

Diamants

Etablissement financier JEU
vend diamants, investissements
à carat à partir de 50.000 F.
4, r. du Faubourg, 770-76-67.

Faïences anglaises

Sec. choix PE INTERESSANT
revend d'écritures anglaises.
BRITISH, REJECT, S.O.P. 2, r.
F. Pontard, Paris-16. 285-84-92.

Maisons de retraite

RESIDENCE DU PARC
Ermenonville (Oise)
40 km Paris (autoroute Nord).
Séjour, soins assurés.
Cadre agréable, ambiance familière,
115 F par jour 10 repas.
Chambres particulières tout confort.
TEL. : (4) 454-00-32.

Philosophie

Le Centre Eurjett-Ouspensky
est ouvert.
TEL. : 434-41-69.

Troisième âge

VOIRE TROISIEME AGE
dans un château historique
à 40 km Paris, autoroute Nord
Château d'Ermenonville (Oise).
Chambres confortables.
Pension à court ou long terme :
vacances, retraite,
repos, convalescence.
A partir de 150 F/jour T.T.C.
6440 ERMENONVILLE.
Tél. : (4) 454-01-57 et 454-00-26.

Travaux à façon

ENTREPRISE. Sérénité, rétro-
travaux effectués rapidement et
travaux peinture, décoration, coordi-
nation tous corps d'état. Devis
gratuits. T. 34-47-44 et 193-30-42.

Vêtements

RETRO MOD MASCULIN
PRET-à-PORTER un grand choix
pour toute une gamme de prix.
7, r. Clignancourt 75018 Paris.
T. 066-13-65. M. B. Rochecourt.

VACANCES - TOURISME - LOISIRS

Mer - Montagne - Campagne

VACANCES VERTES EN CHARENTE

Séjour au choix
— en gîte rural de 400 à 600 F la semaine ;
— en hôtel, à la campagne, en demi-pension.
A THÉMER
— à thème, artisanal, éducation, pêche et sports-
tourisme.
Loisirs - Accueil Charente
Place Bonillard, 18000 ANGOULÊME
Tél. : (45) 62-54-43, postes 35 et 36.

SABLES D'OOLONE

Locations gîtes.
Agence des Présidents, B.P. 152.
TEL. : (51) 32-13-19.

PASSEZ 86 merveilleux

vacances sur la côte variée à St-Croix-
Laque. Plage, soleil, animat.
Brochure s.d.m. Syndicat de
l'écotourisme, 8200 Saint-Croix-
Laque, Côte d'Azur varoise.

CAROURS

propr. plage dans
parc 700 m2, 700 F.
sept. 1980 F. Tél. : 726-73-80.

LOUÉ A LA SEMAINE

gîte rural, 5 personnes, confort.
Libre Pêche, mais, lun. sept.
et octobre. Rémy LACROIX,
Laverde-Vienne
19120 Saugé-sur-Dordogne.
TEL. : (55) 91-10-91.

PROV. LUBERON-VENTOUX

gîte rural, 5 personnes, confort.
Libre Pêche, mais, lun. sept.
et octobre. Rémy LACROIX,
Laverde-Vienne
19120 Saugé-sur-Dordogne.
TEL. : (55) 91-10-91.

CINÉMA

Quatre films de l'incertain

CHRISTIAN DESCAMPS

QUATRE films récents, divers, différents les uns des autres, disent — peut-être — la crise des scénarios, l'impossibilité — moderne — de raconter des histoires : *Apocalypse now*, 1971, *Pipiscododo*, *Simone Barès*...

Rien de commun, en apparence, et pourtant on peut les voir, les lire dans n'importe quel sens, rentrer au milieu de la projection, raconter leurs événements dans n'importe quel ordre.

Car ces films sont faits de scènes dont l'unité ne renvoie pas tant au tout du film qu'à des rythmes qui sont quasiment ceux du court métrage. On peut regarder ces fragments pour eux-mêmes, s'immerger dans un film, détacher une partie du tout. Alors donc faire la même chose dans un film d'Hitchcock, de Lang ou de Eisenstein... Et si — comme on le dit un peu partout — le cinéma reflète quelque chose, ces films — là recourent peut-être l'impossibilité actuelle de raconter une épopée, une grande histoire, qui linéarise ou cyclique, trait, péripétie après péripétie, d'un début vers une fin.

Apocalypse d'abord. Ici on ne raconte pas la guerre du Vietnam, mais une quête singulière. Un voyageur, qui s'appelle le capitaine Willard, quitte Saigon pour remonter le fleuve jusqu'au temple où il ira retrouver et tuer le colonel Kurtz, qui tout au fond de la jungle mène sa propre guerre. Au cours de ce périple, il ne cessera de rencontrer des gens qui mènent chacun leur propre bataille. Un dérivant colosse de cavalerie — elle est aujourd'hui héloportée — détruit un village vietnamien au son de la chevauchée des Walkyries, juste pour faire du surf. Cette scène, qui n'a pas grand-chose à voir avec l'histoire principale, fait dériver la quête. Elle devient soudain hyper-réelle et, à ce moment-là, l'on oublie tout le reste.

Puis loin, sur le fleuve, une autre scène montrera un pont éclairé de guirlandes de Noël aux effets psychédéliques et tout cela fait une guerre hyper-réelle, tout comme le parachutage de bombes qui — théâtre dans le théâtre — va dériver dans le théâtre de ces opérations de ce Vietnam-là.

Jamais le récit global — le scénario — ne nous rapproche d'une géographie ou d'une politique engagée, on hérite de *Copolla* — qui par sa masse anticipe *Brando* — même lui aussi ses propres opérations, ses petites guerres personnelles dans ces fabuleux décors, tous reconstruits puis tous brûlés, dans « son » Vietnam hollywoodien. Il se met d'ailleurs en scène comme reporter en train de diriger un combat pour le compte d'une chaîne de télévision. Il n'y a pas ici de progression mais des scènes qui, toutes intenses, dérivent la quête. A la fin, quand le héros retrouve le colonel Kurtz, il rencontre aussi et surtout un mythe hollywoodien. Mais de ce mythe, *Copolla* ne sait trop que faire. Dans la version présentée à Cannes, le capitaine prenait la place de *Brando*; à la sortie du film à Paris, il s'en retourne. Au fond, peu importe. Car tout flotte.

Dérision

Ce flottement-là, nous le retrouvons dans le 1941 de Steven Spielberg, l'auteur des *Dents de la mer*. Là aussi une idée simple.

Peu après Pearl-Harbor, un sous-marin japonais menace de détruire Hollywood, l'industrie du rêve. Dans *Apocalypse*, il fallait remonter loin pour rechercher la vedette disparue; ici ce sont toutes les stars qui risquent de disparaître. Mais pas d'effort, c'est pour cela, car tout est comédie, farce, dérision forte. L'auteur de *Rencontres du troisième type* ne s'embarrasse guère de finesse; il aime à se caricaturer, usant pour cela d'effets spéciaux, mêlés d'un zeste d'*Hel-spyopin* et de Branquignols

revus par les frères Marx. Loin de recycler des mythes, cette fresque burlesque chante la dérision à blanc. Au début, Spielberg cite ses propres *Dents de la mer*.

Au matin, une fille nue court sur une plage de Californie. Elle plonge, crawl; on attend les fameux requins qui ont fait le tour du monde. Et puis soudain, tout à trac, voilà le périscope d'un sous-marin japonais qui recueille ce corps féminin hors de l'élément marin. A l'intérieur du bateau, personne ne se rend compte de rien. Et pourtant ce bateau est surpléié! A l'intérieur, l'on y rencontre Toshio Mifune, l'immense vedette japonaise, et surtout Christopher Lee, le Dracula de tous les cinéphiles, masqué cette fois en officier nazi. Et les dizaines de petits réels, plus ou moins réussis, enchaînent. Plus loin, une jeune et belle nymphomane en port-jarretelles s'accroche au plaisir que dans les érotiques fuselages des bombardiers. Plus loin encore, un général en chef, qui — tout comme *Brando* — a l'air, lui aussi, de jouer à la guerre, passe son temps à s'émouvoir pendant les attaques, devant le splendide Dumbo de Walt Disney. Tout cela n'a aucune unité, navigue au hasard comme le pilote, qui lui aussi joue à sa petite guerre et — ô miracle des effets spéciaux — traverse Los Angeles en rase-mottes pendant un fabuleux concours de jeter.

Ces scènes, éclatées, sans règle, relèvent plus de la fantaisie que d'une construction rigoureuse. Ah! comme le jetturage de 1980 est loin de celui des années 40! Comme la guerre impossible peut faire rire aujourd'hui! Le cinéma hollywoodien se mettrait-il à pratiquer lui aussi l'art des collages surréalistes si cher au *Chien Andalou*?

Jeu de cartes

On est là très loin de bien des films européens. Ainsi le *Marriage de Maria Braun* de Fassbinder ou le *Règne de Naples* de Schröder ou le *Tambour* racontent eux de petites histoires qui sont intégrées dans la grande histoire, elle, n'est pas interchangeable. *Maria Braun*, c'est l'aventure d'une femme; mais cette ascension, c'est aussi celle du miracle allemand. Cette femme qui s'enrichit, tout comme son pays, avait épousé l'homme de sa vie sous le portrait d'Hitler, sous les bombes U.S. Et ce mariage, toujours absent, sur le front puis en prison, est une ombre. Et cette Pénélope, avec la guépière en guise d'uniforme, va, en construisant sa vie et sa maison, patiemment édifier une vie qui à la fin va exploser. Mais si elle explose dans les années 70, c'est quelle c'était la dernière année auparavant. L'histoire se délite, ne flotte pas.

Dans le *Règne de Naples* aussi, la femme, Vittoria, naît en 1944 lors de l'entrée des Alliés à Naples. Et quand elle passe du rang de petite fille pauvre à celui d'hôtesse de l'air, elle aussi traverse l'histoire de l'Italie, celle du parti communiste, de la grande politique, tout comme celle du marché noir et de l'occupation. Ces deux films-là sont ancrés, même s'ils usent de procédés brechtliens; ils ont une consistance classique, historique, ils lient les individus et la politique, l'histoire et le domestique. Mais il serait trop simple d'opposer ainsi la vieille Europe à une flottaion américaine.

Car Ferrari, dans *Pipiscododo*, part lui aussi d'un scénario très mince. Un maître d'école maternelle s'prend d'un enfant autiste. Il rencontre une dame et ensemble, un peu par hasard, ils font un enfant. Renvoyé de l'école pour avoir promené ses bambins dans l'usine où travaillent leurs parents, il émigre en Sardaigne et là, pendant l'occupation allemande, la mère, l'autiste prononcera son premier mot. Ces fragments, ces gros symboles de résurrection, n'organisent pas vraiment un contenu.

Tout comme dans les grandes machines américaines, les scènes peuvent s'inverser, et toutes, sauf peut-être la scène finale, peuvent se lire et se lire dans n'importe quel sens. L'art de Ferrari ne raconte rien, et il serait vain de vouloir chercher ici du sens-signification ou du sens-direction. Ce monde très fragile, avec ses tétards qui deviennent grenouilles, c'est plus celui des embryons de langage que celui d'un langage organisé. Et ce désordre est peut-être effet de modernité.

Effet qu'on retrouve dans *Simone Barès* ou la *Vertu* de Marie-Claude Treillou. Là aussi trois scènes ne sont reliées entre elles par aucune progression. Elles sont par art de filmer des instantanés prélevés sur un temps irrépressible, le temps de la nuit. D'abord, le hall d'une salle de cinéma pornographique où l'héroïne est ouverte. Ici une inversion: les spectateurs deviennent personnages. Puis l'ouvrière s'en va retrouver son amie dans une boîte de nuit d'homosexuels. Elle attend au bar. La fiction se fait documentaire. La caméra traîne, éclaire des morceaux de nuit. Enfin l'héroïne sort, et rencontre un monsieur d'un certain âge qui « drague » dans la rue. Mais c'est elle qui prend le volant et qui, en partant inverse les rapports. Le dragueur, dragué, prend alors une allure métaphysique. C'est elle qui se reconduit, et tout cela se passe dans une atmosphère de nuit et de petit matin, qui fabrique un univers parallèle. Ici, partout de petites différences: le hall du cinéma pornographique à la place de la salle, la fille homosexuelle qui échange les rôles, le dragueur dragué. Chaque scène inverse subtilement les signes et toutes les scènes, loin de s'organiser entre elles, ont une totale autonomie.

Ces cinémas-là, celui des gros symboles de Ferrari, de Coppola ou de Spielberg, tout comme celui des petites touches de M.-C. Treillou semblent avoir en commun de ne plus croire à l'utilisation des symboles. Le mode rétro avait prétendu recycler des croyances, réunifier une référence historique. Ces films seraient des productions de l'époque de la télévision. On peut les voir comme des films permanents, non pas au sens où la permanence serait l'éternité, mais au sens où ils ne cessent, on l'on peut entrer et sortir de n'importe quel moment. Leur aspect contemporain relève d'un doute profond à l'égard de l'ordre, de l'organisation des récits. Ces histoires, toutes coupées en séquences, peuvent être, comme un jeu de cartes, hétéroclites et rebattues dans tous les sens. La cohérence se distribue au hasard objectif et les scènes rochent entre elles. Cette désorganisation-là, parfois très rigoureuse est à 1000 lieues des horlogeries à bien réglées du cinéma classique. Au lieu de refaire ou de déformer, ces films contemporains disent la vigueur de petites scènes, sages ou folles. L'histoire a perdu sa référence masculine; très riche ou très pauvre, le cinéma vise à emprunter des chemins de travers, à musarder dans l'esthétique de l'incertain.

PORTO DIEZ

Mis en bouteille au Portugal.



CROVETTO CARMONA
229 rue St Honoré - 75001 Paris

LETTRES

Les soirées de Médan

JACQUES CELLARD

Il y a dans notre répertoire culturel deux Ariéennes de taille: deux œuvres toujours évoquées et jamais vues. L'une est le *Dictionnaire de l'Académie*, l'autre les *Soirées de Médan*. Touchées, celles-ci, on chercherait en vain dans nos histoires de la littérature autre chose que quelques mots négligents. Des trois mentions hâtives qu'en fait l'*Histoire littéraire de la France* (en onze volumes cependant, et remarquable à bien d'autres titres), deux rappellent l'inévitable *Boule-de-Souff*, la troisième fait allusion à l'*Attaque du moulin*, de Zola, qui ouvre le recueil (1).

Pour le reste, rien. Combien de lettrés de chez nous, fussent-ils agrégés de lettres, peuvent en nommer les six auteurs? Maupassant et Zola, c'est bien le moins; Huysmans, c'est déjà la réponse à 1000 francs. Mais Alexis, Céard, Hennique?

Le recueil lui-même est une rareté. On voit de temps à autre passer dans les ventes l'un des exemplaires de 1880 ou 1889, parfois de l'édition du cinquantième de 1930. Ils valent, selon leur état, leur reliure, de 600 francs à 1500 francs. Mais, alors que depuis deux ou trois ans s'accumulent les rééditions sans grand intérêt, il ne s'est pas trouvé un éditeur pour penser à celle-ci, pas un universitaire pour la suggérer, pas une de nos autorités culturelles pour l'encourager.

Attribuons ces oublis étonnants à l'ignorance et non à la mauvaise volonté, et n'en parlons plus. Il est encore temps d'entreprendre, pour l'année du centenaire, qui est aussi celle du patrimoine, l'édition critique des *Soirées de Médan*, qui s'impose. A l'exception de ceux de L. Hennique et peut-être d'un ou deux autres (mais pour très peu de temps) d'Henry Céard, les textes sont dans le domaine public, et l'on veut croire qu'en une telle occasion les organismes compétents ne marchanderaient pas trop leur concours.

De vieux routiers

Les *Soirées de Médan* ont été achevées d'imprimer dans les derniers jours de mars 1880. Le 12 avril, les six auteurs, qui étaient chez leur éditeur pour la corvée des dédicaces collectives: le 14, le livre est présenté à des amis et sans doute à quelques libraires; il est annoncé le 17 par le *Journal de la Librairie*; le même jour paraît, dans la *Gazette*, l'article de lancement de Maupassant, vraisemblablement croché: le 25, c'est le *Figaro* qui en commence la publication dans son supplément littéraire; de sorte que la date extrême à retenir pour la mise en vente au public est le 1^{er} mai (2).

Le livre s'est fait dans une certaine hâte. Son premier projet, celui d'un roman collectif, paraît naître dans les journées de l'été 1879, à Médan, bien sûr, peut-être avec la collaboration de Gustave Charpentier, l'éditeur devenu un an, dont le nom est inséparable de cette aventure.

Est-ce à ce roman, ou un peu plus tard au recueil, que Huysmans propose de donner pour titre l'*Invasion comique*? La suggestion n'a guère grincé: établit en tout cas que le ton et le thème de l'œuvre sont déjà arrêtés entre les « Messieurs Zola ». A l'idée d'un roman collectif, qui n'aurait jamais vu le jour, succède heureusement celle d'un recueil, dont le principe est certainement acquis à la fin de l'été 1879.

Il faut faire assez vite. Pour des raisons communales (3), et probablement pour des raisons politiques que nous dirons. Zola, Huysmans et Céard donneront donc chacun une nouvelle déjà publiée ailleurs, mais plus ou moins confidentiellement. Nous ne saurions dire si Léon Hennique et Paul Alexis avaient alors « quelque chose » de presque prêt sous la main. Mais ce sont déjà, en 1879, de vieux routiers de la littérature, et la rédaction sur commande d'une nouvelle ne pouvait les prendre au dépourvu. Celle de Léon Hennique, *L'Affaire du Grand T*, est d'ailleurs un chef-d'œuvre, qui n'est en rien inférieur à *Boule-de-Souff*.

Sans être absolument un débutant, Guy de Maupassant en fait figure dans le groupe, en même temps que le fils de Flaubert. Il n'a encore à son actif que quelques œuvres sans intérêt, et cependant cinq nouvelles (3), dont l'une (*Le Mariage du lieutenant Lardi*) n'est pas sans annoncer *Boule-de-Souff* sur le mode rose et mineur.

Tirage au sort

Quel qu'il en soit, les six auteurs (ou peut-être cinq; il y a doute pour Léon Hennique) sont de nouveau à Médan, le 21 décembre. Il est très probable qu'ils « bouillent » alors le manuscrit qu'attend Charpentier. Il y aura peu de corrections sur épreuves; essentiellement celles que Flaubert avait conseillées à Maupassant.

Le titre retenu est volontairement neutre. Rien de plus banal que des « Soirées », et de plus rassurant. Quant à « Médan », dont l'orthographe normale est d'ailleurs *Médan*, comme dans *Méhus*, le nom ne dit rien à l'époque au grand public, et assez peu à un public averti.

Il va de soi que la nouvelle de Zola ouvrira le recueil. L'ordre du reste sera établi par un tirage au sort. On peut regretter, après coup, que le « collectif » de Médan n'ait pas imaginé ou retenu une solution plus littéraire: celle, par exemple, qui eût fait succéder les six nouvelles dans un ordre chronologique, en commençant par le *Sac au dos*, de Huysmans, qui est une sorte de *flexus* du début de la guerre de 1870, et en fermant sur l'*Après-Bataille*, d'Alexis, ou, mieux encore, sur *Boule-de-Souff*, qui marque symboliquement le retour à l'ordre bourgeois de la capitulation, de la collaboration sournoise avec l'ennemi et du profit retourné.

Le sort en décide autrement, et de façon peu hasardeuse! Maupassant arrive premier (c'est-à-dire second derrière Zola) précède Huysmans. C'est, dans l'ordre même de leur gloire d'aujourd'hui, le tiré gagnant. Suivent dans un second tirage, et là encore dans un ordre satisfaisant pour la postérité, Céard, Hennique et Alexis.

Avec ses quarante ans, Zola est l'aîné du groupe. De peu par l'âge: des cinq autres, le plus jeune est Hennique (vingt-huit ans), le moins jeune, Alexis (trente-trois ans). De beaucoup par la notoriété, immense et contestée, qui l'a apporté l'*Assommoir* trois ans plus tôt. Il est, presque riche, et plutôt nouveau riche. Cette aisance, Médan à deux heures de Paris et au bord de l'eau, et la belle cuisine de Mme Zola, lui permettent du moins de traiter en maître et en ami le petit groupe qui s'est constitué autour de lui au fil des ans, grâce en particulier à l'entregent de Paul Alexis, le plus ancien, le plus fidèle et aussi le plus obéissant des disciples: un groupe qui, depuis 1876-1877, apparaît bien comme une bande « de pores », précise une feuille satirique.

Nous ne dirons rien des trois grands, et pour cause. Mais deux romans de P. Alexis (*La Fête de Lucie Pellegrin* et *Les Femmes du père Lefèvre*), deux aussi de L. Hennique (*Mimie Brardon* et *Les Hauts Faits de M. de Pont-Blanc*) et surtout les *Terrains à vendre* au bord de la mer, d'Henry Céard, mériteraient d'être réédités et relus.

Sottise de la guerre

Pourquoi les *Soirées*? Egalité d'âge, de talent, parfaite entente, commune admiration pour Zola, le tout cimenté par quelques années de rencontres fréquentes et le désir de manifester avec éclat leur solidarité de « naturalistes »: autant de raisons sérieuses de vouloir ce recueil collectif, si l'on y ajoute que les cinq Zola, mis hors cause, sont aussi, et on le leur reproche assez à l'époque, ce que nous appellerions des « jeunes loups » de la littérature. Les deux longues, les veulent en vivre le plus tôt et le mieux possible, comme en vit le maître.

La publication d'un recueil

collectif allait évidemment dans le sens de leurs intérêts à tous, y compris celui de Zola. Qui en eut l'idée? On ne sait trop. Hennique? Maupassant? Alexis? En tout cas, pas Zola lui-même. Ce n'est d'ailleurs qu'un détail dans la genèse de l'œuvre, tant il est visible que l'idée d'un seul devint immédiatement, sans restriction ni réticence, la volonté de tous.

Cette volonté était aussi politique que littéraire. Il n'est pas extraordinaire que les six aient choisi la guerre pour thème commun. Ils l'avaient tous vécue plus ou moins directement, et le sujet était bon pour des écrivains « naturalistes ». Mais près de dix ans s'étaient passés depuis... et la Commune; pourquoi ressusciter ces souvenirs?

C'est sans doute que la France, en 1879, est véritablement à la croisée des chemins. Le maréchal de Mac-Mahon, président royaliste d'une République au bercail, a été démissionné en janvier; mais l'Ordre moral n'a pas pour autant renoncé au pouvoir, celui du sabre et du goupillon protégeant un patronat de combat.

C'est dans cette conjoncture de crise (disposition des jésuites en mars, discussion de la loi d'amnistie des Communards en mai, premier 14 Juillet républicain), que s'inscrivent les *Soirées de Médan*. Ce qu'elles dénoncent, c'est la sottise et l'horreur de toute guerre; ce sont surtout ceux que cette guerre perdue a renfermés dans leur pouvoir, leur orgueil, leur dureté de cœur: la caste militaire, l'Eglise réactionnaire, les possédants.

Un pamphlet

Si peu sympathique qu'il soit, « Cornudet le démocrate » est le seul des auteurs de *Boule-de-Souff* à savoir une phrase courageuse pour stigmatiser l'infamie de ses campagnes de route: les Loiseux, « marchands de vins en gros ». M. Carré-Lamadon, « propriétaire de trois filatures, officier de la Légion d'honneur », dont la jeune femme « demandait la consolation des officiers de bonne famille envoyés à Rouen en garnison », le comte de Bréville, riche et vieux gentilhomme royaliste (« la société rentée, seigneur et forte », écrit Maupassant); mais aussi les deux religieux qui « marmonnent des pater et des ave ». Au total, la quintessence du « juste milieu ». Lequel se conduit en l'occurrence comme une quintessence du « milieu » tout court, la dignité en moins.

On ne voit guère en quoi « l'éducation antipatriotique » de Maupassant (l'expression est de Flaubert lui-même) touchait la patrie, pas plus que les cinq autres nouvelles, qui sont toutes, politiquement, de la même veine: celle de Maupassant. D'où l'affirmation de celui-ci à Flaubert, le 5 janvier 1880, que le livre « ne sera pas antipatriotique, mais simplement vrai ».

De là à affirmer, comme il le fait dans la même lettre, que les six de Médan n'ont en, en le faisant, « aucune intention quelconque », il y a loin. Les *Soirées* sont indéniablement un pamphlet concerté, dont les signatures, la date de parution et la tonalité d'ensemble importent davantage que le signifié. Pour Zola au moins, la ligne est sans détour, qui va des *Soirées de Médan* à *J'accuse*.

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. 10, collectif sous la direction de P. Abraham et R. Damié, Editions sociales, 1976, (tome 10, p. 128, 133, 269).

(2) Le document de cet article doit beaucoup au Zola, et notamment à l'édition de l'œuvre complètes d'Emile Zola, Certe du livre paru en 1968, ainsi qu'à la biographie de Maupassant et aux notes critiques de *Boule-de-Souff* de M. Lardoux, Portier dans le premier volume de l'édition des Contes et nouvelles, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, éd. 1977.

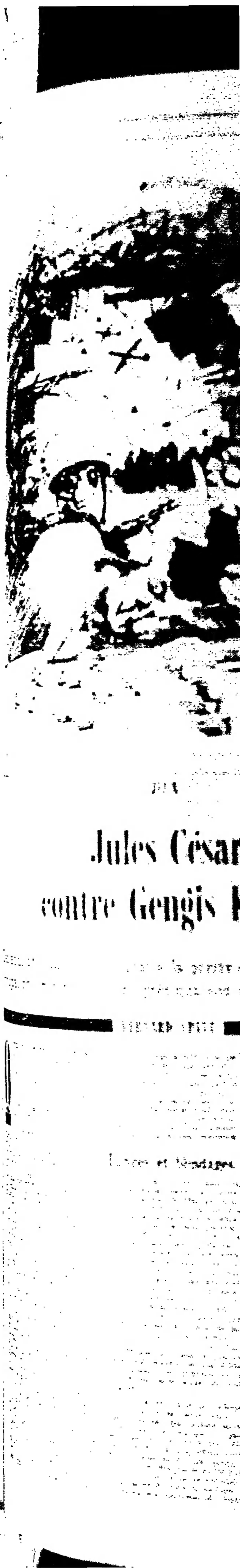
(3) Nous n'avons pu malheureusement utiliser l'ouvrage essentiel de René Damié, la *Publication de Soirées de Médan*, S.P.E.L.T., 1982.

(4) *Le Main d'écorché*, 1875; *En canot*, 1876; *Le Donneur d'ours*, 1877; *Le Mariage du lieutenant Lardi*, 1878; *Coeur*, 1879; *Les quatre autres* Guy de Valmont.

SIX TEXTES

« Les Soirées de Médan » (1880, Gustave Charpentier; 1936, Fasquelle) comprennent dans l'ordre :

Emile Zola (1858-1902), « l'Attaque du moulin », 94 pages; Guy de Maupassant (1859-1892), « Boule-de-Souff », 66 pages; Jules-Ernest Huysmans (1848-1907), « Le Sac au dos », 44 pages; Henry Céard (1851-1929), « La Saigona », 73 pages; Léon Hennique (1851-1928), « L'Affaire du Grand T », 22 pages; Paul Alexis (1847-1901), « Après la bataille », 44 pages.



Jules César
contre Gengis Khan

صك:امن الأصل

Médan



PHILIPPE VUILLEMIN

JEUX

Jules César contre Gengis Khan

Les adultes, eux aussi, « jouent à la guerre ». Ils apportent à cette occupation un sérieux et une précision bien de leur âge.

BERNARD SPITZ

QUEL fut le résultat de la bataille qui opposa les archers de Ramesses II aux chevaliers teutoniques ? Inutile de chercher la réponse dans les livres d'histoire. Le combat a bien eu lieu, mais en 1980 dans un studio d'arrondissement de Paris, reconstruit pour les besoins du jeu d'histoire en champ de bataille. En effet, à l'inverse des jeux historiques sur cartes qui recréent les conditions exactes d'affrontements du passé — un modèle sur le conflit d'afghanisme serait en préparation — les jeux d'histoire permettent de réaliser des batailles imaginaires entre des armées décorées par les joueurs eux-mêmes. C'est donc non seulement le goût de l'histoire et de la stratégie, mais aussi celui du modélisme et de la reproduction qui font des partisans du jeu d'histoire les plus passionnés des amateurs de jeux de guerre.

Après deux millions d'Américains et quelques centaines de milliers d'Anglais, ils sont désormais plusieurs milliers en France à considérer que la guerre est décidément « une chose trop sérieuse pour être confiée à des généraux ». Alors ils la réinventent, enrichissant l'histoire de chapitres anachroniques dont le caractère anachronique apporte parfois une note surréaliste. Jules César contre Gengis Khan, Perses sassanides contre guerriers vikings, tout est possible pour les amateurs de jeu d'histoire du moment que les opposants possèdent un ar-

melement homogène afin que les combats ne soient pas trop inégaux : l'affrontement de l'Afrikorps avec l'armée parthe offrirait effectivement peu d'intérêt. C'est la raison pour la quelle on distingue trois époques distinctes : l'Antiquité-Moyen Age, le Premier Empire et la seconde guerre mondiale.

Lances et blindages

L'Antiquité-Moyen Age, la plus étendue dans le temps, puisqu'elle va de 2000 av. J.-C. à 1350 — époque vers laquelle l'emploi de la poudre s'est généralisé — est la plus satisfaisante. Les armes utilisées à l'époque ayant une portée relativement faible, les problèmes d'échelle ne se posent pas, et l'on peut prendre des figurines de 15 ou 25 mm. (1). En revanche, pour la seconde guerre mondiale, on est obligé d'avoir recours à une échelle au 1/300^e et de tricher sur les distances pour éviter que les performances des chars n'oblignent les joueurs à disputer leurs parties au Parc des Princes ou dans la mer de Sable d'Ermenonville. Les pièces sont aussi plus grandes et la décoration plus aisée et plus soignée.

Après avoir obéi son armée, le joueur se lance dans la recherche de descriptions, documents ou gravures qui lui permettront de donner à ses troupes l'aspect le plus authentique et le plus esthétique possible. L'exécution des pièces exige pour chaque figurine de 10 minutes à une heure de travail, suivant la richesse des costumes et l'habi-

leté de l'artisan. Les figurines, même si elles n'ont rien à voir avec celles qu'affectionnaient des collectionneurs célèbres comme Louis XIV ou Winston Churchill, puisqu'elles sont destinées au jeu et non à l'exposition, sont parfois de véritables œuvres d'art ; et il faut de soixante-dix à cent cinquante figurines pour « aller au combat ».

Tout à la fois historien, scribeur de bibliothèques, expert en armes, peintre et stratège, l'amateur de jeu d'histoire étouffe par sa culture militaire et ses connaissances de tout ce qui touche de près ou de loin l'armée. De la longueur d'une lance de soldat macedonien à l'épaisseur du blindage d'un char Sherman, rien ne lui est étranger. Car tous ces éléments interviennent dans le déroulement des parties. Ainsi pour savoir si un obus a atteint sa cible, il faudra connaître des données aussi diverses que la portée du canon, la nature du terrain ou la fumée dégagée par les explosions précédentes. Déroulante pour le néophyte, cette précision n'est qu'une formalité pour l'habitué des jeux d'histoire. Il préfère d'ailleurs aux combats de la seconde guerre mondiale — trop simples à ses yeux — les affrontements de l'époque antique où l'on peut tenir compte non seulement du moral des troupes, mais de la position des boucliers, ou de l'effet de surprise provoqué par l'utilisation d'éléphants... Ces différents éléments interviennent pour modifier le nombre de points attribués à chacune des pièces et qui représente son potentiel offensif dans des conditions normales. L'échelle de

valeurs adoptée confère un certain cynisme à la partie : ainsi le pauvre paysan qu'on pousse au combat vaut sept fois moins qu'un légionnaire romain ou trois fois moins qu'un archer égyptien.

Champion de France pour l'époque Antiquité-Moyen Age, M. J.-M. Hantfort, porte-parole d'un groupe immobilier, constate un engouement croissant pour le jeu d'histoire « même s'il n'est pas encore reconnu par le grand public au même titre que les autres jeux de stratégie. Cependant, l'élite des joueurs français est déjà largement au niveau des meilleurs joueurs britanniques ». Parmi les quelques quinze mille figurines de sa collection, ses préférences vont à son armée chinoise. Gilles César — nom prédestiné pour un stratège, informaticien et animateur de l'un des clubs parisiens de jeu d'histoire, surnommé « le Monopol fou » en raison de son goût immédiat pour l'offensive à la tête de ses troupes mongoles, explique : « La situation sociale des joueurs en France est très variable. Du manœuvre au haut fonctionnaire, on voit de tout. » Mais les femmes, c'est le poids des traditions. Ce qui est sûr, c'est que beaucoup d'investissent entièrement dans leurs armées, au point de tricher sur la longueur des canons pour gagner quelques mètres ou de ressentir une défaite comme un grave échec personnel. »

Kriegspiel

Mais les meilleurs de ces stratégies amateurs auraient-ils fait pour autant de bons militaires ? Le lieutenant-colonel de Perrin, responsable du SIRPA (le service d'information et de relations publiques des armées), reste sceptique à cet égard. Il ne nie pas pour autant l'intérêt des jeux de simulation militaire, tout au contraire, puisqu'il est l'un des créateurs, avec les chercheurs du Centre de prospective et d'évaluation (C.P.E.) du ministère de la Défense, de l'exercice servant actuellement à l'entraînement des états-majors français.

« Mais, insiste-t-il, cela est très différent du jeu d'histoire. Cet exercice est un moyen d'évaluer le niveau de commandement sans déplacer dans la réalité les quelques vingt mille hommes que nécessiteraient des opérations susceptibles de prises de décision à ce niveau. » Le jeu oppose pendant 48 heures à temps complet deux états-majors de divisions dont « l'un est le joueur rouge » et l'autre, « le joueur bleu ».

Chaque unité possède au départ — tout comme une figurine de jeu d'histoire — un coefficient de combativité appelé « indice de capacité opérationnelle » qui est modifié en permanence tout au long de l'exercice. Les ordres donnés de part et d'autre sont centralisés par une commission d'arbitrage qui, à partir des rapports d'indicateurs, détermine les résultats à l'aide d'ordinateurs. L'ordinateur est d'ailleurs depuis longtemps l'instrument privilégié des jeux de simulation militaire. C'est ainsi que l'on pouvait lire dans le Times de Londres en 1983 : « Le ministère de la Défense vient de terminer un jeu de guerre sur ordinateur qui, d'après les rapports, confirmerait les Américains dans la conviction selon laquelle les États-Unis auraient l'avantage dans une guerre atomique totale. » Dans son livre la Guerre et l'Ordinateur, Andrew Wilson parle même des milliers de chercheurs qui travaillent aux États-Unis à rédiger les programmes de jeux de ce type comme le STAGE : « Simulation of Total Atomic Global Exchange ». On le voit, le Kriegspiel a bien évolué en deux siècles (2).

Or le plus paradoxal est de constater qu'aux côtés de certains joueurs de jeu d'histoire ont tendance à prendre trop au sérieux leurs parties et à oublier qu'ils sont là pour s'amuser, certains militaires ont — eux — tendance à se « prendre au jeu » ce qui fait perdre tout intérêt à l'exercice... »

(1) Une figurine — en plomb ou en alliage suivant la taille — coûte de 3 à 8 F. On trouve le plus grand choix de conseils complémentaires dans des boutiques spécialisées comme « Jeux de guerre-Distributions », 31, rue du Bel-de-Stille, Paris (4^e) ; « Jeux thèmes », 33, rue de Montcau, Paris (8^e) et 2, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris (5^e) ; « Jeux Descartes », 40, rue des Ecoles, Paris (6^e). On pourra également consulter des revues comme « Uniformes » ou la toute nouvelle « Jeux et Stratégie ». Enfin, pour plus de précisions, écrire à M. Pierre Hippo, 79, quai André-Citroën, 75015 Paris, ou au siège de la Fédération française des jeux d'histoire, 10, rue du Vieil-Abreuvail, 92100 Saint-Germain-en-Laye.

(2) Le Monde Dimanche du 3 février 1980.

CLUBS

Au secours des « gens bien »

Parmi les « gens bien », il en est qui s'ennuient. Un club pas comme les autres leur ouvre les portes de la convivialité, des loisirs et de la culture.

RICHARD DARMON

ELLE en avait assez des dîners en ville avec toujours les mêmes têtes, et, à la longue, les parties de chasse et de golf l'ennuyaient. Colette Lesur, peintre et décoratrice, a découvert un jour qu'il manquait à Paris un lieu d'échanges et de rencontres : « J'avais, dit-elle, une envie folle de visiter les églises romanes du Roussillon, mais aucun de mes amis n'était intéressé. C'est ce qui m'a donné l'idée de créer Goûts communs. » Derrière l'imposant bouquet posé sur son bureau, elle précise en souriant : « On ne peut imaginer à quel point les gens sont seuls... Même les gens bien... »

Comme elle adore la poésie, la peinture et le théâtre autant qu'elle déteste l'apathie et la non-communication, elle s'est dit qu'il fallait faire quelque chose pour régler le bul de Goûts communs — une association privée que certains appellent le Club — est donc de « lutter contre l'isolement en permettant aux individus de se rencontrer sur la base d'intérêts partagés, qu'ils soient culturels, artistiques, sportifs ou récréatifs ». Rien à voir avec une agence matrimoniale ou un « lieu de drague ». « Évidemment », dit Colette Lesur, « au cours d'une soirée ou d'un dîner, des gens font connaissance et se plaisent, c'est tout naturel. Mais, ajoute-t-elle, avec un rien de féminisme bon genre, mieux vaut, pour une femme, aller au concert avec une autre femme intelligente plutôt qu'avec un homme idiot, nous préférons qu'il y ait une relation... »

Grâce à des fiches très détaillées, chaque membre de Goûts communs reçoit tous les mois le nom de trois ou quatre personnes des deux sexes, avec lesquelles la fondatrice a pensé qu'il ou elle aurait des affinités, pour former peut-être un petit groupe d'amis, capable d'organiser lui-même ses soirées. Colette Lesur adore que les gens se prennent en charge... grâce à elle.

Badge

Chaque mois aussi, on envoie à chacun des suggestions de voyages, de machines sportives ou de sorties en ville. C'est le programme des activités du club : concerts, dîners-débats sur l'actualité mensuelle, la théâtralité ou l'architecture, présentations de mode féminine, soirées au théâtre, cours de gymnastique — « donne », cela va sans dire — promenades pédestres ou équestres, ateliers de bridge, de poésie, de théâtre et d'échecs, et même stages de danses de la Renaissance.

Et tout cela marche très bien. Depuis sa création, en 1976, le club a vu passer mille personnes. Aujourd'hui, quatre cents d'entre elles ont adhéré, et les membres actifs. Pour adhérer, il faut payer une cotisation annuelle de 900 F (500 F pour les moins de vingt-cinq ans).

Tous les mardis, les membres peuvent se retrouver dans le salon d'un grand appartement de la rive gauche, vers 7 heures du soir, pour causer un peu et faire connaissance, entre les petits gâteaux salés et les « drinks » de whisky-orange, avec les nouvelles têtes de Goûts communs.

Les « nouveaux », un peu intimidés, sont d'autant plus facilement repérables qu'à l'entrée une hôtesse leur a collé, au revers du veston, un badge en plastique comme dans les centrales nucléaires, les séminaires pour cadres ou les hôpitaux : prénom en lettres noires, pastille rouge pour que les « anciens », cordiaux et décontractés, les accueillent et les rassurent.

Il y a là, formant de petits groupes d'un canapé à l'autre, une majorité de femmes entre trente et cinquante ans : secré-

taires de direction restées célibataires malgré leur « classe », juristes divorcées, enseignantes déprimées, provinciales mutées à Paris ou bien épouses déçues que leurs maris managers ou leurs polytechniciens de maris ont abandonnées chez elles, au milieu de leur meubles et de leurs enfants.

Morfondues

Colette Lesur s'est souvent demandé pourquoi il y avait autant de femmes dans son club : « D'un côté, dit-elle, les femmes sont plus ouvertes que les hommes aux innovations du genre de Goûts communs, très habituelles en Europe du Nord, mais mal reçues en France. Les mâles, plus dogmatiques, changent moins facilement leur manière de vivre. D'un autre côté, il y a toutes ces femmes qui n'ont plus vingt ans et que leurs maris abandonnent. Les voilà d'un coup sans perspectives, sans relations, et de plus en plus morfondues, elles qui dans la majeure partie des cas n'avaient vécu socialement et affectivement que par rapport à leurs maris, aux collègues de leurs maris, aux enfants, à la maison... Dans notre société, tout est fait pour les couples, mariés ou non, et pour les hommes ! » Les hommes de Goûts communs appartiennent évidemment au même milieu social : presque tous sont cadres supérieurs, ou appartenaient aux professions libérales. Il n'y a donc pas que dans les banlieues populaires ou les H.L.M. que l'on broie du noir, mais aussi en plein cœur de Paris, et même quand on a de bons diplômes et une foule de relations professionnelles.

Après le petit cocktail de 7 heures du soir, les se retrouvent à quelques-uns pour aller au cinéma ou rejoindre leur atelier préféré. Une dizaine de femmes se réunissent tous les quelques jours tout à tour chez l'une d'elles pour lire des poèmes. Cela commence autour de la cheminée par un buffet froid, pioché sur un châteauneuf tapis blanc. L'animatrice, seul homme présent, propose que l'on passe dès que possible à la lecture des textes. On écoute du Byron et du Saint-John Perse en dégustant les dernières tranches d'un ananas frais. « L'essentiel », dit le poète-animatrice — car, lui aussi, il écrit ! — « c'est de se faire plaisir ! »

Après lui, chacune des dames lire un ou deux poèmes de son choix, ou quelques-uns de sa composition. On commente la syntaxe, les rimes, et bien sûr la diction de la lecture. Ensuite on écoute, sur disques des poésies de Pablo Neruda. L'animatrice conclut avec un fougueux retour à Saint-John Perse. Un long poème à la gloire de la beauté féminine. « Une véritable splendeur », s'exclame-t-elle, encore très inspirée, en élevant lentement ses lunettes !

On comprend que Colette Lesur tienne beaucoup à ne pas mélanger les milieux sociaux, à rester dans une certaine « élite », qui, d'après elle, facilite énormément les contacts. « L'âge », dit-elle, « n'a finalement pas trop d'importance. J'ai fait récemment une émission sur Goûts communs à la radio avec Muriel Grégoire qui m'a valu un énorme afflux de candidatures... Il a fallu sélectionner les demandes et ériger pour ces « gens-là », plus... comment dire ? plus... « ordinaires », une annexe du « vrai » club, avec ses activités spécifiques et son fichtier séparé... »

C'est le mercredi soir, une fois par quinzaine, et non pas chaque mardi, que ces adhérents nouveaux se retrouvent. Pour Colette Lesur et ses deux assistantes, c'est le Club Trolol... Comme troisième âge. Ou troisième classe... »

* Goûts communs, 100, rue du Bac, 75006 Paris. Tél. : 545-95-10.

LES images, les objets, les amis, glissent au fil des jours, de plus en plus vite. La crise n'a pas tué le règne de l'éphémère, parce qu'il faut que tout roule et tout coule pour que le Minotaure de la production, qui a des crampes d'estomac, ne s'affaisse pas trop. Dans cette société où l'on cherche à transformer les consommations en services, tournants, afin qu'ils n'arrêtent surtout pas d'avoir des envies, il se produit un curieux phénomène d'autoconsommation. A la rage de se maintenir à flot, sur la mer des dépenses quotidiennes, l'homme se livre à l'épargne, s'oppose un désir de plus en plus fort d'accumulation de biens immatériels, ceux du savoir. A mesure que se vidant les caisses de l'Écourent d'encyclopédies, de livres de références, d'histoires. Du côté des disques, on cherche — de préférence en souscriptions — les œuvres complètes de tel compositeur, ou s'il est vraiment trop fécond, au moins l'intégrale de ses symphonies, de ses quatuors, de ses sonates... Si les livres d'art peuvent encore tout l'œuvre peint d'un Van Gogh ou d'un Modigliani, quelle sublimité ! Strange ! Il ne faut pas que manque un bouton de guêtre à

ces manifestations traduisent une intense et merveilleuse curiosité, une élévation du niveau d'intérêt d'une proportion de plus en plus importante de citoyens, une soif d'apprendre par soi-même, une fois bouché le cycle des études. Sans doute cet appétit existe. Heureusement. Au reste, il n'est pas forcément gratuit car l'information diffuse du pouvoir.

VARIATIONS

Le bunker du savoir

PIERRE DROUIN

cet habillage de la mémoire. Comme si le destin était de finir sur une lie, dans un monde où même les valeurs de la culture allaient sombrer dans un ne sait quel gigantesque holocauste, et qu'il fallait les préserver chez soi. Vues avec des lunettes roses,

la totalité d'une production. Il y a un côté accapareur chez le collectionneur d'intégrales. Non certes qu'il veuille priver les autres du même plaisir. Il serait plutôt content de faire des adeptes. Mais, grâce à l'entassement des chefs-d'œuvre, ne cherche-t-il pas à se protéger contre le monde qui grouille de vie, inquiétant, peut-être vulgaire et qui, en tout cas, ne produit pas encore des œuvres reconnues. Derrière cette barrière élitiste, aux étiquettes bien collées, on se sent rassuré.

Le savoir est le seul bien qui s'accroît en se partageant. Ne l'enfermons pas dans un bunker !

XX — LE MONDE DIMANCHE

20 AVRIL 1980

Le Monde

DI MANCHE

NOUVELLE

Anapoyèse

par Salvador Elizondo

UNE brève dépêche, reproduite par les journaux, annonce la mort, dans des circonstances tragiques, du professeur Pierre-Rmile Aubanel, qui avait été, jusqu'à la veille de la guerre, titulaire de la chaire de thermodynamique à l'École polytechnique et de celle de linguistique appliquée à l'École des hautes études. Quelques semaines avant l'éclatement du conflit, les milieux scientifiques de Paris discutèrent avec chaleur des travaux qu'Aubanel avait présentés devant l'Institut. Certains les qualifièrent d'imposture et, devant le scandale, Aubanel, qui avait déjà remis à l'impression son livre *Énergie et langage*, se retira dans la solitude de son appartement de la rue de Rome pour poursuivre ses recherches en privé. Les années de guerre et d'occupation le contraignirent à une réclusion fructueuse, bien que la Gestapo ait pris soin de confier et de détruire tous les exemplaires de son livre, en alléguant, sur la base d'une argumentation linguistique erronée, l'origine sépharite du nom de l'auteur.

J'ai fait sa connaissance après la guerre en allant le consulter sur l'entropie des grands vides, bien que ce soit la poésie qui nous ait rendus amis et qui m'ait permis d'avoir la main de Stéphane Mallarmé avant qu'il ne soit dans la même rue que Aubanel. Après que la consultation était terminée et que nous bavardions de généralités, je lui demandai s'il ne pourrait pas m'indiquer quelle était la maison du poète ou si elle se trouvait à proximité.

Aubanel plissa les yeux et ébaucha un sourire ironique :

« Mon cher ami, dit-il, vous êtes dans la maison de Mallarmé. Il ne reste plus rien de ce qui existait de son vivant. Quand j'ai acquis la maison, j'ai abattu certains murs, et j'en ai fait construire d'autres. Du temps de Mallarmé, elle était toute tapissée dans le style de l'époque, vous voyez... »

Il me montra la maison, banale et sans charme. Dans ce qui avait été le bureau du poète, Aubanel avait installé un magnifique laboratoire. Par la porte entrouverte, il me la montra depuis le seuil.

« Je pense que vos travaux étaient essentiellement théoriques ou mathématiques ; figurais-je ? » dit-il, d'un ton expérimental, dit-il en voyant l'intérieur du laboratoire dans la pénombre.

« Mais si, et ils sont passionnants, dit Aubanel en refermant la porte. J'espère vous les montrer à une autre occasion. »

QUAND nous primes congé, il m'invita à dîner le lendemain dans un restaurant de la place de l'Opéra. Après le dîner, nous gagnâmes lentement à pied la rue de Rome. En arrivant au croisement du boulevard Haussmann, Aubanel commença à parler de ses expériences.

« Ont-elles un rapport avec la thermodynamique ? demandai-je. »

« Tout a un rapport avec la thermodynamique, dit-il, et, ajoute-t-il avec un sourire moqueur — avec la linguistique ! Et même, vous allez en être encore plus étonné, avec la poésie ! »

— Avec la poésie ?

« En effet, poursuivit-il. Toutes les choses qui composent l'univers sont des machines grâce auxquelles l'énergie se transforme, et toutes renferment une dose d'énergie égale à celle qui fut nécessaire pour les créer ou pour leur donner la valeur énergétique qui les définit en tant que choses individuelles, différentes les unes des autres au tant que choses, mais identiques en tant que quantités d'une même chose : l'énergie. »

— Et la poésie ?

« La poésie est une chose comme toutes les autres. Elle en diffère simplement par la quantité d'énergie que recueille un poème quand il est composé. La masse d'un poème, continuait Aubanel, est égale à la masse d'un cuirassé ou à celle d'une pomme. Tout dépend du poème. Un poème ne pourrait être comparable qu'à la capsule contenant la quantité d'énergie qui lui donne vie. Reportez-vous simplement au sens original du mot poème ; il dit tout à lui tout seul. »

— Vous voulez dire, professeur Aubanel, que vous prétendez mesurer la masse du poème ?

« D'une certaine façon, oui ; mais ce n'est pas l'objet principal de mes expériences. En fait, ce que je reviens plutôt à la critique littéraire. Mais ce qui m'intéresse, c'est la possibilité de rendre réversible le processus par lequel l'énergie du poète se matérialise dans le poème. »

— Et de pouvoir ensuite libérer cette énergie ? demandai-je timidement.

Aubanel continua à parler. Il refusait à voix haute son grand rêve de l'énergie.

« Imaginez l'énorme richesse contenue dans le répertoire poétique de presque toutes les nations. L'énergie est la plus grande richesse qu'un peuple peut posséder. Imaginez l'économie de l'Italie alimentée par une quantité d'énergie équivalente à celle que contient la Divine Comédie. Il suffirait d'un chant, de deux tout au plus, pour faire fonctionner les usines Fiat au maximum de leur capacité durant les deux cents prochaines années. »

— Mais, intervenis-je, pour obtenir cette quantité d'énergie du poème il faudrait le détruire.

« Bien sûr, dit Aubanel. Les Italiens devraient y renoncer à jamais. Mais, malheureusement pour l'économie italienne, c'est aujourd'hui totalement impossible. »

— Pourquoi ? demandai-je.

« Parce que l'énergie contenue dans un poème, dit-il, comme celle des éléments radioactifs, s'épuise avec le temps, avec la lecture, et ce qui, à la naissance, est la matière de l'uranium irradiant se transforme, à la longue, en plomb dense mais inerte ou en quelque élément de moindre rendement

énergétique. A chaque lecture que les hommes font du poème, ils extraient une certaine quantité de l'énergie qui l'anime, jusqu'à ce qu'il l'oublient complètement. Le poème est alors plongé dans un sommeil hivernal qui dure parfois des siècles, loin de la mémoire et des yeux des hommes. Il y a des poèmes qui parviennent à reconstituer leur énergie. Après des siècles, ils ressuscitent, brusquement investis d'une formidable puissance nouvelle. Mais la plus grande force dynamique réside dans les poèmes que personne n'a jamais lus, dans ceux qui conservent intacte l'énergie qui leur a donné forme. »

Il me conduisit alors à son laboratoire.

« Vous savez que Mallarmé a fait détruire tous ses manuscrits. Il les gardait dans des boîtes à bonbons, les transcrivait sur des formulaires de télégrammes ou sur des enveloppes de marrons glacés. Sa famille a brûlé tous les billets et les feuilles qui contenaient ses écrits inédits. Une disposition testamentaire qui a coûté cher à la poésie française, mais aussi une conjonction qui fait naître les hypothèses les plus insensées à propos du destin de ces papiers. C'étaient des poèmes ou l'énergie était contenue à l'état pur. Rien que des poèmes qui n'avaient subi aucune atteinte, puisque personne d'autre que leur auteur ne les connaissait. C'étaient des poèmes qui contenaient à l'état pur l'énergie que Mallarmé lui avait insufflée. »

— Avez-vous réussi à retrouver certains de ces poèmes et à les transformer en énergie ? demandai-je.

« Pas encore, dit-il avec une certaine amertume. J'ai seulement réussi à récupérer des mots, des fragments de vers, aucun poème entier, aucune phrase intacte. Ce sont des mots de Mallarmé que personne, sauf moi, ne connaît, mais je n'ai jamais osé... »

AUBANEL alluma toutes les lumières du laboratoire. Il était beaucoup plus grand que je l'avais imaginé la première fois que je l'avais vu, la veille, par la porte entrouverte. En plus des tables couvertes d'appareils, il y avait au fond un énorme tas de papier peint usagé qui atteignait presque le plafond. Je ne pus cacher ma surprise devant un spectacle aussi incongru. D'un côté, ces instruments très compliqués et, de l'autre, ce tas de déchets innombrables. Aubanel remarqua mon étonnement :

« Le papier peint usagé a été ma manie, dit-il, avec une émotion voilée en désignant le tas de rouleaux de papier taché et

milieux. Je vais vous expliquer pourquoi. J'étais très jeune quand j'ai conçu l'idée d'un rapport entre le langage et la mécanique. Avec l'âge, j'ai pu en donner une formulation mathématique extrêmement exacte. Je pouvais déterminer la valeur R de l'importance quel vers écrit par un grand poète. La première que j'ai calculée fut *Arma, virumque cano, Trojae qui primus ab oris...* Malgré une érosion de deux millimètres, le vers de Virgile aurait suffi à soulever un atome de carbone à une hauteur d'un dix millionième de micron ; une valeur infime, évidemment, mais aussi, et c'est là le point important, et relevant des lois de la physique nucléaire. Les travaux de Bohr sur la masse du noyau me donnaient raison, et la théorie de Planck me fournissait le cadre qui permettait d'expliquer et de démontrer la mienne. »

— Maintenant, je comprends tout ! m'exclamai-je. Vous avez besoin d'un poème vierge, d'un poème que personne ne connaît...

« Exactement. C'est pourquoi je suis venu vivre dans cette maison. Avec l'espoir de trouver dans quelque recoin le poème oublié ou perdu par Mallarmé, gravé à travers le papier sur le rebord d'une fenêtre, un billet tombé accidentellement entre les feuilles des plumes ou emprisonné entre les lés de papier peint... J'ai commencé à travailler avec les matériaux que j'avais à portée de la main, comme s'il s'agissait d'invoquer la présence pleine et totale du génie de Mallarmé par la fissure de quelques-uns des éléments les plus purs d'un poème composé : l'énergie contenue dans « Sur le vide papier que la blancheur défend », par exemple, transmis à une balle de ping-pong, peut la faire rebondir à 1 mètre de hauteur pendant quarante ans. »

Aubanel s'approcha d'une armoire dont il ouvrit la porte. A l'intérieur, il y avait un dispositif cylindrique en verre, d'un peu plus d'un mètre de hauteur, fermé aux deux extrémités par des plaques d'acier inoxydable. Dans le cylindre, une balle de ping-pong rebondissait en silence.

« Cette balle je l'ai mise en mouvement en 1932, continuait Aubanel. Le vers *Effluve sans mâle ni fertile flots* » contient une énergie suffisante pour la faire rebondir durant deux cent quatre-vingt-dix ans et, en y joignant le dernier vers du poème « Mais, ô mon cœur, entends le chant des matelots ! », on pourrait faire rebondir la balle sans arrêt pendant six cent cinquante-quatre ans. »

— Étonnant ! m'écriai-je, il n'y a pas de doute. Mais avez-vous pensé aux implications que votre théorie scientifique comporte pour l'esthétique ? Vous

rendez-vous compte que mesurer la masse transformable en énergie d'un poème signifie la négation de l'acte de création et du poème lui-même, pour ainsi dire ?

« Certainement. En formulant cette théorie je n'ai pas perdu de vue, ni mon Lavoisier, ni mon Boileau. »

Aubanel s'arrêta devant la table principale ; il montra de sa main tendue l'appareil étincelant posé dessus, et il dit :

« Voyez plutôt !... Cet appareil représente plus de trente années de travail acharné. Je l'appelle l'anapoyétron... C'est un réacteur nucléaire branché en circuit avec un oscilloscope, un électrocardiogramme qui enregistre l'activité intellectuelle et émotionnelle sous forme d'ondes... »

Aubanel désigna, en suivant les câbles qui les unissaient, d'abord l'anapoyétron, puis les deux appareils enregistrateurs qui reposaient sur le sol à côté d'une chaise de bois équipée de sangles et de courroies de cuir noir. Un peu plus loin se trouvait la console de lecture qui traduisait les oscillations en un code de quantités effectives de manière lisible que le réacteur, auquel cette machine était également reliée, traduisait à son tour en énergie. A l'autre extrémité du réacteur sortaient les câbles conducteurs, qui aboutissaient à une batterie d'accumulateurs.

« Je vais vous faire une petite démonstration, dit-il en me montrant un indicateur sur le tableau. L'anapoyétron agit comme une caméra qui fonctionne d'avant en arrière. Une fois le poème traduit dans le code énergétique, l'instrument transforme ou traduit ce langage en énergie ; l'anapoyèse se produit. »

Il prit un petit ruban qui ressemblait à une pellicule photographique et il l'introduisit dans le dispositif spécial de l'anapoyétron.

« Il s'agit seulement d'un vers trié court du maître. Le vers IV de la *Prose*. Vous le connaissez déjà, sans doute : « Que, soit des cent iris, son site... ». Je vous prie de noter qu'il a déjà beaucoup servi et que son niveau énergétique

est très bas ; mais regardez bien la petite aiguille du voltmètre. Quand je mettrai le réacteur en marche, il se produira une décharge partielle de l'énergie encore conservée dans le vers IV, qui fera s'allumer les lampes du tableau. Regardez bien. »

AUBANEL appuya sur le bouton de l'interrupteur de l'anapoyétron. On entendit un sifflement très aigu qui dura un instant et qui retentit comme une détonation. Les parties terminales des câbles émettent des étincelles et furent éjectées à blanc. La petite aiguille de l'indicateur vibra d'une façon épileptique et les ampoules du tableau éclatèrent. Toute l'anapoyèse avait à peine duré une fraction de seconde.

J'étais ébahi et ébloui. Le bourdonnement détonant produit par le réacteur et l'éclat aveuglant des lampes au moment de la décharge ou de la traduction énergétique des mots de Mallarmé m'avaient privé de ma pleine conscience pendant quelques secondes et dans mes oreilles résonnait encore ce sifflement tourmenté. Mes pupilles étaient tellement contractées qu'elles étaient comme des points noirs, lorsque l'explosion fut terminée, et bien qu'Aubanel ait allumé toutes les lumières, c'est à peine si je pouvais distinguer sa silhouette. J'écoutais sa voix qui semblait m'arriver au milieu d'un bruit bon assourdissant, insupportable non seulement pour l'oreille, mais également pour les yeux.

« Imaginez — dit-il au bout de quelques instants — imaginez ce qu'a dû être la *Prose* ou le *Sonnet* en « *tr* » quand ils ont quitté la pointe de la plume de ce poète sublime, l'énergie non contaminée, totale, du poème, à l'état pur où le poète la capte et l'enferme dans une capsule hermétique que seul l'anapoyétron peut ouvrir, pour la transformer en énergie, en luxe, en calme, en volupté... Imaginez la puissance qui fut jadis contenue dans « Adieu, bibelet d'humanité sonore... » avant que quelqu'un ne le connût. Ah, mon cher ami, avoir pu tenir dans ses bras ce nouveau-né issu d'une nuit lointaine. »

J'avoue que pendant le voyage de retour vers mon hôtel je n'ai pas beaucoup pensé à Mallarmé. Ce qui m'intriguait le plus, de toute la visite chez Aubanel, c'était cette chaise de bois qui s'interposait énigmatiquement entre l'anapoyétron et la table de lecture. A quoi était-elle destinée ?

Selon la laconique dépêche de l'A.F.P., la mort du professeur Aubanel a été causée par une décharge d'une puissance énorme, quoique d'un rayon mystérieusement réduit, qui s'est produite dans le laboratoire, et elle a ajouté que l'on croit que l'explosion a été provoquée par une avarie dans les installations grâce auxquelles Aubanel réalisait des expériences de thermodynamique compliquées.

Dans la dépêche il n'est nullement fait allusion à Mallarmé. »

(Traduit et adapté par Claude FELL.)

Né en 1932 à Mexico, SALVADOR ELIZONDO a publié deux romans aux éditions Gallimard, traduits par René L.-P. Guérin : *Paraboles* (1969) et *Répétitions* (1971). Il a également publié plusieurs recueils de nouvelles et il fait partie du conseil de rédaction de la revue *Vuelta*, dirigée par Octavio Paz.

or-30 vente
Soit :
CHAÎNES : 150 à 170 F le gr.
GOURMETTES : 170 à 190 F le gr.
ALLIANCES : 180 à 190 F le gr.
MÉDAILLES : 230 à 270 F le gr.
Achat déchets d'or
LE BIJOU D'OR
1, rue Saulnier, Paris (9^e)
1^{er} étage - 246-46-96

politique
du Sud

100 semaines

Nous tentons
sur l'Iran
la contribution

PIERRE
ES GUERR
RELIGIO

مكتبة الأمل